CI-162
2021-05-05
S. Pinault-Reid

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

PROGRAMME 04

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

- RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS.....SECTION 3
  - 3.1 OPPOSITION OFFICIELLE
  - 3.2 DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION
  - 3.3 TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

OPPOSITION OFFICIELLE

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2020-2021, qui sont en cours et à venir pour l'année 2021-2022 incluant des détails sur :
   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociation ;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
   h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
   j) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes;
   k) les ministères et organismes fédéraux impliqués

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, ont eu lieu en 2020-2021, actuellement en cours et à venir pour l'année 2021-2022 incluant les détails sur :
   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
   i) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

3. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2020-2021 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021 et celles à venir pour 2021-2022. Préciser pour chacune :
   a) l'objet des consultations;
   b) le moyen utilisé;
   c) les dates des rencontres;
   d) les communautés et les personnes consultées;
   e) les résultats des consultations;
   f) les montants afférents.

   Préciser le budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

5. Liste des rencontres faites avec les communautés autochtones par la ministre et/ou son cabinet pour l'année 2020-2021. Inclure les noms des personnes qui y ont assisté et les sujets abordés et les lieux.

6. Concernant la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, communément appelé « la commission Viens », veuillez fournir bilan, plan de déploiement, analyses, sommes dépensées du budget mis de côté pour donner suite, et tout autre document pertinent.

7. Les crédits dépensés pour la mise en œuvre des appels à l'action du rapport de la commission Viens.

8. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de la commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.

9. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

10. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

11. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant des métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

12. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

13. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontre entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés innues concernant le projet Apuiat. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

14. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2020-2021, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :
    a) développement économique;
    b) garantie de prêt;
    c) infrastructure communautaire;
    d) action communautaire;
    e) soutien à la consultation.

15. Liste des projets économiques présentés en 2020-2021 par les administrations autochtones au SAA et l'état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.

16. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

17. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones.

18. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2020-2021.

19. État d'avancement et rapport détaillé de la mise en œuvre de la *Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake.*
20. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits pour 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.
21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du Trésor pour l'année 2020-2021 et 2021-2022.
22. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.
23. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par en 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.
24. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2020-2021 pour prévenir les problèmes de la santé mentale et lutter contre les suicides dans les communautés autochtones. Incluant les ressources disponibles ainsi que les ententes spécifiques et leurs revendications des communautés.
25. Actions posées et crédits engagés en 2020-2021 auprès des jeunes et des femmes autochtones et les crédits demandés.
26. Détails de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.
27. Les coûts et le nombre d'ETC qui travaillent à la résolution des différends entre les diverses communautés de chasseurs et le gouvernement du Québec concernant les droits de chasse sur les réserves fauniques du Québec. Ventilation des coûts des parties privées qui œuvrent pour le gouvernement dans ce dossier, le cas échéant et par réserve faunique.
28. États avancement et état des lieux des négociations et des relations entre les Innus de Natashquan et Hydro-Québec suite aux manifestations de la Romaine en novembre 2018.
29. Pour l'année 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 concernant les ressources en habitation pour les communautés, le nombre de logements sociaux à développer, ainsi que tout étude, analyse ou document relié.
30. Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones.
31. Les programmes et ressources disponibles pour faciliter l'entrepreneuriat autochtone dans leur communauté, ainsi que les ressources investies, ventilées par projet et les projets rejetés accompagnés des raisons du refus. Prévisions pour 2021-2022.
32. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.
33. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés micmacs relativement aux consultations, au développement du projet Galt en Gaspésie. Préciser s'il y a eu entente et, le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

34. En vertu de la Loi encadrant le Cannabis au Québec :
    a) Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec;
    b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune;
    c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.

35. Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant l'utilisation de cartes autochtones, notamment délivrées par les Métis de l'organisation Alliance autochtone du Québec.

36. En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges de la ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat.

37. Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse, document et plan d'agrandissement concernant la maison Ullivik, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 en ce domaine.

38. Pour l'année 2020-2021, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre de la Sécurité publique, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

39. Pour l'année 2020-2021, tout document et crédit demandé au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la loi sur le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

40. La liste de tous les comités interministériels en 2020-2021, desquels a fait partie le SAA avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

41. Pour l'année 2020-2021, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés pour le projet de Résilience Montréal destiné à la population en situation d'itinérance du square Cabot et de ses environs.

42. Pour l'année 2020-2021, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés en matière d'itinérance chez les populations autochtones dans la métropole et ailleurs au Québec.

43. Pour l'année 2020-2021, liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés autochtones impliquées dans les manifestations ferroviaires en solidarité avec la communauté Wet'suwet'en. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

44. État de situation pour 2020-2021 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

45. État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.

46. Crédits octroyés dans la mise en œuvre du Principe de Joyce.

47. Depuis le 9 octobre 2020, la liste des annonces faites par le ministre ventilé par les coûts, les projets retenus et rejetés en plus de faire le bilan et l'état de la mise en œuvre de chacune de ces annonces.

48. Bilan du déploiement de la somme de 15 millions de dollars afin de prévoir des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et des Inuits dans le réseau de la santé et des services sociaux. Fournir notamment :
    a) le nombre de personnes qui ont bénéficié de cette annonce;
    b) le nombre de formations qui ont été offertes aux gestionnaires et aux intervenants;
    c) le nombre d'agents de liaison et de navigateurs de service déployés.

49. État d'avancement de la construction du nouveau Centre d'amitié autochtone de Lanaudière. Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.

50. Bilan et crédits octroyés à la mise en œuvre de la table politique conjointe présidée par le ministre et le chef de l'APNQL. Fournir notamment :
    a) Le nombre de rencontres;
    b) Les projets et dossiers sur lesquels des discussions ont lieu;
    c) Les annonces découlant de cette table;
    d) Le nombre de rencontres avec le premier ministre du Québec dans le cadre de cette table.

51. Bilan de la construction de trois centres d'hébergement dans le cadre de l'attribution d'une aide financière de 18,4 millions de dollars à la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ). Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.

52. Bilan de la prestation de 18,6 M$ pour améliorer les services de police auprès des citoyens autochtones. Fournir :
    a) Les initiatives élaborées;
    b) L'état de situation des Corps de Police Autochtone (CPA) établie par l'Association des directeurs de police des Premières Nations et Inuits du Québec;
    c) La formation initiale en place en patrouille-gendarmerie volet autochtone;
    d) Le nombre de policiers autochtones formés;
    e) L'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec ;
    f) Formation offerte aux CPA en matière de violence conjugale, d'agression sexuelle et de violence intrafamiliale;
    g) Nombre d'agents de liaison et agents de services correctionnels;
    h) Le niveau de bonification de la prestation de services aux CPA par l'intégration d'agents de liaison au sein du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) et au bureau du Commissaire à la déontologie policière (CDP);
    i) Formation disponible sur la réalité autochtone qui sera conçue et offerte aux agents des services correctionnels afin qu'ils aient une meilleure compréhension de la réalité autochtone.

53. Bilan de M. Paul Girard à titre de négociateur ayant comme mandat d'identifier des pistes de solution aux enjeux de cohabitation entre la municipalité d'Oka et la communauté de Kanesatake. Fournir notamment les crédits octroyés à ce dernier en précisant la source du fonds, et le tout ventilé par poste budgétaire notamment salarial, et en fonctionnement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2020-2021, qui sont en cours et à venir pour l'année 2021-2022 incluant des détails sur :
   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
   h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
   j) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes;
   k) les ministères et organismes fédéraux impliqués.

LES ALGONQUINS-WINNEWAY

a) L'objet des négociations

En 2008, le gouvernement du Québec a convenu d'une entente-cadre avec la communauté de Winneway. Cette entente prévoyait la négociation de différentes ententes sectorielles. L'objet de la négociation est de mettre en œuvre cette entente-cadre, plus précisément en négociant des ententes sectorielles sur les sujets suivants :

- la création d'une assise territoriale;
- l'harmonisation forestière;
- la sécurité publique.

b) Les dates des rencontres

2020			
28 avril	28 mai	26 juin	8 et 20 juillet
20 novembre			

2021	
12 et 18 février	11 mars

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi par les parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En 2019, la communauté de Winneway a exprimé la volonté de reprendre les discussions pour mettre en œuvre l'entente-cadre de 2008 en mettant en place une table de négociation formelle. La communauté a demandé à ratifier une lettre d'entente spécifique qui viendrait confirmer la volonté commune de redémarrer ces discussions. Le SAA et la communauté ont convenu du contenu de cette entente qui a été signée le 25 août 2020. Les discussions sur la base de l'entente-cadre de 2008 ont déjà commencé relativement à la création de l'assise territoriale, la sécurité publique et l'harmonisation forestière. Comme certains sujets requièrent la participation du gouvernement du Canada, ce dernier a été invité et a accepté de participer aux négociations visant la création de l'assise territoriale ainsi que celles sur la sécurité publique. Les parties se rencontrent régulièrement et les travaux se poursuivent.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Gaétan Fortin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Mme Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Me Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. François- Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Marie-Ève Lacombe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Élaine Cyr	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Jean-Sébastien Dion	Ministère de la Sécurité publique
Mme Catherine Larouche	Ministère de la Sécurité publique
Mme Nathalie Dion	Ministère de la Sécurité publique
M. Dany Renauld	Ministère de la Sécurité publique

g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. David Lessard	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Kim Lepage	Sécurité Publique Canada
Mme Habon Ismael	Sécurité Publique Canada
Mme Anik Lartigau	Sécurité Publique Canada
Mme Liisa Mac Naughton	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Shaikh Niyalish	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Mireille Durant	Justice Canada
Mme Debra Ramsay	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Anthony Chartier	Services aux Autochtones Canada

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du conseil
Mme Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Éric Cardinal	Négociateur
M. Lloyd Alcan	Négociateur

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de la Sécurité publique

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Services aux Autochtones Canada
Justice Canada
Sécurité Publique Canada
Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

LES ATTIKAMEKS

Négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks

a) L'objet des négociations

La négociation porte sur le règlement de la revendication territoriale et sur la conclusion d'une entente sur l'autonomie gouvernementale de la nation attikamek.

Cette négociation a pour objectifs de :

- préciser les droits des Attikameks et l'exercice de ceux-ci sur un territoire convenu;
- mettre en place des règles claires en matière d'exercice d'une autorité gouvernementale par la nation et les communautés attikameks sur des activités et des territoires convenus;
- s'entendre sur la participation des Attikameks au développement du territoire et aux bénéfices des retombées économiques qui y sont liées.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2020			
6 et 16 avril	15 mai	22 juin	21 juillet
11-18-25 septembre	12 novembre	18 décembre	
2021			
19 février			

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) souhaitent conclure une entente de principe dans les meilleurs délais. Toutefois, le retrait d'Obedjiwan entre 2019 et 2021 et la suspension de la participation de Wemotaci aux négociations de même que le besoin pour le CNA de renouveler son mandat ont des incidences sur l'échéancier, qui s'avère présentement difficile à évaluer.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale a initialement été présentée en 1979 par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).

e) Un état de situation des négociations

En 1997, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le CNA ont signé un protocole politique qui encadre le processus de la négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks. Depuis, les parties négocient une entente de principe qui est l'étape précédant la conclusion d'un traité.

En novembre 2009, le CNA a remplacé son équipe de négociation et les négociations ont été suspendues pendant presque un an. Au moment de la reprise, en décembre 2010, le gouvernement du Canada a informé les autres parties que le mandat de son négociateur était arrivé à échéance, et que le renouvellement risquait d'être long. Dès lors, les parties ont convenu que le gouvernement du Québec et le CNA allaient continuer les négociations et que le gouvernement du Canada allait assister aux négociations en tant qu'observateur.

En juin 2011, les négociations ont encore une fois été interrompues en raison de la suspension du mandat de négociation du CNA par les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci, pour diverses raisons et pour un temps indéterminé.

En décembre 2012, le gouvernement du Canada a annoncé le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans.

Au printemps 2013, les chefs attikameks ont accepté de confier à nouveau le mandat de négociation au CNA et, à l'automne 2013, les négociations ont repris. Les travaux se sont déroulés à un rythme soutenu de 2013 à 2018 et ont porté sur un projet d'entente de principe de 26 chapitres.

Le 22 janvier 2019, le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan a déposé une requête à la Cour supérieure du Québec pour obtenir une reconnaissance de son titre ancestral et de ses droits ancestraux sur un territoire d'une superficie de 26 360 km^2. Le chef de l'époque, M. Christian Awashish, annonçait du même coup le retrait de sa communauté du processus de négociation en cours avec la nation atikamekw. De concert avec ses partenaires fédéraux, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a maintenu un dialogue avec le conseil de bande d'Opitciwan à la suite du dépôt de sa requête judiciaire. Le 27 février 2020, le SAA et les représentants fédéraux ont d'ailleurs rencontré le nouveau conseil de bande, élu en septembre 2019, afin de mieux comprendre les préoccupations de ses membres eu égard à la négociation territoriale globale en cours avec la nation attikamek.

Le Conseil des Atikamekw de Wemotaci (CAW) s'est retiré partiellement des négociations le 4 décembre 2019, avant de suspendre complètement sa participation en novembre 2020. Le CAW juge nécessaire de revoir la structure interne du CNA avant de lui accorder à nouveau le mandat de le représenter dans la négociation. Par ailleurs, les trois communautés attikameks et le CNA ont mandaté une firme indépendante pour réaliser un diagnostic opérationnel du CNA et proposer des pistes de solution aux problématiques vécues actuellement au sein de l'organisme.

Le CNA a ensuite suspendu temporairement les rencontres de négociation. Dans des correspondances acheminées le 27 janvier 2021 et le 19 mars 2021, le Conseil de bande d'Opitciwan confirmait qu'il voulait réintégrer les négociations, avec certaines conditions.

Le gouvernement du Québec et ses partenaires du gouvernement fédéral demeurent en contact avec les représentants attikameks en attendant la clarification du mandat du CNA. Enfin, il importe de mentionner que le mandat de la négociatrice de la nation attikamek n'a pas été renouvelé depuis l'automne 2018.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Me Pierre-Christian Labeau	Négociateur en chef, Norton Rose Fulbright

Mme Coralie Laurendeau	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
Me Tania Clercq	Ministère de la Justice
Me Sophie Lépine-Zaruba	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. Bruno Marion	Négociateur en chef, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Jean-Sébastien Potvin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Me Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Me Hélène Dubé	Négociatrice en chef
Mme Sandra Vaillancourt	Secrétaire de direction, CNA
Me Benoît Champoux	Conseiller juridique, CNA
Mme Judith Ottawa	Négociatrice adjointe, Manawan

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada
Ministère de la Justice

LES INNUS

a) L'objet des négociations

Les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan (Regroupement Petapan) sont en négociation territoriale globale en vue de convenir d'un traité portant notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Pour ce faire, les parties ont signé l'*Approche commune*, en 2000, ainsi que l'*Entente de principe d'ordre général* (EPOG) le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à la négociation du traité.

La communauté de Pessamit, signataire des deux premières ententes, s'est retirée de cette négociation en 2005 et a privilégié les recours aux tribunaux.

b) La date des rencontres

Pour l'année 2020-2021, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2020			
10 septembre	17 septembre	15-16 octobre	5-6 novembre
18-19 novembre	16-17 décembre		

2021			
27-28 janvier	10-11 février	24-25 février	10-11 mars
29-31 mars			

c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des trois parties visent à conclure les négociations et à remettre leurs recommandations sur un projet de traité à leurs mandants respectifs dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale globale présentée par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le gouvernement du Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

Dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec a toujours maintenu une approche basée substantiellement sur les principes de l'EPOG. Il importe de se rappeler que cette entente est d'ordre général et que plusieurs sujets doivent être négociés et définis de façon plus précise dans un accord final. La négociation d'un traité touche à tous les pans d'une société comme l'éducation, la santé et les services sociaux, le droit de la famille, l'économie, la fiscalité, le territoire, la sécurité des biens et des personnes. Les négociations doivent donc être menées dans le respect des droits autochtones, mais aussi dans le respect des droits individuels des personnes membres des communautés autochtones, et un équilibre doit être trouvé entre les intérêts des Autochtones et ceux du reste de la société. Le traité aborde donc de

nombreuses questions complexes, qui touchent des régions où il y a une forte population non autochtone. L'équipe de négociation du gouvernement du Québec tente de concilier les intérêts du gouvernement du Québec avec les positions des autres parties pour présenter des solutions mutuellement satisfaisantes.

Les 23 chapitres du projet de 300 pages sont à un stade avancé. Le projet d'entente porte notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. L'état d'avancement des négociations, malgré les défis des dernières années, permet de présumer qu'une entente est possible et surtout souhaitable au bénéfice des Premières Nations et du gouvernement du Québec.

Il s'agirait du premier traité moderne sur le territoire du Québec après la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, conclue en 1975 et la Convention du Nord-Est québécois, en 1978. De ce fait, le Traité Petapan deviendrait un jalon important, en étant le premier traité conclu au Québec en plus de 40 ans. Trois des neuf communautés innues sont en négociation, ce qui représente environ 8 800 Innus (42 % de la population innue).

Les objectifs du gouvernement du Québec :

- Améliorer les relations avec les Premières Nations;
- Consolider la paix sociale et contribuer à un contexte d'investissement positif;
- Encourager les partenariats entre Autochtones et non-Autochtones;
- Obtenir une certitude quant aux droits que les Premières Nations pourront exercer et sur quels territoires.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Me Pierre-Christian Labeau	Norton Rose Fulbright, négociateur en chef
Mme Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Catheryne Bélanger	Ministère de la Justice
M. Luc Imbeault	Représentant des régions, Côte-Nord
M. Denis Taillon	Représentant des régions, Saguenay–Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur en chef
M. Bruno Marion	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Me Lauren Heyer	Justice Canada
M. Luc Lavigne	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Hubert Villeneuve	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Audrey Brault	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Myriam Babin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Matthew Case	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Regroupement Petapan

Me Carl Nepton	Négociateur en chef
Mme Adèle Robertson	Négociatrice associée
Me François Tremblay	Conseiller juridique
Me Nancy Fillion	Conseillère juridique
Me Dominic Tremblay	Conseiller juridique
M. Paul Michaud	Comptable

Les coordonnateurs des négociations pour chaque communauté accompagnent l'équipe de négociation depuis l'automne 2017.

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Commission de la construction du Québec
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes
Ministère de la Sécurité publique

Ministère de la Culture et des Communications
Ministère des Transports
Hydro-Québec
Société des établissements de plein air du Québec
Ministère des Finances
Ministère de la Famille

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord
Ministère de la Justice
Agence canadienne d'évaluation environnementale
Office national de l'énergie
Agence parcs Canada
Garde côtière
Transports Canada
Environnement et Changements climatiques Canada
Finances Canada
Ministère des Pêches et Océans / Garde côtière
Ressources naturelles Canada
Secrétariat du Conseil du Trésor
Services aux Autochtones Canada
Défense nationale
Sécurité publique
Affaires mondiales
Travaux publics et approvisionnement
Commission canadienne de sûreté nucléaire

LES MICMACS

Négociation tripartite entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

a) L'objet des négociations

En 2003, le gouvernement du Canada a voulu entamer la négociation d'une revendication territoriale avec la nation micmaque du Québec, avec un organisme administratif représentant les trois communautés micmaques du Québec appelé le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. À l'époque, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il ne souhaitait pas s'engager dans une négociation de revendication territoriale globale, mais qu'il participerait à une démarche alternative visant la conclusion d'ententes sectorielles qui augmenteraient le degré de certitude juridique entourant la question des droits des Micmacs au Québec, évitant ainsi des poursuites judiciaires et créant un climat favorable au développement économique.

En 2008, les parties ont convenu d'une entente, appelée *Niganita'suatas'gl Ilsutaqann* (NI Process), qui engage les parties à poursuivre les discussions afin de conclure une entente-cadre qui établit les sujets devant faire l'objet de négociations ultérieures. Cette voie est la solution convenue pour concilier les différentes positions des parties quant au type de négociation à privilégier.

En 2012, les parties ont convenu d'une première entente-cadre intitulée Niganiljoga'tagan. L'objet de cette entente était d'engager les parties à négocier des ententes visant à concilier les positions des parties sur des sujets donnés tout en n'abordant pas la question des droits. Toutefois, compte tenu de l'asymétrie des mandats du Québec et du Canada, les parties n'ont pu obtenir de résultats tangibles de ce cadre.

En 2016, à la suite d'analyses approfondies, le gouvernement du Québec a modifié sa position quant aux revendications et son mandat de négociation. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de conclure une entente finale concernant les revendications micmaques.

Depuis, les intérêts des trois parties ont évolué et des approches alternatives sont davantage explorées. Plusieurs des sujets d'intérêt d'abord établis à la table tripartite font dorénavant l'objet de discussions exploratoires ou de négociations bilatérales entre les Micmacs et le gouvernement du Canada (p. ex. concernant les pêches et les parcs) ou entre les Micmacs et le gouvernement du Québec, dans le but de faire des avancées plus significatives.

b) Les dates des rencontres

		2020	
5 mai	8 juin	11 juin	5 novembre
		2021	
10 février			

c) L'échéancier des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de négociation territoriale globale. Les parties sont toujours à convenir d'une nouvelle entente-cadre.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Après avoir effectué une évaluation de risques, le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement du Québec de participer à une négociation sur les droits aux terres, aux ressources, à l'autonomie gouvernementale et les droits issus de traités. Quant aux Micmacs, ils ont transmis aux gouvernements une déclaration de revendication (« Statement of Claim ») en 2007.

e) Un état de situation des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec a convenu de poursuivre des négociations avec les Micmacs dans un cadre de négociation territoriale globale en vue de convenir au final d'un traité. Les parties ont convenu de revoir l'entente-cadre à la lumière du nouveau mandat du gouvernement du Québec.

En février 2019, à l'aube de convenir des textes finaux, le MMS a avisé les parties de son intention de suspendre les discussions sur l'entente-cadre le temps de revoir le texte à la lumière des commentaires des chefs micmacs. Nous sommes toujours en attente d'un retour de la part des Micmacs sur les suites.

Dans l'intervalle, le gouvernement du Québec et les Micmacs ont convenu de consacrer les efforts de négociation à un niveau bilatéral sur des sujets représentant un intérêt commun, dont la mise en valeur des hydrocarbures et le volet de la gestion du territoire public.

En marge des discussions sur l'entente-cadre, le gouvernement fédéral poursuit également des discussions en bilatéral avec la nation micmaque ou

avec certaines communautés micmaques, à l'intérieur de ses champs de compétence. Ces négociations s'appuient sur un mandat exploratoire du gouvernement fédéral et visent à convenir d'ici 2022 d'ententes portant sur les pêches ou sur la question des parcs fédéraux.

Les discussions tripartites se poursuivent en parallèle, mais à un rythme moins soutenu dans l'attente des orientations du leadership micmac.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Alexia Desmeules	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Sophie Bussières	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Me Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Me Ritu Sood	Négociateur, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Axel Gaba-Idiamey	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Denis Labossière	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Clément Bernard	Négociateur (jusqu'en novembre 2020), Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Mme Tanya Barnaby	Négociatrice par intérim (depuis novembre 2020), Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Me Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Mme Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Mme Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Nadir André	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Pêches et Océans Canada
Parcs Canada

LES NASKAPIS

Modifications au chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois

a) L'objet des négociations

En janvier 2017, à la demande de la Nation Naskapie de Kawawachikamach (NNK) et dans le contexte de la négociation de l'*Entente tripartie sur le financement des services policiers 2018-2023*, le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) s'était engagé à contacter le ministère de la sécurité publique du Canada concernant ses intentions quant à une éventuelle modification du chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois. La demande de la NNK a été considérée favorablement tant par le gouvernement du Québec que celui du Canada dans la mesure où elle pourrait permettre le règlement à très long terme de différents exposés dans la poursuite intentée contre les gouvernements du Canada et du Québec concernant le processus de renouvellement et le financement de l'entente tripartite 2015-2018. Cette poursuite est d'ailleurs toujours en suspens le temps que les négociations de la convention complémentaire se terminent. Le MSP coordonne les discussions; le SAA et le ministère de la Justice participent à la négociation.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, l'équipe de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2020	
28 septembre	17 novembre
2021	
27 janvier	

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent la conclusion d'une entente de principe dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

La plupart des articles de la convention complémentaire sont négociés et convenus. Les articles faisant toujours l'objet de discussions concernent la régionalisation possible et le financement des services policiers.

f) Le nom des négociatrices pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Mme Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Julie Rodrigue	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Mme Catherine Belley	Ministère de la Sécurité publique
Mme Nathalie Ney	Ministère de la Sécurité publique
Mme Catherine Larouche	Ministère de la Sécurité publique

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Mme Susan Doherty	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Kim Lepage	Sécurité publique Canada
Mme Habon Ismael	Sécurité publique Canada
M. Jacques Talbot	Sécurité publique Canada

h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux rencontres pour la communauté autochtone

M. Paul Renzoni	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. William Moffat	Nation Naskapie de Kawawachikamach
Me Anissa Chekir	Nation Naskapie de Kawawachikamach

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse

j) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de la Justice du Québec
Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

k) Les ministères et organismes fédéraux impliqués

Justice Canada

---

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2020-2021

Employés du SAA	102 263 $
Négociateurs externes	240 000 $
TOTAL :	342 263 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2020-2021, actuellement en cours et à venir pour l'année 2021-2022 incluant les détails sur :
   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes;
   i) les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

LES ABÉNAQUIS

a) L'objet des négociations

Négociation d'une entente sur la consultation et l'accommodement entre le gouvernement du Québec et le Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA), qui représente les Conseils des Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak.

b) Les dates des rencontres

2020		
21 mai	21 octobre	1er décembre
2021		
27 janvier	25 février	31 mars

c) L'échéancier des négociations

Les deux parties veulent convenir d'une entente dans les meilleurs délais possibles, idéalement en 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

À la suite d'une demande formulée par le GCNWA, à la fin de décembre 2017, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a entrepris des discussions avec ses représentants, en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement. Une rencontre de démarrage s'est déroulée en mai 2018; un premier projet d'entente a été transmis par le SAA, au mois d'août suivant, et deux rencontres de négociation ont eu lieu les 17 octobre et 5 décembre 2018.

Chaque partie a ensuite poursuivi ses démarches internes respectives pour documenter davantage certains éléments, entre autres concernant la question du territoire d'application d'une éventuelle entente.

Les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à l'automne 2020, suite à un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Mme Suzie O'Bomsawin	Directrice du bureau du Ndakinna
Me Jameela Jeeroburkhan	Conseillère juridique
Me Sophie Gagné	Conseillère juridique
Me Alexandre Carrier	Conseiller juridique
M. Edgar Blanchet	Conseiller

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente afin de mettre en œuvre les recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux respectifs du gouvernement du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière (ALB). La négociation porte principalement sur la participation à la gestion des ressources renouvelables (forestières et fauniques) et aux bénéfices économiques qui en découlent.

b) Les dates des rencontres

2020			
16 juillet	31 juillet	31 août	10 septembre

c) L'échéancier des négociations

En juillet 2019, les parties avaient convenu d'un échéancier serré comportant quatre rencontres entre les mois de juillet et octobre 2019 pour tenter de s'entendre sur les modifications à apporter au projet d'entente de 2017. La communauté de Lac-Barrière a cependant demandé la suspension des négociations et l'annulation des rencontres du 25 septembre et du 24 octobre en raison de ses griefs dans le dossier de la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye. La communauté a accepté de reprendre les discussions en décembre 2019. Les rencontres ont ensuite été à nouveau suspendues, à la demande du conseil de bande d'ALB, lors de la période de la chasse à l'orignal à l'automne 2020. L'enjeu de la protection du cheptel d'orignal prenant beaucoup d'importance dans le cadre des échanges avec la communauté de Lac-Barrière, les discussions ont migré vers la table de négociation sur la chasse à l'orignal avec la nation algonquine, qui a débuté en décembre 2020.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le 3 mai 2019, le chef de la communauté de Lac-Barrière, M. Casey Ratt, faisait parvenir une lettre au SAA précisant les modifications qu'il souhaitait apporter au texte de l'entente de mise en œuvre des recommandations conjointes des représentants spéciaux; entente convenue entre les négociateurs du gouvernement de Québec et de Lac-Barrière en 2017, mais n'ayant jamais été signée par le chef, car il craignait un manque d'appui dans sa communauté. D'un commun accord, les parties ont accepté de relancer les rencontres de négociation entre le gouvernement du Québec et le Conseil de bande d'ALB, qui ont repris au début de juillet 2019.

Les discussions qui se sont poursuivies ont été marquées de pauses, à la demande de la communauté, notamment durant les périodes de chasse à l'orignal. Plusieurs pistes ont été échangées en vue de trouver des solutions aux enjeux mis de l'avant par la communauté sans que des voies de passage n'aient pour l'instant été conclues.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Martin Gingras	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Solaine Prince	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Casey Ratt	Chef
Mme Anida Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hector Jérôme	Membre du Conseil de bande
M. Charles T. Ratt	Membre du Conseil de bande
M. Kevin Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hervey Papatie	Membre du Conseil de bande
Mme Christal Ratt	Adjointe administrative, Conseil de bande
Me Katherine Hensel	Avocate, Hensel Barristers
Me Julia Tousaw	Avocate, Hensel Barristers
Me Kaelan Unrau	Avocat, Hensel Barristers

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ne s'applique pas.

LES ALGONQUINS – CHASSE À L'ORIGNAL DANS LA RÉSERVE FAUNIQUE LA VÉRENDRYE

a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente avec la nation algonquine afin d'accroître sa participation à la gestion de l'orignal dans la RFLV. L'entente en cours de négociation a aussi pour objectif d'assurer la protection du cheptel d'orignaux de la RFLV, notamment par la mise en place de mesures

de protection intérimaires dès la signature d'une entente-cadre. Un inventaire aérien réalisé conjointement par le MFFP et la nation algonquine à l'hiver 2020 a révélé une baisse de la population d'orignaux de la RFLV. Bien que cette légère décroissance ne soit pas alarmante, les parties partagent la volonté de mettre en place des mesures pour contrer cette décroissance.

b) Les dates des rencontres

2020			
16 décembre			
2021			
28 janvier	18 février	25 février	10 mars
18 mars	25 mars	30 mars	31 mars

c) L'échéancier des négociations

Au début du processus de négociation, les parties avaient fixé la date du 31 mars 2021 comme échéance pour s'entendre sur des pistes de solution concernant la gestion de l'orignal dans la RFLV. Un accord de principe sur les mesures intérimaires est intervenu le 1er avril dernier. Les parties souhaitent procéder à la signature de l'entente-cadre le plus rapidement possible.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

La nation algonquine est préoccupée par l'état de la population d'orignaux dans la RFLV. Certains membres de cette nation ont tenu des manifestations à l'automne 2019 et à l'automne 2020, pendant la période de la chasse, pour réclamer un moratoire sur la chasse sportive à l'orignal dans la RFLV.

Le 16 novembre 2020, le ministre Lafrenière a rencontré les chefs des communautés algonquines et la grande chef du Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg. À cette occasion, le ministre a annoncé la mise sur pied d'un processus de négociation afin de trouver des solutions durables pour éviter que la situation vécue lors de la période de chasse de l'automne 2020 se reproduise. Les parties ont également convenu que le tirage au sort pour la chasse à l'orignal, mené par la Société des établissements de plein air du Québec, serait retardé à mars 2021 et qu'il n'y aurait pas de moyens de pression pendant les négociations.

Neuf rencontres de négociation ont eu lieu entre le 16 décembre 2020 et le 1er avril 2021. Un accord de principe sur des mesures intérimaires applicables à la RFLV est intervenu le 1er avril dernier.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Mario Gibeault	Négociateur externe, Secrétariat aux affaires autochtones

Mme Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M. François Paradis	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Lucien Wabanonik	Négociateur, nation algonquine
M. Charles T. Ratt	Négociateur, nation algonquine
M. Norm Odjick	Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
Mme Patricia Polson	Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M. Georges Lafontaine	Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de la Justice du Québec

LES ALGONQUINS – LAC-SIMON

a) L'objet des négociations

Processus exploratoire visant à mettre en place un forum de discussion permettant aux parties de déterminer les enjeux auxquels la communauté algonquine de Lac-Simon est confrontée et d'y apporter des solutions satisfaisantes. Certaines de ces solutions pourraient être mises en place par la conclusion d'ententes ou par d'autres mécanismes établis par les parties.

b) Les dates des rencontres

2020	
11 novembre	7 décembre
2021	
15 février	17 mars

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été déterminé.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont échangé de manière approfondie sur les enjeux avec lesquels compose la communauté de Lac-Simon et ont discuté de la mise sur pied d'un forum dans lequel les solutions pour les résoudre pourraient être discutées. Un projet d'entente contenant les modalités de fonctionnement de ce forum a été négocié entre les parties. Elles ont également convenu d'un plan de travail annuel établissant les priorités de discussion.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Marie-Ève Lacombe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Mme Adrienne Jérôme	Chef
Mme Pamela Papatie	Conseillère
M. Lucien Wabanonik	Vice-chef
M. Brian Dumont	Conseiller
M. Randy Pien	Conseiller
M. Gislain Nequado	Employé du conseil
Me Charlotte Chicoine-Wilson	Avocate
Me Flavie Ferrer	Consultante
M. Ronald Brazeau	Employé du conseil
Mme Geneviève Tremblay	Employée du conseil

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES ALGONQUINS – PIKOGAN

a) L'objet des négociations

Processus de discussion visant à trouver des solutions à différents enjeux territoriaux qui sont propres à la Première Nation Abitibiwinni par la conclusion d'ententes sectorielles.

b) Les dates des rencontres

		2020	
8 mai	8 juin	19 juin	4 août
9 septembre	11 septembre	30 septembre	22 octobre
5 novembre	16-17 décembre		
		2021	
21 janvier	25 février	9 mars	

c) L'échéancier des négociations

Des discussions sont en cours sur la base de sujets convenus et les parties souhaitent convenir des ententes sectorielles dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties se sont entendues sur les principes, les objectifs et les sujets de la négociation. Des discussions en vue de conclure des ententes sectorielles sont en cours sur la foresterie, les aires protégées, la faune. Les discussions avancent et les représentants des parties se rencontrent une fois par mois.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Mme Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Mme Catherine Plasse	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Mme Mélanie Chabot	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Mme Sylvie Létourneau	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Mme Mathilde Gadoury Boissé	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Élaine Cyr	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Jean Lapointe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Daniel Spalding	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steve Rankin	Négociateur
Me Morgan Kendall	Conseiller juridique
Me Gary Carrot	Conseiller juridique
Me Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique
M. Benoit Croteau	Employé
M. James Cananasso	Vice-chef
Mme Roxanne Germain	Employée

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ne s'applique pas.

LES ALGONQUINS – TIMISKAMING FIRST NATION

a) L'objet des négociations

Convenir d'une entente avec la Première Nation de Timiskaming concernant les camps autochtones sur le territoire revendiqué de la Première Nation.

Convenir d'une solution mutuellement acceptable concernant les bâtiments du lac des Quinze visés par les décisions rendues par les tribunaux entre 2013 et 2015.

b) Les dates des rencontres

2021		
23 février	10 mars	29 mars

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente avant 2023.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En août 2005, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) répertoriait sept membres de la communauté de Timiskaming ayant construit des habitations aux abords du lac des Quinze, dans la municipalité de Laverlochère-Angliers. Les habitations sont situées sur des terres du domaine de l'État, et les occupants n'ont aucun droit de propriété, bail, droit d'occupation ou autre autorisation quant aux terrains occupés.

Considérant que ces installations ne se qualifiaient pas comme étant des camps autochtones raisonnablement accessoires à l'exercice de droits ancestraux ou issus de traités, le MERN a entrepris des démarches d'éviction, invitant les Autochtones concernés à quitter les lieux et à remettre les terrains dans un état satisfaisant.

Devant l'inaction des personnes visées, en 2012, le gouvernement du Québec a entrepris des procédures judiciaires en éviction contre les sept membres. Entre avril 2013 et juin 2015, le tribunal a rendu des jugements favorables, que ce soit par défaut de plaider ou par défaut de comparaître.

Il a été demandé au MERN de trouver les moyens nécessaires pour que les occupants puissent demeurer légalement dans leur résidence avant d'envisager l'exécution des jugements.

Des discussions en ce sens ont été amorcées entre les parties en 2017, en vue de convenir d'un protocole d'entente. Ce processus a été suspendu à l'automne 2018 afin d'étudier à l'interne certaines pistes de solution permettant de faire progresser les échanges. La relance du processus n'a pu se réaliser en 2020 en raison de la situation de pandémie de la COVID-19. Les discussions ont repris en 2021.

Plusieurs tentatives ont été faites avec la communauté pour mettre en place une table de discussion afin de trouver un dénouement à cette situation, sans toutefois donner les résultats escomptés. Depuis le prononcé des jugements,

les habitations demeurent la propriété du MERN, alors qu'elles sont toujours occupées par les membres de la Première Nation qui les ont construites.

Les jugements rendus doivent être exécutés dans les 10 ans suivant la décision, sans quoi le MERN demeurerait propriétaire des bâtiments, incluant les responsabilités afférentes, mais ne pourrait plus exécuter le jugement en remettant les lieux en état aux frais des défendeurs.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Mme Sasha Wabie	Chef
Mme Colleen Polson	Membre du Conseil de bande
Mme Alisson McBride	Secrétariat de la Nation algonquine
Mme Lindsay McLaren-Polson	Administration, Conseil de bande
Mme Roselyn Tebiscon	Administration, Conseil de bande
Mme Cherie Stanger	Administration, Conseil de bande
Me Alain Bartleman	Avocat, Nahwegahbow Corbiere

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes.

Ne s'applique pas.

LES CRIS – GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE

Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes

a) L'objet des négociations

Le SAA et le ministère de la Famille (MF) discutent avec le Gouvernement de la nation crie (GNC) du renouvellement de l'*Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde*

éducatifs à l'enfance et sujets connexes, pour la période de 1er avril 2019 au 31 mars 2024.

b) Les dates de rencontres

2020		
Reprise des négociations : 9 novembre	20 novembre	16 décembre
2021		
30 mars		

Seules les rencontres ayant impliqué l'ensemble des parties sont listées, mais le MF a eu des rencontres de nature technique en matière budgétaire impliquant ses représentants avec ceux du GNC, pour discuter séparément des enjeux financiers, avant un retour à la table.

c) L'échéancier des négociations

Les discussions s'orientent pour la conclusion d'une entente au printemps 2021, laquelle sera soumise au processus d'approbation des parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Après une première tentative au printemps 2019, une rencontre de mise à niveau relative aux négociations entreprises et de présentation des nouveaux interlocuteurs a été organisée à l'automne 2020. Des changements de personnel au MF avaient retardé la poursuite des négociations entreprises, puis la crise découlant de la pandémie de la COVID-19 avait ensuite compromis une reprise des négociations plus tôt.

Les représentants des Cris ont soumis d'emblée un projet d'entente présentant leur vision quant aux responsabilités ministérielles à prendre en charge en fonction de leur capacité pour la prochaine période quinquennale, ainsi que leurs demandes budgétaires pour assurer cette prise en charge. En fonction de la précédente version, l'entente repose sur une base en dehors des règles budgétaires du MF afin de tenir compte de la réalité propre aux Cris et de leur situation géographique.

Après la rencontre de redémarrage, une mise au point des positions réciproques des demandes de modifications à caractère financier et autres proposées par le GNC a été faite. L'exercice permet de déterminer les points de convergence et ceux pour lesquels des écarts subsistent entre les positions des parties, dans le but de faire évoluer le projet d'entente et d'obtenir les orientations des autorités respectives, permettant de trancher les écarts en trouvant une position de compromis.

Des arrangements budgétaires particuliers ont permis d'assurer la continuité des services par le GNC pendant la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2021.

L'entente prendra effet le 1er avril 2019, indépendamment de la date à laquelle elle sera conclue, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2024.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Mme Nadine Lalande	Ministère de la Famille, directrice de la coordination et des relations avec les partenaires
M. Benoit Descoteaux	Ministère de la Famille, coordonnateur aux affaires autochtones et famille
Mme Alexia-Melina Lamoureux-Proulx	Ministère de la Famille, conseillère
M. Paulin Fides Nteziryayo	Ministère de la Famille, conseiller
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones, chef d'équipe du Pôle d'expertise sur les gouvernances en milieu nordique

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. David Heritage	GNC, négociateur
Mme Melissa Saganash	Directrice des relations du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. Michael Petawabano	GNC, directeur général adjoint
Mme Kelly Petawabano	GNC, directrice du département des services à l'enfance et à la famille
Mme Pamela Norquay	GNC, coordonnatrice régionale des finances au département des services à l'enfance et à la famille
M. Pascal Chadronnet	GNC, département des finances
M. Matthew Sherrard	Gowling WLG, conseiller juridique
Mme Angeline Therrien-Lapointe	Gowling WLG, conseillère juridique

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

Lettre d'entente entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et le Gouvernement de la nation crie modifiant certaines échéances prévues dans le cadre de la Grande Alliance

a) L'objet des négociations

Le SAA, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) – GCC(EI) – et le GNC ont discuté de la prolongation du *Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James* (communément appelé la « *Grande Alliance* ») et à la *Convention pour l'octroi d'une aide financière* pour contribuer à la réalisation d'une étude de faisabilité technique et financière pour la phase I et d'une étude de préfaisabilité pour les phases II et III de ce programme.

b) Les dates de rencontres

La prolongation des échéances prévues a été convenue sans besoin de rencontres formelles, par des communications entre la fin de décembre 2020 et le début de janvier 2021.

c) L'échéancier des négociations

Conclue le 17 février 2021, la lettre d'entente assure la poursuite des études prévues dans le cadre de la *Grande Alliance*.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions de mise en œuvre de la *Grande Alliance* ont révélé le besoin de prolonger certaines échéances avant la fin de la durée initiale prévue du Protocole d'entente, conclu le 17 février 2020. La *Convention pour l'octroi d'une aide financière*, conclue le 27 mars 2020, couvrait les besoins financiers pour la réalisation des études prévues par le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures. Cependant, la crise découlant de la pandémie de la COVID-19 a retardé la mise en place du Conseil Cris-Québec et de l'alliance et des comités de travail regroupant les équipes du GNC et de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux pour des projets touchant les minéraux critiques et stratégiques, les aires protégées, les télécommunications et les infrastructures de transport et d'énergie.

La prolongation des échéances a assuré la collaboration entretenue au fil des ententes importantes entre le gouvernement du Québec et les Cris, de même que la confiance dans les résultats attendus pour approfondir la vision mise en branle par le Protocole d'entente, laquelle appuie les actions en partenariat et en collaboration avec la nation crie.

La lettre d'entente est entrée en vigueur rétroactivement le 12 février 2021 et elle le demeurera jusqu'au 31 mars 2022, à moins que les parties en conviennent autrement.

Les cahiers des charges des études ont été élaborés; pour la phase I, l'octroi du contrat à la firme choisie se fera à la mi-avril 2021 pour que l'étude démarre au début de mai 2021 sans plus de délai. Puis, pour les phases II et III, la date cible pour la signature du contrat est le 31 mai 2021.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Mme Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones, chef d'équipe du Pôle d'expertise sur les gouvernances en milieu nordique
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice, avocat

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Paul John Murdoch	Négociateur et secrétaire du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Société du Plan Nord

Entente de financement pour les exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022 concernant l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec

a) L'objet des négociations

L'*Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James* (ci-après l'Entente), laquelle avait été approuvée par le décret n° 745-2012 du 4 juillet 2012, prévoit que le gouvernement du Québec devra financer le GNC selon des ententes de financement quinquennales, dont la première est prévue par le chapitre VI de l'Entente elle-même. Cet engagement a également été intégré à la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, à l'alinéa 11.3.17. Les négociations ont visé à répondre à cet engagement de financement.

b) Les dates de rencontres

Des rencontres préparatoires ont été tenues au sein du gouvernement du Québec, et plusieurs éléments ont été convenus sans besoins de rencontres formelles, par des échanges de courriels. Trois rencontres formelles ont été

tenues avec les représentants du GNC pour convenir des modalités finales de l'entente de financement, les 3 et 4 mars 2021.

c) L'échéancier des négociations

L'entente couvrant l'année financière 2020-2021, les négociations devaient se conclure avant le 31 mars 2021, ce qui fut fait.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Malgré des efforts dans les mois précédents pour arriver à une entente quinquennale dans le temps imparti, efforts ralentis par la pandémie de la COVID-19, il a été impossible de convenir d'une entente de financement à plus long terme étant donné certains éléments à réviser dans la mise en œuvre de l'Entente, dont un engagement à revoir la représentation des Cris et des Jamésiens au sein du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James avant la fin de l'année 2022.

Afin de respecter les engagements de financement du gouvernement du Québec, tout en permettant la révision de l'Entente, il a été décidé de conclure une entente de financement d'une durée de deux ans. Seul le SAA a pris un engagement financier à la hauteur de 5 000 000 $ annuellement. L'Entente engage également les parties à amorcer des discussions sur les éléments de l'Entente nécessitant révision.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Mme Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones, chef d'équipe du Pôle d'expertise sur les gouvernances en milieu nordique
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice, avocat

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Paul John Murdoch	Négociateur et secrétaire du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. John Hurley	Avocat au cabinet Gowling WLG

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

LES INNUS

Négociation avec Uashat mak Mani-Utenam

a) L'objet des négociations

Discussions portant sur l'entente sur le saumon atlantique
À la suite de la signature de l'Entente au sujet de la rivière Moisie / Mishta Shipu entre le gouvernement du Québec, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam et la Nation innu Matimekush-Lac John, des rencontres de mise en œuvre ont été tenues. Les discussions concernent une entente sur le saumon entre le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la communauté de Uashat mak Mani-Utenam,

Discussions « nation à nation »
Aussi, il a été convenu entre les deux parties de poursuivre des discussions de « nation à nation » en vue de conclure une entente à brève échéance. Cette entente serait la base d'une relation renouvelée et permettrait la poursuite de discussions sur différents sujets d'intérêt pour les deux parties.

b) Les dates des rencontres

Discussions portant sur l'entente sur le saumon

2020		
8 avril	15 avril	22 avril

Discussions « nation à nation »

2021
19 mars

c) L'échéancier des négociations

Concernant l'entente sur le saumon atlantique, les parties en ont convenu au printemps 2020, puis l'ont signé à l'automne 2020.

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties souhaitent convenir d'une entente d'ici la fin de l'année 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties ont convenu de les amorcer en vue de convenir d'une entente dans les prochains mois. Après des échanges préliminaires au cours de l'année 2020, les parties ont désigné leurs représentants et précisé la portée des discussions. Un cadre de référence doit être convenu sous peu.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Discussions portant sur l'entente sur le saumon atlantique :

Mme Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Moncef Bouaziz	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Soazig Le Breton	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Charlène Lavallée	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Guérard	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

Discussions « nation à nation »

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Discussions portant sur l'entente sur le saumon atlantique

M. Antoine Maniteu Grégoire	Vice-chef, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Kenny Régis	Conseiller, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Normand Ambroise	Coneiller, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
Me Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
Me Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. André Michel	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

Discussions « nation à nation »

M. Jean-Claude Pinette	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Gilbert Dominique	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
Me Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES MALÉCITES

Discussions bilatérales en vue de convenir d'une éventuelle entente de « nation à nation » et d'ententes sectorielles entre la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk et le gouvernement du Québec

a) L'objet des négociations

Depuis l'automne 2018, des discussions exploratoires sont en cours entre des représentants du SAA et des représentants de la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (PNWW) concernant une éventuelle entente de « nation à nation » entre les parties ainsi que des ententes sectorielles sur des sujets ciblés.

Suite à un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19, les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à l'automne 2020 concernant une entente de « nation à nation », une entente en matière de consultation et d'accommodement ainsi que deux ententes d'occupations pour certains secteurs du port de Gros-Cacouna.

b) Les dates des rencontres

2020			
1 mai	14 octobre	22 octobre	27 octobre
6 novembre	12 novembre	19 novembre	9 décembre
11 décembre	18 décembre		
2021			
14 janvier	27 janvier	9 février	23 février
18 mars			

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir de l'entente de « nation à nation » dans les meilleurs délais, idéalement en 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

En 2010, la PNMV a transmis au gouvernement du Québec un mémoire présentant des faits historiques à l'appui de ses démarches de revendication territoriale globale. Un mémoire contenant des éléments d'information complémentaire a été présenté en 2012. Le gouvernement du Québec a été invité par la PNMV en tant qu'observateur aux discussions entre la PNMV et le gouvernement du Canada, en 2017 et 2018. Cette invitation s'inscrivait dans une volonté de faire des avancées vers une négociation territoriale globale.

Or, à l'heure actuelle, le gouvernement du Québec privilégie plutôt une approche bilatérale sur des dossiers d'intérêt commun.

e) Un état de situation des négociations

Les rencontres entre les représentants du gouvernement du Québec et de la PNWW ont porté sur les paramètres de la négociation et les objectifs généraux des parties articulés autour du développement d'une relation politique plus structurée et significative.

Ces échanges ont permis de dégager une compréhension commune pour la suite, notamment autour de sujets d'intérêt pour la PNWW (processus de consultation et d'accommodement; activités de chasse, de pêche et de piégeage; développement économique; lieux d'intérêt; patrimoine et culture).

Les ententes d'occupation de certains secteurs du port de Gros-Cacouna représentent un exemple tangible de partenariat entre le gouvernement du Québec et la PNWW pour favoriser sa participation au développement économique régional.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M. Grégory Cloutier	Ministère des Transports
Mme Barbara Pouliot	Ministère des Transports
Me Sophie Audet	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Me Benoît Amyot	Négociateur pour le Grand Conseil de la PNMW
Mme Édith Bélanger	Consultante, Grand Conseil de la PNMW
Me Caroline Neveu	Conseillère juridique

M. Kevin Morais	Chef conseiller, Grand Conseil de la PNWW
Mme Esther Blier	Consultante, Grand Conseil de la PNWW

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Ministère de la Culture et des Communications

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

a) L'objet des négociations

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en 2020-2021 se sont concentrées principalement sur quatre objets :

1) *La mise en œuvre de l'Entente en matière de travail, ratifiée en 2014.* Les échanges se sont poursuivis en 2020-2021 afin d'y donner suite, en collaboration avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). Des efforts particuliers ont été consacrés à la définition des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le pont Honoré-Mercier, notamment dans le cadre du contrat de maintien de l'actif, en collaboration avec la CCQ et le Bureau du travail de Kahnawake (BTK).

2) La poursuite des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du chantier majeur de reconstruction de la portion amont du pont Honoré-Mercier.

3) L'amorce des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake afin de conclure une entente en matière de cannabis.

4) La création d'une table sectorielle de négociation en matière de consultation et l'amorce de ses travaux, notamment afin d'en définir le mandat.

b) Les dates des rencontres

La table centrale de négociation Québec-Kahnawake n'a pas tenu de rencontre formelle en 2020-2021, mais plusieurs échanges ont eu lieu entre le négociateur principal du gouvernement du Québec et la chef responsable des relations de Kahnawake avec le Québec afin de régler des enjeux spécifiques et relationnels, notamment le 7 octobre 2020 avec le chef Mike Delisle et 10 février avec la chef Gina Deer.

Le groupe chargé de la mise en œuvre des dispositions de l'Entente visant l'intégration de la main-d'œuvre de Kahnawake à l'industrie québécoise de la construction a tenu deux rencontres en 2020-2021 (le 20 janvier et le 3 février 2021).

Le Comité spécial – pont Honoré-Mercier n'a pas tenu de rencontres formelles, mais plusieurs rencontres de travail entre les représentants du gouvernement du Québec (ministère des Transports et SAA) et de Kahnawake ont toutefois eu lieu afin de discuter d'enjeux liés au projet majeur de reconstruction du pont Honoré-Mercier.

Deux rencontres entre les représentants du SAA, du ministère de la Santé et des Services sociaux de Kahnawake ont eu lieu les 16 et 20 octobre 2020 afin d'échanger sur les positions respectives en matière de cannabis et de soutenir les travaux du groupe de travail.

Une rencontre a eu lieu le 25 février 2021 entre les représentants du gouvernement du Québec (SAA et MJQ) et de Kahnawake afin de discuter d'enjeux relatifs à la consultation et du mandat de la Table sectorielle en matière de consultation.

Les échanges se poursuivent en marge de ces rencontres pour faire progresser les discussions.

c) L'échéancier des négociations

Les différents projets sont abordés de manière régulière aux tables de travail et des résultats sont attendus dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Table centrale

La Table centrale Québec-Kahnawake veille au développement de la communauté par la conception, la négociation, la ratification et la mise en application d'ententes sectorielles ou globales dans des domaines jugés d'intérêt. À cette fin, la Table centrale peut notamment constituer et mandater des tables sectorielles afin qu'elles élaborent le contenu d'ententes sectorielles sur les objets qu'elle juge pertinents.

Plusieurs échanges ont eu lieu en 2020-2021 en marge de la Table centrale, mais visant à régler des enjeux de nature relationnelle entre Québec et Kahnawake. Deux projets d'entente, de nature générale, ont fait et font encore l'objet d'échanges en vue de leur ratification, à savoir un projet renouvelé de *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et un projet d'*Entente-cadre*.

Tables sectorielles

En matière de travail, les échanges se sont poursuivis afin de donner suite à l'entente signée en 2014. De nombreuses rencontres ont eu lieu afin d'assurer cette mise en œuvre, sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), en collaboration avec la CNESST, la CCQ et la RBQ. Plusieurs démarches sont en cours :

- Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente en matière de travail. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assure la mise en œuvre de cette entente.

- Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier à la possibilité de catastrophes.

- Les échanges se poursuivent également avec la RBQ, d'une part, afin de favoriser l'obtention de licences par de futurs entrepreneurs de Kahnawake et, d'autre part, afin de réfléchir au rôle que le BTK pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.

- Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du BTK, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

En matière de transports, les discussions ont eu principalement pour objet la préparation d'une entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du projet majeur de construction sur le pont Honoré-Mercier. Afin de mettre en œuvre les conditions gagnantes pour la réalisation de ce projet, un comité spécial pont Honoré-Mercier a été mis en place, le 20 novembre 2017, par la Table transport. M. Florent Gagné, actuel négociateur gouvernemental auprès de Kahnawake, a été désigné facilitateur dans le cadre de ce comité dans le but d'arriver à une entente avec le CMK quant aux modalités de réalisation des travaux et pour aplanir les différents enjeux qui pourraient être soulevés.

Trois sujets sont au cœur des discussions :

- l'implication des travailleurs autochtones de Kahnawake;
- l'implication d'entrepreneurs de Kahnawake;
- les autres questionnements dont la consultation liée aux droits ancestraux, l'environnement, l'archéologie et l'utilisation des terres de réserve de l'île Maline.

Les négociations entre Québec et Kahnawake au cours des dernières années ont aussi permis la préparation d'une entente entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en matière de protection de la jeunesse. Ces échanges sont toutefois actuellement suspendus.

Par ailleurs, Kahnawake et le gouvernement du Québec ont amorcé des négociations afin de parvenir à une entente quant aux modalités de gestion de la production, de la distribution et de la vente de cannabis sur la réserve. Ces échanges impliquent notamment des représentants du MSSS et du ministère des Finances.

Les échanges entre le gouvernement du Québec et Kahnawake se poursuivent en matière de consultation afin de parvenir à une entente sur le mandat de la Table sectorielle, mais également afin de permettre la conclusion d'une entente générale de soutien à la consultation et d'une entente spécifique de soutien à la consultation sur le projet majeur de

reconstruction du pont Honoré-Mercier.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Table centrale :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
Me Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. Mario Limoges	Ministère de l'Économie et de l'Innovation
M. Jean Villeneuve	Ministère des Transports
M. Marc Grandisson	Ministère des Finances
Mme Anne Racine	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

Table sectorielle Travail :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Michel Sauvé	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Mme Josée Marotte	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les représentants du MTESS étaient assistés par des personnes de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et de la Commission de la construction du Québec. Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Table centrale :

Mme Nelly Marcoux	Mme Rhonda Kirby, chef
M. Jean Pommainville	Mme Gina Deer, chef
	Mme Winona Polson-Lahache

Table sectorielle Travail :

M. Oliver Montour	M. Mike O'Brien
M. Mike Delisle, chef	M. Jean Pommainville

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Ne s'applique pas.

LES NASKAPIS

Négociation d'une convention complémentaire pour le chapitre 19 de la Convention du Nord-Est québécois sur le Programme d'aide à la chasse, à la pêche et au trappage

a) L'objet des négociations

Les négociations visent la révision du Programme d'aide à la chasse, à la pêche et au trappage (Programme) afin, notamment, de bonifier l'aide financière offerte aux bénéficiaires naskapis. La demande de révision du Programme a été déposée par les Naskapis en octobre 2016 et les discussions avec le gouvernement du Québec ont débuté au printemps 2017.

b) La date des rencontres

2020

6 juillet

c) L'échéancier des négociations

Les négociations sont en voie de se finaliser et une entente de principe pourrait être signée sous peu.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

Les négociations sont en voie de se finaliser et une entente de principe pourrait être signée sous peu.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Caroline Chabot	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Mme Julie Rodrigue	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Robert Prévost	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. David Swappie	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. Noah Swappie	Nation Naskapie de Kawawachikamach
Me Anissa Chekir	Nation Naskapie de Kawawachikamach

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

i) Les autres ministères impliqués dans les négociations et les ententes

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

Coût total pour l'ensemble des négociations bilatérales

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

2020-2021	Employés du SAA	346 462 $
	Négociateurs externes	79 481 $
	TOTAL :	425 943 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2020-2021 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

La liste des ententes conclues entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2021 sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et déposées au greffe de ce dernier est annexée à la présente. Ces ententes peuvent être consultées au SAA durant les heures ouvrables.

LISTE SOMMAIRE DES ENTENTES

1 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Shaman Extraction inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Shaman Extraction inc. (présidente)

Date de signature: 30 avril 2020

---

2 - Convention (financière)

Objet :

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque canadienne impériale de Commerce (CIBC) (directrice, prêt commercial)
Nation naskapie de Kawawachikamach (NNK) (chef)

Date de signature: 13 mai 2020

---

3 - Avenant à l'Entente de financement au soutien de la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (CAALSJ) (directrice générale)

Date de signature: 28 mai 2020

---

4 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée au Centre d'amitié Eenou de Chibougamau (Emprunteur) pour le projet « Reconstruction du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) (secrétaire générale associée)
Banque Canadienne Impériale de Commerce (CIBC) (directeur de comptes)
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau (présidente)

Date de signature: 1 juin 2020

---

5 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni (directeur général)

Date de signature: 3 juin 2020

---

6 - Entente de partenariat de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social - Mobilisateur social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Soutien financier d'urgence ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (directrice générale)

Date de signature: 4 juin 2020

---

7 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Miaja 2019 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Tourisme Abitibi-Témiscamingue (directrice générale)

Date de signature: 25 juin 2020

---

8 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructures communautaires catégorie Organisme d'action communautaire en démarrage

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Amélioration locatives et achat d'équipement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Maison Uashteu (directrice générale)

Date de signature: 2 juillet 2020

---

9 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition d'un permis de pêche ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)

Date de signature: 2 juillet 2020

---

10 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Intervention psychosociale ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre (directrice générale)

Date de signature: 30 juillet 2020

---

11 - Avenant à l'Entente de financement au soutien de la mission globale d'un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (directrice générale)

Date de signature: 30 juillet 2020

---

12 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'entente de façon à y apporter des changements appropriés et souhaités par les parties en ce qui concerne un financment additionnel.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Widjikiwe Holdings Corporation (directrice)

Date de signature: 31 juillet 2020

---

13 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'entente afin d'y ajouter un financement additionnel en raison de modifications aux projet initial.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Widjikiwe Holdings Corporation (directrice)

Date de signature: 31 juillet 2020

---

14 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Nation naskapie de Kawawachikamach (chef)

Date de signature: 11 août 2020

---

15 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Réaménagement et agrandissement du dépanneur et du centre de réservation ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (Conseil) (directeur développement territoire et patrimoine)

Date de signature: 11 août 2020

---

16 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Politique d'aide aux entreprises ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Développement Économique Opitciwan Inc. (vice-président)

Date de signature: 18 août 2020

---

17 - Entente de partenariat de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « École de Val-d'Or et offre de services sur communauté - Renouvellement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Jeunes musiciens du monde (coprésident et directeur général)

Date de signature: 18 août 2020

---

18 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Implantation de quatre bannières commerciales Côté-Reco ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Société de développement économique de Uashat mak Mani-Utenam (directeur)

Date de signature: 18 août 2020

---

19 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Accompagnement, prévention et intervention ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (directrice générale)

Date de signature: 18 août 2020

---

20 - Lettre d'entente particulière visant le redémarrage de négociations à l'intérieur du cadre de l'Entente-cadre entre le gouvernement du Québec et Long Point First Nation de 2008 et de ses lettres d'ententes particulières

Objet :

Redémarrer les négociations à l'intérieur du cadre prévu par l'entente-cadre intervenue entre les parties le 14 février 2008 et par les lettres d'ententes particulières concernant la négociation d'ententes sectorielles sur l'assise territoriale de la communauté de Long Point, sur la foresterie et sur la sécurité publique.

Parties :

Gouvernement du Québec (ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Long Point First Nation (chef)

Date de signature: 25 août 2020

---

21 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Organisateur communautaire et travailleur de proximité ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de La Tuque (directrice générale)

Date de signature: 26 août 2020

---

22 - Convention (financière)

Objet :

Le SAA s'engage, à même la subvention octroyée à l'Emprunteur pour le projet « Acquisition et rénovation », à remettre directement à l'Institution financière tous les paiements devant être versés par l'Emprunteur, prévus au Contrat de prêt à terme.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Caisse d'économie solidaire Desjardins (Institution financière) (directeur des comptes)
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean (Emprunteur) (directrice générale)

Date de signature: 1 septembre 2020

---

23 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Première Nation Wolastoquiyik (Malécite) Wahsipekuk (grand chef)

Date de signature: 3 septembre 2020

---

24 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « En route vers la santé ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Québec (présidente)

Date de signature: 3 septembre 2020

---

25 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Acquisition de Transport Clouâtre et Fils Inc. ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Kebaowek Land Management Inc.

Date de signature: 3 septembre 2020

---

26 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Journée de consultation sur la réforme du droit de la famille ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (chef)

Date de signature: 11 septembre 2020

---

27 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du FIA III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire générale associée aux Affaires autochtones)
Conseil de Kitigan Zibi Anishinabeg (directeur des services communautaires par intérim)

Date de signature: 11 septembre 2020

---

28 - Avenant à l'Entente de financement développement économique - Femmes Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Transport et déménagement DEC inc. (propriétaire)

Date de signature: 14 septembre 2020

---

29 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Mowsogokan - Renouvellement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)

Date de signature: 17 septembre 2020

---

30 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil des Mohawks d'Akwesasne (directrice exécutive)

Date de signature: 25 septembre 2020

---

31 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Érablière de Gespeg ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg (Conseil) (chef)

Date de signature: 1 octobre 2020

---

32 - Avenant à l'Entente de financement de développement économique dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Amender l'Entente de façon à y apporter les changements appropriés et souhaités par les parties.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur)

Date de signature: 1 octobre 2020

---

33 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Réfection du centre communautaire et d'infrastructures de sports et de loisirs ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
Conseil de la Première Nation des Innus Essipit (Conseil) (directeur développement)

Date de signature: 5 octobre 2020

---

34 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Mikizi - Renouvellement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
CALACS L'Étoile du Nord (présidente)

Date de signature: 6 octobre 2020

---

35 - Entente de financement sous forme de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « First Nations Paramedics - Garantie de prêt ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire générale associée)
First Nations Paramedics (propriétaire)

Date de signature: 6 octobre 2020

---

36 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Festival Présence autochtone - Édition 2020 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Terres en vues (directeur des activités culturelles)

Date de signature: 22 octobre 2020

---

37 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Agrandissement des bureaux administratifs d'Odanak ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Abénakis d'Odanak (Conseil) (chef)

Date de signature: 22 octobre 2020

---

38 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Salle communautaire de Gespeg ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Nation Micmac de Gespeg (Conseil) (chef)

Date de signature: 22 octobre 2020

---

39 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Aide au développement économique local

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Corporation de développement économique d'Ekuanitshinnuat 2020-2022 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Corporation de développement économique d'Ekuanitshinnuat (CDEE) (directrice générale)

Date de signature: 29 octobre 2020

---

40 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique catégorie Économie sociale

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Technologies de l'information du secteur de l'économie sociale - Phase 2 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)

Date de signature: 30 octobre 2020

---

41 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Développement économique

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Relais la Cache phase II ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag (Conseil) (chef)

Date de signature: 10 novembre 2020

---

42 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) volet Action communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement de l'Organisme pour lui permettre de réaliser sa mission et les activités qui y sont inhérentes.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Association des Inuit du Sud du Québec / Southern Québec Inuit Association

Date de signature: 17 novembre 2020

---

43 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique catégorie Économie sociale

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Formation - Coopérative de travail Inter-Nations ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Coopérative Inter-Nations (président)

Date de signature: 11 décembre 2020

---

44 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Infrastructure communautaire

Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Maison des Aînés ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef)

Date de signature: 11 décembre 2020

---

45 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation

Objet :
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec, plus spécifiquement des consultations à propos du projet d'exploitation de Nouveau Monde Graphite dans la région de Lanaudière.

Parties :
Gouvernement du Québec (secrétaire général associé aux Affaires autochtones)
Conseil des Atikamekw de Manawan (chef)

Date de signature: 11 décembre 2020

---

46 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation

Objet :
Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiaties autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Conseil de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :
Gouvernement du Québec (secrétaire général associé aux Affaires autochtones)
Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit (directeur général)

Date de signature: 11 décembre 2020

---

47 - Convention de garantie de prêt dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III

Objet :
Le SAA s'engage à garantir auprès de l'institution financière le prêt contracté par Mme Judith Bonspiel, pour le projet « First Nations Paramedics ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Banque de Montréal (directrice, Gestion relationnelle - Services aux entreprises)

Date de signature: 16 décembre 2020

---

48 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Projets autochtones : ville et communautés ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Exeko (cofondateur et codirecteur général)

Date de signature: 16 décembre 2020

---

49 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Table de négociation bilatérale PNWW-Québec (entente de nation à nation) ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Première Nation wolastiqiyik wahsipekuk (grand chef)

Date de signature: 16 décembre 2020

---

50 - Entente de financement Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) Soutien à la consultation

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière provenant du Fonds d'initiatives autochtones III versée à titre de soutien à la consultation pour permettre au Secrétariat de se doter de la structure et de l'expertise nécessaires pour participer et répondre aux consultations initiées par le gouvernement du Québec.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (directrice générale)

Date de signature: 16 décembre 2020

---

51 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Inventaire d'orignaux dans la réserve faunique La Vérendrye ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil tribal de la Nation algonquine anishinabeg (directeur général)

Date de signature: 19 janvier 2021

---

52 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Table Québec-Nation algonquine sur l'orignal ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil tribal de la Nation algonquine anishinabeg (directeur général)

Date de signature: 19 janvier 2021

---

53 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Intervention psychosociale et animation culturelle ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles (présidente)

Date de signature: 19 janvier 2021

---

54 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé « Patrouille Ka'wahse - Volet métropolitain ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Montréal (directeur général)

Date de signature: 19 janvier 2021

---

55 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Garantie de prêt

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Soins de peau et cosmétiques N'tus ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Soins de peau et cosmétiques N'tus (promotrice)

Date de signature: 19 janvier 2021

---

56 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Décapage Pierre Cloutier ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Entreprises Pierre Cloutier (promoteur)

Date de signature: 21 janvier 2021

---

57 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Garantie de prêt

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Isaac Healing Lodge ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Isaac's Healing Lodge (propriétaire)

Date de signature: 21 janvier 2021

---

58 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Intervenant psychosocial et organisateur communautaire - Renouvellement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières (directrice générale)

Date de signature: 21 janvier 2021

---

59 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique catégorie Économie sociale

Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Étude de relocalisation et accompagnement des artistes autochtones ».

Parties :
Secrétariat aux affaire autochtones (secrétaire général associé)
Productions Feux sacrés (coprésidente)

Date de signature: 22 janvier 2021

---

60 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique catégorie Économie sociale

Objet :
Définir les modalités de financement du projet intitulé « Gestion de la croissance et du changement - Un chantier vers une prospérité économique et sociale ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or (directrice générale)

Date de signature: 27 janvier 2021

---

61 - Avenant à l'Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :
Modifier l'entente intervenue entre les parties le 10 décembre 2019.

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (présidente)

Date de signature: 27 janvier 2021

---

62 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :
Définir les modalités de financement du projet « JN Construction ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Jeff Nelson Roofing and Construction (propriétaire)

Date de signature: 27 janvier 2021

---

63 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Infrastructure communautaire

Objet :
Définir les modalités de financement du projet « Étude de faisabilité pour la construction d'une infrastructure pour les organismes communautaires de Mashteuiatsh ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Puakuteu - Comité de femmes de Mashteuiatsh (directrice générale)

Date de signature: 27 janvier 2021

---

64 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Études - Centre communautaire ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de la Première Nation de Kebaowek (membre)

Date de signature: 9 février 2021

---

65 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé « Plan de développement d'une offre de loisirs ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Innus de Nutashkuan (chef)

Date de signature: 12 février 2021

---

66 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Garantie de prêt

Objet :

Définir les modalités de l'aide financière sous forme de garantie de prêt accordée pour le projet « Locations LCA ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Locations LCA

Date de signature: 16 février 2021

---

67 - Lettre d'entente modifiant certaines échéances prévues au Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James et à la Convention pour l'octroi d'une aide financière

Objet :

Parties :

Gouvernement du Québec (premier ministre, ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministre responsable des Affaires autochtones, ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne)
Natie crie d'Eeyou Istchee / Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) / Gouvernement de la nation crie (grand chef et président)

Date de signature: 17 février 2021

---

68 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Rénovation du terrain de baseball ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil de bande des Algonquins de Lac-Barrière (chef)

Date de signature: 24 février 2021

---

69 - Avenant à l'entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 26 octobre 2018.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (directeur)

Date de signature: 2 mars 2021

---

70 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique - Jeunes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « MOS Racks 2.0 ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
MOS Racks (directeur)

Date de signature: 2 mars 2021

---

71 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique - Femmes

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Plumes et pacotilles ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Plumes et pacotilles (promotrice)

Date de signature: 3 mars 2021

---

72 - Entente de financement en soutien aux services offerts par un organisme communautaire dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Services directs

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Teioronhioen - Renouvellement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Montréal (directeur général)

Date de signature: 3 mars 2021

---

73 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :

Définir les modalités de financement du projet appelé « Agir sur soi - projet pilote ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Fondation Kanatha (directeur général)

Date de signature: 3 mars 2021

---

74 - Avenant à l'entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique - Femmes

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 4 décembre 2019.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
MiskiZann (promotrice)

Date de signature: 3 mars 2021

---

75 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement de la rencontre tenue le 27 janvier 2020.

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire général associé aux Affaires autochtones)
Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (chef)

Date de signature: 5 mars 2021

---

76 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Soutien à la consultation - Projet

Objet :

Définir les modalités de financement du projet intitulé « Négociations à l'intérieur du cadre de l'Entente-cadre entre le gouvernement du Québec et Long Point First Nation de 2008 et de ses lettres d'ententes particulières ».

Parties :

Gouvernement du Québec (secrétaire général associé aux Affaires autochtones)
Conseil anishinabeg de la Première Nation de Longue-Pointe (chef)

Date de signature: 5 mars 2021

---

77 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Jardins communautaires ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan (chef)

Date de signature: 17 mars 2021

---

78 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Aide aux Autochtones en milieu urbain - Infrastructures

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Mino Madjita - Agrandissement ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki (directrice générale)

Date de signature: 17 mars 2021

---

79 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Forum national sur la réconciliation ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Université Laval (rectrice)

Date de signature: 23 mars 2021

---

80 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Halte-chaleur au Square Cabot ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal (directrice exécutive)

Date de signature: 24 mars 2021

---

81 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Soutien des clubs des petits déjeuners dans les communautés autochtones du Québec ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Club des petits déjeuners (vice-présidente, Affaires gouvernementales, Québec et Affaires municipales)

Date de signature: 24 mars 2021

---

82 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :
Définir les modalités de financement du projet appelé « Ateliers scientifiques 2020-2022 ».

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Agence Mamu innu kaikusseht (AMIK) (directeur général)

Date de signature: 24 mars 2021

---

83 - Avenant [à] l'entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement social

Objet :
Modifier l'entente intervenue entre les parties le 18 octobre 2018.

Parties :
Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (directrice générale)

Date de signature: 31 mars 2021

---

84 - Avenant à l'entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique

Objet :

Modifier l'entente intervenue entre les parties le 23 septembre 2019.

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Société économique de Kitcisakik (président p.i.)

Date de signature: 31 mars 2021

---

85 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Développement économique catégorie Entrepreneuriat

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Spiruline Océanne ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Les Jardins secrets d'Océane inc. (président)

Date de signature: 31 mars 2021

---

86 - Entente de financement dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III volet Infrastructure communautaire

Objet :

Définir les modalités de financement du projet « Centre Lighthouse ».

Parties :

Secrétariat aux affaires autochtones (secrétaire général associé)
Centre Lighthouse (vice-présidente)

Date de signature: 31 mars 2021

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements par l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021 et celles à venir pour 2021-2022. Préciser pour chacune :

   a) l'objet des consultations;
   b) le moyen utilisé;
   c) les dates des rencontres;
   d) les communautés et les personnes consultées;
   e) les résultats des consultations;
   f) les montants afférents.

   Préciser le budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2020-2021, le SAA n'a mené qu'une seule consultation.

a) L'objet des consultations

Le SAA a participé à une consultation (processus sérieux et approfondi) auprès de la Nation huronne-wendat sur le territoire que devrait couvrir l'*Entente de principe d'ordre général* signée par les communautés innues de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan.

b) Le moyen utilisé

Des rencontres, courriels, appels et lettres sont les moyens utilisés pour échanger dans le cadre du processus.

c) La date des rencontres

Une conférence téléphonique s'est tenue le 25 février 2021.

d) Les communautés et personnes consultées

La Nation huronne-wendat.

e) Le résultat des consultations

Il est prévu que le processus se poursuive en 2021-2022.

f) Les montants afférents

Les seuls frais engendrés sont ceux qui ont été occasionnés par le déplacement des représentants du gouvernement du Québec. Or, aucune dépense n'a été directement engendrée en 2020-2021 puisqu'aucun déplacement n'a été requis.

Pour ce qui est de l'ensemble des ministères, il y a eu des centaines de consultations en 2020-2021, et ce, dans divers domaines tels que les forêts, la faune, le territoire, les aires protégées, etc. Depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec, au printemps 2006, et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent les communautés autochtones lorsque des projets ou des actions gouvernementales sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces communautés.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais, globalement, celles-ci portent sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués pour des communautés autochtones.

b) Le moyen utilisé

Les moyens utilisés sont modulés en fonction de l'effet préjudiciable d'un projet sur les droits revendiqués. Il s'agit principalement de communications écrites ou verbales, de rencontres d'information, etc.

c) La date des rencontres

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

d) Les communautés et les personnes consultées

La consultation autochtone vise toutes les communautés autochtones du Québec. La détermination des communautés à consulter se fait en tenant compte du contexte factuel propre à la mesure faisant l'objet d'une consultation.

e) Le résultat des consultations

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

f) Les montants afférents

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Liste des rencontres faites avec les communautés autochtones par le ministre et/ou son cabinet pour l'année 2020-2021. Inclure les noms des personnes qui y ont assisté et les sujets abordés et les lieux.

Voici la liste des rencontres tenues avec les organisations autochtones par le ministre et son cabinet pour l'année 2020-2021.

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
2020			
1er avril	René Simon, chef de Pessamit Suzanne Bacon-Charland, conseillère Marielle Vachon, conseillère Gérald Hervieux, conseiller Christian Rock, consultant Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Mise à jour sur la crise de la COVID-19 avec la communauté de Pessamit	Conférence téléphonique
23 avril	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Flore Bibeau, responsable des communications du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)	Rencontre virtuelle
27 avril	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) Verna Polson, grande chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Annick Tremblay, APNQL Mira Levasseur-Moreau, APNQL Valérie Vennes, Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations	Impacts de la COVID-19 sur les femmes autochtones	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) Emmanuel Bertrand-Gauvin, Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones		
7 mai	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
15 mai	Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion virtuelle nationale sur la violence faite aux femmes et aux filles autochtones: réponse aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)	Rencontre virtuelle
26 mai	Philippe Meilleur, directeur général de Montréal autochtone Rodrigo Garcia, attaché politique du ministre Lacombe, ministère de la Famille Charles Guidon, Bâtir son quartier Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Présentation d'un projet de logements pour Autochtones à Montréal dans le cadre de la relance économique	Rencontre virtuelle
28 mai	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
28 mai	Serge Otsi Simon, grand chef de Kanesatake Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Sujets divers	Conférence téléphonique
25 juin	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Jean-Bernard Villemaire, attaché politique de la ministre D'Amours Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires	Orientations du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours		
29 juin	Mike McKenzie, chef d'Innu Takuaikan Uashat mak Mani-utenam Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Relance des négociations	Conférence téléphonique
27 août	Yoan Girard, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN) Fabien Pernet, RRSSSN Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion entourant protection de la jeunesse au Nunavik et importance d'ancien PL21	Conférence téléphonique
14 septembre	Conseil en éducation des Premières Nations Membres du Groupe d'action contre le racisme et accompagnateurs Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Présentation des enjeux de racisme en éducation	Rencontre virtuelle
18 septembre	Mira Moreau, avocate-conseil, APNQL M. Claude Picard, conseiller et attaché politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion ENFFADA - Enfants disparus ou décédés	Rencontre virtuelle
28 septembre	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Discussion de la crise dans la réserve faunique La Vérendrye autour de la question de la chasse à l'orignal	Rencontre virtuelle
1er octobre	M. Jean-François Arteau, conseiller juridique Paul-Émile Ottawa, chef de Manawan Glenn Dubé, conseiller, Manawan Sipi Flamand, vice-chef de Manawan Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones Christian Dubé, ministre de la Santé et les Services sociaux	Discussion entourant le décès de Joyce Echaquan et les suites à donner (élaboration d'une stratégie)	Rencontre virtuelle
5 octobre	Viviane Miche, présidente, Femmes autochtones du Québec Marjolaine Sioui, directrice générale, Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) Tanya Sirois, directrice générale. RCAAQ	Rencontre d'information sur les mesures et actions "Femmes autochtones et COVID -19"	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Yann Gelinas, directeur général, Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) Annick Tremblay, APNQL Mira Moreau, APNQL Emmanuel Bertrand-Gauvin, CDEPNQL Stella Bearskin, présidente, Association des femmes cries de Eeyou Ischtee Sylvie Cornez, directrice adjointe, Association des femmes Inuit – Saturviit Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Verna Polson, grand chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Isabelle Charest, ministre de la Condition féminine Marina Lavoie, attachée politique de la ministre Charest Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique de la ministre D'Amours		
15 octobre	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon Verna Polson, grand chef de la nation algonquine Régis Penosway, chef, Kitcisakik Monik Kistabish, chef, Pikogan/Abitibiwinni Casey Ratt, chef, Lac-Barrière Sacha Wabie, chef, Timiskaming Lance Haymond, chef, Kebaowek Dylan Whiteduck, chef, Kitigan Zibi Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation et introduction du ministre Lafrenière	Rencontre virtuelle
16 octobre	Paul-Émile Ottawa, chef, Conseil des Atikamekw de Manawan; Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre en lien avec le décès de Joyce Echaquan et les mesures à mettre en place pour améliorer la situation à l'hôpital de Joliette	Rencontre virtuelle
19 octobre	Charlie Watt, président, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Appel de courtoisie pour l'arrivée de M. Lafrenière	Conférence téléphonique

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
21 octobre	Brett Pineau, directeur général, Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) Ashanti Rosado, chargé de projet, CAAM Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Prolongement du financement et projet de police mixte	Rencontre virtuelle
21 octobre	Constant Awashish, grand chef, CNA François Néashit, chef, Wemotaci Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Jean-Claude Mequish, chef, Obedjiwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre de suivi du décès de Joyce Echaquan et de l'amélioration des services de santé pour les Autochtones.	Rencontre virtuelle
22 octobre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Présentation du plan d'action sur le racisme et la discrimination	Québec
26 octobre	Osti Simon, grand chef, Kanawake Patricia Meilleur, conseillère John Canatonquin, conseiller Garry Carbonnell, conseiller Bruce Montour, conseiller Valerie Bonspille, conseillère Victor Bonspille, conseiller Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le chef de Kanesatake et échange sur les enjeux actuels	Rencontre virtuelle
26 octobre	Abram Benedict, chef, Akwesasne Shawn Dulude, chef de police M. Dulude Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre et échange sur les enjeux actuels de la communauté d'Akwesasne	Sainte-Martine
28 octobre	Gina Deer, chef, Kahnawà:ke Relations Tonya Perron, chef, Conseil Chairperson	Présentations du conseil et des	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Ross Montour,chef, relations gouvernementales Nelly Marcoux, chef de projet, Bureau du Conseil des chefs Winona Polson-Lahache, conseiller politique Sonia Lebel, ministre responsable de l'administration gouvernementale Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	priorités	
29 octobre	M. Clifford Moar, chef, PEKUAKAMIULNUATSH Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Premier contact entre le chef et le ministre	Rencontre virtuelle
29 octobre	Édith Cloutier, directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale, RCAAQ Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Premier contact avec la direction du RCAAQ et du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et le ministre	Québec
30 octobre	Nakuset, directrice générale, Foyer pour femmes autochtones de Montréal et directrice de la philanthropie pour Résilience Montréal Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Premier contact	Rencontre virtuelle
2 novembre	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Verna Polson, grande chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Annick Tremblay, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Premier contact et échange sur les priorités des femmes élues	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
2 novembre	Constant Awashish , grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
3 novembre	Stanley Volant, Puamun Meshkenu Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation de l'organisme Puamun Meshkenu et des enjeux autochtones en santé	Rencontre virtuelle
9 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
12 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Situation COVID Manawan	Rencontre virtuelle
13 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Session de travail : 1-Prévisibilité du menu législatif 2-Services policiers 3-Ordre du jour de la rencontre du 17 novembre avec M. Legault	Montréal
16 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
16 novembre	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Lac-Simon Régis Penosway, chef, Kitcisakik Casey Ratt, chef, Lac-Barrière Monik Kistabish, chef, Pikogan Steeve Mathias, chef, Winneway Dylan Whiteduck, chef, Kitigan Zibi Lisa Robinson, chef, Wolf Lake	Discussion entourant le conflit de la chasse à l'orignal survenu cet automne et élaboration de solutions communes (entente pour négociations)	Val-d'Or

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière		
17 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Rencontre pour la mise sur pied d'une table politique entre l'APNQL et le gouvernement du Québec	Montréal
18 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Suivi éclosion COVID-19 à Manawan	Rencontre virtuelle
19 novembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
19 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Caroline Proulx, ministre du Tourisme François Givault, attaché politique, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Mine Nouveau Monde Graphite - rencontre de suivi à la suite de la sortie du communiqué de presse de Manawan	Rencontre virtuelle
23 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
23 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Partage d'information sur les annonces ministérielles à venir	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
25 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire hebdomadaire - discussion concernant le rapport du Groupe d'action contre le racisme	Rencontre virtuelle
27 novembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
27 novembre	Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Annie Gros-Louis, directrice des services éducatifs, CEPN Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre entre le ministre Lafrenière et le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) et le ministre Roberge. Discussion entourant les principaux enjeux en éducation.	Rencontre virtuelle
3 décembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire de suivi avec les chefs attikameks	Rencontre virtuelle
7 décembre	Réal Tettaut, chef, communauté innue de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre pour discuter des dossiers suivants : Pointe-Parent, police régionale, sécurité publique, développement touristique	Rencontre virtuelle
7 décembre	Serge Otsi Simon, chef, Conseil des Mohawks de Kanesatake Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Suivi des dossiers et enjeux de la communauté de Kanesatake	Conférence téléphonique
10 décembre	François Neashit, chef, Conseil des	Rencontre pour discuter des projets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Atikamekw de Wemotaci Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	du Centre Opoho et de miniscierie	
11 décembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre en lien avec le rapport du Groupe d'action contre le racisme	Rencontre virtuelle
14 décembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL, Ghislain Picard Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
14 décembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire de suivi avec les chefs attikameks	Rencontre virtuelle
14 décembre	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion entourant les enjeux de sécurité publique de la communauté d'Ekuanitshit	Rencontre virtuelle
15 décembre	Danielle McCann, ministre de l'Enseignement supérieur Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre entre la ministre McCann, le ministre Lafrenière et le CEPN. Première rencontre concernant le mandat et les enjeux du CEPN et présentation de l'Institut Kiuna.	Rencontre virtuelle
16 décembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
21 décembre	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre de suivi	Rencontre virtuelle
2021			
5 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière	Discussion sur la vaccination	Rencontre virtuelle
7 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
11 janvier	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
11 janvier	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre politique sur le dossier Pétapan - Première rencontre d'une série de rencontres mensuelles	Rencontre virtuelle
14 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
14 janvier	Gina Deer, chef, Kahnawake Ross Montour, chef, Kahnawake Ghislain Picard, chef, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Rencontre de discussion sur la vaccination à Kanesatake	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
21 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
22 janvier	Réal McKenzie, chef, Matimekush-Lac John Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur la chasse caribou et décès de M. Raphaël André	Rencontre virtuelle
25 janvier	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL, Ghislain Picard Maryse Picard, directrice de ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
25 janvier	Denys Bernard, directeur général, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki Dave Bernard, directeur général, Conseil des Abénakis de Wôlinak Daniel Nolett, directeur général, Conseil des Abénakis d'Odanak Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation des dossiers importants et des préoccupations de la nation	Rencontre virtuelle
25 janvier	Tonya Perron, conseillère, Kahnawake Rhonda Kirby, conseillère, Kahnawake Frankie, conseiller, Kahnawake Harry Angus Rice, conseiller, Kahnawake Gina Deer, conseillère, Kahnawake Lindsay Leborgne, conseillère, Kahnawake Mike Jr Delisle, conseiller, Kahnawake Clinton Phillips, conseiller, Kahnawake Ross Montour, conseiller, Kahnawake Frankie Mccomber, conseiller, Kahnawake Kahsennenhawe Sfy Deer, conseillère, Kahnawake Winona Polson-Lahache, conseillère politique en chef, Kahnawake Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du	Discussions sur le pont Honoré-Mercier et les négociations Québec-Kahnawake, préparation de la rencontre avec le premier ministre et mise à jour du Fonds	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
29 janvier	Véronique Rankin, directrice générale, Puamun Mishkenu Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Appel concernant le colloque de Puamun Meshkenu en persévérance scolaire, prévu au printemps 2021	Rencontre virtuelle
1er février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
1er février	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Verna Polso, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique, discussion sur la Covid	Conférence téléphonique
1er février	Réal McKenzie, chef, Matimekush-Lac John Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur le dossier du caribou, les infrastructures, le logement et la sécurité publique	Conférence téléphonique
1er février	Administration régionale Kativik (ARK) CNA RCAAQ CSSSPNQL Députées: Véronique Arcouette, Stéphanie Lachance, Nancy Guillemette et Marilyne Picard Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Consultation concernant le renouvellement du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Rencontre virtuelle
4 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
5 février	Charles-Édouard Verreault, vice-chef, Mashteuiatsh Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre pour expliquer le fonctionnement de l'organisation et discussion sur certains dossiers importants	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
8 février	Constant Awashish, grand chef, CNA Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Discussion sur le logement	Rencontre virtuelle
8 février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
8 février	Françoise Ruperthouse, Association des familles de bébés disparus Alain Arsenault, avocat, Association des familles de bébés disparus Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur le projet de loi nº 79	Rencontre virtuelle
9 février	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme,chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique, discussion sur le FIA , le développement économique, la COVID, le caribou et les consultations	Rencontre virtuelle
9 février	Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation des dossiers - CEPN	Rencontre virtuelle
9 février	Jean-Charles Pietacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Thierry Biron, ministère de l'Enseignement supérieur	Rencontre de suivi sur le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Stéphanie Bouliane ministère de l'Enseignement supérieur Simon Laliberté, ministère de l'Enseignement supérieur Normand Fauchon, ministère de l'Enseignement supérieur Roxanne Gauthier, Architecte, collaboratrice chez EVOQ Architecture OAQ Maya Cousineau-Mallen, conseillère en développement communautaire Premières Nations et Inuits, EVOQ Architecture Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	sportives avec la communauté d'Ekuanitshit et le cabinet de la ministre Charest	
11 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
11 février	Dave Bernard, directeur général, conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak, Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur le Casino de Wôlinak et Hydro-Québec	Rencontre virtuelle
12 février	Pita Aatami, président, Société Makivik Jean Dupuis, directeur, Relations Nunavik-Québec, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le nouveau président de la Société Makivik	Conférence téléphonique
12 février	Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Justin Roy, directeur du développement économique, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur plusieurs sujets	Rencontre virtuelle
12 février	Paul-Émile Ottawa, chef, Conseil des Atikamekw de Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du	Discussion sur le budget discrétionnaire et Tourisme Autochtone Québec	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
15 février	Jean-Marie Volant, chef, Pessamit Jocelyne Bacon, conseillère, Pessamit Suzanne Bacon-Charland, conseillère, Pessamit Jérôme Bacon-St-Onge, conseiller, Pessamit Gérald Hervieux, conseiller, Pessamit Jean-Noël Riverin, conseiller, Pessamit Marielle Vachon, conseillère, Pessamit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur la relation avec les Innus	Rencontre virtuelle
15 février	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre politique mensuelle sur le dossier Pétapan	Rencontre virtuelle
16 février	Noah Swappie, chef, Nation naskapie de Kawawachikamach Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le chef Swappie	Rencontre virtuelle
18 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
19 février	Abel Bosum, grand chef, Gouvernement de la nation crie Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Dossier chasse au caribou migrateur	Rencontre virtuelle
22 février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
25 février	Ghislain Picard, chef, APNQL	Rencontre	Rencontre

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	hebdomadaire avec l'APNQL	virtuelle
26 février	Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation Denis Lamothe, député d'Ungava Harriet Keleutak, directrice générale, Kativik Ilisarniliriniq Sarah Beaulne, présidente, Puvirnituq, Kativik Ilisarniliriniq Nancy Etok, directrice adjointe, Ulluriaq School Mary Joanne Kauki, enseignante, Jaanimmarik school (Kuujjuaq) Mamadou Falilou Diop, directeur régional, Éducation aux adultes et formation professionnelle (Kativik Ilisarniliriniq) Lydia Watt, directrice, ARK Elias Moukannas, gestionnaire du programme de persévérance scolaire ESUMA Pita Aatami, président, Société Makivik Maggie Emudluk; vice-président du développement économique, Société Makivik Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Virtual tour of the minister of Education of the Nord-du-Québec region (Nunavik)	Rencontre virtuelle
26 février	Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation Denis Lamothe, député d'Ungava Abel Bosum, grand chief, Gouvernement de la nation crie Daisy House, chef de la Nation crie de Chisasibi Caroline Mack, directrice générale (intérim), Commission scolaire crie Dr Sarah Pash, présidente, Commission scolaire crie Andy Baribeau, directeur adjoint (Opérations), Commission scolaire crie Dr Elma Moses, directrice adjointe (Pédagogie), Commission scolaire crie Kim Quinn, directrice des opérations scolaires, Commission scolaire crie Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires	Virtual tour of the minister of Education of the Nord-du-Québec region (Cree Nation)	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	autochtones, Ian Lafrenière		
5 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
8 mars	Éric Cardinal, consultant Lloyd Alcon, consultant Sharon Hunter, directrice générale, Winneway Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Louis Breault, conseiller politique, ministère de la Sécurité publique	Rencontre pour discussion concernant les enjeux policiers à Winneway	Rencontre virtuelle
9 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique-Mise à jour COVID-19, foresterie, consultation sur le développement des territoires publics, aires protégées	Rencontre virtuelle
12 mars	François Neashit, chef, Conseil des Atikamekw de Wemotaci Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur le projet de miniscierie	Rencontre virtuelle
12 mars	Pita Aatami, président, Société Makivik Jean Dupuis, directeur général, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Discussion sur divers sujets	Conférence téléphonique

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
15 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
15 mars	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre politique mensuelle sur le dossier Pétapan	Rencontre virtuelle
18 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
19 mars	Charles-Édouard Verreault, Mashteuiatsh François Néashit, chef, Manawan Jean-Charles Piétacho, chef, Ekuanitshit Jean-Marie Vollant, chef, Pessamit Mike McKenzie, chef, Uashat-Maliotenam Jacques Tremblay, grand chef, Malécites de Viger Rémy Vincent, grand chef, Wendake Tony Wawatie, chef, Lac-Barrière Connie Lazore, chef, Akwesasne Daisy House Lameboy, chef, Chisasibi Frankie Côté, Kitigan Zibi John Martin, chef, Gesgapegiag Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Elijah Polson-Groulx, vice-chef Timiskaming Steeve Mathias, chef, Longue-Pointe Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ghislain Picard, chef, APNQL	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Gina Deer, chef, Kahnawake Viviane Michel, présidente, Femmes autochtones du Québec Léa Serier, Femmes autochtones du Québec Daisy Bellefleur, Innue, jeunesse Jemmy Echaquan-Dubé, Atikamekw, jeunesse Jean-Sébastien Vollant, chef, Pessamit Marie-Christine Tremblay, CDEPNQL Naomie Després-Tassé, Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador Dave Sergerie, Commission des ressources humaines des Premières Nations du Québec Ross Montour, Conseil des Mohawks de Kanhawake Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Marjolaine Sioui, directrice générale, CSSSPNQL Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Mélanie Vincent, APNQL Marie-Josée Belleau, APNQL		
22 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
22 mars	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Clifford Moarchef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle
23 mars	Nakuset, directrice générale, Foyer pour femmes autochtones de Montréal Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur relation avec Batshaw	Rencontre virtuelle
24 mars	Nadine Gros-Louis, CEPN Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion concernant la consultation en lien avec la réforme du cours d'ECR	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Hubert Laprise, attaché politique du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge		
24 mars	Rémy Vincent, grand chef, Conseil de la nation huronne-wendat René W. Picard, chef, Conseil de la nation huronne-wendat Jean-Mathieu Sioui, chef, Conseil de la nation huronne-wendat Jennifer O'Bomsawin, conseillère, Bureau du grand chef, Conseil de la nation huronne-wendat Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Rencontre avec le premier ministre-Discussion sur divers sujets	Québec
25 mars	Représentants du CEPN Benoît Charette, ministre responsable de la Lutte contre le racisme Julie Séide, attachée politique du ministre Charrette Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation par le CEPN au ministre Charette	Rencontre virtuelle
25 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
25 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, hef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Tony Wawatie, chef, conseil de bande de Lac-Barrière Kitiganik Steeve Mathias, chef, Première Nation de Longue-Pointe	Table politique-Mise à jour Covid, retour sur la rencontre avec le premier ministre et discussion sur autres sujets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Crystal-Lee Beausoleil, gestionnaire de consultation, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière		
25 mars	Jacques Tremblay, grand chef, Nation malécite de Viger Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle
25 mars	Philippe Meilleur, président, RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale, RCAAQ Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
26 mars	Représentants autochtones de partout au Canada Ministres du gouvernement fédéral Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion nationale en ligne concernant les femmes et filles autochtones disparues et assassinées et les personnes 2ELGBTQQIA+	Rencontre virtuelle
29 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
29 mars	Abram Benedict, grand chef, Conseil des Mohawks d'Akwesasne Membres du conseil: Vanessa Adams, Carolyn Francis, Edward Roundpoint, Vince Thompson, Theresa Jacobs, Darryl "Kermit" Lazore, Julie Phillips-Jacobs, Tim "Dooley" Thompson, April Adams-Phillips, Connie Lazore, Joe Lazore, Tobi Mitchell Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Présentation Conseil mohawk d'Akwesasne	Rencontre virtuelle
31 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Conseil de la Nation	Mesures intérimaires entente originale	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Steeve Mathias, chef, Première Nation de Longue-Pointe Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Lucien Wabanonik, négociateur Charles Ratt, négociateur Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière		
31 mars	Représentants du CEPN Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation du CEPN	Rencontre virtuelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Concernant la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, communément appelé « la Commission Viens », veuillez fournir bilan, plan de déploiement, analyses, sommes dépensées du budget mis de côté pour donner suite, et tous autres documents pertinents.

Bilan

En décembre 2016, le gouvernement a annoncé la tenue de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics (Commission Viens) à la suite d'allégations de sévices sexuels et de violence qui auraient été commis à Val-d'Or, par des policiers de la Sûreté du Québec, à l'endroit de femmes autochtones en situation de vulnérabilité.

La Commission Viens avait pour mandat d'enquêter, de constater les faits et de formuler des recommandations quant aux actions concrètes et efficaces à mettre en place par le gouvernement du Québec afin de remédier à toute forme de violence, de discrimination systémique et de traitements différents qui pourraient exister à l'égard des Autochtones dans les services publics suivants : services policiers, correctionnels, de justice, services de santé et services sociaux ainsi que services de protection de la jeunesse.

Le rapport de la Commission Viens, rendu public le 30 septembre 2019, contient 142 recommandations ciblant les services publics, dont 26 ont un caractère transversal et cinq autres qui portent sur les mécanismes de suivi de la mise en œuvre.

Un montant de 200 M$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du Budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la Commission Viens, mais aussi à celles de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Plan de déploiement et analyses

Depuis le mois d'octobre, seize mesures totalisant des investissements de 77,1 M$ sur cinq ans ont été annoncées.

Une seconde série d'annonces est prévue d'ici la fin du mois de juin 2021, cette fois-ci couvrant les enjeux liés à la protection de la jeunesse, les services aux Autochtones en milieu urbain, la justice ainsi que la prévention des violences faites aux femmes et aux familles autochtones.

Une marge de manœuvre financière sera conservée afin de mettre en place des actions en réponse aux commissions d'enquête qui tiennent compte des échanges à venir avec les partenaires politiques autochtones, notamment l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador.

Sommes et budgets mis de côté pour donner suite

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
1	Implanter l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux avec les partenaires	MSSS	793 750 $	14 993 750 $
2	Bonifier et prolonger la mesure 1.1.6 du PAGDSCPNI : Soutenir la mise en place de nouveaux centres d'hébergement pour les élèves adultes, les étudiants et leurs familles	MES	2 450 000 $	18 400 000 $
3	Réaliser un état de situation des corps policiers autochtones (CPA) et soutenir financièrement l'Association des directeurs de police autochtone afin de contribuer efficacement au développement des CPA	MSP	163 000 $	4 144 285 $
4	Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec	MSP		3 812 487 $
5	Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les CPA au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie	MSP		3 688 068 $
6	Mettre à jour les compétences en matière de violence conjugale et familiale ainsi qu'en enquête auprès des policiers œuvrant au sein des CPA	MSP		3 557 005 $
		DPCP	25 914 $	458 158 $
7	Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels	MSP		814 400 $
8	Embaucher un agent de liaison autochtone au bureau du Commissaire en déontologie. (N. B.: Il agira également pour d'autres dossiers de prévention, comme le profilage racial et social)	MSP	82 471 $	1 001 543 $
9	Assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles	SCF		1 200 000 $
10	Mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	SAA	1 470 000 $	5 000 000 $
11	Développer des modules spécifiques sur certains enjeux pour bonifier la formation générale en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État des secteurs public et parapublic	SAA	20 000 $	800 000 $
12	Embaucher des intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels, en collaboration avec le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels	MJQ	724 422 $	7 749 849 $
13	Convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour (environ une dizaine de personnes en provenance du milieu)	MJQ	550 000 $	5 450 000 $
14	Ajuster la rémunération des conseillers parajudiciaires déjà en poste afin de leur permettre d'être concurrentiels sur le marché de l'emploi et de compenser les nouvelles responsabilités qui leur sont relayées en protection de la jeunesse	MJQ	280 000 $	2 520 000 $
15	Embaucher de nouveaux conseillers parajudiciaires issus du milieu pour les Premières Nations et les Inuits	MJQ	183 500 $	2 477 500 $

		MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux MES : Ministère de l'Enseignement supérieur MSP : Ministère de la Sécurité publique DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales SCF : Secrétariat à la condition féminine MJQ : Ministère de la Justice		
#	**Mesure**	**M/O**	**2020-2021**	**Total 2020-2025**
16	Augmenter le financement de base des organismes autochtones responsables des services des conseillers parajudiciaires afin qu'ils puissent assurer un soutien administratif adéquat aux conseillers parajudiciaires et faire face aux frais encourus par une augmentation du nombre d'employés.	MJQ	22 500 $	1 015 000 $
	TOTAL		**6 765 557 $**	**77 082 045 $**

Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des sommes dépensées pour l'année 2020-2021, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'en juin 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Les crédits dépensés pour la mise en œuvre des appels à l'action du rapport de la commission Viens

---

Un montant de 200 M$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du Budget 2020 du gouvernement du Québec pour donner suite aux recommandations de la commission Viens et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Depuis le mois d'octobre, seize mesures totalisant des investissements de 77,1 M$ sur cinq ans ont été annoncées.

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
1	Implanter l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux avec les partenaires	MSSS	793 750 $	14 993 750 $
2	Bonifier et prolonger la mesure 1.1.6 du PAGDSCPNI : Soutenir la mise en place de nouveaux centres d'hébergement pour les élèves adultes, les étudiants et leurs familles	MES	2 450 000 $	18 400 000 $
3	Réaliser un état de situation des corps policiers autochtones (CPA) et soutenir financièrement l'Association des directeurs de police autochtone afin de contribuer efficacement au développement des CPA	MSP	163 000 $	4 144 285 $
4	Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec	MSP		3 812 487 $
5	Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les CPA au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie	MSP		3 688 068 $
6	Mettre à jour les compétences en matière de violence conjugale et familiale ainsi qu'en enquête auprès des policiers œuvrant au sein des CPA	MSP		3 557 005 $
		DPCP	25 914 $	458 158 $
7	Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels	MSP		814 400 $
8	Embaucher un agent de liaison autochtone au bureau du Commissaire en déontologie. (N. B.: Il agira également pour d'autres dossiers de prévention, comme le profilage racial et social)	MSP	82 471 $	1 001 543 $
9	Assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres	SCF		1 200 000 $

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
	formes de violences sexuelles			
10	Mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	SAA	1 470 000 $	5 000 000 $
11	Développer des modules spécifiques sur certains enjeux pour bonifier la formation générale en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État des secteurs public et parapublic	SAA	20 000 $	800 000 $
12	Embaucher des intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels, en collaboration avec le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels	MJQ	724 422 $	7 749 849 $
13	Convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour (environ une dizaine de personnes en provenance du milieu)	MJQ	550 000 $	5 450 000 $
14	Ajuster la rémunération des conseillers parajudiciaires déjà en poste afin de leur permettre d'être concurrentiels sur le marché de l'emploi et de compenser les nouvelles responsabilités qui leur sont relayées en protection de la jeunesse	MJQ	280 000 $	2 520 000 $
15	Embaucher de nouveaux conseillers parajudiciaires issus du milieu pour les Premières Nations et les Inuits	MJQ	183 500 $	2 477 500 $
16	Augmenter le financement de base des organismes autochtones responsables des services des conseillers parajudiciaires afin qu'ils puissent assurer un soutien administratif adéquat aux conseillers parajudiciaires et faire face aux frais encourus par une augmentation du nombre d'employés	MJQ	22 500 $	1 015 000 $
TOTAL			**6 765 557 $**	**77 082 045 $**

Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des sommes dépensées pour l'année 2020-2021, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'en juin 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec.

Rencontres et actions posées

Différentes rencontres interministérielles ont eu lieu afin de discuter de la mise en œuvre des recommandations de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec et de l'utilisation de la somme de 200 M$ réservée au Budget 2020 pour la mise en œuvre de recommandations de cette commission et de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Ainsi, des rencontres de niveau professionnel réunissant des représentants de nombreux ministères et organismes (M/O) ont eu lieu les 12 mai, 29 octobre et 16 décembre 2020 ainsi que le 11 février 2021.

Des rencontres ont également été tenues entre sous-ministres les 5 août et 5 octobre 2020.

Bien entendu, de très nombreux échanges se sont déroulés en bilatéral, de manière continue entre le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certains ministères, à tous les niveaux hiérarchiques, afin de discuter de mesures en réponse à certaines recommandations les concernant.

Rapports

Outre le rapport rendu public par la Commission Viens, aucun autre rapport interne n'a été produit en lien avec cette commission d'enquête.

Sommes engagées

Depuis le mois d'octobre, seize mesures totalisant des investissements de 77,1 M$ sur cinq ans ont été annoncées.

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
1	Implanter l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux avec les partenaires	MSSS	793 750 $	14 993 750 $
2	Bonifier et prolonger la mesure 1.1.6 du PAGDSCPNI : Soutenir la mise en place de nouveaux centres d'hébergement pour les élèves adultes, les étudiants et leurs familles	MES	2 450 000 $	18 400 000 $

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
3	Réaliser un état de situation des corps policiers autochtones (CPA) et soutenir financièrement l'Association des directeurs de police autochtone afin de contribuer efficacement au développement des CPA	MSP	163 000 $	4 144 285 $
4	Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec	MSP		3 812 487 $
5	Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les CPA au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie	MSP		3 688 068 $
6	Mettre à jour les compétences en matière de violence conjugale et familiale ainsi qu'en enquête auprès des policiers œuvrant au sein des CPA	MSP		3 557 005 $
		DPCP	25 914 $	458 158 $
7	Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels	MSP		814 400 $
8	Embaucher un agent de liaison autochtone au bureau du Commissaire en déontologie. (N. B.: Il agira également pour d'autres dossiers de prévention, comme le profilage racial et social)	MSP	82 471 $	1 001 543 $
9	Assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles	SCF		1 200 000 $
10	Mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	SAA	1 470 000 $	5 000 000 $
11	Développer des modules spécifiques sur certains enjeux pour bonifier la formation générale en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État des secteurs public et parapublic	SAA	20 000 $	800 000 $
12	Embaucher des intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels, en collaboration avec le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels	MJQ	724 422 $	7 749 849 $
13	Convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour (environ une dizaine de personnes en provenance du milieu)	MJQ	550 000 $	5 450 000 $
14	Ajuster la rémunération des conseillers parajudiciaires déjà en poste afin de leur permettre d'être concurrentiels sur le marché de l'emploi et de compenser les nouvelles responsabilités qui leur sont relayées en protection de la jeunesse	MJQ	280 000 $	2 520 000 $
15	Embaucher de nouveaux conseillers parajudiciaires issus du milieu pour les Premières Nations et les Inuits	MJQ	183 500 $	2 477 500 $
16	Augmenter le financement de base des organismes autochtones responsables des services des conseillers parajudiciaires afin qu'ils puissent assurer un soutien administratif adéquat aux conseillers parajudiciaires et faire face aux frais encourus par une augmentation du nombre d'employés	MJQ	22 500 $	1 015 000 $
	TOTAL		**6 765 557 $**	**77 082 045 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées, rapports et des sommes engagées dans le cadre du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Rencontres et actions posées

Mise en œuvre des recommandations

Différentes rencontres interministérielles ont eu lieu afin de discuter de la mise en œuvre des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de l'utilisation de la somme de 200 M$ réservée au Budget 2020 pour la mise en œuvre de recommandations de cette commission et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens).

Ainsi, des rencontres de niveau professionnel réunissant des représentants de nombreux ministères et organismes (M/O) ont eu lieu les 12 mai, 29 octobre et 16 décembre 2020 ainsi que le 11 février 2021.

Des rencontres ont également été tenues entre sous-ministres les 5 août et 5 octobre 2020.

Bien entendu, de très nombreux échanges se sont déroulés en bilatéral, de manière continue entre le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certains ministères, à tous les niveaux hiérarchiques, afin de discuter de mesures en réponse à certaines recommandations les concernant.

Élaboration d'un plan d'action national visant à prévenir et à éradiquer toutes formes de violence à l'encontre des femmes et des filles autochtones

La recommandation 1.1 du rapport national de l'ENFFADA concerne l'élaboration d'un plan d'action national visant à prévenir et à éradiquer toutes formes de violence envers les filles et les femmes autochtones. La recommandation 2 du rapport spécifique au Québec préconise que le gouvernement du Québec participe à la démarche.

Afin de répondre à la recommandation 1.1 du rapport national, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC) a mis en place un groupe de travail fédéral-provincial-territorial.

- Des rencontres entre professionnels ont eu lieu les 9 avril, 7 et 21 mai, 4 et 18 juin, 2 juillet, 27 août, 24 septembre, 22 octobre, 5 et 19 novembre et 3 décembre 2020 ainsi que les 14 et 28 janvier, 11 et 25 mars 2021.
- Des rencontres entre sous-ministres se sont déroulées les 28 mai, 2 octobre et 16 décembre 2020.

Des rencontres se déroulant uniquement entre les différentes provinces et territoires ont également lieu dans le cadre d'un autre groupe de travail afin

d'échanger sur leur participation à ce plan d'action national. Ce groupe de travail est présidé par le Yukon.

- Des rencontres entre professionnels ont eu lieu les 17 septembre, 4 et 24 novembre ainsi que les 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2020, également les 5, 12, 19 et 26 janvier, les 2, 9 et 23 février, puis les 2, 9, 16, 26 et 30 mars 2021.
- Des rencontres entre sous-ministres se sont déroulées les 26 janvier, 19 février, 4 et 18 mars 2021.

Sessions nationales

En parallèle à cette démarche, les provinces et territoires sont invités à organiser des sessions de discussion nationale, en collaboration avec leurs partenaires autochtones, lors desquelles ils partagent les avancées en termes de réponse aux recommandations de l'ENFFADA ainsi que les bonnes pratiques en lien avec la prévention des violences faites aux filles et aux femmes autochtones. En 2020-2021, neuf de ces rencontres ont eu lieu.

- 15 mai 2020 (Yukon)
- 1er juin 2020 (Les Femmes Michif Otipemisiwak)
- 18 juin 2020 (Manitoba)
- 26 juin (Ontario)
- 21 juillet 2020 (Nouveau-Brunswick)
- 30 juillet 2020 (Saskatchewan)
- 5 août 2020 (Colombie-Britannique)
- 9 novembre 2020 (Alberta)
- 26 mars 2021 (2ELGBTQQIA)

Projet de loi nº 79

Dans le contexte des travaux liés au projet de loi nº 79, *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement*, actuellement à l'étude, une rencontre a eu lieu avec le Regroupement des familles d'enfants autochtones disparus ou décédés Awacak, à laquelle a participé le SAA le 8 février 2021.

Le projet de loi nº 79 constitue une réponse à l'appel à la justice nº 20 de l'ENFFADA, demandant au gouvernement « de remettre aux familles autochtones toutes les informations dont il dispose concernant les enfants qui leur ont été enlevés suite à une admission dans un hôpital ou tout autres centres de santé au Québec ».

Rapports

Outre les rapports rendus publics par l'ENFFADA, aucun autre rapport interne au gouvernement du Québec n'a été produit.

Sommes engagées

Depuis le mois d'octobre, seize mesures totalisant des investissements de 77,1 M$ sur cinq ans ont été annoncées, en réponse à l'ENFFADA et à la Commission Viens.

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
1	Implanter l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux avec les partenaires	MSSS	793 750 $	14 993 750 $
2	Bonifier et prolonger la mesure 1.1.6 du PAGDSCPNI : Soutenir la mise en place de nouveaux centres d'hébergement pour les élèves adultes, les étudiants et leurs familles	MES	2 450 000 $	18 400 000 $
3	Réaliser un état de situation des corps policiers autochtones (CPA) et soutenir financièrement l'Association des directeurs de police autochtone afin de contribuer efficacement au développement des CPA	MSP	163 000 $	4 144 285 $
4	Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec	MSP		3 812 487 $
5	Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les CPA au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie	MSP		3 688 068 $
6	Mettre à jour les compétences en matière de violence conjugale et familiale ainsi qu'en enquête auprès des policiers œuvrant au sein des CPA	MSP		3 557 005 $
		DPCP	25 914 $	458 158 $
7	Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels	MSP		814 400 $
8	Embaucher un agent de liaison autochtone au bureau du Commissaire en déontologie. (N. B.: Il agira également pour d'autres dossiers de prévention, comme le profilage racial et social)	MSP	82 471 $	1 001 543 $
9	Assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles	SCF		1 200 000 $
10	Mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	SAA	1 470 000 $	5 000 000 $
11	Développer des modules spécifiques sur certains enjeux pour bonifier la formation générale en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État des secteurs public et parapublic	SAA	20 000 $	800 000 $
12	Embaucher des intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels, en collaboration avec le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels	MJQ	724 422 $	7 749 849 $
13	Convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour (environ une dizaine de personnes en provenance du milieu)	MJQ	550 000 $	5 450 000 $
14	Ajuster la rémunération des conseillers parajudiciaires déjà en poste afin de leur permettre d'être concurrentiels sur le marché de l'emploi et de compenser les nouvelles responsabilités qui leur sont relayées en protection de la jeunesse	MJQ	280 000 $	2 520 000 $
15	Embaucher de nouveaux conseillers parajudiciaires issus du milieu pour les Premières Nations et les Inuits	MJQ	183 500 $	2 477 500 $

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
16	Augmenter le financement de base des organismes autochtones responsables des services des conseillers parajudiciaires afin qu'ils puissent assurer un soutien administratif adéquat aux conseillers parajudiciaires et faire face aux frais encourus par une augmentation du nombre d'employés	MJQ	22 500 $	1 015 000 $
TOTAL			**6 765 557 $**	**77 082 045 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. Les crédits demandés au Conseil du Trésor pour la mise en œuvre des appels à la justice du rapport de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

En plus de la somme de 200 M$ annoncée au Budget 2020 pour la mise en œuvre des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics, un montant de 2 M$ sur deux ans, soit 1 M$ pour l'exercice financier 2021-2022 et 1 M$ pour l'exercice financier 2022-2023, a été demandé au Conseil du trésor pour soutenir les familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement de santé et de services sociaux.

Ce soutien financier vise notamment l'accompagnement des familles autochtones dans le contexte de l'application du projet de loi nº 79, *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement*, actuellement à l'étude, sous réserve de son adoption et de sa sanction. Le projet de loi nº 79 constitue une réponse à l'appel à la justice nº 20 de l'ENFFADA, demandant au gouvernement « de remettre aux familles autochtones toutes les informations dont il dispose concernant les enfants qui leur ont été enlevés suite à une admission dans un hôpital ou tous autres centres de santé au Québec ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant les métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Enveloppe Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale (*Budget : 12 M$ sur 5 ans, dont 11 M$ hors réserve*).

Enveloppe Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale (*Budget : 60,6 M$ sur cinq ans*). Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

- Catégorie Économie sociale

  Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve (*Budget : 2 M$ sur cinq ans*).

- Catégorie Mobilisateur économique

  Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général (B*udget : 1,6 M$ sur cinq ans*).

Enveloppe Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve (*Budget : 16,9 M$ sur cinq ans*).

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle (*Budget : 15,9 M$ sur cinq ans*).

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

- Volet Services directs

  Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture (*Budget : 8,5 M$ sur cinq ans*).

- Volet Infrastructures

  Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention (*Budget :7,4 M$ sur 5 ans*).

Le total des sommes octroyées à des organismes hors réserve au cours de l'exercice financier 2020-2021 s'élève à 5 700 252 $, soit 48 532 $ dans le cadre du PPA et 5 651 720 $ dans le cadre du FIA III.

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	DÉBOURSÉS
Musée des beaux-arts de Montréal	Concert du Musée des beaux-arts de Montréal	Montréal	910 $
Pointe-à-Callière – Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public de Pointe-à-Callière	Montréal	5 000 $
Festival international de film ethnographique du Québec, Ville de Montréal (FIFEQ-MTL)	Festival International du Film Ethnographique	Montréal	920 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Journée nationale des Autochones 2020	La Tuque	2 000 $
Engramme	Laboratoire de recherche/création Otapi Aski	Québec	5 000 $
Archéo-Mamu Côte-Nord	Archéologie 2.0 à Blanc-Sablon	Baie-Comeau	5 000 $
Les Sports Vida Sana Inc.	Sport Camps Puvirnituq	Outremont	5 000 $
La Compagnie des histoires du monde	Court film L'Étrange	Maria	5 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	21e Semaine contre la discrimination raciale	Val-d'Or	3 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Table locale Val-d'Or - Lac-à-l'épaule 2020	Val-d'Or	11 702 $
Nouveau Monde Productions	Balado - Réconciliation culturelle, saison 1	Val-Morin	5 000 $
	TOTAL		**48 532 $**

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Enveloppe Action communautaire
Soutien à la mission globale

ORGANISME	VILLE	DÉBOURSÉS
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 $
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 $
Montréal Autochtone	Montréal	130 000 $
Association des Inuits du Sud du Québec	Montréal	103 215 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	Roberval	186 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 $
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Saguenay	127 147 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 $
	TOTAL	**2 203 362 $**

Enveloppe Développement économique
Catégorie Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Kinawit Phase de consolidation	Val-d'Or	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Technologies de l'information	Val-d'Or	70 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Gestion de croissance organisationnelle	Val-d'Or	32 500 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière - Services alimentaires Miro Mitcim	Joliette	35 000 $
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires et accompagnement des artistes	Montréal	50 000 $
	TOTAL	**287 500 $**

Enveloppe Développement économique
Catégorie Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Tourisme Autochtone Québec – Nogom 8abek	Divers	103 239 $
	TOTAL	**103 239 $**

Enveloppe Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec - Conseiller en développement	Divers	100 000 $
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec - Soutien financier d'urgence COVID-19	Divers	200 000 $
CALACS L'Étoile du Nord - Mikizi culturellement et collectivement pour elles	Divers	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec - En route vers la santé	Québec	47 456 $
Foyer pour femmes autochtones de Montréal - Halte-chaleur au Square Cabot	Montréal	62 039 $
Fusion Jeunesse - Consolidation et expansion du volet autochtone	Montréal	70 000 $
Exeko - Projets autochtones: ville et communautés	Montréal	100 000 $
Terres en vue - Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 $
Jeunes musiciens du monde - École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	125 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	26 200 $
TOTAL		**915 695 $**

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain
Volet - Services directs

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Montréal Autochtone - Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	93 010 $
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal - Services aux victimes	Montréal	80 780 $
Centre d'amitié autochtone de Montréal - Teioronhióen (Consolidation des services directs)	Montréal	77 538 $
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 $
The Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	99 898 $
Foyer pour femmes autochtones de Montréal - Centre de jour Résilience Montréal	Montréal	30 000 $
Exeko – Soutien temporaire d'urgence - Travail de rue auprès des Autochtones	Montréal	5 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec - Bonification des services	Québec	100 000 $
Maison communautaire Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Mowsogokan (Animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre - Services psychosociaux	Senneterre	94 600 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean - Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki - Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque - Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière - Accompagnement, prévention et intervention	Joliette	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles - Intervention psychosociale et animation culturelle	Sept-Îles	100 000 $
TOTAL		**1 480 826 $**

Volet - Infrastructures

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque - Sakihikan Rénovation	La Tuque	143 998 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre - Shabougamak II	Senneterre	77 008 $
Maison communautaire Missinak - Centre multiservices MAMUK	Québec	67 170 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki - Acquisition et rénovation	Maniwaki	95 494 $
The Open Door - Rénovation et aménagement	Montréal	47 854 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau - Reconstruction	Chibougamau	112 332 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean - Acquisition et rénovation	Roberval	117 242 $
	TOTAL	**661 098 $**

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les résolutions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le SAA contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

12. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports, et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la nation attikamek.

Durée du contrat : 1er octobre 2019 au 31 mars 2021
**Il est à noter qu'en raison de la situation de pandémie de la COVID-19, les activités du négociateur ont été suspendues pour la période allant du 1er avril au 31 août 2020.

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 240 000 $

Florent Gagné consultant

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Florent Gagné consultant

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 23 septembre 2020 au 22 septembre 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 27 919 $ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

9321-8683 Québec Inc. (Mario Gibeault)

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal.

Durée du contrat : 18 novembre 2020 au 17 novembre 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 27 625 $ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Solutions Girard inc. (Paul Girard)

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Durée du contrat : 10 décembre 2020 au 31 mars 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 23 937 $ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1er octobre 2019 au 31 mars 2021

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation Attikamek.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutakuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le gouvernement de la Nation Attikamek, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention du ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle siègent le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentant du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 23 septembre 2020 au 22 septembre 2021

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette Table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité ; et de représenter le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE 9321-8683 QUÉBEC INC. (MARIO GIBEAULT)
Contrat pour la période du 18 novembre 2020 au 17 novembre 2021

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal

---

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- échanger sur les aspects techniques en lien avec la gestion, la conservation et les activités de prélèvement de l'orignal;
- élaborer des modèles visant une plus grande participation des algonquins à la gestion de l'orignal dans le but de trouver des solutions durables aux enjeux relatifs à la chasse à l'orignal;
- évaluer la pertinence d'intégrer des éléments complémentaires à la chasse, notamment au regard de la conciliation des usages du territoire et de la sensibilisation des utilisateurs aux réalités autochtones.

Diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation.

Contribuer à développer des propositions concernant les orientations et les objectifs du Québec.

Faire rapport au ministre de l'avancement des négociations sur une base hebdomadaire.

MANDAT DE SOLUTIONS GIRARD INC. (PAUL GIRARD)

Contrat pour la période du 10 décembre 2020 au 31 mars 2021

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Solution Girard Inc. a le mandat de :

- Favoriser la concertation entre les représentants désignés de Kanesatake, ainsi que ceux des milieux municipal et régional, dans le but d'établir un bilan sur les relations entre les communautés autochtones et non-autochtones.

- Coordonner les discussions inhérentes à la réalisation de ce bilan.

- Faire rapport au ministre d'ici le 31 mars 2021 au sujet de ce bilan et des perspectives d'amélioration.

- Réaliser tout autre mandat que le ministre proposera de lui donner, notamment au regard de la situation policière particulière propre à Kanesatake.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

13. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés innues concernant le projet Apuiat. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

Aucune rencontre n'a été tenue entre le ministre responsable des Affaires autochtones, le Secrétariat aux affaires autochtones et les communautés innues concernant le projet Apuiat.

Le 4 février 2021, les parties prenantes du projet ont annoncé la concrétisation d'un partenariat en vue de la réalisation du projet éolien.

Aucune entente n'est intervenue. Les discussions n'ont engendré aucun coût.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

14. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2020-2021, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :

    a) Développement économique;
    b) Garantie de prêt;
    c) Infrastructure communautaire;
    d) Action communautaire;
    e) Soutien à la consultation;
    f) Développement social;
    g) Aide aux Autochtones en milieu urbain.

La liste et la nature des projets financés en 2020-2021 ainsi que les montants déboursés pour chaque volet du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	**5 055 419 $**
Développement économique - Général	**4 052 784 $**
Achat des portes Excelor	100 000 $
Démarrage Miskizann	24 010 $
Acquisition de Transport Clouâtre	400 000 $
Acquisition d'un permis de pêche	116 134 $
Aide au développement économique local - Gesgapegiag	12 500 $
Aide au développement économique local - Gespeg	44 250 $
Aide au développement économique local - Kebaowek	21 528 $
Aide au développement économique local - Mashteuiatsh	1 802 $
Aide au développement économique local - Pikogan	50 621 $
Aide au développement économique local - Plan stratégique Kanesatake	281 013 $
Aide au développement économique local - Unamen Shipu	2 100 $
Akwesasne Warehousing	10 370 $
Alin Rioux jardinier	6 795 $
Bayside Gas	51 225 $
Centre de mécanique GT	78 935 $
Chenil Heartland King Pet Shop	13 128 $
Chrome Carwash	50 359 $
Construction d'une toiture pour une 2e pompe à essence à Kitcisakik	2 500 $
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	32 625 $
Décapage Pierre Cloutier	25 000 $
Decontie Clean	33 705 $
Démarrage d'un cabinet juridique	7 102 $
Dépanneur Pessamit	4 760 $
Dépanneur Tshninanu	16 550 $
Economic and Tourism Master Pan	15 750 $
Empire General Contracting	21 998 $
Érablière de Gespeg	216 720 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Érablière Malécite	312 400 $
Étude - Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	3 265 $
First Nation Paramedic Expansion	150 000 $
Flint Fuels	27 200 $
Foresterie Béothuk	28 749 $
Implantation de quatre bannières commerciales "Côté-Reco"	276 500 $
JN Construction	70 000 $
Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	311 434 $
Keskamizit - Corps et cheveux	28 850 $
Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 $
Pizendadawatch carwash	7 440 $
Plan d'affaires - Station-service	33 440 $
Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	11 664 $
Planification stratégique du développement économique	4 000 $
Politique d'aide aux entreprises d'Opitciwan	75 000 $
Pourvoirie Étamamiou - Travaux urgents	10 925 $
Préparation du plan stratégique de développement	13 047 $
Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 $
Project Support and Management for Phase Two (Implementation) of the Tourism Development Plan	6 000 $
Reconstruction du dépanneur Pakigan	21 370 $
Relais la Cache - Phase II	167 851 $
Shafferton Beef	8 147 $
Shaman extraction	125 000 $
Station-service Wabak	242 000 $
Stratégie en tourisme - Listuguj	54 000 $
Tenascon Tattoo	1 500 $
Tim Horton's Akwesasne	50 000 $
Tourisme Manawan	63 000 $
Travaux d'agrandissement Dan Esso	19 800 $
Widjikiwe Gas Bar	149 000 $
Widjikiwe LP	30 000 $
Wigw8mikok (Camping avec composantes culturelles) - volet Études	24 000 $
Zayne's Cleaning Services	25 979 $
Développement économique - Économie sociale	**287 500 $**
CAAVD - Gestion croissance organisationnelle	32 500 $
CAAVD - Kinawit – Phase de consolidation	100 000 $
CAAVD - Technologies de l'information et des communications	70 000 $
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires & accompagnement artistes autochtones	50 000 $
CAAL - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 $
Développement économique - Jeunes et Femmes	**487 664 $**
Animauxbile	2 394 $
Awastoki - Création numérique	10 700 $
Cuisine autochtone	6 050 $
FGL Artisanat	880 $
Isaac's Healing Center	25 000 $
MF Alain Comptable Professionnel agréée	9 524 $
MOS Racks 2.0	50 000 $
Démarrage MiskiZann	121 502 $
Nathalie Chantal consultante	12 366 $
N'tus soins de la peau et cosmétiques	7 500 $
Pêcheries Jenniss	24 450 $
Restaurant Yahwatsira' - Wendake	23 030 $
Shaman extraction	150 000 $
Soins des pieds et réflexologie	1 848 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Solution Télé Administration	2 420 $
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 $
Développement économique - mobilisateur	**227 471 $**
Conseillers en développement économique - CDEPNQL	22 732 $
Formations-conférences - CDEPNQL	13 500 $
Québec Mines et Énergie - CDEPNQL	10 000 $
Retraite ADEC - CDEPNQL	58 000 $
Table de concertation régionale en économie sociale - CDEPNQL	20 000 $
Tourisme autochtone Québec (TAQ) - Nogom 8abek	103 239 $
c) INFRASTRUCTURE COMMUNAUTAIRE	**993 441 $**
Amélioration de la patinoire	102 661 $
Améliorations locatives et achat d'équipement	20 000 $
Bureau des services sociaux	120 576 $
Centre culturel - Études préparatoires	51 337 $
Centre multifonctionnel Uashat	88 275 $
Étude - cuisine communautaire multiservices	11 374 $
Étude - bureau administratif	7 500 $
Étude de faisabilité - infrastructure pour organismes communautaires	10 000 $
Étude préliminaire pour le terrain de baseball	2 209 $
Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	41 000 $
LaCrosse / Box	34 562 $
Maison des Jeunes - Réfection de la toiture	4 454 $
Maison Uashteu	74 000 $
Parc communautaire	11 100 $
Parc du Mont Ham - Phase 2	10 000 $
Radio communautaire - Winneway	12 080 $
Recouvrement de la patinoire	31 797 $
Rénovation et agrandissement des bureaux du conseil	34 349 $
Rénovation de la salle communautaire	15 855 $
Rénovation de locaux administratifs - Kebaowak	11 105 $
Salle communautaire	137 458 $
Splash Pad	20 000 $
Terrain multisports de Kitcisakik	18 000 $
Tours de lumières de plein air	3 080 $
Wôlinak - Piscine communautaire	41 995 $
Youth and family care expansion	78 674 $
d) ACTION COMMUNAUTAIRE	**2 323 362 $**
APSPNIQL - Soutien à la mission globale	100 000 $
CAAL - Soutien à la mission globale	135 000 $
CAALSJ - Soutien à la mission globale	186 000 $
CAALT - Soutien à la mission globale	160 000 $
CAAMW - Soutien à la mission globale	130 000 $
CAAQ - Soutien à la mission globale	120 000 $
CAAS - Soutien à la mission globale	127 147 $
CAASI - Soutien à la mission globale	130 000 $
CAATR - Soutien à la mission globale	130 000 $
CAAVD - Soutien à la mission globale	160 000 $
CAEC - Soutien à la mission globale	110 000 $
CEAAS - Soutien à la mission globale	110 000 $
FAQ - Soutien à la mission globale	250 000 $
Montréal Autochtone - Soutien à la mission globale	130 000 $
RCAAQ - Soutien à la mission globale	200 000 $
SQIA-AISQ - Soutien à la mission globale	103 215 $
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit - Soutien à la mission globale	42 000 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
e) SOUTIEN À LA CONSULTATION	**2 818 623 $**
Agent de liaison avec le Kahnawake Labor Office	67 694 $
Agent de liaison avec le KEDC	71 200 $
Bureau de consultation - CNHW	50 000 $
Bureau de consultation - Lac Simon	200 000 $
Bureau de consultation - Listuguj	110 000 $
Bureau de consultation - Malécites	175 000 $
Bureau de consultation - Manawan	50 000 $
Bureau de consultation - Mashteuiatsh	425 000 $
Bureau de consultation - Pikogan	50 000 $
Consultations - Naskapis	100 063 $
Entente de principe d'ordre général - Opitciwan	5 200 $
Inventaire d'orignaux - Algonquins	26 297 $
Négociation d'une entente nation à nation - Malécites	86 500 $
Orignal - Table technique - Algonquins	75 000 $
Planification territoriale stratégique - CNA	6 183 $
Réfection du pont de l'Île d'Orléans	8 000 $
Soutien à la consultation - Kitcisakik	265 326 $
Table exploratoire – Lac-Simon	50 000 $
Soutien à la consultation - Kitigan Zibi	160 000 $
Soutien à la consultation - Abénaquis	240 000 $
Soutien à la consultation - Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi	300 000 $
Soutien aux consultations - Essipit	115 000 $
Soutien à la consultation - IDDPNQL	150 000 $
Table exploratoire Québec - Abitibiwinni	15 000 $
Wanaki - Kitcisakik	17 160 $
f) DÉVELOPPEMENT SOCIAL	**3 635 901 $**
AMIK	22 410 $
Au Nord du 60e - Inuit	75 251 $
CAAQ - En route vers la santé	47 456 $
CAAVD - Table locale accessibilité Vallée-de-l'Or	26 200 $
CALACS Étoile du Nord - Mikizi	100 000 $
Club des petits déjeuners	600 000 $
Consultation sur réforme droit de la famille	29 101 $
Exeko - Projets autochtones : ville et communautés	100 000 $
Forum réconciliation (Université Laval)	40 000 $
Halte-chaleur (Square Cabot)	62 039 $
Jeunes Musiciens du Monde (JMM) - École de Val-d'Or	125 000 $
La voix des Premières Nations : Innuvelle	4 000 $
MIAJA 2019	40 000 $
Musique nomade - Ateliers création musicale et développement professionnel	78 932 $
Place aux femmes Ilnuatsh	22 500 $
Plan de développement des loisirs	35 132 $
Programme des coordos en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie	1 427 380 $
Projets de Fusion jeunesse	70 000 $
Puamun Meshkenu - Chemin des Mille Rêves	95 000 $
RCAAQ - Conseiller en développement	100 000 $
RCAAQ - Demande soutien urgence crise COVID-19	200 000 $
SOCAM - Financement pluriannuel	90 000 $
Stratégie jeunesse Atikamekw	12 500 $
Terres en vues - Festival Présence autochtone	85 000 $
Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	28 000 $
Wapikoni mobile	120 000 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
g) AIDE AUX AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	**2 141 924 $**
Services directs	**1 480 826 $**
CAALT - Organisateur communautaire et travailleur de proximité	100 000 $
CAAL - Accompagnement, prévention et intervention	100 000 $
CAAMW - Programme bien-être familial et santé holistique	100 000 $
CAAM - Projet Teioronhioen	77 538 $
CAAQ - Consolidation des services directs à la clientèle	100 000 $
CAASI - Intervention psychosociale et animation culturelle	100 000 $
CAATR - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 $
CAAVD - Mowsogokan	100 000 $
CAALSJ - Animation communautaire et intervenant spirituel	100 000 $
CJPPM - Services aux victimes pour les Autochtones de Montréal	80 780 $
CEAAS - Intervenant phychosocial	94 600 $
Exeko - Soutien temporaire d'urgence travail de rue	5 000 $
Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 $
Montréal Autochtone - Animatrice communautaire et intervenant social	93 010 $
Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention	99 898 $
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs	100 000 $
FFAM - Projet Résilience Montréal	30 000 $
Infrastructures	**661 098 $**
Centre d'amitié autochtone de La Tuque - Sakihikan Rénovation et réaménagement	143 998 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre - Shabougamak II	77 008 $
Maison communautaire Missinak - Centre multiservices MAMUK	67 170 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki - Acquisition et rénovation	95 494 $
Open Door - Rénovation et aménagement	47 854 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau - Reconstruction	112 332 $
Centre d'amitié autochtone du Lac Saint-Jean - Acquisition et rénovation	117 242 $
GRAND TOTAL	**16 968 670 $**

Notons qu'en 2020-2021, le Secrétariat aux affaires autochtones a déboursé 3 478 859 $ pour des projets approuvés dans le cadre de programmes antérieurs (FIA II, FIA et FDA), ce qui porte les déboursés totaux à 20 447 529 $.

Nombre de demandes reçues en 2020-2021 par volet et par communauté dans le cadre du FIA III

Nation / Communautés	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
ABÉNAQUIS	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**4**
Odanak		1				1					2
Wôlinak				1				1			2
ALGONQUINS	**0**	**10**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**2**	**4**	**0**	**18**
Général									1		1
Kebaowek				1							1
Kitcisakik						1			1		2
Kitigan Zibi		4									4
Lac-Rapide		4									4
Pikogan									2		2
Winneway		2						2			4
ATTIKAMEKS	**0**	**6**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**	**1**	**0**	**11**
Manawan		2							1		3
Obedjiwan			1			1		1			3
Wemotaci		4						1			5
HURONS-WENDATS	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**0**	**7**
Wendake				4		2	1				7
INUITS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**2**	**0**	**0**	**4**
Général						1					1
Kangiqsualujjuaq								1			1
Kuujjuaq						1					1
Kuujjuarapik								1			1
MALÉCITES	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**4**
Malécites de Viger		1		1				2			4

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
MICMACS	**0**	**2**	**0**	**5**	**0**	**0**	**2**	**1**	**1**	**0**	**11**
Général									1		1
Gesgapegiag		1		2			1				4
Gespeg				1							1
Listuguj		1		2			1	1			5
MOHAWKS	**0**	**7**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8**
Akwesasne		1									1
Kahnawake		2									2
Kanesatake		4		1							5
MONTAGNAIS (INNUS)	**0**	**13**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**3**	**1**	**0**	**19**
Betsiamites		1									1
Essipit		1						1	1		3
La Romaine		3									3
Mashteuiatsh		3									3
Mingan		2									2
Natashquan						1		1			2
Pakuashipi		1									1
Uashat-Maliotenam		2					1	1			4
NASKAPIS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**
Kawawachikamach						1			1		2
ORGANISMES AUTOCHTONES	**0**	**0**	**3**	**0**	**1**	**6**	**0**	**0**	**1**	**13**	**24**
Organismes autochtones			3		1	6			1	13	24
ORGANISMES NON AUTOCHTONES	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8**	**0**	**0**	**0**	**2**	**11**
Organismes non autochtones	1					8				2	11
TOTAL GÉNÉRAL	**1**	**40**	**4**	**13**	**1**	**23**	**4**	**13**	**9**	**15**	**123**

Liste des projets refusés en 2020-2021

VOLET / PROJETS	MOTIF
Action communautaire	
Maison l'Aquarelle (Chibougamau)	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement économique	
Clinique santé Québec 2020	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement économique – économie sociale	
Kina8at - Centre culturel autochtone (Organismes autochtones)	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement social	
Collectif FALG – Plan de développement	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

15. Liste des projets économiques présentés en 2020-2021 par les administrations autochtones au SAA et l'état d'avancement de ces projets, incluant les motifs invoqués pour les projets non retenus. Détail des coûts engendrés pour le SAA pour chacun des projets.

Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones en 2020-2021 dans le cadre du programme Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III) et état d'avancement de ces projets et coûts engendrés pour le Secrétariat aux affaires autochtones.

NATION / COMMUNAUTÉ / PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉBOURSÉS
ABÉNAQUIS		
Odanak		
• Wigw8mikok : Camping avec composantes culturelles – volet Études	Annoncé	24 000 $
ALGONQUINS		
Kitigan Zibi		
• Redmanz Market	Analyse en cours	
• Brian McGregor Heavy Equipment	Analyse en cours	
• Jason Odjick - Acquisition d'un payloader	Annoncé	
Lac-Rapide		
• Project Manager	Analyse en cours	
• Acquisition de roulottes de construction	Analyse en cours	
• Entretien routier	Analyse en cours	
Winneway		
• Dépanneur Kuzzin	Analyse en cours	
• Aide au développement économique local	Analyse en cours	
ATTIKAMEKS		
Manawan		
• Achat d'un séchoir à bois	Analyse en cours	
Wemotaci		
• Dépanneur Wemok	Analyse en cours	
• Wemhab	Analyse en cours	

NATION / COMMUNAUTÉ / PROJET	ÉTAT D'AVANCEMENT	DÉBOURSÉS
MALÉCITES		
Malécites de Viger		
• Transport Nicolas et Fils	Analyse en cours	
MICMACS		
Gesgapegiag		
• Réservoir à homards pour le Lobster Hut	Analyse en cours	
Listuguj		
• LC Location d'outils	Analyse en cours	
MOHAWKS		
Akwesasne		
• Lazare Tree Service Expansion	Analyse en cours	
Kahnawake		
• Aquaponics Farm Construction	Annoncé	
• Laflesche inc.	Annoncé	
Kanesatake		
• Rez Bite's Food Truck	Analyse en cours	
• RKR Business Plan	Analyse en cours	
• Wolf Crafts	Analyse en cours	
• JN Construction	Annoncé	70 000 $
MONTAGNAIS (INNUS)		
Essipit		
• Réaménagement et agrandissement du dépanneur	Annoncé	
La Romaine		
• Pièces Xpress BF	Analyse en cours	
• Navire touristique	Analyse en cours	
• Mise à niveau - Pourvoirie Étamamiou	Annoncé	
Mashteuiatsh		
• Sciages GP	Analyse en cours	
• Camping de la Pointe	Annoncé	
• Planification stratégique du développement économique	Annoncé	4 000 $
Mingan		
• Bleuetière Jacques Maloney	Analyse en cours	
• Corporation de développement économique d'ekuanitshitinnuat	Annoncé	20 000 $
Pakuashipi		
• Auberge Shaputuan	Analyse en cours	
Uashat-Maliotenam		
• Mishen construction	Analyse en cours	
• Gym : Club Élite	Analyse en cours	
	TOTAL	**118 000 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

16. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) vient de terminer sa troisième année financière et les indications préliminaires des ministères et organismes (M/O) permettent d'affirmer que la mise en œuvre des mesures continue de bien se dérouler. Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des résultats de l'année 2020-2021, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'à la fin mai 2021.

La ventilation des budgets pour 2020-2021 selon les M/O est présentée ci-après :

Ministère ou organisme	**Nombre de mesures**	**Budgets 2020-2021**
Commission de la construction du Québec	3	100 000 $
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1	25 914 $
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1	3 000 $
Ministère de la Culture et des Communications	12	4 576 500 $
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur[1]	12	7 536 250 $
Ministère de la Famille	1	375 000 $
Ministère de la Justice du Québec	17	3 945 761 $
Ministère de la Sécurité publique	18	1 726 088 $
Ministère de la Santé et des Services sociaux	33	3 411 958 $
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	8 000 000 $
Secrétariat aux affaires autochtones	23	6 820 770 $
Secrétariat à la jeunesse	2	856 289 $
Secrétariat à la condition féminine	9	1 296 000 $
Société d'habitation du Québec	3	4 240 000 $
Total	**136**	**42 913 530 $**

En date du 31 mars 2020, les budgets prévus pour la mise en œuvre des mesures des différents M/O sont répartis comme suit pour les cinq années du Plan d'action :

2017-2018	**2018-2019**	**2019-2020**	**2020-2021**	**2021-2022**	**Total 2017-2022**
21 541 954 $	27 932 348 $	33 734 339 $	42 913 530 $	57 469 839 $	**183 592 010 $**

[1] Notez que l'information concernant le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur est présentée de manière unifiée, même si les deux ministères se sont séparés en 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

17. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones

---

État d'avancement

Un projet de loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones a été déposé au printemps 2013.

Le mois de juin avait été sélectionné afin d'être en concordance avec le gouvernement fédéral, qui avait déjà fait de ce mois le Mois de l'histoire des Autochtones, ce qui permettait d'y intégrer les festivités de la journée nationale des Autochtones. Cet arrimage permettait de favoriser la complémentarité entre les programmes de financement québécois et fédéral.

Toutefois, tous les acteurs concernés n'étaient pas convaincus que le mois de juin était approprié, puisqu'un des objectifs visés était de rejoindre la clientèle scolaire. Cette période de l'année est déjà très occupée par les examens et la fin des classes. Le projet de loi est mort au feuilleton lors du déclenchement des élections, au printemps 2014.

Cet engagement a été réitéré lors du dépôt du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, en décembre 2015.

Budget ventilé

Aucun budget n'a été alloué à l'instauration d'un Mois de l'histoire des Autochtones, en 2020-2021.

Échéancier

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'est pas en mesure, pour l'instant, de fournir un échéancier précis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

18. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2020-2021.

- Conformément à la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04), le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) a succédé à la Municipalité de Baie-James le 1er janvier 2014, pour l'administration des terres de la catégorie III qui en faisaient partie. Ce faisant, le territoire du GREIBJ exclut les terres des catégories I et II de la sélection allouée aux communautés cries ainsi que le territoire municipalisé des villes enclavées de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.
- La représentation au GREIBJ est paritaire entre les Cris et les Jamésiens pour les dix premières années de son fonctionnement. Onze représentants jamésiens de chacune des villes enclavées et des localités dans le territoire du GREIBJ ont été désignés au conseil. Chibougamau y détient neuf voix; Lebel-sur-Quévillon, quatre voix; Chapais, trois voix; Matagami, trois voix; Valcanton, une voix; Villebois, une voix; Radisson, une voix. Un représentant du gouvernement du Québec, sans droit de vote, a été nommé au conseil du GREIBJ. Membre d'office, le président du Gouvernement de la nation crie (GNC) et son vice-président siègent aussi au conseil avec deux voix chacun, de même que les neuf chefs des communautés cries.
- Le conseil du GREIBJ se réunit habituellement aux deux mois pour une séance d'une demi-journée. En 2020-2021, six séances ordinaires ont été tenues, soit le 28 mai, le 30 juillet, le 24 septembre et le 19 novembre 2020, ainsi que le 28 janvier et le 25 mars 2021. En outre, le conseil s'est réuni à trois reprises en séance extraordinaire, soit le 24 août et pour deux séances le 22 décembre 2020, l'une d'elles étant exclusivement consacrée à l'adoption des budgets 2021.
- Le président du GNC et le membre désigné par un vote secret entre les onze représentants jamésiens agissent, en alternance, comme président et vice-président du conseil, pour des mandats de deux ans. La mairesse de Chibougamau, Mme Manon Cyr, a agi à ce titre pour les deux premières années de fonctionnement du GREIBJ. À compter de janvier 2016, le grand chef Matthew Coon Come, a occupé le poste de président jusqu'à la fin de son mandat, en juillet 2017. Le nouveau grand chef, Dr Abel Bosum, l'a remplacé à la suite de son élection, jusqu'au 31 décembre 2017. La mairesse de Chibougamau, Mme Manon Cyr, a été élue de nouveau pour deux ans, le 1er janvier 2018. Depuis le 1er janvier 2020, c'est le grand chef Bosum qui occupe le poste de président pour un mandat de deux ans.
- Pour refléter la situation linguistique de la population et des représentants cris et jamésiens, un service de traduction assure que les conseillers et le public puissent s'exprimer en français, en anglais ou en cri lors des séances du conseil. Les séances, qui se tiennent habituellement en alternance dans les

communautés cries et jamésiennes, ont été tenues au cour de la dernière année sur des plateformes numériques virtuelles en raison de la crise sanitaire.

- Les séances se sont déroulées dans un climat de collaboration. Le conseil du GREIBJ a traité les affaires du GREIBJ en conformité avec la loi qui l'encadre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

19. État d'avancement et rapport détaillé de la mise en œuvre de la *Loi concernant principalement la mise en œuvre d'ententes en matière de travail entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake*.

Travaux en cours avec la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente entre Québec et Kahnawake en matière de travail

L'article 10 de l'Entente en matière de travail signée en 2014 prévoit :

> **« Mobilité de la main-d'œuvre**
>
> Les parties s'engagent, à la suite de la signature de la présente entente, à s'assurer que l'Autorité, travaillant de concert avec les institutions du Québec, facilite l'intégration des travailleurs et des entrepreneurs de Kahnawà:ke qui souhaitent participer à l'industrie de la construction en dehors du Territoire visé par cette entente, conformément aux règles du Régime du Québec, notamment pour l'obtention d'une qualification de la CCQ ou d'une licence de la RBQ. ».[1]

Collaboration avec la CCQ

Afin de donner suite à cet article, la CCQ collabore, depuis le printemps 2017, avec la communauté de Kahnawake et ses institutions (Bureau de travail de Kahnawake, Kahnawà:ke Economic Development Commission et le Conseil mohawk de Kahnawake). Cette démarche :

1- cible les obstacles limitant l'intégration de la main-d'œuvre mohawk à l'industrie de la construction et propose des solutions adaptées;

2- porte une attention particulière aux obstacles de nature systémique afin de formuler des correctifs également systémiques;

3- considère comme enjeu central la formation, l'intégration et le maintien en emploi de la main-d'œuvre mohawk à l'industrie de la construction, et l'acquisition de qualifications en vertu des standards de la CCQ comme une condition essentielle à cette intégration;

4- tient compte des obstacles à l'intégration de la main-d'œuvre mohawk inhérents à l'industrie de la construction, mais également de ceux propres à la communauté de Kahnawake;

---

[1] *Entente en matière de travail entre le Conseil mohawk de Kahnawà:ke et le gouvernement du Québec*, article 10, page 6, 2014.

5- propose, dans la mesure du possible, des solutions pertinentes pour plusieurs communautés des Premières Nations et Inuits.

Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin d'animer cette démarche. Des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones, du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) et de la CCQ y participent. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assurera la mise en œuvre de cette entente.

Collaboration avec la RBQ

Dès janvier 2018, des représentants de la RBQ se sont joints aux travaux du Groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre. La participation de la RBQ permettra à Kahnawake de mieux comprendre le fonctionnement de la Régie et ses exigences pour l'octroi de licences. En contrepartie, la RBQ a l'occasion de se familiariser avec la réalité de Kahnawake et d'envisager des manières de faciliter l'intégration des entrepreneurs mohawks à l'industrie québécoise.

La qualification de la main-d'œuvre mohawk prend notamment une importance particulière en raison du grand projet de reconstruction de la structure amont provinciale du pont Honoré-Mercier.

Les échanges se poursuivent également avec la RBQ afin de définir le rôle que le Bureau de travail de Kahnawake pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.

Travaux en cours avec la CCQ afin de donner suite aux dispositions de l'Entente entre Québec et Kahnawake en matière de conditions de travail

L'Entente en matière de travail prévoit :

- « Conditions de travail :

  - que tous les travailleurs de la construction couverts par le régime de Kahnawà:ke aient des conditions salariales et de travail semblables à celles des travailleurs de la construction couverts par le régime du Québec;

  - que, sur le Territoire, tous les entrepreneurs appliquent soit le *Fair Wage Agreement* de Kahnawà:ke, soit le Régime du Québec, selon le choix du travailleur;

  - que les travailleurs de Kahnawà:ke effectuant des travaux de construction couverts par le Régime de Kahnawà:ke aient le choix d'adhérer ou non à un syndicat. »[2]

Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du Bureau de travail de Kahnawake, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020.

Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

[2] Ibid, page 6.

Travaux en cours avec la CNESST

L'entente intervenue entre le Conseil mohawk de Kahnawake et le gouvernement du Québec, approuvée par décret le 24 juillet 2014 (décret nº 730-2014), visait la mise en œuvre d'un régime de Kahnawake en matière de travail sur le territoire.

L'article 9 de l'Entente prévoyait que *Le régime de Kahnawake sera voué à la réalisation d'objectifs que les parties partagent en ces matières à savoir : L'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles, La santé et sécurité du travail, La construction et Les procédures de règlement et mesures correctives.*

C'est dans ce contexte que la CNESST s'est vu confier par le gouvernement du Québec le mandat de négocier les responsabilités respectives et les modalités d'application du régime particulier de Kahnawake en matière d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles.

La conclusion d'une entente de principe concernant l'indemnisation et la couverture des travailleurs de Kahnawake et les échanges entourant les besoins de protection financière du Bureau du travail de Kahnawake (BTK) à l'égard de la survenance d'évènements exceptionnels ont permis la rédaction d'une entente complémentaire à la satisfaction des deux parties. Le gouvernement du Québec et Kahnawake ont signé, le 20 décembre 2017, l'*Entente complémentaire pour la mise en œuvre du Régime de Kahnawà:ke en matière d'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles et de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite*, approuvée par décret (nº 1077-2017) le 1er novembre 2017.

Cette entente complémentaire permet de définir « l'administration des cotisations et des compensations entre les parties » (Entente, article 7) et de convenir, avec la CNESST, de la mise sur pied d'un mécanisme visant à assurer la sécurité financière du régime de Kahnawake.

À cette entente complémentaire viendront se greffer des ententes administratives entre la CNESST et le Conseil mohawk de Kahnawake permettant d'en définir les modalités de mise en œuvre et de suivi.

Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier la possibilité de catastrophes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

20. Pour tous les programmes du Secrétariat aux affaires autochtones, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Programme 04 :

Tous les crédits existants en 2020-2021 ont été reconduits en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

21. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021 et 2021-2022.

Programme 04 :

Crédits demandés au Conseil du trésor
2021-2022
358 753 200 $

NOTE COMPLÉMENTAIRE :

2020-2021

Pour les crédits demandés en 2020-2021, nous référons à l'étude des crédits 2020-2021, car les crédits demandés l'année dernière ne sont pas pertinents à l'étude des crédits 2021-2022.

2021-2022

C'est le cadre financier quinquennal qui est présenté comme référence aux crédits demandés au Conseil du trésor (2021-2022), il est mis à jour annuellement, au mois de juillet. Le budget de rémunération est donc ajusté, le cas échéant.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

22 État d'avancement de la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation du Québec (MEQ), la Table nationale a pour mandat d'établir une concertation entre les organisations autochtones et non autochtones qui œuvrent auprès des élèves des Premières Nations et des élèves inuits afin d'améliorer leurs indicateurs de persévérance et de réussite scolaire. La Table regroupe des représentants des commissions scolaires, de différents ministères et organismes, dont le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le gouvernement fédéral, de même que les organisations autochtones suivantes : la Commission scolaire crie, la Commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq, le Comité naskapi de l'éducation, le Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, le Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat, le Conseil en éducation des Premières Nations, l'Institut Tshakapesh, le Conseil de la Nation Atikamekw et le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Au besoin, elle s'adjoint des membres d'autres ministères ou organismes.

Les membres de la Table, incluant le SAA, se sont réunis les 2, 16, 23 et 30 avril 2020; les 7 mai, 17 juin, 26 août, 1er octobre 2020 et, enfin, le 4 février 2021.

La Table s'est donné trois grands objectifs :

- Création de matériels pédagogiques culturellement signifiants ainsi que révision du matériel, des examens et des programmes existants afin de les rendre culturellement pertinents;
- Reconnaissance des langues autochtones au même titre que les langues officielles afin de créer un équilibre entre l'enseignement en langues autochtones et l'enseignement du français ou de l'anglais, en plus de l'adoption d'une approche de langue seconde lors de l'enseignement.
- Mise en place et suivi de formations en sensibilisation aux intervenants (personnel scolaire, professionnels de la santé, etc.), autant en formation qualifiante qu'en cours d'emploi.

Les membres de la Table ont également échangé sur les sujets suivants :

- La Refonte du programme Éthique et culture religieuse;
- Le référentiel des compétences professionnelles - Profession enseignante;
- La mise en œuvre de la mesure de littérature jeunesse du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*;
- Le développement de mesures dans le cadre du *Plan d'action numérique*;
- Les enjeux reliés à la Covid-19;

- Le développement de mesures pour les enfants autochtones de 0 à 8 ans dans le contexte du lancement de la Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans, *Tout pour nos enfants*, notamment par la mise en place d'un comité spécifique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

23. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones

---

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* comprend plus de treize mesures en lien avec la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Parmi ces mesures, le Secrétariat aux affaires autochtones est responsable de soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violences sexuelles, en partenariat avec les organisations autochtones. En 2020-2021, les actions suivantes ont été déployées et les sommes engagées pour un montant total de 350 000 $ afin de prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones :

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Femmes autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 $	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Action communautaire	Amélioration de la qualité de vie des femmes autochtones et de leur famille dans les communautés et hors communauté (santé, éducation, emploi, etc.)
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	100 000 $	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Développement social	Intervention, prévention, concertation et formation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle dans les communautés de Lac-Simon et de Kitcisakik (Algonquins) et dans les municipalités de la MRC de la Vallée-de-l'Or
	TOTAL	**350 000 $**		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

24. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées en 2020-2021 pour prévenir les problèmes de la santé mentale et lutter contre les suicides dans les communautés autochtones. Incluant les ressources disponibles ainsi que les ententes spécifiques et leurs revendications des communautés.

Instances de concertation

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) siègent avec le gouvernement fédéral à la Table de concertation sur les problématiques de crise sociale dans les communautés des Premières Nations du Québec (Table), qui a pour mandat de soutenir les communautés des Premières Nations du Québec qui traversent des périodes de crise sociale. Sous la responsabilité de la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL), cette table se réunit lorsque des demandes sont adressées par les communautés autochtones.

Le MSSS, le ministère de la Sécurité publique et le SAA participent également aux travaux d'une table de concertation coordonnée par le Centre intégré de santé et de services sociaux de la Côte-Nord et le Centre de santé et services sociaux Uauitshitun de Uashat-Maliotenam, dont le mandat est d'assurer la concertation entre les différents intervenants impliqués dans la mise en œuvre des recommandations contenues dans le rapport du coroner sur la vague de suicides survenus à Uashat-Maliotenam en quelques mois, en 2015. Le Centre local de services communautaires Naskapi, la CSSSPNQL et le gouvernement fédéral sont également membres de la Table.

Consultation des Premières Nations et des Inuits en matière de santé mentale et de prévention du suicide

Le SAA a collaboré avec le MSSS à l'organisation et à la tenue d'une consultation des organisations autochtones intégrant, dans un continuum, les enjeux de santé mentale, de prévention du suicide et d'itinérance. Tenu les 25, 26 et 28 janvier 2021, ce processus a permis de consulter près de neuf organisations représentant les Premières Nations et les Inuits, en vue de l'élaboration des prochains plans d'action gouvernementaux en la matière.

Initiatives en matière de prévention du suicide et de santé mentale

Le SAA finance, depuis plusieurs années, l'Association de prévention du suicide des Premières Nations du Québec et du Labrador. L'organisme a bénéficié d'un soutien de 525 000 $ par le biais du volet Action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones II entre 2012-2013 et 2016-2017, soit 105 000 $ par année, afin de soutenir sa mission globale. L'organisme s'est vu confirmer par le SAA un financement de 100 000 $ par année, de 2017-2018 à 2021-2022, par le biais du volet Action communautaire du Fonds d'initiatives autochtones III

(FIA III). En 2020-2021, 100 000 $ ont été engagés pour le soutien à la mission globale de l'organisme.

Le SAA a par ailleurs soutenu deux initiatives ponctuelles visant la prévention du suicide au Nunavik, pour un total de 10 000 $ en 2020-2021. Dans le contexte de la problématique du suicide au Nunavik, le gouvernement du Québec accueille favorablement les efforts de mobilisation des différentes instances de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, notamment le lancement, en novembre 2019, de la Stratégie en prévention du suicide du Nunavik. En octobre 2020, l'Association québécoise en prévention du suicide a mis en place, grâce à un financement du MSSS, la Stratégie numérique en prévention du suicide pour le Québec, dont les services d'intervention par clavardage et par texto sont offerts en français et en anglais. Le gouvernement du Québec entend collaborer pleinement à la recherche et à la mise en œuvre de mesures de prévention et d'intervention adaptées au contexte inuit.

De nombreuses mesures de lutte aux dépendances et de soutien aux différentes dimensions de la santé mentale sont incluses au *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits* (PAGDSCPNI). Leur réalisation étant sous la responsabilité d'autres ministères, dont le MSSS et le ministère de la Justice du Québec, il appartient à ces derniers d'en présenter les informations de mise en œuvre.

Initiatives pour l'amélioration des conditions de vie

Le gouvernement du Québec travaille plus largement, par divers moyens, à l'amélioration des conditions de vie des Autochtones : le PAGDSCPNI a été lancé à cette fin le 28 juin 2017. Plusieurs de ses mesures visent des enjeux qui ont un lien direct avec les problématiques de santé mentale et les taux de suicide chez les Premières Nations et les Inuits.

Dans le contexte du développement de nouvelles initiatives, le SAA a poursuivi en 2020-2021 sa collaboration avec le ministère de la Famille pour élaborer une réponse pertinente aux besoins des Autochtones en matière de lutte à l'intimidation. Dans le cadre des travaux entourant le Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025, il a notamment collaboré au développement d'une mesure structurante spécifique aux Premières Nations et aux Inuits, consistant à « élaborer et soutenir des projets et des initiatives visant à prévenir et à contrer l'intimidation auprès des élèves, des étudiants et des étudiantes autochtones ». Mise en œuvre sous la responsabilité conjointe du ministère de l'Éducation et du ministère de l'Enseignement supérieur, cette mesure versée au PAGDSCPNI est dotée d'une enveloppe budgétaire de 2 M$ sur cinq ans.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

25. Actions posées et crédits engagés en 2020-2021 auprès des jeunes et des femmes autochtones et les crédits demandés

Les tableaux suivants présentent les sommes déboursées par le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) au courant de l'exercice financier 2020-2021 pour des projets réalisés par ou pour des jeunes et des femmes autochtones, tous programmes confondus.

JEUNES

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Jeunes musiciens du monde - École de Val-d'Or et communautés	125 000 $
Fusion Jeunesse - Consolidation et expansion du volet autochtone	70 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec - En route vers la santé	47 456 $
Expo-sciences autochtone	20 000 $
MOS Racks 2.0	50 000 $
Decontie Clean	33 705 $
Awastoki - Création numérique	10 700 $
Pêcheries Jenniss	40 750 $
Trans RD	6 000 $
Bourses Yatsayoncha' 2020	4 000 $
Archéologie 2.0 à Blanc-Sablon	5 000 $
Sport Camps Puvirnituq	5 000 $
Solution Télé Administration	2 420 $
Maison des Jeunes - Réfection de la toiture	4 454 $
Splash Pad	20 000 $
Stratégie jeunesse Atikamekw	12 500 $
Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	28 000 $
Youth and family care expansion	78 674 $
Tsiwei Informatique	8 000 $
TOTAL	**606 639 $**

En plus de ces projets, certains autres, bien qu'ils ne les visent pas exclusivement, ont une incidence particulière sur les jeunes, notamment le *Programme d'embauche de coordonnateurs en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie* avec un financement en 2020-2021 de 1 427 380 $.

FEMMES

NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Femmes Autochtones du Québec - Soutien à la mission globale	250 000 $
CALACS L'étoile du Nord - Mikizi Culturellement et collectivement pour elles	100 000 $
Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 $
Shaman extraction	275 000 $
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 $
Démarrage MiskiZann	145 512 $
MF Alain Comptable Professionnel agréée	9 524 $
Diane Savard - Soins des pieds	1 848 $
Restaurant Yahwatsira' - Wendake	23 030 $
FGL Artisanat	880 $
Nathalie Chantal Consultante	12 336 $
Service de cuisine autochtone	6 050 $
N'tus soins de la peau et cosmétiques	7 500 $
Produits naturels Keskamizit	28 850 $
Isaac's Healing Center	18 000 $
Flint Fuels	27 200 $
Démarrage d'un cabinet juridique	7 102 $
Projet Animauxbile	2 394 $
Expansion de l'institut Yarha	9 277 $
Inuujunga - Capsules prévention suicide	5 000 $
Place aux femmes Ilnuatsh	22 500 $
Jane's Place	10 000 $
TOTAL	**1 006 746 $**

En prenant en compte les engagements pluriannuels dans le cadre de certains projets, le SAA a déjà, pour l'exercice financier 2021-2022, des engagements de 350 000 $ pour les projets auprès des femmes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

26. Détails de l'état d'avancement des travaux entre le SAA et le MSSS sur un plan d'action sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones. État d'avancement du comité tripartite et coûts engendrés par sa mise en place, ses activités, etc.

La Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) est elle-même responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de son *Plan directeur de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador.* Le plan directeur 2007-2017 a notamment été mis en œuvre par un plan stratégique (2017-2020), dans le but de soutenir l'atteinte des cibles et le partage d'une vision commune s'appuyant sur les progrès réalisés et l'évolution des services offerts par les communautés des Premières Nations.

Il n'existe pas de plan d'action gouvernemental sur les services de santé et les services sociaux pour les peuples autochtones, mais plutôt des plans d'action sectoriels ciblés abordant des thématiques telles que l'itinérance, la violence, la toxicomanie, les agressions sexuelles et autres. Il n'existe pas non plus de comité tripartite pour l'élaboration d'un tel plan d'action gouvernemental.

Le Secrétariat aux affaires autochtones coordonne la mise en œuvre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022*, dont l'objectif est de consolider les efforts gouvernementaux, de renouveler l'action gouvernementale en la matière et d'en assurer la cohésion. À cet effet, l'ensemble des mesures spécifiques aux Autochtones liées aux différents plans d'action sectoriels des ministères et organismes gouvernementaux s'inscrit dorénavant dans ce plan d'action.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

27. Les coûts et le nombre d'ETC qui travaillent à la résolution des différends entre les diverses communautés de chasseurs et le gouvernement du Québec concernant les droits de chasse sur les réserves fauniques du Québec. Ventilation des coûts des parties privées qui œuvrent pour le gouvernement dans ce dossier, le cas échéant et par réserve faunique.

Réserve faunique des Laurentides

Le coût : 7 762 $
Cela représente environ 0,10 ETC

Réserve faunique La Vérendrye

Le coût : 57 488 $
Cela représente environ 0,75 ETC

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

28. États d'avancement et état des lieux des négociations et des relations entre les Innus de Natashquan et Hydro-Québec suite aux manifestations de la Romaine en novembre 2018

Après qu'un campement de chasse communautaire ait été érigé près du chemin menant au chantier de La Romaine, le 28 novembre 2018, des discussions se sont tenues entre la communauté, Hydro-Québec et le gouvernement du Québec pour trouver des voies de passage.

Une rencontre a eu lieu à Havre-Saint-Pierre, le 30 novembre 2018, entre les hautes autorités du Secrétariat aux affaires autochtones, d'Hydro-Québec Production, du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et celles de la communauté de Nutashkuan.

Ces discussions ont permis de démanteler la barricade. Suivant cette rencontre, des échanges de lettres entre les parties ont permis de confirmer les engagements convenus.

Conformément à ce qui avait été convenu, des entreprises de Nutashkuan ont poursuivi leurs travaux de déboisement pour le bassin de Romaine 4.

Par ailleurs, un autre projet d'Hydro-Québec se trouve à proximité de la communauté de Nutashkuan, soit le projet de raccordement de La Romaine et d'Unamen Shipu, et a complexifié les échanges avec la communauté en 2019. Les deux parties se sont finalement entendues concernant ce projet et ont signé une entente à l'automne 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

29. Pour l'année 2020-2021, et les prévisions pour 2021-2022 concernant les ressources en habitation pour les communautés, le nombre de logements sociaux à développer, ainsi que toute étude, analyse ou document relié.

Logement sur terres de réserve

D'entrée de jeu, il importe de mentionner que la marge de manœuvre du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) en matière d'habitation est limitée par le fait que la question de l'habitation autochtone sur terres de réserve relève du gouvernement fédéral.

Les terres de réserves sont de compétence fédérale en vertu de l'article 91(24) de la *Loi constitutionnelle de 1867* et l'article 81 de la *Loi sur les Indiens* (L.R.C. (1985), ch. I-5) établit les règles de base en matière de possession ou d'occupation d'une réserve indienne. Comme le stipule cet article, le Conseil de bande peut réglementer la construction et la réparation des bâtiments, mais aussi leur utilisation.

Néanmoins, et dans le but d'améliorer l'habitat et les conditions de vie des membres de la communauté de Kitcisakik (établissement amérindien sous responsabilité fédérale), la Société d'habitation du Québec (SHQ) a mis sur pied, en 2009, le Programme spécial de rénovation de maisons de la communauté algonquine de Kitcisakik. Le Programme a été doté d'un budget de 3,7 millions de dollars et a permis la rénovation de 72 unités de logement jusqu'à maintenant. Le financement sera poursuivi afin de permettre la rénovation de l'ensemble des 96 unités de logement de la communauté. Le tout doit être complété en 2024. Cette communauté de 400 personnes ne reçoit aucune aide en matière de logements de la part du gouvernement fédéral en matière d'habitation ni d'infrastructures sanitaires, malgré des conditions de logements précaires qui présentent des risques importants pour la santé et la sécurité de la population, composée majoritairement de jeunes familles.

Logement au Nunavik

En vertu de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois* (CBJNQ), les gouvernements du Québec et du Canada assument une responsabilité partagée envers les Inuits du Nunavik. À ce titre, ils signent depuis 2000 des ententes récurrentes (l'*Entente concernant la mise en œuvre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois en matière de logement au Nunavik*) visant à construire des logements sociaux au Nunavik. Ils ont ainsi signé, le 24 mai 2018, une nouvelle entente pour la période 2017-2022. L'investissement du gouvernement du Canada s'élève à un peu plus de 25 M$ par année. Comme c'était le cas pour l'Entente 2016-2017, le gouvernement du Québec est responsable de financer le déficit d'exploitation sur une période de quinze ans.

Parallèlement à cette entente, le gouvernement du Canada a annoncé, lors du budget fédéral 2016, un investissement de 50 M$ sur deux ans devant servir à répondre aux besoins urgents en matière de logement au Nunavik. Le gouvernement du Québec n'a pas été interpellé quant à la mise en œuvre de cet engagement. L'entente conclue entre le gouvernement du Canada et la Société Makivik n'aborde pas la couverture du déficit

d'exploitation, alors que cet aspect est généralement financé par le gouvernement du Québec lorsqu'il est partie prenante aux ententes.

Par ailleurs, lors du budget fédéral 2018, le Canada a annoncé une enveloppe de 250 M$ pour le Nunavik, sur 10 ans, dans le cadre de la Stratégie de logement pour l'Inuit Nunangat.

Les investissements fédéraux ont ainsi permis la construction de 144 unités de logement au Nunavik en 2017, de 96 unités de logement en 2019 et de 34 unités de logement en 2020. Le gouvernement du Québec a accepté, afin d'éviter que ces unités de logement demeurent inoccupées, de financer de façon exceptionnelle le déficit d'exploitation jusqu'au 31 mars 2022, ce qui représente un investissement total de 14 M$.

Des discussions sont en cours entre la Société Makivik, le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec afin de trouver une solution permettant d'assurer un financement à long terme.

Autochtones en milieu urbain

En ce qui a trait à la situation du logement en milieu urbain pour les Autochtones, le SAA est au fait des besoins particuliers du nombre grandissant de personnes autochtones vivant ou de passage dans les milieux urbains québécois. Les motivations et aspirations des Autochtones se dirigeant vers les villes varient grandement d'un individu à l'autre. À titre d'exemple, soulignons le cas des Autochtones qui ne sont que de passage en ville afin de recevoir des soins de santé spécialisés ou *a contrario*, ceux qui y sont établis à long terme afin d'y occuper un emploi ou fonder une famille. Par ailleurs, de plus en plus d'Autochtones en milieu urbain y sont nés et n'ont jamais vécu dans le contexte des réserves autochtones. De même, il est constaté que la présence autochtone dans plusieurs villes régionales se caractérise par des ménages à faibles revenus ayant plusieurs enfants, où les femmes agissent souvent à titre de chef de famille, et ce, dans un contexte de monoparentalité.

Bien que le SAA ne réalise pas d'investissements directs en matière de logement, il collabore tout de même à différents chantiers d'intérêts portés par certains ministères et organismes. À ce titre, notons les mesures 1.1.6 et 1.2.27 portées respectivement par le ministère de l'Enseignement supérieur et la Société d'habitation du Québec, dans le cadre du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*. Alors que la première permettra la création pour 2022 de milieux de vie communautaires pour élèves et étudiants autochtones et leurs familles à Sept-Îles (32 unités) et Trois-Rivières (40 unités), la deuxième propose de faciliter la construction de logements sociaux pour une clientèle autochtone vulnérable dans des villes caractérisées par un marché du logement sous pression et par une importante population autochtone. Par ailleurs, rappelons que les projets de logements en milieu urbain et visant la population autochtone demeurent admissibles aux programmes réguliers de la SHQ, dont AccèsLogis.

Au titre des retombées des deux mesures susmentionnées, la SHQ a déjà confirmé, dans le cadre de la mesure 1.2.27, un soutien financier de l'ordre de 750 000 $ au projet de maison de seconde étape du Foyer pour femmes autochtones de Montréal (23 unités). En ce qui a trait à la mesure 1.1.6 du MES, le gouvernement du Québec a annoncé, le 26 novembre 2020, une bonification de son financement (pour un total de 18,4 M$) en réponse à l'intérêt et aux besoins exprimés par les milieux locaux. Ces fonds supplémentaires permettront notamment la construction d'un troisième milieu de vie dans une ville à déterminer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

30. Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant les besoins de main-d'œuvre dans les communautés autochtones

Selon les informations détenues par le Secrétariat aux affaires autochtones, le document suivant a été produit :

> Comité consultatif des Premières Nations et des Inuits sur le marché du travail, Commission des partenaires du marché du travail, *Avis sur les difficultés de langue en milieu de travail des Premières Nations et des Inuits*, décembre 2020 (en voie de publication).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

31. Les programmes et ressources disponibles pour faciliter l'entrepreneuriat autochtone dans leur communauté, ainsi que les ressources investies, ventilées par projet et les projets rejetés accompagnés des raisons du refus. Prévisions pour 2021-2022.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) est responsable du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III), un programme d'aide financière de 167,5 M$ qui s'échelonne sur une période de cinq ans (2017-2022). Le FIA III comporte sept volets, dont un de 60,6 M$ prévu pour soutenir le développement économique autochtone.

Une communauté autochtone qui souhaite bénéficier du volet Développement économique du FIA III doit signer une entente particulière avec le gouvernement du Québec.

Au total, trente-deux (32) communautés autochtones ont signé une entente particulière avec le gouvernement du Québec, auxquelles s'ajoute l'Administration régionale Kativik, qui a signé une entente particulière permettant de couvrir les besoins des 14 villages inuits du Québec.

Le volet Développement économique du FIA III compte trois enveloppes distinctes réservées à des clientèles spécifiques :

- Entrepreneuses ou jeunes entrepreneurs de 35 ans et moins (2,55 M$);
- Économie sociale (2 M$);
- Mobilisateur économique (1,6 M$).

Les promotrices et les promoteurs autochtones peuvent déposer leurs demandes d'aide financière en tout temps pendant la durée du programme. Le SAA ne fait donc pas de prévisions sur une base annuelle.

La liste suivante présente les projets de développement économique soutenus financièrement par le SAA au cours de l'exercice financier 2020-2021.

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	**5 055 419 $**
Développement économique - Général	**4 052 784 $**
Achat des portes Excelor	100 000 $
Démarrage Miskizann	12 005 $
Acquisition de Transport Clouâtre	400 000 $
Acquisition d'un permis de pêche	116 134 $
Aide au développement économique local - Gesgapegiag	12 500 $
Aide au développement économique local - Gespeg	44 250 $
Aide au développement économique local - Kebaowek	21 528 $
Aide au développement économique local - Mashteuiatsh	1 802 $
Aide au développement économique local - Pikogan	50 621 $
Aide au développement économique local - Plan stratégique Kanesatake	281 013 $
Aide au développement économique local - Unamen Shipu	2 100 $
Akwesasne Warehousing	10 370 $
Alin Rioux jardinier	6 795 $
Bayside Gas	51 225 $
Centre de mécanique GT	78 935 $
Chenil Heartland King Pet Shop	13 128 $
Chrome Carwash	50 359 $
Construction d'une toiture pour une 2e pompe à essence à Kitcisakik	2 500 $
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	32 625 $
Décapage Pierre Cloutier	25 000 $
Decontie Clean	33 705 $
Démarrage d'un cabinet juridique	7 102 $
Dépanneur Pessamit	4 760 $
Dépanneur Tshninanu	16 550 $
Economic and Tourism Master Pan	15 750 $
Empire General Contracting	21 998 $
Érablière de Gespeg	216 720 $
Érablière Malécite	312 400 $
Étude - Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	3 265 $
First Nation Paramedic Expansion	150 000 $
Flint Fuels	27 200 $
Foresterie Béothuk	28 749 $
Implantation de quatre bannières commerciales "Côté-Reco"	276 500 $
JN Construction	70 000 $
Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	311 434 $
Keskamizit - Corps et cheveux	28 850 $
Démarrage MiskiZann	12 005 $
Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 $
Pizendadawatch carwash	7 440 $
Plan d'affaires - Station-service	33 440 $
Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	11 664 $
Planification stratégique du développement économique	4 000 $
Politique d'aide aux entreprises d'Opitciwan	75 000 $
Pourvoirie Étamamiou - Travaux urgents	10 925 $
Préparation du plan stratégique de développement	13 047 $
Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 $
Project Support and Management for Phase Two (Implementation) of the Tourism Development Plan	6 000 $
Reconstruction du dépanneur Pakigan	21 370 $
Relais la Cache - Phase II	167 851 $
Shafferton Beef	8 147 $
Shaman extraction	125 000 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Station-service Wabak	242 000 $
Stratégie en tourisme - Listuguj	54 000 $
Tenascon Tattoo	1 500 $
Tim Horton's Akwesasne	50 000 $
Tourisme Manawan	63 000 $
Travaux d'agrandissement Dan Esso	19 800 $
Widjikiwe Gas Bar	149 000 $
Widjikiwe LP	30 000 $
Wigw8mikok (Camping avec composantes culturelles) - volet Études	24 000 $
Zayne's Cleaning Services	25 979 $
Développement économique - Économie sociale	**287 500 $**
CAAVD - Gestion croissance organisationnelle	32 500 $
CAAVD - Kinawit Phase consolidation	100 000 $
CAAVD - Technologies de l'information et des communications	70 000 $
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires & accompagnement artistes autochtones	50 000 $
CAAL - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 $
Développement économique - Jeunes et Femmes	**487 664 $**
Animauxbile	2 394 $
Awastoki - Création numérique	10 700 $
Cuisine autochtone	6 050 $
FGL Artisanat	880 $
Isaac's Healing Center	25 000 $
MF Alain Comptable Professionnel agréée	9 524 $
MOS Racks 2.0	50 000 $
MiskiZann	121 502 $
Nathalie Chantal consultante	12 366 $
N'tus soins de la peau et cosmétiques	7 500 $
Pêcheries Jenniss	24 450 $
Restaurant Yahwatsira' - Wendake	23 030 $
Shaman extraction	150 000 $
Soins des pieds et réflexologie	1 848 $
Solution Télé Administration	2 420 $
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 $
Développement économique - mobilisateur	**227 471 $**
Conseillers en développement économique – CDEPNQL	22 732 $
Formations-conférences – CDEPNQL	13 500 $
Québec Mines et Énergie - CDEPNQL	10 000 $
Retraite ADEC - CDEPNQL	58 000 $
Table concertation régionale en économie sociale - CDEPNQL	20 000 $
Tourisme autochtone Québec (TAQ) - Nogom 8abek	103 239 $

La liste suivante présente les projets de développement économique refusés au cours de l'exercice financier 2020-2021.

VOLET / PROJETS	MOTIF
Développement économique	
Clinique santé Québec 2020	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement économique – économie sociale	
Kina8at - Centre culturel autochtone (Organismes autochtones)	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

32. État de situation des négociations avec la réserve autochtone de Kahnawake pour l'opération d'un casino, salon de jeux, salle de poker ainsi que tout document pertinent à celles-ci. Préciser s'il y a eu entente et le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

Le projet de casino actuellement en construction à Kahnawake constitue une initiative privée des propriétaires de Playground Poker. Ce casino viendra ajouter des appareils de loterie vidéo à l'offre de poker de table de Playground Poker, sans offrir la gamme complète de jeux d'un casino standard (black jack, roulette, etc.). L'opération de ce casino ne fait pas l'objet d'une entente avec le gouvernement du Québec.

Kahnawake se considère comme autonome dans la gestion de l'offre de jeu sur son territoire. En fait, le Conseil mohawk de Kahnawake considère que l'offre de jeu sur son territoire relève exclusivement de sa juridiction.

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake se font par l'entremise de rencontres des membres d'une table centrale de négociation et de tables sectorielles chargées d'aborder des enjeux spécifiques. Au cours des dernières années, les échanges tenus dans le cadre de ces tables de négociation ont notamment porté sur les enjeux de juridiction. Il s'agit d'une question complexe pour laquelle les échanges se poursuivent.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

33. Liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés micmaques relativement aux consultations, au développement du projet Galt en Gaspésie. Préciser s'il y a eu entente et, le cas échéant, préciser les conclusions et les coûts afférents.

En février 2020, les Micmacs et le gouvernement du Québec ont conclu l'*Entente entre les Micmacs et le Québec sur le processus de consultation et d'accommodement à l'égard d'activités relatives aux hydrocarbures* (ci-après « l'Entente »), le résultat de négociations soutenues menées par les parties pendant deux ans.

L'Entente met en place un processus de consultation mutuellement convenu, prévisible et adapté à la réalité des Micmacs et aux activités d'exploration et de production d'hydrocarbures se déroulant sur le territoire visé par l'Entente, qui couvre la Gaspésie et une portion du Bas-Saint-Laurent.

L'Entente s'appliquera au développement éventuel du projet Galt. La compagnie Utica Ressources, qui a racheté la propriété de Galt en juillet 2019 à Cuda Pétrole et Gaz, a fait connaitre son intention de reprendre le projet initié par son prédécesseur.

À l'heure actuelle cependant, Utica Ressources n'a pas encore déposé son étude d'impact au ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.

Pour l'année 2020-2021, aucune rencontre n'a donc eu lieu.

Les dates des rencontres

Pour le Secrétariat aux affaires autochtones

Aucune rencontre n'a eu lieu.

Pour le ministre responsable des Affaires autochtones et son cabinet

Aucune rencontre n'a eu lieu.

Coûts afférents

L'Entente prévoit que le gouvernement du Québec soutienne financièrement le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi (celui-ci étant mandaté par les conseils des trois communautés micmaques pour gérer les activités de consultation) par le biais du financement disponible dans le volet soutien à la consultation du Fonds d'initiatives autochtones III, conformément aux modalités et conditions de ce programme et sous réserve des crédits budgétaires votés par l'Assemblée nationale et de la disponibilité des fonds. Le montant exact sera déterminé sur la base du volume de travail requis. Aucun financement spécifique à la mise en œuvre de l'Entente n'a été octroyé en 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

34. En vertu de la *Loi encadrant le cannabis* au Québec :

    a) Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec;
    b) le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune;
    c) les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit.

---

a) Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse ou document concernant la réglementation du cannabis chez les différentes communautés autochtones du Québec

s. o.

b) Le nombre de communautés ayant instauré des règles et quelles sont les règles pour chacune

Au total, trois communautés ont adopté des lois ou des règlements concernant la vente de cannabis au détail sur leur territoire. Il s'agit des communautés mohawks d'Akwesasne et de Kahnawake, et de la communauté micmaque de Listuguj. Ces lois varient d'une communauté à l'autre et couvrent notamment les aspects suivants : la possession de cannabis à des fins personnelles, la culture de cannabis à des fins personnelles, les restrictions d'usage du cannabis dans certains lieux, la production, la vente, la surveillance, etc. Les cadres développés suivent des objectifs de santé publique, de protection de la jeunesse et de lutte au marché illégal, à l'instar des orientations du gouvernement du Québec.

Les communautés de Wendake, d'Odanak et de Manawan ont, quant à elles, interdit la vente et la consommation sur leur territoire.

c) Les ressources disponibles pour les communautés pour contrôler le produit

Les programmes susceptibles d'épauler les communautés autochtones dans le contrôle du produit ne relèvent pas des crédits du SAA, mais bien du ministère de la Sécurité publique (MSP) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS).

Les corps policiers autochtones peuvent en effet faire appel à la Sûreté du Québec s'ils jugent manquer de ressources pour gérer un enjeu de trafic de cannabis. Un fonds géré et administré par le MSP est disponible pour financer ce genre d'enquête. Pour le travail quotidien, les ententes de police bonifiées

sont censées couvrir les dépenses liées au contrôle de la substance. Les questions à cet égard devraient être posées dans l'étude de crédits du MSP.

En matière de prévention, le MSSS a décidé de verser des fonds à la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador qui est responsable de leur redistribution. C'est le MSSS qui gère ces fonds. Les questions à cet égard devraient lui être posées directement.

Par ailleurs, l'article 62 de la *Loi encadrant le cannabis* permet au gouvernement du Québec de convenir d'ententes avec les nations autochtones, dans le but d'adapter les mesures prévues par son cadre législatif et réglementaire aux réalités autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

35. Pour l'année 2020-2021, liste de tout étude, analyse ou document concernant l'utilisation de cartes autochtones, notamment délivrées par les Métis de l'organisation Alliance autochtone du Québec.

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas lui-même réalisé, commandité ou commandé de tels travaux. Il mène plutôt une veille scientifique et médiatique informelle. Il collabore avec les ministères et les organismes du gouvernement du Québec, qui sont interpellés par des groupes qui prétendent, d'une manière ou d'une autre, au statut d'Indien.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

36. En lien avec les terrains de la défense nationale à Sainte-Foy, tous les échanges du ministre et de son cabinet avec la nation huronne-wendat.

Aucune rencontre n'a eu lieu en 2020-2021 entre le ministre responsable des Affaires autochtones ou son cabinet et la nation huronne-wendat au sujet des terrains de la défense nationale situés à Sainte-Foy.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

37. Pour l'année 2020-2021, liste de toute étude, analyse, document et plan d'agrandissement concernant la maison Ullivik, ainsi que les prévisions pour 2021-2022 en ce domaine.

La maison Ullivik est un centre d'hébergement destiné aux bénéficiaires inuits du Nunavik qui doivent se déplacer dans la région montréalaise afin de recevoir des soins de santé.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est responsable du dossier de la maison Ullivik. En conséquence, il revient au MSSS de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

38. Pour l'année 2020-2021, les échanges de la ministre, son cabinet et/ou le ministère avec la ministre de la Sécurité publique, son cabinet et/ou ministère concernant le registre des armes à feu pour les communautés autochtones.

Le registre des armes à feu n'a fait l'objet d'aucune correspondance officielle entre le ministère de la Sécurité publique (MSP) et le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA).

Toutefois, une entente a été conclue entre le MSP et l'Administration régionale Kativik concernant une campagne de sensibilisation pour encourager l'entreposage sécuritaire des armes à feu ainsi que pour la prévention et la lutte contre la violence liée aux armes à feu, dont le suicide et les accidents de manipulation, conformément au Plan d'action contre la violence liée aux armes à feu et aux gangs.

Le SAA a été consulté sur le contenu de l'entente, de la note explicative et du décret. Le Conseil des ministres, lors de sa séance du 24 mars 2021, a pris le décret requis pour permettre la signature de cette entente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

39. Pour l'année 2020-2021, tout document et crédit demandé au ministère du Conseil du Trésor concernant l'application de la *Loi sur le registre des armes à feu* pour les communautés autochtones.

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a demandé, au cours de l'année 2020-2021, aucun crédit budgétaire ou document au Secrétariat du Conseil du trésor concernant le registre des armes à feu.

Il est à noter que les crédits requis à la conclusion d'entente concernant le registre des armes à feu sont administrés par le ministère de la Sécurité publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

40. La liste de tous les comités interministériels en 2020-2021, desquels a fait partie le SAA avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a siégé en 2020-2021 à l'ensemble des comités interministériels coordonnés par différents ministères et organismes :

Secrétariat à la jeunesse

- Comité interministériel sur la jeunesse

Secrétariat à la condition féminine

- Comité de travail interministériel violence conjugale et familiale - Premières Nations et Inuits
- Comité Femmes autochtones

Ministère de la Santé et des Services sociaux ou son réseau

- Table interministérielle en itinérance
- Comité d'organisation interministériel de la consultation itinérance – santé mentale – prévention du suicide
- Comité interministériel sur le *Plan d'action interministériel de la Politique gouvernementale de prévention en santé*
- Comité directeur intersectoriel régional en itinérance (CIUSSS Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal)
- Comité directeur intersectoriel en itinérance (CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue)
- Comité aviseur pour la démarche de développement d'une approche de sécurisation culturelle dans la prestation des services de santé et des services sociaux
- Comité des partenaires du Programme des facultés de médecine pour les Premières Nations et les Inuits du Québec
- Projet de régulation sociale au Nunavik Saqijuq – Table de coordination
- Groupe de travail sur l'apport alimentaire (GT1)
- Groupe de travail Premières Nations et Inuits en matière de lutte au tabagisme
- Groupe de travail proche aidance Premières Nations et Inuits

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

- Comité consultatif des Premières Nations et des Inuit relatif au marché du travail
- Réseau des répondant(e)s en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

- Comité de travail en matière d'action communautaire sur communautés autochtones
- Comité interministériel de l'action communautaire

Ministère de la Justice du Québec

- Forum sociojudiciaire
- Comité pour une pleine justice au Nunavik
- Comité justice Nunavik
- Groupe de réflexion sur le Programme de mesures de rechange
- Comité interministériel sur le *Plan d'action gouvernemental de lutte contre l'homophobie et la transphobie 2017-2022*

Ministère des Transports

- Comité interministériel sur les enjeux transport COVID-19

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation

- Conférences administratives régionales
- Table gouvernementale en affaires territoriales

Ministère de la Famille

- Comité de travail interministériel sur l'intimidation

Ministère de la Sécurité publique

- Comité sur le suivi du rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs

Ministère des Relations internationales

- Comité interministériel sur les droits de la personne
- Comité interministériel sur les affaires nordiques et arctiques (en collaboration avec la Société du Plan Nord)

Ministère de l'Économie et de l'Innovation

- Comité interministériel en économie sociale
- Comité interministériel – projet GNL Québec
- Comité interministériel – projet BELT
- Comité interministériel – projet Nouveau Monde Graphite
- Comité interministériel – projet Gazoduq

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles

- Processus de coordination de la consultation autochtone pour les projets miniers
- Sous-comité de mise en œuvre des engagements spécifiques concernant l'activité minière dans le secteur du lac Nachicapau

Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

- Comité de travail interministériel - négociations relatives à la gestion des camps mobiles pour la chasse au caribou

Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

- Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement

- Groupe de travail interministériel sur le prochain cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020
- Comité directeur sur les aires protégées
- Groupe de travail technique sur la planification régionale des aires protégées à la Baie-James
- Comité Protection - Gestion de la Table UNESCO Anticosti.
- Table des partenaires de la candidature de l'Île d'Anticosti sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO

Ministère de l'Éducation

- Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones

Société d'habitation du Québec

- Comité tripartite sur le logement au Nunavik

Société du Plan Nord

- Comité interministériel sur le navettage aéroporté
- Comité directeur de mise en œuvre de l'entente « Lac Cambrien »

Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

- Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes

Transition énergétique Québec

- Comité Transition énergétique Québec – Premières Nations sur les bâtiments résidentiels et communautaires des Premières Nations

Fonds de recherche du Québec

- Comité de suivi - Action concertée Chaire-réseau de recherche sur la jeunesse du Québec
- Comité de suivi – Action concertée sur l'approche de sécurisation culturelle pour soutenir la persévérance scolaire et la réussite éducative des élèves autochtones
- Comité de suivi – Action concertée sur le soutien communautaire familial en milieu inuit
- Comité de suivi – Action concertée sur la mobilisation des connaissances issues de la recherche dans l'élaboration des politiques publiques visant les Premières Nations et Inuits

Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL)

- Comité des partenaires - Processus de gouvernance en matière de santé et de services sociaux
- Sous-comité du Comité des partenaires sur les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation du Canada

Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec

- Comité de déploiement du projet pilote de milieu de vie communautaire pour étudiants autochtones à Trois-Rivières
- Comité de déploiement du projet pilote de milieu de vie communautaire pour étudiants autochtones à Sept-Îles

Centre d'innovation des Premiers Peuples

- Comité de gouvernance sur l'étude des besoins des Autochtones à Gatineau

M361

- Comité de pilotage du Programme pour l'embauche de coordonnateurs à la mobilisation communautaire, à la participation citoyenne et à la promotion des saines habitudes de vie dans différentes communautés des Premières Nations et des Inuits du Québec

Gouvernement fédéral

- Comité régional des coordonnateurs du Québec pour la mise en œuvre du principe de Jordan
- Table interministérielle fédérale sur les questions autochtones

Puisque ces derniers ne sont pas sous la responsabilité du SAA, il revient aux ministères et organismes de donner les détails concernant le mandat, les membres, le budget et les résultats de ces comités.

Le SAA est responsable quant à lui des comités suivants :

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Comité interministériel de coordination du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*	• Partager l'information sur la mise en œuvre des mesures • Assurer le suivi général de la mise en œuvre du Plan d'action • Concertation autour de la mise en œuvre des mesures • Production de la reddition de comptes et des bilans annuels	• CCQ • MAMH • MCC • MEQ • MES • MFamille • MJQ • DPCP • MSP • MSSS • MTESS • SAA • SAJ • SCF • SHQ	Aucun budget n'est associé à ce comité	• Suivi des mesures • Augmentation de la concertation interministérielle • Création de groupes de travail
Comité des sous-ministres adjoints du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*	• Assurer la concertation à un niveau décisionnel concernant les actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone • Assurer l'application des orientations gouvernementales telles qu'elles ont été établies dans le Plan d'action • Assurer la cohérence des actions gouvernementales en matière de développement social et culturel autochtone	• CCQ • MAMH • MCC • MEQ • MES • MFamille • MJQ • DPCP • MSP • MSSS • MTESS • SAA	Aucun budget n'est associé à ce comité	• Suivi des mesures • Augmentation de la concertation interministérielle

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
		• SAJ • SCF • SHQ		
Comité de travail conjoint du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits	• Assurer le suivi général de la mise en œuvre du Plan d'action • Partager l'information et les meilleures pratiques en matière de développement social et culturel autochtone • Faire les liens avec les comités sectoriels (ex. : Forum sociojudiciaire) • Planifier des activités de communication (diffusion du bilan annuel, information auprès des organisations politiques autochtones et autres) • Effectuer une veille sur le développement social et culturel autochtone au Québec et appuyer le SAA dans ses démarches d'évaluation	• SAA • Ministères et organismes sectoriels du gouvernement du Québec (présence ponctuelle) • APNQL • CDÉPNQL • CDRHPNQL • CSSSPNQL • CNA • CEPN • FAQ • GNC • IDDPNQL • IT • RCAAQ • NNK		• Une première rencontre a eu lieu concernant la validation du mandat du comité
Tables d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (SAA)	• Une Table centrale de coordination supervise les travaux pour l'ensemble du Québec. Le mandat de celle-ci est d'appuyer les Tables locales, en plus de coordonner l'ensemble des travaux afin d'assurer la cohérence et la cohésion des	• SAA, coprésident • RCAAQ, coprésident • MJQ • BAVAC	À l'échelle du SAA, eu égard aux activités de la Table centrale de coordination,	**Retombées générées** • Une plus grande connaissance des prestataires de services en ce qui a trait aux besoins et aux réalités des Autochtones dans les villes d'implantation de chacune des tables locales • Une diffusion exacerbée des principes associés à la

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
— Table centrale de coordination	démarches en cours au Québec, de permettre le transfert d'expertise et d'élaborer les orientations générales en matière de prestation de services dans les villes pour les Autochtones. Par ailleurs, elle a supervisé la réalisation, par le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ), du document « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec ».	• DPCP • CSJ • SQ • MSP • MSSS • MEQ • MES • MTESS • SAC (Observateur) • Autres partenaires selon le besoin	outre le salaire des effectifs impliqués au dossier, un budget de l'ordre de 50 000 $ a été réservé pour des projets d'ampleur provinciale devant appuyer les travaux poursuivis par les différentes tables locales. L'allocation de ce montant, sous gestion du SAA, doit être déterminée par les membres de la Table centrale de coordination réunis en instance.	démarche de sécurisation culturelle auprès des parties prenantes pertinentes • Une amélioration de la concertation entre, d'une part, les différents prestataires de services publics et, d'autre part, entre ces mêmes prestataires et le centre d'amitié autochtone local • Un accroissement de l'accessibilité, de la complémentarité et de la continuité des services en milieu urbain pour les Autochtones • L'amélioration de la collaboration intersectorielle entre les intervenants gouvernementaux et le rapprochement des ministères et organismes centraux avec leur réseau de services régionaux/locaux • Le développement de cadres d'analyse, d'orientations et d'éléments de recommandation en matière d'amélioration des conditions de vie des Autochtones en milieu urbain **Livrables produits** • La production et la diffusion du document « Les Autochtones en milieu urbain et l'accès aux services publics – Portrait de la situation au Québec » • La signature, par trois tables locales, d'ententes de collaboration et de complémentarité des services • La tenue de séances de formation sur la démarche de sécurisation culturelle au sein de l'ensemble des régions visées par l'initiative des Tables d'accessibilité, de même qu'auprès des ministères et organismes concernés
Tables d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les	• Le mandat principal de ces tables locales est de créer des liens de collaboration et de travailler en partenariat afin d'assurer la complémentarité et la continuité des services entre les réseaux	• CISSS ou CIUSSS, coprésident • CAA, coprésident	Les projets et initiatives portés par les tables locales	

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
Autochtones (SAA) — Tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones (tables locales)	québécois et les partenaires régionaux, dont les centres d'amitié autochtones, de manière à adapter l'offre de services de ces réseaux et s'assurer qu'ils répondent adéquatement aux besoins des Autochtones dans les villes. • Les tables locales doivent assurer le suivi et la mise en œuvre d'une entente de collaboration et de complémentarité des services, et ce, en effectuant les ajustements requis en cours de route. Elles doivent également soumettre à la Table centrale de coordination l'état d'avancement de leurs travaux, selon les modalités convenues.	• RCAAQ • SAA • La ou les commissions scolaires présentes sur le territoire • Le ou les établissements d'enseignement postsecondaire présents sur le territoire • CAVAC • Les services correctionnels (le cas échéant) • les services de justice généraux (le cas échéant) • Le centre communautaire juridique sur le territoire (bureau d'aide juridique) • DPCP • CLE • Le corps de police	bénéficient d'un soutien financier dédié par l'entremise d'une mesure, au sein du Plan d'action gouvernemental *Faire plus, faire mieux*, mettant à leur disposition un montant de 112 000 $ par table locale, pour un grand total de 560 000 $ d'ici 2022 (la mesure a été bonifiée dans la foulée de la publication des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec). Ce	• La priorisation de projets de rapprochement, de sensibilisation et de recherche au sein des plans d'action de chacune des tables locales • L'organisation de deux rencontres provinciales de réseautage et de bilan par la Table centrale de coordination : les Rencontres annuelles des coprésident(e)s des tables locales d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
		municipale ou la SQ, le cas échéant • Organismes partenaires : CALACS, maisons d'hébergement pour femmes, SPAQ, centres de désintoxication autochtones, etc. • Lorsque jugés opportuns, des représentants des communautés autochtones limitrophes pourront également être présents.	soutien financier de la part du gouvernement du Québec s'ajoute à celui annoncé à la fin de l'année 2017 par le gouvernement fédéral et visant à soutenir le fonctionnement et les activités des différentes tables locales.	
Groupe de travail et comité directeur concernant les suivis des commissions d'enquête (Commission Viens et Enquête	• Une structure de gouvernance a été mise en place afin de faciliter la participation du gouvernement du Québec aux travaux des deux commissions d'enquête en cours. • Le SAA et le ministère de la Justice du Québec ont la responsabilité de coordonner, à parts égales, ces travaux. • Un comité directeur regroupant les sous-	Groupe de travail : SAA, MJQ, MSSS, MSP, SCF, SQRC, MEQ , MES. Des représentants du MAMH, du MCC, du MTESS, de la SHQ et du DPCP participent lorsque requis.	Aucun budget n'est associé au groupe de travail ou au comité directeur.	• Favorise un suivi adéquat des travaux des deux commissions d'enquête et encourage le partage d'informations sur les avancées des travaux. • Permet une meilleure concertation entre les ministères et organismes visés par les travaux des deux commissions d'enquête et favorise la prise de décisions lorsque requis.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées)	ministres ou secrétaires généraux des ministères concernés a le mandat de faire le suivi des travaux auprès des autorités gouvernementales et d'émettre les orientations relatives aux demandes formulées par les commissions d'enquête. Il se réunit au besoin, soit environ aux six semaines. • Un groupe de travail, codirigé par le SAA et le MJQ et regroupant les représentants désignés des ministères respectifs, assure la coordination interministérielle de l'ensemble des travaux. Il se réunit au besoin	Comité directeur : SAA, MJQ, MSSS, MSP, SCF, SQRC, MEQ et MES y siègent continuellement.		
Comité sous-ministériel de coordination des dossiers inuits	• Le Comité est un lieu d'échange interministériel permanent qui a pour objectif de favoriser une meilleure collaboration et une meilleure coordination de l'action gouvernementale au Nunavik afin de mettre en place, en collaboration avec les milieux inuits, des mesures et des actions concrètes et structurantes visant l'amélioration de la qualité de vie des habitants du Nunavik.	• MJQ • MSSS • MSP • MEQ • MES • MAMH • MFamille • MTESS • MEI • SAJ • SAA • SHQ	Aucun budget n'est associé au Comité sous-ministériel	En 2020-2021, des rencontres ponctuelles ont eu lieu sur différents enjeux sociaux au Nunavik.
Groupe interministériel de soutien sur la	• En avril 2006, le ministre responsable des Affaires autochtones a été chargé de la mise sur pied du Groupe interministériel de soutien sur la	• SAA • MJQ • MELCC	Aucun budget n'est associé à ce comité	Le GIS, en plus de répondre aux besoins ponctuels qui lui sont présentés, adopte annuellement un plan d'action. Celui-ci comprend notamment l'élaboration de fiches de positionnement

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
consultation des Autochtones (GIS)	consultation des Autochtones (GIS), dont le mandat consiste à : – conseiller les ministères lorsqu'ils doivent modifier ou ajuster leurs pratiques pour appliquer le Guide intérimaire ; – conseiller les ministères qui le désirent lorsqu'ils doivent amorcer une démarche de consultation ; – créer les outils pour appuyer les fonctionnaires devant analyser des revendications ; – contribuer à la formation du personnel ayant à travailler dans ces dossiers ; – appuyer les ministères visés dans l'élaboration de mesures d'accommodement jugées adéquates selon différents types de secteurs et de projets, et ce, dans l'optique d'assurer une certaine cohérence.	• MERN • MFFP • MTQ • MAMH • MCC		en lien avec la consultation, ainsi que divers autres outils d'aide à la décision.
Comité interministériel sur la gestion des expertises historiques en matière autochtone (CIEH)	• Le CIEH constitue le principal forum de concertation permettant la mise en œuvre de l'*Entente concernant le traitement administratif des devis et des contrats de services professionnels relatifs à la réalisation de travaux de recherche et autres travaux reliés en matière autochtone* (2021). • Cette entente a pour objet :	• MERN • MFFP • MJQ • Procureure générale du Québec • SAA	Enveloppe budgétaire du MERN	Gestion des contrats de services professionnels liés aux expertises historiques réalisées pour le gouvernement du Québec.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	– de convenir d'un processus visant à encadrer la gestion des fonds alloués par le MERN pour permettre la réalisation des travaux qui peuvent être requis en matière autochtone ; – d'établir des mécanismes de concertation entre les parties impliquées dans la réalisation des activités visées par l'entente ; – d'établir les responsabilités respectives de chacune des parties, de même que leurs responsabilités collectives quant à certains aspects.			
Comité directeur, et groupes de travail pour la mesure d'application du PL 21 au sein des communautés autochtones	Assurer l'élaboration et le déploiement de la mesure d'application du PL 21 au sein des communautés autochtones.	• MSSS • MEQ • MES • OPQ • RRSSSN • CCSSSBJ • CSSSPNQL • CLSC Nakapi • CNA • OPPQ • OTSTCFQ	Aucun budget n'est associé à ce comité	La planification des travaux a été réalisée. • Les travaux, qui représentent cinq chantiers distincts correspondant aux recommandations du Rapport du Comité de travail sur l'application du projet de loi 21(*Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines*) sont en cours d'élaboration. Comité directeur : deux rencontres Groupes de travail : dix rencontres
Comité interministériel sur la formation en ligne sur les réalités	• Conseiller le SAA dans la mise en place d'une formation générale accessible en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État et des secteurs public et parapublic (mesure 1.1.18 du *Plan d'action gouvernemental*	• MJQ • MSSS • MEQ • MES • MAMH	Aucun budget n'est associé à ce comité	• Production d'un devis de projet ayant servi à l'appel de projets. • Le comité interministériel a aussi servi de comité de sélection de projets pour le choix d'un partenaire universitaire qui aura le mandat de produire la formation en

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
autochtones	*pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*)	• MSP • MTESS		ligne.
Comité interministériel sur les camps autochtones	• Conseiller le gouvernement au sujet de l'établissement de camps autochtones sur les terres du domaine de l'État, à l'extérieur du territoire d'application des conventions en milieu nordique.	• MERN • MFFP • MJQ • MELCC • MAMH	Aucun budget n'est associé à ce comité	• Élaborer, à la lumière de la jurisprudence en cette matière, une approche gouvernementale au regard des camps autochtones sur les terres du domaine de l'État.
Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique	• Développer des outils favorisant la pérennité de la mémoire institutionnelle et le partage des connaissances au regard des conventions et ententes en milieu nordique; • Conseiller les ministères et les organismes lorsqu'ils doivent adopter des mesures ou négocier et mettre en œuvre des conventions et ententes en milieu nordique; • Établir des positionnements gouvernementaux prenant appui sur l'interprétation de certaines dispositions des conventions et ententes en milieu nordique; • Assurer le respect des dispositions et des cadres mis en place par les ententes en milieu nordique, par toutes les parties signataires; • Assurer la coordination et le partage d'information entre les ministères et organismes sur les dossiers de mise en œuvre actifs; • Contribuer à adapter ou à élaborer le programme de formation pour assurer le	• MERN • MFFP • MJQ • MELCC	Aucun budget n'est associé à ce comité	• Le comité a été mis en place en 2019-2020. La première année a permis l'élaboration du mandat et la tenue de discussions concernant le premier plan de travail qui sera mis en œuvre en 2020-2021. Le comité s'est réuni à deux reprises seulement en 2020-2021, mais des travaux de sous-comités se sont poursuivis.

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
	développement de la relève et la diffusion de la connaissance au sein du gouvernement du Québec.			
Sous-comité interministériel de réflexion sur la consultation en milieu nordique	• Analyser des cas qui seront soumis au SAA à la suite de la diffusion de l'annexe *Analyse du cas particulier de la nation naskapie* à la fiche *Obligation du gouvernement de consulter les nations signataires des conventions nordiques en territoire conventionné*. L'objectif étant de mettre de l'avant un mécanisme de concertation interministérielle afin de dégager des pistes de solution qui favorisent la cohérence gouvernementale face à ces enjeux. • Analyser des cas qui lui seront soumis par le Comité permanent de mise en œuvre des ententes en milieu nordique, par le GIS-Consultation ou assister le GIS-Consultation lorsqu'une expertise nordique sera pertinente. Le sous-comité pourra également, au besoin, solliciter l'avis et l'expertise du GIS-Consultation. • Identifier les ministères responsables des consultations et s'assurer qu'ils comprennent bien le rôle des différents comités.	• MERN • MFFP • MJQ • MELCC	Aucun budget n'est associé à ce comité	• Le comité a finalisé l'annexe *Analyse du cas particulier de la nation naskapie* à la fiche *Obligation du gouvernement de consulter les nations signataires des conventions nordiques en territoire conventionné* qui a été adoptée par le Groupe interministériel de soutien sur la consultation des Autochtones. • Démarrer l'analyse approfondie des aspects consultatifs des chapitres 22, 23 et 24 de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*.
Groupe de travail interministériel sur l'élaboration du projet de loi pour	• Contribuer à l'élaboration d'une réponse législative à l'appel à la justice nº 20 de l'ENFFADA, sous la coordination du SAA. • Identifier et analyser les enjeux relatifs aux	• MJQ • MSSS		• Présentation du projet de loi nº 79, *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement*, le 9 décembre 2020 à

Comité	Mandat	Membres	Budget	Résultats
les familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement de santé et de services sociaux	orientations du projet de loi.			l'Assemblée nationale.
Comité interministériel sur les ajouts aux terres de réserves (ATR)	• Documenter les enjeux relatifs aux ATR en sol québécois, particulièrement eu égard aux transferts de terres à même des terres privées. • Proposer des pistes de recommandation pour y répondre.	• MERN • MAMH • SQRC • MJQ	Aucun budget n'est associé à ce comité.	• Le comité a déposé les conclusions de ses travaux sous forme de rapport le 31 janvier 2021. • Les autorités des ministères participants ont mandaté le comité pour approfondir la piste de recommandation qui a été retenue, soit celle de la négociation d'une éventuelle entente intergouvernementale bipartite entre les gouvernements du Québec et du Canada. • L'échéance pour la complétion de ce nouveau mandat a été fixée au mois de juin 2021.

APNQL : Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador
ARK : Administration régionale Kativik
BAVAC : Bureau d'aide aux victimes d'actes criminels
CAA : Centre d'amitié autochtone
CALACS : Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
CAVAC : Centre d'aide aux victimes d'actes criminels
CCQ : Commission de la construction du Québec
CCSSSBJ : Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James
CDÉPNQL : Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador
CDRHPNQ : Commission de développement des ressources humaines des Premières Nations du Québec
CEPN : Conseil en éducation des Premières Nations
CISSS : Centre intégré de santé et de services sociaux
CIUSS : Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux
CLE : Centre local d'emploi
CNA : Conseil de la Nation Atikamekw
CSSSPNQL : Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador
CSJ : Commission des services juridiques
DPCP : Directeur des poursuites criminelles et pénales
FAQ : Femmes autochtones du Québec
GNC : Gouvernement de la nation crie
IDDPNQL : Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
IT : Institut Tshakapesh
MAMH : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MCC : Ministère de la Culture et des Communications
MEQ : Ministère de l'Éducation
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MEI : Ministère de l'Économie et de l'Innovation
MELCC : Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MERN : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFamille : Ministère de la Famille
MF : Ministère des Finances
MFFP : Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
MJQ : Ministère de la Justice du Québec
MSSS : Ministère de la Santé et des Services sociaux
MSP : Ministère de la Sécurité publique
MTESS : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

MTQ : Ministère des Transports

NNK : Nation naskapie de Kawawachikamach
OPPQ : Ordre des psychoéducateurs et psychoéducatrices du Québec
OPQ : Office des professions du Québec
OTSTCFQ : Ordre des travailleurs sociaux et des thérapeutes conjugaux et familiaux du Québec
RCAAQ : Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec
RRSSSN : Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik

SAC : Services aux Autochtones Canada

SAJ : Secrétariat à la jeunesse
SAA : Secrétariat aux affaires autochtones
SCF : Secrétariat à la condition féminine

SHQ : Société d'habitation du Québec
SPAQ : Services parajudiciaires autochtones du Québec
SPN : Société du Plan Nord
SQ : Sûreté du Québec

SQRC : Secrétariat du Québec aux relations canadiennes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

41. Pour l'année 2020-2021, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés pour le projet de Résilience Montréal destiné à la population en situation d'itinérance du Square Cabot et de ses environs

---

Les soutiens annoncés à Résilience Montréal s'élèvent 3 630 000 $ en 2020-2021.

Deux soutiens financiers totalisant 3 600 000 $ ont été annoncés à l'organisme au cours de l'année financière 2020-2021 afin de permettre la réalisation du projet d'acquisition et d'aménagement d'un nouveau bâtiment.

PROJET	ÉTAPE	VOLET DU FIA III	ANNONCE
Acquisition et aménagement d'un bâtiment	Entente de financement	AAMU - Infrastructures	**600 000 $**
Acquisition d'un bâtiment*	Versements en cours	Hors programme	**3 000 000 $**

*Ce soutien est octroyé via le décret 93-2021 concernant l'octroi d'une aide financière maximale de 3 000 000 $ à Résilience Montréal, au cours de l'exercice financier 2020-2021, pour le projet d'acquisition d'un bâtiment.

Le Secrétariat aux affaires autochtones a également contribué à la consolidation des services de l'organisme par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III).

PROJET	VOLET DU FIA III	ANNONCE	DURÉE DE L'ENTENTE
Centre de jour – Consolidation des services	Aide aux Autochtones en milieu urbain – Services directs	**30 000 $**	2020-2021 (1 an)

Ces trois soutiens s'inscrivent dans l'esprit de l'appel à l'action nº 99 « Soutenir financièrement et de façon pérenne les services offerts en milieu urbain aux clientèles itinérantes autochtones » de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens).

Un renouvellement du soutien financier du SAA à la consolidation des services de Résilience Montréal par le biais du volet AAMU-SD à hauteur de 100 000 $ pour l'année 2021-2022 est présentement à l'étude.

Le SAA, qui a également octroyé un soutien de 62 039 $ au Foyer pour femmes autochtones de Montréal (FFAM) pour le projet de halte-chaleur au Square Cabot au cours de l'exercice financier 2020-2021, participe à la concertation au sein du comité de partenaires dédié au suivi de la situation dans ce secteur.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

42. Pour l'année 2020-2021, état d'avancement, budget ventilé, échéanciers et crédits demandés en matière d'itinérance chez les populations autochtones dans la métropole et ailleurs au Québec

---

Le *Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020* intitulé *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance* qui découle de la *Politique nationale de lutte à l'itinérance : Ensemble pour éviter la rue et en sortir,* est venu à échéance le 31 mars 2020, et son coordonnateur, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), travaille actuellement à son renouvellement en vue d'un lancement pour la fin de l'année 2021.

Une consultation auprès des organisations autochtones pertinente a eu lieu en janvier 2021. Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) collaborera avec le MSSS au cours des prochaines semaines à l'élaboration de nouvelles mesures en itinérance autochtone, notamment dans l'esprit des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (CERP). Rappelons que les mesures spécifiques pour les Premières Nations et les Inuits seront intégrées au *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action), conformément à l'orientation gouvernementale en place.

Le SAA contribue en outre au développement et à l'amélioration des services aux Autochtones en situation d'itinérance par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III).

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS 2020-2021	VOLET DU FIA III	DURÉE DE L'ENTENTE
Résilience Montréal (fonds gérés par le Foyer pour femmes autochtones de Montréal) – Consolidation des services du centre de jour	Montréal	30 000 $	Aide aux Autochtones en milieu urbain – Services directs (AAMU-SD)	2020-2021 (1 an)
Foyer pour femmes autochtones de Montréal - Halte-chaleur au Square Cabot	Montréal	62 039 $	AAMU-SD	2020-2021 (1 an)
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs (refuge et transition)	Montréal	100 000 $	AAMU-SD	2018-2019 à 2020-2021 (3 ans)
The Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention (centre de jour)	Montréal	99 898 $	AAMU-SD	2018-2019 à 2020-2021 (3 ans)
Centre d'amitié autochtone de Montréal - Teioronhióen (Consolidation des services directs au centre de jour et patrouille de rue)	Montréal	77 538 $	AAMU-SD	2018-2019 à 2020-2021 (3 ans)
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal - Services aux victimes	Montréal	80 780 $	AAMU-SD	2019-2020 à 2021-2022 (3 ans)
Exeko - Médiation culturelle auprès des populations autochtones itinérantes et vulnérables	Montréal	100 000 $	Développement social (DS)	2020-2021 (1 an)
Exeko - Soutien temporaire d'urgence – Travail de rue auprès des Autochtones	Montréal	5 000 $	DS	2020-2021 (1 an)
	TOTAL	**555 255 $**		

Le SAA participe à plusieurs instances de concertation gouvernementale, nationale et régionale, notamment pour la région de Montréal et de l'Abitibi-Témiscamingue, en plus de siéger à titre d'observateur au sous-comité en itinérance du *Réseau de la communauté autochtone à Montréal*. Le SAA participe aussi à la concertation au sein du comité de partenaires dédié au suivi de la situation au Square Cabot.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

43. Pour l'année 2020-2021, liste détaillée de toutes les activités ou rencontres entre la ministre, son cabinet, les fonctionnaires et les communautés autochtones impliquées dans les manifestations ferroviaires en solidarité avec la communauté Wet'suwet'en. Préciser les coûts engendrés ainsi que toute entente intervenue et, le cas échéant, le détail des ententes.

Pour l'année 2020-2021, il n'y a eu aucune rencontre à ce sujet. Aucune entente n'est intervenue.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

44. État de situation pour 2020-2021 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

À l'instar du gouvernement fédéral, dont la *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis* est entrée en vigueur le 1er janvier 2020, le gouvernement du Québec souhaite que les Autochtones exercent une plus grande autonomie en matière de protection de la jeunesse et favoriser l'intérêt de l'enfant et la préservation de l'identité culturelle des enfants autochtones.

Le gouvernement du Québec s'était déjà engagé dans cette voie avec les modifications apportées depuis 2001 à la *Loi sur la protection de la jeunesse.*

En réponse également à la pénurie de ressources qualifiées qui a été amplifiée par l'entrée en vigueur en 2012 de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines (PL n° 21), le gouvernement du Québec s'est aussi engagé à mettre en œuvre les recommandations du Comité sur l'application du PL 21 au sein des communautés autochtones qu'il a mis sur pied pour proposer des solutions durables.

Globalement, il s'agit de former des ressources issues des Premières Nations et des Inuits pour leur permettre d'acquérir graduellement les compétences et d'obtenir les autorisations requises pour exercer certaines des activités réservées par le PL 21 en lien avec la protection de la jeunesse et les jeunes contrevenants.

La Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik participe activement à ces travaux.

La somme totale de 3 M$ sur cinq ans (2017-2018 à 2021-2022) y est consacrée, dont 805 185 $ pour la RRSSSN.

La Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (CERP) est venu appuyer ces travaux par son appel à l'action no 106 : « Mettre en oeuvre le plus rapidement possible les recommandations du Comité sur l'application du PL 21 au sein des communautés des Premières Nations et des villages inuits »

Le gouvernement du Québec s'est aussi engagé à mettre en œuvre d'autres mesures en lien avec les appels à l'action de la CERP au regard de la protection de la jeunesse.

Pour le détail des différentes mesures mises en place spécifiquement pour le Grand Nord québécois, il revient au MSSS de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

45. État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.

Le Conseil cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik, ainsi que le CLSC naskapi font partie du système québécois; ils assurent notamment le développement et la couverture des soins en territoire conventionné et sont assujettis à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones cris* (chapitre S-5) ou à la *Loi sur les services de santé et les services sociaux* (chapitre S-4.2).

En conséquence, il revient au ministère de la Santé et des Services sociaux de répondre à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

46. Crédits octroyés dans la mise en œuvre du Principe de Joyce.

Aucun crédit n'a été octroyé spécifiquement pour la mise en œuvre du Principe de Joyce.

Toutefois, des crédits ont été octroyés pour favoriser la sécurisation culturelle dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux et répondre ainsi à plusieurs orientations énoncées dans le Principe de Joyce.

Le 6 novembre 2020, un investissement gouvernemental de 15 M$ a été annoncé sur cinq ans afin de déployer des actions concrètes favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et des Inuits, dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Plus récemment, des mesures ont été annoncées le 25 février 2021 afin de répondre concrètement au décès de Mme Joyce Echaquan :

- Déploiement d'une formation obligatoire aux employés du Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière;
- Présence de deux agents de liaison en sécurisation culturelle pour la communauté attikamek de Manawan;
- Création d'un poste d'adjoint à la présidente-directrice générale, dont la ressource sera issue de la communauté de Manawan et affectée aux relations avec les Autochtones;
- Création d'un poste de commissaire adjoint aux plaintes et à la qualité des services, dont la ressource sera issue de la communauté attikamek et agira auprès de la clientèle autochtone.

Ces mesures ont été accompagnées par la création d'un comité de réconciliation, qui vise à assurer un droit d'accès équitable et exempt de discrimination aux services offerts par le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière, pour les Atikamekw de Manawan.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

47. Depuis le 9 octobre 2020, la liste des annonces faites par le ministre ventilé par les coûts, les projets retenus et rejetés en plus de faire le bilan et l'état de la mise en œuvre de chacune de ces annonces

Liste des annonces faites depuis le 9 octobre 2020 par le ministre, ventilée par les coûts et l'état de mise en œuvre.

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHONES III (FIA III)

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
ADEL - Kebaowek	21 528 $	Versement
AMIK - Ateliers scientifiques	44 960 $	Entente de financement
CAAL - Construction du centre multiservices	3 100 000 $	Versement
CAALT - Otapi	100 000 $	Entente de financement
CAAM - Patrouille Ka'wáhse – Volet métropolitain	280 761 $	Versement
CAAM - Patrouille Ka'wáhse – Volet métropolitain	22 462 $	Versement
CAASÎ - Acquisition et rénovation	600 000 $	Entente de financement
CAAMW - Agrandissement	228 000 $	Entente de financement
CAATR - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	200 000 $	Versement
Camping de la Pointe	375 000 $	Entente de financement
Centre culturel - Études préparatoires	39 490 $	Versement
Centre d'affaires Wemotaci	323 000 $	Entente de financement
Club des petits déjeuners sur communauté	1 200 000 $	Versement
Coaching dépanneur	17 903 $	Versement
Décapage Pierre Cloutier	49 387 $	Versement
Discussions nation à nation	150 000 $	Entente de financement
Études - bureau administratif	7 500 $	Versement
Exeko - Projets autochtones : ville et communauté	100 000 $	Versement
FFAM - Halte-chaleur au Square Cabot	62 039 $	Versement
Formations sur les Premiers Peuples	36 000 $	Entente de financement
Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	41 000 $	Versement
Inventaire d'orignaux	52 593 $	Entente de financement
Isaac's Healing Center	40 000 $	Entente de financement
Isaac's Healing Center	25 000 $	Versement
Jason Odjick : Acquisition d'un payloader	110 000 $	Entente de financement
JN Construction	105 000 $	Versement

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
Le pouvoir d'agir sur soi (Fondation Kanatha)	27 637 $	Versement
Mise à niveau - Pourvoirie Étamamiou	241 080 $	Entente de financement
MOS Racks 2.0	100 000 $	Versement
Nathalie Chantal Consultante	12 336 $	Versement
Négociation d'une entente nation à nation	140 000 $	Versement
N'tus soins de la peau et cosmétiques	26 586 $	Convention de prêt
N'tus soins de la peau et cosmétiques	10 968 $	Versement
Orignal – Table technique	100 000 $	Versement
Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 $	Versement
Plan de développement des loisirs	35 132 $	Versement
Planification stratégique du développement économique	5 802 $	Versement
Productions Feux Sacrés (PFS) - Plan d'affaires	100 000 $	Versement
Rencontre du 27 janvier 2020	44 473 $	Versement
Reprise des négociations Entente-cadre	200 000 $	Versement
Résilience Montréal - Acquisition d'un bâtiment*	3 000 000 $	Versement
Résilience Montréal - Acquisition et aménagement d'un bâtiment	600 000 $	Entente de financement
Salle de conditionnement physique	1 000 000 $	Entente de financement
Soutien à la consultation (Secrétariat Mig'mawei Mawiomi)	600 000 $	Versement
Soutien aux ADEC	300 428 $	Entente de financement
Soutien aux consultations	190 000 $	Versement
Spiruline Océanne	150 000 $	Entente de financement
Spiruline Océanne	100 000 $	Entente de financement
Table exploratoire	235 549 $	Entente de financement
Tour de télécommunications	355 904 $	Entente de financement
Wanaki	24 515 $	Versement
TOTAL	**14 936 776 $**	

*Aide octroyée hors programme via le décret 93-2021

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES

TITRE DU PROJET	ANNONCE	ÉTAPE
Acquisition du Vieux cimetière de Nutashkuan	7 273 $	Complété
Archéologie 2.0 à Blanc-Sablon	5 000 $	Versement
Atelier sur les changements climatiques au Nunavik	20 000 $	Complété
Balado - Réconciliation culturelle, saison 1	5 000 $	Versement
Court film L'Étrange	5 000 $	Versement
Festival International du Film Ethnographique	920 $	Complété
Inuujunga - Capsules prévention suicide	5 000 $	Versement
Journée nationale des Autochtones 2020 - CAALT	2 000 $	Versement
Marché public de Pointe-à-Callière	5 000 $	Complété
Spectacle du temps des fêtes	10 000 $	Versement
Sport Camps Puvirnituq	5 000 $	Complété
Table locale Val-d'Or - Lac-à-l'épaule 2020	11 702 $	Complété
9e Salon du livre des Premières Nations	10 000 $	Versement
21e Semaine contre la discrimination raciale	3 000 $	Versement
TOTAL	**94 895 $**	

LISTE DES REFUS DEPUIS LE 9 OCTOBRE 2020

PROGRAMME / PROJET	
Fonds d'intiatives autochtones III	
Kina8at - Centre culturel autochtone	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Projets ponctuels autochtones	
Accents Autochtones à Mundial Montréal 2020	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

48. Bilan du déploiement de la somme de 15 millions de dollars afin de prévoir des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et des Inuits dans le réseau de la santé et des services sociaux. Fournir notamment :

    a) le nombre de personnes qui ont bénéficié de cette annonce;
    b) le nombre de formations qui ont été offertes aux gestionnaires et aux intervenants;
    c) le nombre d'agents de liaison et de navigateurs de service déployés.

---

a) Nombre de personnes qui ont bénéficié de cette annonce

Information non disponible.

b) Nombre de formations offertes aux gestionnaires et aux intervenants

Puisqu'il s'agit d'une nouvelle initiative de formation, l'information n'est pas disponible pour l'exercice financier 2020-2021. À partir de l'exercice 2021-2022, l'information sera disponible sur une base annuelle.

c) Nombre d'agents de liaison et de navigateurs de service déployés

Agents de liaison

Les crédits 2020-2021 (793 750 $) ont servi à financer des postes d'agents de liaison, selon la répartition suivante :

Répartition 2020-2021, en fonction du financement octroyé aux CISSS et CIUSSS

Établissements	Région	Postes d'agents de liaison financés par le MSSS
CHU de Québec	03	1
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	04	1
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	06	1
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	08	1
CISSS de la Côte-Nord	09	1
CRSSS de la Baie-James	10	1
CISSS de la Gaspésie	11	1
TOTAL		**7**

Note : D'autres agents de liaison peuvent être en poste dans le réseau de la santé et des services sociaux. Leur financement est toutefois assumé par les établissements.

Navigateurs de services

Pour 2020-2021, aucun poste de navigateur de services n'a reçu de financement dans le cadre de la somme de 15 M$. Des travaux sont en cours afin de soutenir de tels postes en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

49. État d'avancement de la construction du nouveau Centre d'amitié autochtone de Lanaudière. Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet

---

Un soutien de 3 100 000 $ du SAA a été annoncé le 10 novembre 2020 au Centre d'amitié autochtone de Lanaudière (CAAL) relativement à son projet de relocalisation dans une construction neuve.

Ce soutien, réalisé par le biais du Fonds d'initiatives autochtones III, volet Aide aux Autochtones en milieu urbain – Infrastructures, a constitué le premier engagement financier d'envergure en vue de la réalisation de ce projet évalué à 18,5 M$.

Les locaux désormais plus spacieux permettront au CAAL d'accroître son offre de services. Il prévoit notamment aménager :

- des bureaux d'intervention ainsi qu'une salle et une cuisine communautaires;
- des locaux pour la valorisation de l'histoire, des arts et des cultures autochtones;
- des espaces pour des activités d'économie sociale;
- des salles qui pourraient être partagées avec des partenaires;
- des locaux consacrés à sa clinique Mirerimowin;
- une annexe résidentielle;
- un centre de la petite enfance, une halte-garderie et une salle de jeux;
- des locaux administratifs.

Le CAAL poursuit ses démarches en vue d'identifier des partenaires financiers et de compléter le montage financier. Il est notamment épaulé par le Groupe d'aménagement de logements populaires de Lanaudière, un groupe de ressources techniques local. Le CAAL jouit également de la collaboration du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) de Lanaudière, qui va donner à l'organisme le terrain sur lequel le bâtiment sera construit.

Le processus d'appel d'offres en vue de l'octroi des contrats liés à la construction du nouveau bâtiment n'est pas débuté, tout comme la construction elle-même.

La complétion du projet est actuellement prévue pour l'automne 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

50. Bilan et crédits octroyés à la mise en œuvre de la table politique conjointe présidée par le ministre et le chef de l'APNQL. Fournir notamment :
    a. Le nombre de rencontres;
    b. Les projets et dossiers sur lesquels des discussions ont lieu;
    c. Les annonces découlant de cette table;
    d. Le nombre de rencontres avec le premier ministre du Québec dans le cadre de cette table

---

Le 17 novembre dernier, le ministre responsable des Affaires autochtones, monsieur Ian Lafrenière, et le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL), monsieur Ghislain Picard, annonçaient la mise en place d'une table politique. Il a été convenu que cette table permettrait d'établir des ententes de « nation à nation » et de faire avancer les enjeux communs afin d'améliorer le quotidien des communautés. Elle aurait aussi comme objectif de favoriser le dialogue entre l'APNQL et le gouvernement du Québec, dans le but de mettre en œuvre les recommandations des différents rapports concernant les Premières Nations.

La première rencontre de la Table politique a eu lieu le 19 mars 2021, en la présence de plusieurs élus des Premières Nations et du premier ministre du Québec, monsieur François Legault.

Les discussions ont porté sur la situation des différentes communautés en contexte de pandémie et sur l'état des lieux en ce qui a trait à la vaccination. Il a été également été question de relance économique et du suivi des commissions (Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec, Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, Groupe d'action contre le racisme).

Il s'agissait d'abord et avant tout de laisser les élus s'exprimer sur les enjeux qu'ils considèrent important de discuter au sein de cette instance telle que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, la mise en œuvre du Principe de Joyce, le financement des services policiers, la gouvernance des Premières Nations, le racisme et la discrimination, le développement économique, touristique et social et les enjeux auxquels sont confrontées les femmes autochtones. Les modalités de la Table ainsi que la liste de sujets à aborder en priorité seront établies lors des prochaines rencontres.

Il a été annoncé que les parties, avec la participation du premier ministre, se rencontreront à nouveau à l'automne 2021 pour un rendez-vous économique afin d'aborder la relance post-pandémie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

51. Bilan de la construction de trois centres d'hébergement dans le cadre de l'attribution d'une aide financière de 18,4 millions de dollars à la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ). Fournir la liste des entreprises impliquées dans ce projet.

La construction de trois centres d'hébergement (aussi appelés « milieux de vie communautaires ») pour étudiants autochtones matérialise la mise en œuvre de la mesure 1.1.6 du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits* (Plan d'action) : « Soutenir la mise en place de deux projets pilotes de centres d'hébergement pour les étudiants autochtones ». Bien que le Plan d'action se déploie sous la coordination du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), la mise en œuvre de cette mesure relève de la responsabilité du ministère de l'Enseignement supérieur (MES; avant le mois de juin 2020, cette responsabilité incombait à l'ancien ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur).

Dans le cadre de la mise en œuvre des appels à l'action de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics par le gouvernement du Québec, de même qu'en réponse à l'intérêt et aux besoins exprimés par les milieux locaux, le gouvernement du Québec a annoncé, le 27 novembre 2020, une bonification du financement associé à la mesure 1.1.6. En effet, l'entente intervenue avec la Société immobilière du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (SIRCAAQ) prévoit le versement supplémentaire d'une subvention de 18,4 M$ sur cinq ans, accordée à même l'enveloppe gouvernementale de 200 M$ visant à répondre aux recommandations des différentes commissions d'enquête. Cette bonification permettra notamment la construction d'un troisième centre d'hébergement. Rappelons que la SIRCAAQ, à titre de société immobilière apparentée au Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec, a été mandatée par le MES aux fins de construction et de gestion des futurs centres d'hébergement.

L'investissement supplémentaire annoncé le 27 novembre 2020 s'ajoute donc à la somme de 4,2 M$ octroyée à l'occasion du lancement du Plan d'action en juin 2017 et ayant servi à la réalisation des analyses préalables et à la conception des projets. De surcroît, la Société du Plan Nord a confirmé son appui au projet de centre d'hébergement à Sept-Îles à l'occasion du lancement du Plan nordique 2021-2023. Dans ce contexte, le soutien financier total annoncé par le gouvernement du Québec, au bénéfice de la construction et de l'opération des trois centres d'hébergement, se porte désormais à 22,6 M$.

Alors qu'un premier centre d'hébergement de 32 unités sera situé à Sept-Îles, sur le campus du CÉGEP de Sept-Îles, un second centre d'hébergement de 40 unités sera quant à lui situé près du CÉGEP de Trois-Rivières. L'emplacement du 3e centre d'hébergement pour étudiants autochtones n'est pas encore connu. Cependant, un appel de candidatures a été diffusé à cette fin le 8 février 2021, par la SIRCAAQ.

Ces projets, déployés dans un esprit de collaboration avec les milieux locaux visés, doivent offrir des logements à prix modique à des élèves adultes et étudiants autochtones. Chaque centre d'hébergement proposera un environnement culturellement adapté afin de promouvoir la réussite scolaire et faciliter l'arrivée en milieu urbain. Il est entendu qu'en plus d'offrir des logements abordables, des services culturellement pertinents et intégrés seront offerts aux locataires et aux membres de leurs familles afin de réduire les obstacles à la réussite scolaire et de s'assurer que le retour ou la poursuite des études soient un succès pour tous.

Au titre de la contribution d'autres ministères et organismes québécois, le ministère de la Famille a octroyé des places subventionnées afin que les deux centres d'hébergement à Sept-Îles et à Trois-Rivières puissent accueillir en leur sein des installations de centre de la petite enfance (environ 30 places subventionnées pour chacun des deux projets). Finalement, la Société d'habitation du Québec collabore activement au processus de déploiement des projets et entend s'impliquer financièrement par l'entremise du programme AccèsLogis.

En ce qui a trait au SAA, des discussions ont cours avec la SIRCAAQ, lesquelles pourraient mener au dépôt par cette dernière d'une demande de soutien financier de l'ordre 600 000 $ dans le cadre du Fonds d'initiatives autochtones III (dont la répartition entre les projets demeure à préciser). Dans le contexte où le SAA ne réalise pas d'investissements directs en matière de logement, le soutien financier viserait les aménagements communautaires.

Bilan du projet de centre d'hébergement à Sept-Îles

- Le centre d'hébergement sera situé sur les terrains du CÉGEP de Sept-Îles;
- Le montage financier est sur le point d'être complété (le coût total du projet est évalué à près de 17 M$);
- Le programme fonctionnel et technique a été produit, tout comme les plans et devis (en date du mois de mars 2021);
- Les soumissions seront lancées prochainement aux fins d'un démarrage du chantier de construction à la mi-mai, alors que les travaux préparatoires débuteront dans la semaine du 19 avril 2021;
- La fin des travaux de construction est prévue pour juillet 2022 et l'accueil des étudiants et des familles autochtones est prévu pour le mois d'août 2022.
- **Investissement du gouvernement du Québec dans le projet à Sept-Îles (au 1er avril 2021)** : Plus de 7,5 M$ pour la construction du centre d'hébergement et un montant de 900 000 $ sur trois ans, soit de 2022-2023 jusqu'en 2024-2025 pour le déploiement de services. Par ailleurs, un montant de 600 000 $ sur cinq ans (2020-2021 à 2024-2025) est prévu au bénéfice de la SIRCAAQ pour la coordination du processus de réalisation des trois projets.
- **Partenaires privés ou entreprises impliquées** :
  - Cité des Bâtisseurs (groupe de ressources technique);
  - BGLA architecture + design urbain;
  - LGT – Ingénierie conseil;
  - Les Constructions Béland & Lapointe Inc.

Bilan du projet de centre d'hébergement à Trois-Rivières

- Le terrain a été sélectionné et se situe à distance à pied de l'Université du Québec à Trois-Rivières, ainsi que du CÉGEP de Trois-Rivières;
- Le montage financier est en cours de réalisation (le coût total du projet est évalué à près de 20 M$);

- Le programme fonctionnel et technique a été produit et les architectes sont actuellement à finaliser les plans;
- La fin des travaux de construction est prévue pour juillet 2022 et l'accueil des étudiants et des familles autochtones est prévu pour le mois d'août 2022.
- **Investissement du gouvernement du Québec dans le projet à Trois-Rivières (au 1er avril 2021) :** Plus de 9,7 M$ pour la construction du centre d'hébergement et un montant de 900 000 $ sur trois ans, soit de 2022-2023 jusqu'en 2024-2025, pour le déploiement de services.
- **Partenaires privés ou entreprises impliquées** :
  - Société trifluvienne de l'habitat;
  - Consortium d'architectes : Grand Conseil de la Nation Waban-Aki, Doucet + Turcotte architectes inc. et Les architectes Jacques & Gervais;
  - Ashini consultant, Ingénierie.

Bilan du troisième projet de centre d'hébergement

- La SIRCAAQ a diffusé, le 8 février 2021, un appel de candidatures aux fins d'identification de la ville d'implantation du troisième centre d'hébergement. La date limite pour le dépôt des dossiers de candidature était le 26 mars dernier;
- La livraison de ce troisième centre d'hébergement est prévue pour l'automne 2025.
- **Investissement du MES dans le troisième projet (suivant l'annonce du 26 novembre 2020) :** Pour ce troisième projet, un budget de 5 M$ est disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

52. Bilan de la prestation de 18,6 M$ pour améliorer les services de police auprès des citoyens autochtones. Fournir :

a) les initiatives élaborées;
b) l'état de situation des Corps de police autochtone (CPA) établie par l'Association des directeurs.
c) la formation initiale en place en patrouille-gendarmerie volet autochtone;
d) le nombre de policiers autochtones formés;
e) l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec;
f) la formation offerte aux CPA en matière de violence conjugale, d'agression sexuelle et de violence intrafamiliale;
g) le nombre d'agents de liaison et agents de services correctionnels;
h) le niveau de bonification de la prestation de services aux CPA par l'intégration d'agents de liaison au sein du Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale (LSJML) et au bureau du Commissaire à la déontologie policière (CDP);
i) la formation disponible sur la réalité autochtone qui sera conçue et offerte aux agents des services correctionnels afin qu'ils aient une meilleure compréhension de la réalité autochtone.

Le ministère de la Sécurité publique est responsable de ces initiatives et pourra répondre, le cas échéant, à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements de l'Opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

53. Bilan de M. Paul Girard à titre de négociateur ayant comme mandat d'identifier des pistes de solution aux enjeux de cohabitation entre la municipalité d'Oka et la communauté de Kanesatake. Fournir notamment les crédits octroyés à ce dernier en précisant la source du fonds, et le tout ventilé par poste budgétaire notamment salarial, et en fonctionnement.

Le 11 décembre 2020, le gouvernement du Québec a annoncé l'embauche de M. Paul Girard, à titre de négociateur, afin d'élaborer des pistes de solution favorisant une cohabitation plus harmonieuse entre la communauté de Kanesatake et les municipalités environnantes. M. Girard devait remettre un rapport au ministre responsable des Affaires autochtones avant le 31 mars 2021. Ce dernier étudie actuellement le document qui lui a été remis tout récemment.

Au cours des derniers mois, M. Girard a discuté à maintes reprises avec les différents acteurs concernés afin de bien documenter la situation et de mieux cerner les enjeux problématiques dans la région. Une somme de 23 937 $ a été versée à M. Girard pour ses services.

DEUXIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'Opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. La liste des organisations et des projets ayant obtenu un financement et les montants obtenus par le Fond d'initiatives autochtones et par Projets ponctuels autochtones, ventilée par enveloppe pour l'année 2020-2021.
2. La liste de rencontres tenues entre le ministre et/ou des membres de son cabinet et les instances autochtones, ainsi que les dates, les noms des participants et les sujets de la rencontre.
3. La liste des mandats octroyés à des négociateurs et les détails sur les mandats pour l'année 2020-2021, ainsi que leur état d'avancement.
4. La liste des formations données par le Secrétariat aux affaires autochtones aux autres ministères et organismes gouvernementaux pour sensibiliser aux réalités autochtones en 2020-2021. Veuillez nommer ces ministères et organismes bénéficiaires, ainsi que le nombre de personnes ayant participé et une description de la formation offerte.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. La liste des organisations et des projets ayant obtenu un financement et les montants obtenus par le Fonds d'initiatives autochtones et par Projets ponctuels autochtones, ventilée par enveloppe pour l'année 2020-2021.

Liste des organisations, des projets et des montants obtenus dans le cadre des programmes du Secrétariat aux affaires autochtones.

Fonds d'intiatives autochtones III

ORGANISATION	VOLET • NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE		**5 055 419 $**
Développement économique - Général		**4 052 784 $**
8950911 Canada Inc.	Achat des portes Excelor	100 000 $
Bayside Gas	Bayside Gas	51 225 $
Béothuk	Foresterie Béothuk	28 749 $
Centre de mécanique GT	Centre de mécanique GT	78 935 $
Chenil Heartland King Pet Shop	Chenil Heartland King Pet Shop	13 128 $
Conseil de bande de Lac-Barrière	Economic and Tourism Master Pan	15 750 $
Conseil de bande de Lac-Barrière	Plan d'affaires - Station-service	33 440 $
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	Aide au développement économique local	12 500 $
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	Programme de développement économique	55 000 $
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	Relais la Cache - Phase II	167 851 $
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	Stratégie en tourisme	54 000 $
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	Aide au développement économique local - Pikogan	50 621 $
Conseil des Abénakis d'Odanak	Wigw8mikok (Camping avec composantes culturelles) Volet Études	24 000 $
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Aide au développement économique local	2 100 $
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	11 664 $
Conseil des Innus de Nutashkuan	Acquisition d'un permis de pêche	116 134 $
Conseil des Innus de Pakua Shipu	Préparation du plan stratégique de développement	13 047 $
Conseil des Mohakw de Kanesatake	Aide au développement économique local : Plan stratégique	281 013 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	Akwesasne Warehousing	10 370 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	Empire General Contracting	21 998 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	Shafferton Beef	8 147 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	Tim Horton's	50 000 $
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	Corporation de développement économique	32 625 $
Corporation de développement économique Wabak-Pimadizi	Station-service Wabak	242 000 $
Déapnneur Pessamit S.E.N.C.	Dépanneur Pessamit	4 760 $
Decontie Clean	Decontie Clean	33 705 $
Développement économique Opitciwan	Politique d'aide aux entreprises	75 000 $
Développement économique Opitciwan	Pourvoirie Étamamiou - Travaux urgents	10 925 $
Entreprises Pierre Cloutier	Décapage Pierre Cloutier	25 000 $

ORGANISATION	VOLET • NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
First Nation Paramedics	First Nation Paramedic Expansion	150 000 $
Jeff Nelson Roofing and Construction	JN Construction	70 000 $
Kahnawake Economic Development Commission	Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	311 434 $
Kebaowek Land Management Inc.	Acquisition de Transport Clouâtre	400 000 $
Keskamizit	Keskamizit - Corps et cheveux	28 850 $
Miskizann	Démarrage Miskizann	24 010 $
Nation Micmac de Gespeg	Aide au développement économique local	44 250 $
Nation Micmac de Gespeg	Érablière de Gespeg	216 720 $
Pizendawatch carwash	Pizendawatch carwash	7 440 $
Première Nation de Kebaowek Kipawa	Aide au développement économique local - Kebaowek	21 528 $
Première Nation de Kebaowek-Kipawa	Project Support and Management for Phase Two (Implementation) of the Tourism Development Plan	6 000 $
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Aide au développement économique local - Mashteuiatsh	1 802 $
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Planification stratégique du développement économique	4 000 $
Première Nation Malécite de Viger	Érablière Malécite	312 400 $
Promoteur individuel	Alin Rioux jardinier	6 795 $
Promoteur individuel	Chrome Carwash	50 359 $
Promoteur individuel	Démarrage d'un cabinet juridique	7 102 $
Promoteur individuel	Flint Fuels	27 200 $
Promoteur individuel	Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 $
Promoteur individuel	Tenascon Tattoo	1 500 $
Promoteur individuel	Zayne's Cleaning Services	25 979 $
Shaman Extraction	Shaman extraction	125 000 $
Société de développement économique Amik	Étude - Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	3 265 $
Société de développement économqiue de Uashat mak Mani-Utenam	Implantation de quatre bannières commerciales "Côté-Reco"	276 500 $
Société économique de Kitcisakik inc.	Construction d'une toiture pour une 2e pompe à essence	2 500 $
Société économique de Kitcisakik inc.	Reconstruction du dépanneur Pakigan	21 370 $
Station Dan Esso	Travaux d'agrandissement Dan Esso	19 800 $
Toursime Manawan	Tourisme Manawan	63 000 $
Tshinanu	Dépanneur Tshinanu	16 550 $
Widjikiwe Holdings Corporation	Widjikiwe Gas Bar	149 000 $
Widjikiwe Holdings Corporation	Widjikiwe LP	30 000 $
Développement économique - Économie sociale		**287 500 $**
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Gestion croissance organisationnelle	32 500 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Kinawit - Phase de consolidation	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Technologies de l'information et des communications	70 000 $
Productions Feux Sacrés	Plan d'affaires & accompagnement artistes autochtones	50 000 $
Développement économique - Jeunes et Femmes		**487 664 $**
Awastoki S.E.N.C.	Création numérique	10 700 $
MF Alain CPA	MF Alain Comptable Professionnel agréée	9 524 $
Miskizann	Démarrage MiskiZann	121 502 $
MOS Racks	MOS Racks 2.0	50 000 $
Pêcheries Jenniss-Bourgeois	Pêcheries Jenniss	24 450 $
Promoteur individuel	Animauxbile	2 394 $
Promoteur individuel	Cuisine autochtone	6 050 $
Promoteur individuel	FGL Artisanat	880 $
Promoteur individuel	Isaac's Healing Center	25 000 $
Promoteur individuel	Nathalie Chantal consultante	12 366 $
Promoteur individuel	Soins des pieds et réflexologie	1 848 $
Promoteur individuel	Solution Télé Administration	2 420 $
Restaurant Yahwatsira'	Restaurant Yahwatsira' - Wendake	23 030 $

ORGANISATION	VOLET • NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Shaman Extraction	Shaman extraction	150 000 $
Soins de peau et cosmétiques N'tus	N'tus soins de la peau et cosmétiques	7 500 $
Transport-Déménagement DEC Inc.	Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 $
Développement économique - mobilisateur		**227 471 $**
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	Conseillers en développement économique	22 732 $
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	Formations-conférences	13 500 $
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	Québec Mines et Énergie	10 000 $
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	Retraite ADEC	58 000 $
Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador	Table de concertation régionale en économie sociale	20 000 $
Tourisme Autochtone Québec	Nogom 8abek	103 239 $
INFRASTRUCTURE COMMUNAUTAIRE		**993 441 $**
Communauté Anicinape de Kitcisakik	Recouvrement de la patinoire	31 797 $
Communauté Anicinape de Kitcisakik	Terrain multisports de Kitcisakik	18 000 $
Conseil de bande de Lac-Barrière	Étude préliminaire pour le terrain de baseball	2 209 $
Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak	Parc du Mont Ham - Phase 2	10 000 $
Conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak	Piscine communautaire	41 995 $
Conseil de bande des Micmacs de Gesgapegiag	Parc communautaire	11 100 $
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	Youth and family care expansion	78 674 $
Conseil des Atikamekw de Wemotaci	Maison des Jeunes - Réfection de la toiture	4 454 $
Conseil des Innus d'Unamen Shipu	Tours de lumières de plein air	3 080 $
Conseil des Innus de Nutashkuan	Étude - Cuisine communautaire multiservices	11 374 $
Conseil des Innus de Pakua Shipu	Amélioration de la patinoire	102 661 $
Conseil des Innus de Pakua Shipu	Salle communautaire	137 458 $
Conseil des Innus de Pessamit	Bureau des services sociaux	120 576 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	LaCrosse / Box	34 562 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	Splash Pad	20 000 $
Conseil Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam	Centre multifonctionnel Uashat	88 275 $
Nation naskapie de Kawawachikamach	Rénovation et agrandissement des bureaux du conseil	34 349 $
Première Nation de Kebaowek-Kipawa	Centre culturel - Études préparatoires	51 337 $
Première Nation de Kebaowek-Kipawa	Rénovation de locaux administratifs - Kebaowak	11 105 $
Première Nation de Longue-Pointe	Radio communautaire - Winneway	12 080 $
Première Nation de Longue-Pointe	Rénovation de la salle communautaire	15 855 $
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Améliorations locatives et achat d'équipement	20 000 $
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Étude de faisabilité - Infrastructure pour organismes communautaires	51 000 $
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Maison Uashteu	74 000 $
Première Nation Malécite de Viger	Étude - Bureau administratif	7 500 $
ACTION COMMUNAUTAIRE		**2 323 362 $**
Association Prévention du suicide des Premières Nations et des Inuits du Québec et du Labrador	Soutien à la mission globale	100 000 $
Association des Inuits du Sud du Québec	Soutien à la mission globale	103 215 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Soutien à la mission globale	160 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Soutien à la mission globale	135 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Soutien à la mission globale	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec	Soutien à la mission globale	120 000 $
Centre d'amitié autochtone de Saguenay	Soutien à la mission globale	127 147 $
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Soutien à la mission globale	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Soutien à la mission globale	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Soutien à la mission globale	160 000 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean	Soutien à la mission globale	186 000 $

ORGANISATION	VOLET • NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Soutien à la mission globale	110 000 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Soutien à la mission globale	110 000 $
Femmes Autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 $
Montréal Autochtone	Soutien à la mission globale	130 000 $
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	200 000 $
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit	Soutien à la mission globale	42 000 $
SOUTIEN À LA CONSULTATION		**2 818 623 $**
Communauté Anicinape de Kitcisakik	Soutien à la consultation	265 326 $
Communauté Anicinape de Kitcisakik	Wanaki	17 160 $
Conseil de bande de Kitigan Zibi Anishinabeg	Soutien à la consultation	160 000 $
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	Bureau de consultation	200 000 $
Conseil de la Nation Anishnabe de Lac-Simon	Table exploratoire	50 000 $
Conseil de la Nation Atikamekw	Planification territoriale stratégique	6 183 $
Conseil de la nation huronne-wendat	Bureau de consultation	50 000 $
Conseil de la nation huronne-wendat	Réfection du pont de l'Île d'Orléans	8 000 $
Conseil de la nation Listuguj Mi'gmaq	Bureau de consultation	110 000 $
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	Bureau de consultation – Pikogan	50 000 $
Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	Table exploratoire Québec	15 000 $
Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit	Soutien aux consultations	115 000 $
Conseil des Atikamekw d'Opitciwan	Entente de principe d'ordre général	5 200 $
Conseil des Atikamekw de Manawan	Bureau de consultation	50 000 $
Conseil des Mohawk de Kahnawake	Agent de liaison avec le Kahnawake Labor Office	67 694 $
Conseil des Mohawk de Kahnawake	Agent de liaison avec le KEDC	71 200 $
Conseil tribal de la nation algonquine Anishnabeg	Inventaire d'orignaux - Algonquins	26 297 $
Conseil tribal de la nation algonquine Anishnabeg	Orignal - Table technique - Algonquins	75 000 $
Grand conseil de la nation Waban-Aki inc.	Soutien à la consultation - Abénaquis	240 000 $
Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador	Soutien à la consultation	150 000 $
Nation naskapie de Kawawachikamach	Consultations	100 063 $
Première Nation des Pekuakamiulnuatsh Takuhikan	Bureau de consultation - Mashteuiatsh	425 000 $
Première Nation Malécite de Viger	Bureau de consultation	175 000 $
Première Nation Malécite de Viger	Négociation d'une entente nation à nation	86 500 $
Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi	Soutien à la consultation	300 000 $
DÉVELOPPEMENT SOCIAL		**3 635 901 $**
Agence Mamu Innu Kaikusseht (AMIK)	AMIK	22 410 $
Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrodor	Consultation sur réforme droit de la famille	29 101 $
Centre d'amitié autochtone de Québec	En route vers la santé	47 456 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Table locale accessibilité Vallée-de-l'Or	26 200 $
Centes d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel	Étoile du Nord - Mikizi	100 000 $
Chemin des Mille Rêves	Puamun Meshkenu - Chemin des Mille Rêves	95 000 $
Club des petits déjeuners	Club des petits déjeuners	600 000 $
Conseil de la Nation Atikamekw	Stratégie jeunesse	12 500 $
Conseil des Innus de Nutashkuan	Plan de développement des loisirs	35 132 $
Conseil des Mohawk d'Akwesasne	Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	28 000 $
Exeko	Projets autochtones - ville et communautés	100 000 $
Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Halte-chaleur (Square Cabot)	62 039 $
Fusion jeunesse	Projets de Fusion jeunesse	70 000 $
Hébergement communautaire Ungava	Au Nord du 60e - Inuit	75 251 $
Jeunes Musiciens du Monde	Jeunes Musiciens du Monde (JMM) - École de Val-d'Or	125 000 $
Journal Innuvelle	La voix des Premières Nations - Innuvelle	4 000 $

ORGANISATION	VOLET • NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
M361 (Québec en forme et 28 communautés particpantes)	Programme des coordos en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitude de vie	1 427 380 $
Musique nomade	Ateliers création musicale et développement professionnel	78 932 $
Puakuteu, comité de femmes de Mashteuiatsh	Place aux femmes Ilnuatsh	22 500 $
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Conseiller en développement	100 000 $
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Demande soutien urgence crise COVID-19	200 000 $
Société de communication Atikamekw-Montagnaise	Financement pluriannuel	90 000 $
Terres en vues, société pour la diffusion de la culture autochtone	Festival Présence autochtone	85 000 $
Tourisme Abitibi-Témiscamingue (TAT)	MIAJA	40 000 $
Université Laval	Forum réconciliation	40 000 $
Wapikoni mobile	Wapikoni mobile	120 000 $
AIDE AUX AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN		**2 141 924 $**
Services directs		**1 480 826 $**
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Organisateur communautaire et travailleur de proximité	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Accompagnement, prévention et intervention	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Programme bien-être familial et santé holistique	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Montréal	Projet Teioronhioen	77 538 $
Centre d'amitié autochtone de Québec	Consolidation des services directs à la clientèle	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Intervention psychosociale et animation culturelle	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Mowsogokan	100 000 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-St-Jean	Animation communautaire et intervenant spirituel	100 000 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Intervenant phychosocial	94 600 $
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal	Services aux victimes pour les Autochtones de Montréal	80 780 $
Exeko	Soutien temporaire d'urgence travail de rue	5 000 $
Foyer pour femmes autochtones de Montréal	Projet Résilience Montréal	30 000 $
Maison communautaire Missinak	Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 $
Montréal Autochtone	Animatrice communautaire et intervenant social	93 010 $
Open Door	Renforcement de la capacité d'intervention	99 898 $
Projets Autochtones du Québec	Consolidation et développement des services directs	100 000 $
Infrastructures		**661 098 $**
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Sakihikan Rénovation et réaménagement	143 998 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Acquisition et rénovation	95 494 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Shabougamak II	77 008 $
Centre d'amitié autochtone du Lac Saint-Jean	Acquisition et rénovation	117 242 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Reconstruction	112 332 $
Maison communautaire Missinak	Centre multiservices MAMUK	67 170 $
Open door	Rénovation et aménagement	47 854 $

GRAND TOTAL 16 968 670 $

Projets ponctuels autochtones

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	ENGAGEMENT
Administration régionale Kativik / Kativik Regional Government	Atelier sur les changements climatiques au Nunavik	20 000 $
Archéo-Mamu Côte-Nord	Archéologie 2.0 à Blanc-Sablon	5 000 $
CDFM huron-wendat (Centre de formation de la main-d'œuvre)	Gestion et exploitation du CDFM 20-21	40 000 $
CDFM huron-wendat (Centre de formation de la main-d'œuvre)	Bourses Yatsayoncha' 2020	4 000 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Journée nationale des Autochtones 2020	2 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Table locale Val-d'Or - Lac-à-l'épaule 2020	11 702 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	21e Semaine contre la discrimination raciale	3 000 $
Centre de santé Tulattavik	Inuujunga - Capsules prévention suicide	5 000 $
Conseil de la première nation des Innus de Nutashkuan	Acquisition du Vieux cimetière de Nutashkuan	7 273 $
Engramme - centre de production en estampe diffusion en art actuel	Laboratoire de recherche/création Otapi Aski	5 000 $
FIFEQ-MTL	Festival International du Film Ethnographique	920 $
Jane's Place	Acquisition de matériel	10 000 $
Kwahiatonhk!	9e Salon du livre des Premières Nations	10 000 $
La Compagnie des histoires du monde	Court film L'Étrange	5 000 $
Les Sports Vida Sana Inc.	Sport Camps Puvirnituq	5 000 $
Marie-Pier Duchesneau Couillard	Expansion de l'institut Yarha	9 277 $
Musée des Beaux-arts de Montréal	Concert du Musée des Beaux-arts de Montréal	910 $
Nouveau Monde Productions	Balado - Réconciliation culturelle, saison 1	5 000 $
Pointe-À-Callière - Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public	5 000 $
Studio Makusham	Spectacle du temps des fêtes	10 000 $
Tsiwei Informatique	Acquisition de matériel	8 000 $
Trans RD	Trans RD	6 000 $
	GRAND TOTAL	**178 082 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. La liste de rencontres tenues entre le ministre et/ou des membres de son cabinet et les instances autochtones, ainsi que les dates, les noms des participants et les sujets de la rencontre.

Voici la liste des rencontres tenues avec les organisations autochtones par le ministre et son cabinet pour l'année 2020-2021.

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
2020			
1er avril	René Simon, chef de Pessamit Suzanne Bacon-Charland, conseillère Marielle Vachon, conseillère Gérald Hervieux, conseiller Christian Rock, consultant Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Mise à jour sur la crise de la COVID-19 avec la communauté de Pessamit	Conférence téléphonique
23 avril	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Flore Bibeau, responsable des communications du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)	Rencontre virtuelle
27 avril	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) Verna Polson, grande chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Annick Tremblay, APNQL Mira Levasseur-Moreau, APNQL Valérie Vennes, Commission de la santé et	Impacts de la COVID-19 sur les femmes autochtones	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	des services sociaux des Premières Nation du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) Emmanuel Bertrand-Gauvin, Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones		
7 mai	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
15 mai	Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion virtuelle nationale sur la violence faite aux femmes et aux filles autochtones: réponse aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)	Rencontre virtuelle
26 mai	Philippe Meilleur, directeur général de Montréal autochtone Rodrigo Garcia, attaché politique du ministre Lacombe, ministère de la Famille Charles Guidon, Bâtir son quartier Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Présentation d'un projet de logements pour Autochtones à Montréal dans le cadre de la relance économique	Rencontre virtuelle
28 mai	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
28 mai	Serge Otsi Simon, grand chef de Kanesatake Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Sujets divers	Conférence téléphonique
25 juin	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Jean-Bernard Villemaire, attaché politique de la ministre D'Amours Alana Boileau, attachée politique de la	Orientations du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours		
29 juin	Mike McKenzie, chef d'Innu Takuaikan Uashat mak Mani-utenam Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Relance des négociations	Conférence téléphonique
27 août	Yoan Girard, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN) Fabien Pernet, RRSSSN Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion entourant protection de la jeunesse au Nunavik et importance d'ancien PL21	Conférence téléphonique
14 septembre	Conseil en éducation des Premières Nations Membres du Groupe d'action contre le racisme et accompagnateurs Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Présentation des enjeux de racisme en éducation	Rencontre virtuelle
18 septembre	Mira Moreau, avocate-conseil, APNQL M. Claude Picard, conseiller et attaché politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion ENFFADA - Enfants disparus ou décédés	Rencontre virtuelle
28 septembre	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Discussion de la crise dans la réserve faunique La Vérendrye autour de la question de la chasse à l'orignal	Rencontre virtuelle
1er octobre	M. Jean-François Arteau, conseiller juridique Paul-Émile Ottawa, chef de Manawan Glenn Dubé, conseiller, Manawan Sipi Flamand, vice-chef de Manawan Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones Christian Dubé, ministre de la Santé et les Services sociaux	Discussion entourant la décès de Joyce Echaquan et les suites à donner (élaboration d'une stratégie)	Rencontre virtuelle
5 octobre	Viviane Miche, présidente, Femmes autochtones du Québec Marjolaine Sioui, directrice générale, Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL)	Rencontre d'information sur les mesures et actions "Femmes autochtones et COVID -19"	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Tanya Sirois, directrice générale. RCAAQ Yann Gelinas, directeur général, Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) Annick Tremblay, APNQL Mira Moreau, APNQL Emmanuel Bertrand-Gauvin, CDEPNQL Stella Bearskin, présidente, Association des femmes cries de Eeyou Ischtee Sylvie Cornez, directrice adjointe, Association des femmes Inuit – Saturviit Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Verna Polson, grand chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Isabelle Charest, ministre de la Condition féminine Marina Lavoie, attachée politique de la ministre Charest Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique de la ministre D'Amours		
15 octobre	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon Verna Polson, grand chef de la nation algonquine Régis Penosway, chef, Kitcisakik Monik Kistabish, chef, Pikogan/Abitibiwinni Casey Ratt, chef, Lac-Barrière Sacha Wabie, chef, Timiskaming Lance Haymond, chef, Kebaowek Dylan Whiteduck, chef, Kitigan Zibi Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation et introduction du ministre Lafrenière	Rencontre virtuelle
16 octobre	Paul-Émile Ottawa, chef, Conseil des Atikamekw de Manawan; Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre en lien avec le décès de Joyce Echaquan et les mesures à mettre en place pour améliorer la situation à l'hôpital de Joliette	Rencontre virtuelle
19 octobre	Charlie Watt, président, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des	Appel de courtoisie pour l'arrivée de	Conférence téléphonique

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	M. Lafrenière	
21 octobre	Brett Pineau, directeur général, Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) Ashanti Rosado, chargé de projet, CAAM Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Prolongement du financement et projet de police mixte	Rencontre virtuelle
21 octobre	Constant Awashish, grand chef, CNA François Néashit, chef, Wemotaci Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Jean-Claude Mequish, chef, Obedjiwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre de suivi du décès de Joyce Echaquan et de l'amélioration des services de santé pour les Autochtones.	Rencontre virtuelle
22 octobre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Présentation du plan d'action sur le racisme et la discrimination	Québec
26 octobre	Osti Simon, grand chef, Kanawake Patricia Meilleur, conseillère John Canatonquin, conseiller Garry Carbonnell, conseiller Bruce Montour, conseiller Valerie Bonspille, conseillère Victor Bonspille, conseiller Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le chef de Kanesatake et échange sur les enjeux actuels	Rencontre virtuelle
26 octobre	Abram Benedict, chef, Akwesasne Shawn Dulude, chef de police M. Dulude Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre et échange sur les enjeux actuels de la communauté d'Akwesasne	Sainte-Martine

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
28 octobre	Gina Deer, chef, Kahnawà:ke Relations Tonya Perron, chef, Conseil Chairperson Ross Montour,chef, relations gouvernementales Nelly Marcoux, chef de projet, Bureau du Conseil des chefs Winona Polson-Lahache, conseiller politique Sonia Lebel, ministre responsable de l'administration gouvernementale Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentations du conseil et des priorités	Rencontre virtuelle
29 octobre	M. Clifford Moar, chef, PEKUAKAMIULNUATSH Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Premier contact entre le chef et le ministre	Rencontre virtuelle
29 octobre	Édith Cloutier, directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale, RCAAQ Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Premier contact avec la direction du RCAAQ et du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et le ministre	Québec
30 octobre	Nakuset, directrice générale, Foyer pour femmes autochtones de Montréal et directrice de la philanthropie pour Résilience Montréal Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Premier contact	Rencontre virtuelle
2 novembre	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Verna Polson, grande chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Annick Tremblay, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Premier contact et échange sur les priorités des femmes élues	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
2 novembre	Constant Awashish , grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
3 novembre	Stanley Volant, Puamun Meshkenu Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation de l'organisme Puamun Meshkenu et des enjeux autochtones en santé	Rencontre virtuelle
9 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
12 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Situation COVID Manawan	Rencontre virtuelle
13 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Session de travail : 1-Prévisibilité du menu législatif 2-Services policiers 3-Ordre du jour de la rencontre du 17 novembre avec M. Legault	Montréal
16 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
16 novembre	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Lac-Simon Régis Penosway, chef, Kitcisakik Casey Ratt, chef, Lac-Barrière Monik Kistabish, chef, Pikogan Steeve Mathias, chef, Winneway Dylan Whiteduck, chef, Kitigan Zibi Lisa Robinson, chef, Wolf Lake	Discussion entourant le conflit de la chasse à l'orignal survenu cet automne et élaboration de solutions communes (entente pour négociations)	Val-d'Or

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière		
17 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique duchef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Rencontre pour la mise sur pied d'une table politique entre l'APNQL et le gouvernement du Québec	Montréal
18 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Suivi éclosion COVID-19 à Manawan	Rencontre virtuelle
19 novembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
19 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Caroline Proulx, ministre du Tourisme François Givault, attaché politique, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Mine Nouveau Monde Graphite - rencontre de suivi à la suite de la sortie du communiqué de presse de Manawan	Rencontre virtuelle
23 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
23 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsables des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Partage d'information sur les annonces ministérielles à venir	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
25 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire hebdomadaire - discussion concernant le rapport du Groupe d'action contre le racisme	Rencontre virtuelle
27 novembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
27 novembre	Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Annie Gros-Louis, directrice des services éducatifs, CEPN Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre entre le ministre Lafrenière et le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) et le ministre Roberge. Discussion entourant les principaux enjeux en éducation.	Rencontre virtuelle
3 décembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire de suivi avec les chefs attikameks	Rencontre virtuelle
7 décembre	Réal Tettaut, chef, communauté innue de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre pour discuter des dossiers suivants : Pointe-Parent, police régionale, sécurité publique, développement touristique	Rencontre virtuelle
7 décembre	Serge Otsi Simon, chef, Conseil des Mohawks de Kanesatake Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Suivi des dossiers et enjeux de la communauté de Kanesatake	Conférence téléphonique
10 décembre	François Neashit, chef, Conseil des	Rencontre pour discuter des projets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Atikamekw de Wemotaci Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	du Centre Opoho et de miniscierie	
11 décembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre en lien avec le rapport du Groupe d'action contre le racisme	Rencontre virtuelle
14 décembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL, Ghislain Picard Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
14 décembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire de suivi avec les chefs attikameks	Rencontre virtuelle
14 décembre	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion entourant les enjeux de sécurité publique de la communauté d'Ekuanitshit	Rencontre virtuelle
15 décembre	Danielle McCann, ministre de l'Enseignement supérieur Nadine Gros-louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre entre la ministre McCann, le ministre Lafrenière et le CEPN. Première rencontre concernant le mandat et les enjeux du CEPN et présentation de l'Institut Kiuna.	Rencontre virtuelle
16 décembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
21 décembre	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre de suivi	Rencontre virtuelle
2021			
5 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière	Discussion sur la vaccination	Rencontre virtuelle
7 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
11 janvier	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique duchef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
11 janvier	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre politique sur le dossier Pétapan - Première rencontre d'une série de rencontres mensuelles	Rencontre virtuelle
14 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
14 janvier	Gina Deer, chef, Kahnawake Ross Montour, chef, Kahnawake Ghislain Picard, chef, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Rencontre de discussion sur la vaccination à Kanesatake	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
21 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
22 janvier	Réal McKenzie, chef, Matimekush-Lac John Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur la chasse caribou et décès de M. Raphael André	Rencontre virtuelle
25 janvier	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL, Ghislain Picard Maryse Picard, directrice de ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
25 janvier	Denys Bernard, directeur général, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki Dave Bernard, directeur général, Conseil des Abénakis de Wôlinak Daniel Nolett, directeur général, Conseil des Abénakis d'Odanak Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation des dossiers importants et des préoccupations de la nation	Rencontre virtuelle
25 janvier	Tonya Perron, conseillère, Kahnawake Rhonda Kirby, conseillère, Kahnawake Frankie, conseiller, Kahnawake Harry Angus Rice, conseiller, Kahnawake Gina Deer, conseillère, Kahnawake Lindsay Leborgne, conseillère, Kahnawake Mike Jr Delisle, conseiller, Kahnawake Clinton Phillips, conseiller, Kahnawake Ross Montour, conseiller, Kahnawake Frankie Mccomber, conseiller, Kahnawake Kahsennenhawe Sfy Deer, conseillière, Kahnawake Winona Polson-Lahache, conseillère politique en chef, Kahnawake Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du	Discussions sur le pont Honoré-Mercier et les négociations Québec-Kahnawake, préparation de la rencontre avec le premier ministre et mise à jour du Fonds	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
29 janvier	Véronique Rankin, directrice générale, Puamun Mishkenu Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Appel concernant le colloque de Puamun Meshkenu en persévérance scolaire, prévu au printemps 2021	Rencontre virtuelle
1er février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
1er février	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Verna Polso, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique, discussion sur la Covid	Conférence téléphonique
1er février	Réal McKenzie, chef, Matimekush-Lac John Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur le dossier du caribou, les infrastructures, le logement et la sécurité publique	Conférence téléphonique
1er février	Administration régionale Kativik (ARK) CNA RCAAQ CSSSPNQL Députées: Véronique Arcouette, Stéphanie Lachance, Nancy Guillemette et Marilyne Picard Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Consultation concernant le renouvellement du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Rencontre virtuelle
4 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
5 février	Charles-Édouard Verreault, vice-chef, Mashteuiatsh Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre pour expliquer le fonctionnement de l'organisation et discussion sur certains dossiers importants	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
8 février	Constant Awashish, grand chef, CNA Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Discussion sur le logement	Rencontre virtuelle
8 février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
8 février	Françoise Ruperthouse, Association des familles de bébés disparus Alain Arsenault, avocat, Association des familles de bébés disparus Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur le projet de loi nº 79	Rencontre virtuelle
9 février	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérome,chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique, discussion sur le FIA , le développement économique, la COVID, le caribou et les consultations	Rencontre virtuelle
9 février	Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation des dossiers - CEPN	Rencontre virtuelle
9 février	Jean-Charles Pietacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Thierry Biron, ministère de l'Enseignement supérieur	Rencontre de suivi sur le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Stéphanie Bouliane ministère de l'Enseignement supérieur Simon Laliberté, ministère de l'Enseignement supérieur Normand Fauchon, ministère de l'Enseignement supérieur Roxanne Gauthier, Architecte, collaboratrice chez EVOQ Architecture OAQ Maya Cousineau-Mallen, conseillère en développement communautaire Premières Nations et Inuits, EVOQ Architecture Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	sportives avec la communauté d'Ekuanitshit et le cabinet de la ministre Charest	
11 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
11 février	Dave Bernard, directeur général, conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak, Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur le Casino de Wôlinak et Hydro-Québec	Rencontre virtuelle
12 février	Pita Aatami, président, Société Makivik Jean Dupuis, directeur, Relations Nunavik-Québec, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le nouveau président de la Société Makivik	Conférence téléphonique
12 février	Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Justin Roy, directeur du développement économique, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur plusieurs sujets	Rencontre virtuelle
12 février	Paul-Émile Ottawa, chef, Conseil des Atikamekw de Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du	Discussion sur le budget discrétionnaire et Tourisme Autochtone Québec	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
15 février	Jean-Marie Volant, chef, Pessamit Jocelyne Bacon, conseillère, Pessamit Suzanne Bacon-Charland, conseillère, Pessamit Jérôme Bacon-St-Onge, conseiller, Pessamit Gérald Hervieux, conseiller, Pessamit Jean-Noël Riverin, conseiller, Pessamit Marielle Vachon, conseillère, Pessamit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur la relation avec les Innus	Rencontre virtuelle
15 février	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre politique mensuelle sur le dossier Pétapan	Rencontre virtuelle
16 février	Noah Swappie, chef, Nation naskapie de Kawawachikamach Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le chef Swappie	Rencontre virtuelle
18 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
19 février	Abel Bosum, grand chef, Gouvernement de la nation crie Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Dossier chasse au caribou migrateur	Rencontre virtuelle
22 février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
25 février	Ghislain Picard, chef, APNQL	Rencontre	Rencontre

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	hebdomadaire avec l'APNQL	virtuelle
26 février	Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation Denis Lamothe, député d'Ungava Harriet Keleutak, directrice générale, Kativik Ilisarniliriniq Sarah Beaulne, présidente, Puvirnituq, Kativik Ilisarniliriniq Nancy Etok, directrice adjointe, Ulluriaq School Mary Joanne Kauki, enseignante, Jaanimmarik school (Kuujjuaq) Mamadou Falilou Diop, directeur régional, Éducation aux adultes et formation professionnelle (Kativik Ilisarniliriniq) Lydia Watt, directrice, ARK Elias Moukannas, gestionnaire du programme de persévérance scolaire ESUMA Pita Aatami, président, Société Makivik Maggie Emudluk; vice-président du développement économique, Société Makivik Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Virtual tour of the minister of Education of the Nord-du-Québec region (Nunavik)	Rencontre virtuelle
26 février	Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation Denis Lamothe, député d'Ungava Abel Bosum, grand chief, Gouvernement de la nation crie Daisy House, chef de la Nation crie de Chisasibi Caroline Mack, directrice générale (interim), Commission scolaire crie Dr Sarah Pash, présidente, Commission scolaire crie Andy Baribeau, directeur adjoint (Opérations), Commission scolaire crie Dr Elma Moses, directrice adjointe (Pédagogie), Commission scolaire crie Kim Quinn, directrice des opérations scolaires, Commission scolaire crie Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires	Virtual tour of the minister of Education of the Nord-du-Québec region (Cree Nation)	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	autochtones, Ian Lafrenière		
5 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
8 mars	Eric Cardinal, consultant Lloyd Alcon, consultant Sharon Hunter, directrice générale, Winneway Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Louis Breault, conseiller politique, ministère de la Sécurité publique	Rencontre pour discussion concernant les enjeux policiers à Winneway	Rencontre virtuelle
9 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérome, chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique-Mise à jour COVID-19, foresterie, consultation sur le développement des territoires publics, aires protégées	Rencontre virtuelle
12 mars	François Neashit, chef, Conseil des Atikamekw de Wemotaci Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur le projet de miniscierie	Rencontre virtuelle
12 mars	Pita Aatami, président, Société Makivik Jean Dupuis, directeur général, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Discussion sur divers sujets	Conférence téléphonique

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
15 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
15 mars	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre politique mensuelle sur le dossier Pétapan	Rencontre virtuelle
18 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
19 mars	Charles-Édouard Verreault, Mashteuiatsh François Néashit, chef, Manawan Jean-Charles Piétacho, chef, Ekuanitshit Jean-Marie Vollant, chef, Pessamit Mike McKenzie, chef, Uashat-Maliotenam Jacques Tremblay, grand chef, Malécites de Viger Rémy Vincent, grand chef, Wendake Tony Wawatie, chef, Lac-Barrière Connie Lazore, chef, Akwesasne Daisy House Lameboy, chef, Chisasibi Frankie Côté, Kitigan Zibi John Martin, chef, Gesgapegiag Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Elijah Polson-Groulx, vice-chef Timiskaming Steeve Mathias, chef, Longue-Pointe Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ghislain Picard, chef, APNQL	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Gina Deer, chef, Kahnawake Viviane Michel, présidente, Femmes autochtones du Québec Léa Serier, Femmes autochtones du Québec Daisy Bellefleur, Innue, jeunesse Jemmy Echaquan-Dubé, Atikamekw, jeunesse Jean-Sébastien Vollant, chef, Pessamit Marie-Christine Tremblay, CDEPNQL Naomie Després-Tassé, Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador Dave Sergerie, Commission des ressources humaines des Premières Nations du Québec Ross Montour, Conseil des Mohawks de Kanhawake Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Marjolaine Sioui, directrice générale, CSSSPNQL Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Mélanie Vincent, APNQL Marie-Josée Belleau, APNQL		
22 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
22 mars	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Clifford Moarchef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle
23 mars	Nakuset, directrice générale, Foyer pour femmes autochtones de Montréal Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur relation avec Batshaw	Rencontre virtuelle
24 mars	Nadine Gros-Louis, CEPN Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion concernant la consultation en lien avec la réforme du cours d'ECR	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Hubert Laprise, attaché politique du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge		
24 mars	Rémy Vincent, grand chef, Conseil de la nation huronne-wendat René W. Picard, chef, Conseil de la nation huronne-wendat Jean-Mathieu Sioui, chef, Conseil de la nation huronne-wendat Jennifer O'Bomsawin, conseillère, Bureau du grand chef, Conseil de la nation huronne-wendat Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Rencontre avec le premier ministre-Discussion sur divers sujets	Québec
25 mars	Représentants du CEPN Benoît Charette, ministre responsable de la Lutte contre le racisme Julie Séide, attachée politique du ministre Charrette Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation par le CEPN au ministre Charette	Rencontre virtuelle
25 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
25 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérome, chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, hef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Tony Wawatie, chef, conseil de bande de Lac-Barrière Kitiganik Steeve Mathias, chef, Première Nation de Longue-Pointe	Table politique-Mise à jour Covid, retour sur la rencontre avec le premier ministre et discussion sur autres sujets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Crystal-Lee Beausoleil, gestionnaire de consultation, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière		
25 mars	Jacques Tremblay, grand chef, Nation malécite de Viger Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle
25 mars	Philippe Meilleur, président, RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale, RCAAQ Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
26 mars	Représentants autochtones de partout au Canada Ministres du gouvernement fédéral Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion nationale en ligne concernant les femmes et filles autochtones disparues et assassinées et les personnes 2ELGBTQQIA+	Rencontre virtuelle
29 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
29 mars	Abram Benedict, grand chef, Conseil des Mohawks d'Akwesasne Membres du conseil: Vanessa Adams, Carolyn Francis, Edward Roundpoint, Vince Thompson, Theresa Jacobs, Darryl "Kermit" Lazore, Julie Phillips-Jacobs, Tim "Dooley" Thompson, April Adams-Phillips, Connie Lazore, Joe Lazore, Tobi Mitchell Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Présentation Conseil mohawk d'Akwesasne	Rencontre virtuelle
31 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérome, chef, Conseil de la Nation	Mesures intérimaires entente originale	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Steeve Mathias, chef, Première Nation de Longue-Pointe Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Lucien Wabanonik, négociateur Charles Ratt, négociateur Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière		
31 mars	Représentants du CEPN Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation du CEPN	Rencontre virtuelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste des mandats octroyés à des négociateurs et les détails sur les mandats pour l'année 2020-2021, ainsi que leur état d'avancement.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation attikamek.

Mandat : voir document joint

Florent Gagné consultant

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Florent Gagné consultant

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Mandat : voir document joint

9321-8683 Québec Inc. (Mario Gibeault)

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal.

Mandat : voir document joint

Solutions Girard inc. (Paul Girard)

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Mandat : voir document joint

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1er octobre 2019 au 31 mars 2021

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation attikamek.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutakuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le gouvernement de la Nation attikamek, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention du ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle siègent le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentant du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 23 septembre 2020 au 22 septembre 2021

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette Table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité ; et de représenter le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE 9321-8683 QUÉBEC INC. (MARIO GIBEAULT)
Contrat pour la période du 18 novembre 2020 au 17 novembre 2021

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal

---

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- échanger sur les aspects techniques en lien avec la gestion, la conservation et les activités de prélèvement de l'orignal;
- élaborer des modèles visant une plus grande participation des algonquins à la gestion de l'orignal dans le but de trouver des solutions durables aux enjeux relatifs à la chasse à l'orignal;
- évaluer la pertinence d'intégrer des éléments complémentaires à la chasse, notamment au regard de la conciliation des usages du territoire et de la sensibilisation des utilisateurs aux réalités autochtones.

Diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation.

Contribuer à développer des propositions concernant les orientations et les objectifs du Québec.

Faire rapport au ministre de l'avancement des négociations sur une base hebdomadaire.

MANDAT DE SOLUTIONS GIRARD INC. (PAUL GIRARD)
Contrat pour la période du 10 décembre 2020 au 31 mars 2021

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Solution Girard Inc. a le mandat de :

- Favoriser la concertation entre les représentants désignés de Kanesatake, ainsi que ceux des milieux municipal et régional, dans le but d'établir un bilan sur les relations entre les communautés autochtones et non-autochtones.

- Coordonner les discussions inhérentes à la réalisation de ce bilan.

- Faire rapport au ministre d'ici le 31 mars 2021 au sujet de ce bilan et des perspectives d'amélioration.

- Réaliser tout autre mandat que le ministre proposera de lui donner, notamment au regard de la situation policière particulière propre à Kanesatake.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Deuxième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. La liste des formations données par le Secrétariat des affaires autochtones aux autres ministères et organismes gouvernementales pour sensibiliser aux réalités autochtones en 2020-2021. Veuillez nommer ces ministères et organismes bénéficiaires, ainsi que le nombre de personnes ayant participé et une description de la formation offerte.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a été contraint de suspendre ses activités de formation à compter de la mi-mars 2020. Celles-ci ont repris au mois de décembre suivant.

Le SAA offre depuis une formation (accélérée) sur la plateforme Teams. Cette formation est offerte chaque mois au personnel des ministères et organismes (M/O), à la demande de ces derniers.

Date	Nombre de participants	Note
10 décembre 2020	6	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
26 janvier 2021	115	Régie des alcools, des courses et des jeux
25 février 2021	40	Différents MO
12 mars 2021	53	Différents MO

Le SAA a offert une formation (virtuelle) spéciale sur le statut indien, le 21 juin 2020. Environ cent personnes de différents M/O ont pris part à cette formation, offerte en collaboration avec le ministère de l'Éducation du Québec.

Le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière, a fait adopter à l'unanimité une motion visant à sensibiliser les élus aux réalités autochtones. Le SAA collabore présentement avec le Bureau de l'Assemblée nationale afin de produire cette formation.

Il travaille également avec le ministère de la Santé et des Services sociaux, le ministère de la Sécurité publique du Québec et le ministère de la Justice du Québec afin de produire des formations spécialisées, consacrées à des enjeux autochtones particuliers.

TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'Opposition

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2020-2021, incluant des détails sur :

   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
   h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, actuellement en cours et qui ont eu lieu en 2020-2021, incluant les détails sur :

   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

3. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2019-2020 et, pour chacune, préciser :

   a) l'objet des consultations;
   b) le moyen utilisé;
   c) les dates des rencontres;
   d) les communautés et les personnes consultées;
   e) les résultats des consultations;
   f) les montants afférents.

4. Budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

5. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant des métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

6. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

7. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place du Plan Nord.

8. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la stratégie maritime

9. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2020-2021, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :

   a) développement économique;
   b) garantie de prêt;
   c) infrastructure communautaire;
   d) action communautaire;
   a. soutien à la consultation.

10. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

11. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Mois national de l'histoire autochtone.

12. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2020-2021.

13. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2020-2021 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

14. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.

15. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.

16. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

17. État d'avancement du projet de village permanent pour la communauté algonquine de Kitcisakik. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans ce dossier.

18. État d'avancement, budget ventilé et échéancier de la mise en œuvre des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et de la nation inuite dans le réseau de la santé et des services sociaux.

19. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

20. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

21. État d'avancement et rapport détaillé de la réflexion entourant la création d'un ministère des Affaires autochtones.
22. Liste des rencontres faites dans les communautés autochtones par le ministre en 2020-2021. Inclure les dates, les noms des personnes du SAA qui y ont assisté et les sujets abordés.
23. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Condition féminine

24. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2020-2021 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.
25. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2020-2021 pour donner suite à la l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées et à la commission Viens. Indiquer les mesures et les sommes prévues pour 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

1. Liste des négociations tripartites entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, en cours et qui ont eu lieu en 2020-2021, incluant des détails sur :
   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral;
   h) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   i) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

LES ALGONQUINS-WINNEWAY

a) L'objet des négociations

En 2008, le gouvernement du Québec a convenu d'une entente-cadre avec la communauté de Winneway. Cette entente prévoyait la négociation de différentes ententes sectorielles. L'objet de la négociation est de mettre en œuvre cette entente-cadre, plus précisément en négociant des ententes sectorielles sur les sujets suivants :

- la création d'une assise territoriale;
- l'harmonisation forestière;
- la sécurité publique.

b) Les dates des rencontres

2020			
28 avril	28 mai	26 juin	8 et 20 juillet
20 novembre			
2021			
12 et 18 février	11 mars		

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'est établi par les parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En 2019, la communauté de Winneway a exprimé la volonté de reprendre les discussions pour mettre en œuvre l'entente-cadre de 2008 en mettant en place une table de négociation formelle. La communauté a demandé à ratifier une lettre d'entente spécifique qui viendrait confirmer la volonté commune de redémarrer ces discussions. Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et la communauté ont convenu du contenu de cette entente qui a été signée le 25 août 2020. Les discussions sur la base de l'entente-cadre de 2008 ont déjà commencé relativement à la création de l'assise territoriale, la sécurité publique et l'harmonisation forestière. Comme certains sujets requièrent la participation du gouvernement du Canada, ce dernier a été invité et a accepté de participer aux négociations visant la création de l'assise territoriale ainsi que celles sur la sécurité publique. Les parties se rencontrent régulièrement et les travaux se poursuivent.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Gaétan Fortin	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Mme Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Me Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. François- Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Marie-Ève Lacombe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Élaine Cyr	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Jean-Sébastien Dion	Ministère de la Sécurité publique
Mme Catherine Larouche	Ministère de la Sécurité publique
Mme Nathalie Dion	Ministère de la Sécurité publique
M. Dany Renauld	Ministère de la Sécurité publique

g) le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. David Lessard	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Kim Lepage	Sécurité Publique Canada
Mme Habon Ismael	Sécurité Publique Canada
Mme Anik Lartigau	Sécurité Publique Canada
Mme Liisa Mac Naughton	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Shaikh Niyalish	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Mireille Durant	Justice Canada
Mme Debra Ramsay	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Anthony Chartier	Services aux Autochtones Canada

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steeve Mathias	Chef du conseil
Mme Sharon Hunter	Directrice des relations intergouvernementales
M. Éric Cardinal	Négociateur
M. Lloyd Alcan	Négociateur

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ATTIKAMEKS

Négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks

a) L'objet des négociations

La négociation porte sur le règlement de la revendication territoriale et sur la conclusion d'une entente sur l'autonomie gouvernementale de la nation attikamek.

Cette négociation a pour objectifs de :

- préciser les droits des Attikameks et l'exercice de ceux-ci sur un territoire convenu;

- mettre en place des règles claires en matière d'exercice d'une autorité gouvernementale par la nation et les communautés attikameks sur des activités et des territoires convenus;
- s'entendre sur la participation des Attikameks au développement du territoire et aux bénéfices des retombées économiques qui y sont liées.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2020, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2020			
6 et 16 avril	15 mai	22 juin	21 juillet
11-18-25 septembre	12 novembre	18 décembre	
2021			
19 février			

c) L'échéancier des négociations

Le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) souhaitent conclure une entente de principe dans les meilleurs délais. Toutefois, le retrait d'Obedjiwan entre 2019 et 2021 et la suspension de la participation de Wemotaci aux négociations de même que le besoin pour le CNA de renouveler son mandat ont des incidences sur l'échéancier, qui s'avère présentement difficile à évaluer.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale a initialement été présentée en 1979 par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM).

e) Un état de situation des négociations

En 1997, le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le CNA ont signé un protocole politique qui encadre le processus de la négociation de la revendication territoriale globale des Attikameks. Depuis, les parties négocient une entente de principe qui est l'étape précédant la conclusion d'un traité.

En novembre 2009, le CNA a remplacé son équipe de négociation et les négociations ont été suspendues pendant presque un an. Au moment de la reprise, en décembre 2010, le gouvernement du Canada a informé les autres parties que le mandat de son négociateur était arrivé à échéance, et que le renouvellement risquait d'être long. Dès lors, les parties ont convenu que le gouvernement du Québec et le CNA allaient continuer les négociations et que le gouvernement du Canada allait assister aux négociations en tant qu'observateur.

En juin 2011, les négociations ont encore une fois été interrompues en raison de la suspension du mandat de négociation du CNA par les conseils de bande d'Opitciwan et de Wemotaci, pour diverses raisons et pour un temps indéterminé.

En décembre 2012, le gouvernement du Canada a annoncé le renouvellement de son mandat pour une période de cinq ans.

Au printemps 2013, les chefs attikameks ont accepté de confier à nouveau le mandat de négociation au CNA et, à l'automne 2013, les négociations ont repris. Les travaux se sont déroulés à un rythme soutenu de 2013 à 2018 et ont porté sur un projet d'entente de principe de 26 chapitres.

Le 22 janvier 2019, le Conseil des Atikamekw d'Opitciwan a déposé une requête à la Cour supérieure du Québec pour obtenir une reconnaissance de son titre ancestral et de ses droits ancestraux sur un territoire d'une superficie de 26 360 km^2. Le chef de l'époque, M. Christian Awashish, annonçait du même coup le retrait de sa communauté du processus de négociation en cours avec la nation atikamekw. De concert avec ses partenaires fédéraux, le SAA a maintenu un dialogue avec le conseil de bande d'Opitciwan à la suite du dépôt de sa requête judiciaire. Le 27 février 2020, le SAA et les représentants fédéraux ont d'ailleurs rencontré le nouveau conseil de bande, élu en septembre 2019, afin de mieux comprendre les préoccupations de ses membres eu égard à la négociation territoriale globale en cours avec la nation attikamek.

Le Conseil des Atikamekw de Wemotaci (CAW) s'est retiré partiellement des négociations le 4 décembre 2019, avant de suspendre complètement sa participation en novembre 2020. Le CAW juge nécessaire de revoir la structure interne du CNA avant de lui accorder à nouveau le mandat de le représenter dans la négociation. Par ailleurs, les trois communautés attikameks et le CNA ont mandaté une firme indépendante pour réaliser un diagnostic opérationnel du CNA et proposer des pistes de solution aux problématiques vécues actuellement au sein de l'organisme.

Le CNA a ensuite suspendu temporairement les rencontres de négociation. Dans des correspondances acheminées le 27 janvier 2021 et le 19 mars 2021, le Conseil de bande d'Opitciwan confirmait qu'il voulait réintégrer les négociations, avec certaines conditions.

Le gouvernement du Québec et ses partenaires du gouvernement fédéral demeurent en contact avec les représentants attikameks en attendant la clarification du mandat du CNA. Enfin, il importe de mentionner que le mandat de la négociatrice de la nation attikamek n'a pas été renouvelé depuis l'automne 2018.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Me Pierre-Christian Labeau	Négociateur en chef, Norton Rose Fulbright
Mme Coralie Laurendeau	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
Me Tania Clercq	Ministère de la Justice
Me Sophie Lépine-Zaruba	Ministère de la Justice

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. Bruno Marion	Négociateur en chef, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Jean-Sébastien Potvin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Louis-Charles Gagnon-Tessier	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Me Pierre-Luc Lavoie	Justice Canada

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Me Hélène Dubé	Négociatrice en chef
Mme Sandra Vaillancourt	Secrétaire de direction, CNA
Me Benoît Champoux	Conseiller juridique, CNA
Mme Judith Ottawa	Négociatrice adjointe, Manawan

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

a) L'objet des négociations

Les gouvernements du Canada et du Québec ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan (Regroupement Petapan) sont en négociation territoriale globale en vue de convenir d'un traité portant notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. Pour ce faire, les parties ont signé l'*Approche commune*, en 2000, ainsi que l'*Entente de principe d'ordre général* (EPOG) le 31 mars 2004. Cette entente sert de cadre à la négociation du traité.

La communauté de Pessamit, signataire des deux premières ententes, s'est retirée de cette négociation en 2005 et a privilégié les recours aux tribunaux.

b) La date des rencontres

Pour l'année 2020-2021, la table centrale de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2020			
10 septembre	17 septembre	15-16 octobre	5-6 novembre
18-19 novembre	16-17 décembre		

2021			
27-28 janvier	10-11 février	24-25 février	10-11 mars
29-31 mars			

c) L'échéancier des négociations

Les négociateurs des trois parties visent à conclure les négociations et à remettre leurs recommandations sur un projet de traité à leurs mandants respectifs dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

La revendication territoriale globale présentée par le Conseil Attikamek-Montagnais (CAM) a été acceptée par le gouvernement du Canada en 1979 et par le gouvernement du Québec en 1980.

e) Un état de situation des négociations

Dans le cadre des négociations, le gouvernement du Québec a toujours maintenu une approche basée substantiellement sur les principes de l'EPOG. Il importe de se rappeler que cette entente est d'ordre général et que plusieurs sujets doivent être négociés et définis de façon plus précise dans un accord final. La négociation d'un traité touche à tous les pans d'une société comme l'éducation, la santé et les services sociaux, le droit de la famille, l'économie, la fiscalité, le territoire, la sécurité des biens et des personnes. Les négociations doivent donc être menées dans le respect des droits autochtones, mais aussi dans le respect des droits individuels des personnes membres des communautés autochtones, et un équilibre doit être trouvé entre les intérêts des Autochtones et ceux du reste de la société. Le traité aborde donc de nombreuses questions complexes, qui touchent des régions où il y a une forte population non autochtone. L'équipe de négociation du gouvernement du Québec tente de concilier les intérêts du gouvernement du Québec avec les positions des autres parties pour présenter des solutions mutuellement satisfaisantes.

Les 23 chapitres du projet de 300 pages sont à un stade avancé. Le projet d'entente porte notamment sur la reconnaissance des droits ancestraux, le territoire, l'autonomie gouvernementale des Innus, les aspects financiers et le développement des communautés. L'état d'avancement des négociations, malgré les défis des dernières années, permet de présumer qu'une entente est possible et surtout souhaitable au bénéfice des Premières Nations et du gouvernement du Québec.

Il s'agirait du premier traité moderne sur le territoire du Québec après la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois*, conclue en 1975 et la Convention du Nord-Est québécois, en 1978. De ce fait, le Traité Petapan deviendrait un jalon important, en étant le premier traité conclu au Québec en plus de 40 ans. Trois des neuf communautés innues sont en négociation, ce qui représente environ 8 800 Innus (42 % de la population innue).

Les objectifs du gouvernement du Québec :

- Améliorer les relations avec les Premières Nations;
- Consolider la paix sociale et contribuer à un contexte d'investissement positif;

- Encourager les partenariats entre Autochtones et non-Autochtones;
- Obtenir une certitude quant aux droits que les Premières Nations pourront exercer et sur quels territoires.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Me Pierre-Christian Labeau	Norton Rose Fulbright, négociateur en chef
Mme Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Catheryne Bélanger	Ministère de la Justice
M. Luc Imbeault	Représentant des régions, Côte-Nord
M. Denis Taillon	Représentant des régions, Saguenay–Lac-Saint-Jean

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

M. André Bourgeois	Négociateur en chef
M. Bruno Marion	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Me Lauren Heyer	Justice Canada
M. Luc Lavigne	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Hubert Villeneuve	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Audrey Brault	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Myriam Babin	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Matthew Case	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Regroupement Petapan

Me Carl Nepton	Négociateur en chef
Mme Adèle Robertson	Négociatrice associée
Me François Tremblay	Conseiller juridique
Me Nancy Fillion	Conseillère juridique
Me Dominic Tremblay	Conseiller juridique
M. Paul Michaud	Comptable

Les coordonnateurs des négociations pour chaque communauté accompagnent l'équipe de négociation depuis l'automne 2017.

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES MICMACS

Négociation tripartite entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

a) L'objet des négociations

En 2003, le gouvernement du Canada a voulu entamer la négociation d'une revendication territoriale avec la nation micmaque du Québec, avec un organisme administratif représentant les trois communautés micmaques du Québec appelé le Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi. À l'époque, le gouvernement du Québec a indiqué qu'il ne souhaitait pas s'engager dans une négociation de revendication territoriale globale, mais qu'il participerait à une démarche alternative visant la conclusion d'ententes sectorielles qui augmenteraient le degré de certitude juridique entourant la question des droits des Micmacs au Québec, évitant ainsi des poursuites judiciaires et créant un climat favorable au développement économique.

En 2008, les parties ont convenu d'une entente, appelée *Niganita'suatas'gl Ilsutaqann* (NI Process), qui engage les parties à poursuivre les discussions afin de conclure une entente-cadre qui établit les sujets devant faire l'objet de négociations ultérieures. Cette voie est la solution convenue pour concilier les différentes positions des parties quant au type de négociation à privilégier.

En 2012, les parties ont convenu d'une première entente-cadre intitulée Niganiljoga'tagan. L'objet de cette entente était d'engager les parties à négocier des ententes visant à concilier les positions des parties sur des sujets donnés tout en n'abordant pas la question des droits. Toutefois, compte tenu de l'asymétrie des mandats du Québec et du Canada, les parties n'ont pu obtenir de résultats tangibles de ce cadre.

En 2016, à la suite d'analyses approfondies, le gouvernement du Québec a modifié sa position quant aux revendications et son mandat de négociation. Ainsi, il s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de conclure une entente finale concernant les revendications micmaques.

Depuis, les intérêts des trois parties ont évolué et des approches alternatives sont davantage explorées. Plusieurs des sujets d'intérêt d'abord établis à la table tripartite font dorénavant l'objet de discussions exploratoires ou de négociations bilatérales entre les Micmacs et le gouvernement du Canada (p. ex. concernant les pêches et les parcs) ou entre les Micmacs et le gouvernement du Québec, dans le but de faire des avancées plus significatives.

b) Les dates des rencontres

		2020	
5 mai	8 juin	11 juin	5 novembre
		2021	
10 février			

c) L'échéancier des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec s'est engagé à poursuivre les négociations dans une perspective de négociation territoriale globale. Les parties sont toujours à convenir d'une nouvelle entente-cadre.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Après avoir effectué une évaluation de risques, le gouvernement fédéral a demandé au gouvernement du Québec de participer à une négociation sur les droits aux terres, aux ressources, à l'autonomie gouvernementale et les droits issus de traités. Quant aux Micmacs, ils ont transmis aux gouvernements une déclaration de revendication (« Statement of Claim ») en 2007.

e) Un état de situation des négociations

En 2016, le gouvernement du Québec a convenu de poursuivre des négociations avec les Micmacs dans un cadre de négociation territoriale globale en vue de convenir au final d'un traité. Les parties ont convenu de revoir l'entente-cadre à la lumière du nouveau mandat du gouvernement du Québec.

En février 2019, à l'aube de convenir des textes finaux, le MMS a avisé les parties de son intention de suspendre les discussions sur l'entente-cadre le temps de revoir le texte à la lumière des commentaires des chefs micmacs. Nous sommes toujours en attente d'un retour de la part des Micmacs sur les suites.

Dans l'intervalle, le gouvernement du Québec et les Micmacs ont convenu de consacrer les efforts de négociation à un niveau bilatéral sur des sujets représentant un intérêt commun, dont la mise en valeur des hydrocarbures et le volet de la gestion du territoire public.

En marge des discussions sur l'entente-cadre, le gouvernement fédéral poursuit également des discussions en bilatéral avec la nation micmaque ou

avec certaines communautés micmaques, à l'intérieur de ses champs de compétence. Ces négociations s'appuient sur un mandat exploratoire du gouvernement fédéral et visent à convenir d'ici 2022 d'ententes portant sur les pêches ou sur la question des parcs fédéraux.

Les discussions tripartites se poursuivent en parallèle, mais à un rythme moins soutenu dans l'attente des orientations du leadership micmac.

f) Le nom des négociateurs pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Alexia Desmeules	Conseillère, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Sophie Bussières	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Me Sylvie Boulay	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Me Ritu Sood	Négociateur, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Axel Gaba-Idiamey	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
M. Denis Labossière	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord

h) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Clément Bernard	Négociateur (jusqu'en novembre 2020), Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Mme Tanya Barnaby	Négociatrice par intérim (depuis novembre 2020), Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Me Richard Jeannotte	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Mme Chastity Mitchell	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
Mme Alicia Moffat	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi
M. Nadir André	Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

Voir à la fin de la réponse.

LES NASKAPIS

Modifications au chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois

a) L'objet des négociations

En janvier 2017, à la demande de la Nation Naskapie de Kawawachikamach (NNK) et dans le contexte de la négociation de l'*Entente tripartie sur le financement des services policiers 2018-2023*, le ministère de la Sécurité publique du Québec (MSP) s'était engagé à contacter le ministère de la sécurité publique du Canada concernant ses intentions quant à une éventuelle modification du chapitre 13 de la Convention du Nord-Est québécois. La demande de la NNK a été considérée favorablement tant par le gouvernement du Québec que celui du Canada dans la mesure où elle pourrait permettre le règlement à très long terme de différents exposés dans la poursuite intentée contre les gouvernements du Canada et du Québec concernant le processus de renouvellement et le financement de l'entente tripartite 2015-2018. Cette poursuite est d'ailleurs toujours en suspens le temps que les négociations de la convention complémentaire se terminent. Le MSP coordonne les discussions; le SAA et le ministère de la Justice participent à la négociation.

b) Les dates des rencontres

Pour la période du 1er avril 2020 au 31 mars 2021, l'équipe de négociation s'est réunie aux dates suivantes :

2020	
28 septembre	17 novembre
2021	
27 janvier	

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent la conclusion d'une entente de principe dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

La plupart des articles de la convention complémentaire sont négociés et convenus. Les articles faisant toujours l'objet de discussions concernent la régionalisation possible et le financement des services policiers.

f) Le nom des négociatrices pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Mme Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Julie Rodrigue	Secrétariat aux affaires autochtones

Mme Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Mme Catherine Belley	Ministère de la Sécurité publique
Mme Nathalie Ney	Ministère de la Sécurité publique
Mme Catherine Larouche	Ministère de la Sécurité publique

g) Le nom des négociateurs pour le gouvernement fédéral et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement fédéral

Mme Susan Doherty	Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord
Mme Kim Lepage	Sécurité publique Canada
Mme Habon Ismael	Sécurité publique Canada
M. Jacques Talbot	Sécurité publique Canada

h) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux rencontres pour la communauté autochtone

M. Paul Renzoni	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. William Moffat	Nation Naskapie de Kawawachikamach
Me Anissa Chekir	Nation Naskapie de Kawawachikamach

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse

---

i) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

2020-2021

Employés du SAA	102 263 $
Négociateurs externes	240 000 $
TOTAL :	342 263 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

2. Liste des négociations bilatérales entre le gouvernement du Québec et les différentes communautés autochtones, qui ont eu lieu en 2020-2021, actuellement en cours et à venir pour l'année 2021-2022 incluant les détails sur :
   a) l'objet des négociations;
   b) la date des rencontres;
   c) l'échéancier des négociations;
   d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
   e) un état de situation des négociations;
   f) le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec;
   g) le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone;
   h) le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes.

LES ABÉNAQUIS

a) L'objet des négociations

Négociation d'une entente sur la consultation et l'accommodement entre le gouvernement du Québec et le Bureau du Ndakina du Grand Conseil de la Nation Waban-Aki (GCNWA), qui représente les Conseils des Abénaquis d'Odanak et de Wôlinak.

b) Les dates des rencontres

2020		
21 mai	21 octobre	1er décembre
2021		
27 janvier	25 février	31 mars

c) L'échéancier des négociations

Les deux parties veulent convenir d'une entente dans les meilleurs délais possibles, idéalement en 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

À la suite d'une demande formulée par le GCNWA, à la fin de décembre 2017, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) a entrepris des discussions avec ses représentants, en vue de conclure une entente en matière de consultation et d'accommodement. Une rencontre de démarrage s'est déroulée en mai 2018; un premier projet d'entente a été transmis par le SAA, au mois d'août suivant, et deux rencontres de négociation ont eu lieu les 17 octobre et 5 décembre 2018.

Chaque partie a ensuite poursuivi ses démarches internes respectives pour documenter davantage certains éléments, entre autres concernant la question du territoire d'application d'une éventuelle entente.

Les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à l'automne 2020, suite à un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Mme Suzie O'Bomsawin	Directrice du bureau du Ndakinna
Me Jameela Jeeroburkhan	Conseillère juridique
Me Sophie Gagné	Conseillère juridique
Me Alexandre Carrier	Conseiller juridique
M. Edgar Blanchet	Conseiller

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – LAC-BARRIÈRE

a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente afin de mettre en œuvre les recommandations conjointes de 2006 des représentants spéciaux respectifs du gouvernement du Québec et des Algonquins de Lac-Barrière (ALB). La négociation porte principalement sur la participation à la gestion des ressources renouvelables (forestières et fauniques) et aux bénéfices économiques qui en découlent.

b) Les dates des rencontres

2020			
16 juillet	31 juillet	31 août	10 septembre

c) L'échéancier des négociations

En juillet 2019, les parties avaient convenu d'un échéancier serré comportant quatre rencontres entre les mois de juillet et octobre 2019 pour tenter de s'entendre sur les modifications à apporter au projet d'entente de 2017. La communauté de Lac-Barrière a cependant demandé la suspension des négociations et l'annulation des rencontres du 25 septembre et du 24 octobre en raison de ses griefs dans le dossier de la chasse à l'orignal dans la réserve faunique La Vérendrye. La communauté a accepté de reprendre les discussions en décembre 2019. Les rencontres ont ensuite été à nouveau suspendues, à la demande du conseil de bande d'ALB, lors de la période de la chasse à l'orignal à l'automne 2020. L'enjeu de la protection du cheptel d'orignal prenant beaucoup d'importance dans le cadre des échanges avec la communauté de Lac-Barrière, les discussions ont migré vers la table de négociation sur la chasse à l'orignal avec la nation algonquine, qui a débuté en décembre 2020.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Le 3 mai 2019, le chef de la communauté de Lac-Barrière, M. Casey Ratt, faisait parvenir une lettre au SAA précisant les modifications qu'il souhaitait apporter au texte de l'entente de mise en œuvre des recommandations conjointes des représentants spéciaux; entente convenue entre les négociateurs du gouvernement de Québec et de Lac-Barrière en 2017, mais n'ayant jamais été signée par le chef, car il craignait un manque d'appui dans sa communauté. D'un commun accord, les parties ont accepté de relancer les rencontres de négociation entre le gouvernement du Québec et le Conseil de bande d'ALB, qui ont repris au début de juillet 2019.

Les discussions qui se sont poursuivies ont été marquées de pauses, à la demande de la communauté, notamment durant les périodes de chasse à l'orignal. Plusieurs pistes ont été échangées en vue de trouver des solutions aux enjeux mis de l'avant par la communauté sans que des voies de passage n'aient pour l'instant été conclues.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Martin Gingras	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

Mme Solaine Prince	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Casey Ratt	Chef
Mme Anida Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hector Jérôme	Membre du Conseil de bande
M. Charles T. Ratt	Membre du Conseil de bande
M. Kevin Decoursay	Membre du Conseil de bande
M. Hervey Papatie	Membre du Conseil de bande
Mme Christal Ratt	Adjointe administrative, Conseil de bande
Me Katherine Hensel	Avocate, Hensel Barristers
Me Julia Tousaw	Avocate, Hensel Barristers
Me Kaelan Unrau	Avocat, Hensel Barristers

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – CHASSE À L'ORIGNAL DANS LA RÉSERVE FAUNIQUE LA VÉRENDRYE

a) L'objet des négociations

La négociation vise à conclure une entente avec la nation algonquine afin d'accroître sa participation à la gestion de l'orignal dans la RFLV. L'entente en cours de négociation a aussi pour objectif d'assurer la protection du cheptel d'orignaux de la RFLV, notamment par la mise en place de mesures de protection intérimaires dès la signature d'une entente-cadre. Un inventaire aérien réalisé conjointement par le MFFP et la nation algonquine à l'hiver 2020 a révélé une baisse de la population d'orignaux de la RFLV. Bien que cette légère décroissance ne soit pas alarmante, les parties partagent la volonté de mettre en place des mesures pour contrer cette décroissance.

b) Les dates des rencontres

2020			
16 décembre			
2021			
28 janvier	18 février	25 février	10 mars
18 mars	25 mars	30 mars	31 mars

c) L'échéancier des négociations

Au début du processus de négociation, les parties avaient fixé la date du 31 mars 2021 comme échéance pour s'entendre sur des pistes de solution concernant la gestion de l'orignal dans la RFLV. Un accord de principe sur les mesures intérimaires est intervenu le 1er avril dernier. Les parties souhaitent procéder à la signature de l'entente-cadre le plus rapidement possible.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

La nation algonquine est préoccupée par l'état de la population d'orignaux dans la RFLV. Certains membres de cette nation ont tenu des manifestations à l'automne 2019 et à l'automne 2020, pendant la période de la chasse, pour réclamer un moratoire sur la chasse sportive à l'orignal dans la RFLV.

Le 16 novembre 2020, le ministre Lafrenière a rencontré les chefs des communautés algonquines et la grande chef du Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg. À cette occasion, le ministre a annoncé la mise sur pied d'un processus de négociation afin de trouver des solutions durables pour éviter que la situation vécue lors de la période de chasse de l'automne 2020 se reproduise. Les parties ont également convenu que le tirage au sort pour la chasse à l'orignal, mené par la Société des établissements de plein air du Québec, serait retardé à mars 2021 et qu'il n'y aurait pas de moyens de pression pendant les négociations.

Neuf rencontres de négociation ont eu lieu entre le 16 décembre 2020 et le 1er avril 2021. Un accord de principe sur des mesures intérimaires applicables à la RFLV est intervenu le 1er avril dernier.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Mario Gibeault	Négociateur externe, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Coralie Laurendeau	Secrétariat aux affaires autochtones
M. François Paradis	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Lucien Wabanonik	Négociateur, nation algonquine
M. Charles T. Ratt	Négociateur, nation algonquine
M. Norm Odjick	Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg

Mme Patricia Polson	Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg
M. Georges Lafontaine	Conseil tribal de la nation algonquine-Anishinabeg

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – LAC-SIMON

a) L'objet des négociations

Processus exploratoire visant à mettre en place un forum de discussion permettant aux parties de déterminer les enjeux auxquels la communauté algonquine de Lac-Simon est confrontée et d'y apporter des solutions satisfaisantes. Certaines de ces solutions pourraient être mises en place par la conclusion d'ententes ou par d'autres mécanismes établis par les parties.

b) Les dates des rencontres

2020	
11 novembre	7 décembre
2021	
15 février	17 mars

c) L'échéancier des négociations

Aucun échéancier n'a été déterminé.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties ont échangé de manière approfondie sur les enjeux avec lesquels compose la communauté de Lac-Simon et ont discuté de la mise sur pied d'un forum dans lequel les solutions pour les résoudre pourraient être discutées. Un projet d'entente contenant les modalités de fonctionnement de ce forum a été négocié entre les parties. Elles ont également convenu d'un plan de travail annuel établissant les priorités de discussion.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones

Mme Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Marie-Ève Lacombe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Mme Adrienne Jérôme	Chef
Mme Pamela Papatie	Conseillère
M. Lucien Wabanonik	Vice-chef
M. Brian Dumont	Conseiller
M. Randy Pien	Conseiller
M. Gislain Nequado	Employé du conseil
Me Charlotte Chicoine-Wilson	Avocate
Me Flavie Ferrer	Consultante
M. Ronald Brazeau	Employé du conseil
Mme Geneviève Tremblay	Employée du conseil

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – PIKOGAN

a) L'objet des négociations

Processus de discussion visant à trouver des solutions à différents enjeux territoriaux qui sont propres à la Première Nation Abitibiwinni par la conclusion d'ententes sectorielles.

b) Les dates des rencontres

2020			
8 mai	8 juin	19 juin	4 août
9 septembre	11 septembre	30 septembre	22 octobre
5 novembre	16-17 décembre		
2021			
21 janvier	25 février	9 mars	

c) L'échéancier des négociations

Des discussions sont en cours sur la base de sujets convenus et les parties souhaitent convenir des ententes sectorielles dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les parties se sont entendues sur les principes, les objectifs et les sujets de la négociation. Des discussions en vue de conclure des ententes sectorielles sont en cours sur la foresterie, les aires protégées, la faune. Les discussions avancent et les représentants des parties se rencontrent une fois par mois.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Négociateur, Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Félicité Belisimbi	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Mme Andréanne Brière	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Mme Catherine Plasse	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Mme Mélanie Chabot	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Mme Sylvie Létourneau	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Mme Mathilde Gadoury Boissé	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
M. François-Xavier Perron-Maranda	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Élaine Cyr	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Jean Lapointe	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Daniel Spalding	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Steve Rankin	Négociateur
Me Morgan Kendall	Conseiller juridique
Me Gary Carrot	Conseiller juridique
Me Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique
M. Benoit Croteau	Employé
M. James Cananasso	Vice-chef
Mme Roxanne Germain	Employée

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES ALGONQUINS – TIMISKAMING FIRST NATION

a) L'objet des négociations

Convenir d'une entente avec la Première Nation de Timiskaming concernant les camps autochtones sur le territoire revendiqué de la Première Nation.

Convenir d'une solution mutuellement acceptable concernant les bâtiments du lac des Quinze visés par les décisions rendues par les tribunaux entre 2013 et 2015.

b) Les dates des rencontres

2021		
23 février	10 mars	29 mars

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir d'une entente avant 2023.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Cette question ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

En août 2005, le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) répertoriait sept membres de la communauté de Timiskaming ayant construit des habitations aux abords du lac des Quinze, dans la municipalité de Laverlochère-Angliers. Les habitations sont situées sur des terres du domaine de l'État, et les occupants n'ont aucun droit de propriété, bail, droit d'occupation ou autre autorisation quant aux terrains occupés.

Considérant que ces installations ne se qualifiaient pas comme étant des camps autochtones raisonnablement accessoires à l'exercice de droits ancestraux ou issus de traités, le MERN a entrepris des démarches

d'éviction, invitant les Autochtones concernés à quitter les lieux et à remettre les terrains dans un état satisfaisant.

Devant l'inaction des personnes visées, en 2012, le gouvernement du Québec a entrepris des procédures judiciaires en éviction contre les sept membres. Entre avril 2013 et juin 2015, le tribunal a rendu des jugements favorables, que ce soit par défaut de plaider ou par défaut de comparaître.

Il a été demandé au MERN de trouver les moyens nécessaires pour que les occupants puissent demeurer légalement dans leur résidence avant d'envisager l'exécution des jugements.

Des discussions en ce sens ont été amorcées entre les parties en 2017, en vue de convenir d'un protocole d'entente. Ce processus a été suspendu à l'automne 2018 afin d'étudier à l'interne certaines pistes de solution permettant de faire progresser les échanges. La relance du processus n'a pu se réaliser en 2020 en raison de la situation de pandémie de la COVID-19. Les discussions ont repris en 2021.

Plusieurs tentatives ont été faites avec la communauté pour mettre en place une table de discussion afin de trouver un dénouement à cette situation, sans toutefois donner les résultats escomptés. Depuis le prononcé des jugements, les habitations demeurent la propriété du MERN, alors qu'elles sont toujours occupées par les membres de la Première Nation qui les ont construites.

Les jugements rendus doivent être exécutés dans les 10 ans suivant la décision, sans quoi le MERN demeurerait propriétaire des bâtiments, incluant les responsabilités afférentes, mais ne pourrait plus exécuter le jugement en remettant les lieux en état aux frais des défendeurs.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Julie Cyr	Secrétariat aux affaires autochtones
M. François Dupuis	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

Mme Sasha Wabie	Chef
Mme Colleen Polson	Membre du Conseil de bande
Mme Alisson McBride	Secrétariat de la Nation algonquine
Mme Lindsay McLaren-Polson	Administration, Conseil de bande
Mme Roselyn Tebiscon	Administration, Conseil de bande
Mme Cherie Stanger	Administration, Conseil de bande
Me Alain Bartleman	Avocat, Nahwegahbow Corbiere

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES CRIS – GOUVERNEMENT DE LA NATION CRIE

Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes

a) L'objet des négociations

Le SAA et le ministère de la Famille (MF) discutent avec le Gouvernement de la nation crie (GNC) du renouvellement de l'*Entente relativement à la délégation de l'exercice de certains pouvoirs en matière de services de garde éducatifs à l'enfance et sujets connexes*, pour la période de 1er avril 2019 au 31 mars 2024.

b) Les dates de rencontres

	2020	
Reprise des négociations : 9 novembre	20 novembre	16 décembre
	2021	
30 mars		

Seules les rencontres ayant impliqué l'ensemble des parties sont listées, mais le MF a eu des rencontres de nature technique en matière budgétaire impliquant ses représentants avec ceux du GNC, pour discuter séparément des enjeux financiers, avant un retour à la table.

c) L'échéancier des négociations

Les discussions s'orientent pour la conclusion d'une entente au printemps 2021, laquelle sera soumise au processus d'approbation des parties.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Après une première tentative au printemps 2019, une rencontre de mise à niveau relative aux négociations entreprises et de présentation des nouveaux interlocuteurs a été organisée à l'automne 2020. Des changements de personnel au MF avaient retardé la poursuite des négociations entreprises, puis la crise découlant de la pandémie de la COVID-19 avait ensuite compromis une reprise des négociations plus tôt.

Les représentants des Cris ont soumis d'emblée un projet d'entente présentant leur vision quant aux responsabilités ministérielles à prendre en charge en fonction de leur capacité pour la prochaine période quinquennale, ainsi que leurs demandes budgétaires pour assurer cette prise en charge. En

fonction de la précédente version, l'entente repose sur une base en dehors des règles budgétaires du MF afin de tenir compte de la réalité propre aux Cris et de leur situation géographique.

Après la rencontre de redémarrage, une mise au point des positions réciproques des demandes de modifications à caractère financier et autres proposées par le GNC a été faite. L'exercice permet de déterminer les points de convergence et ceux pour lesquels des écarts subsistent entre les positions des parties, dans le but de faire évoluer le projet d'entente et d'obtenir les orientations des autorités respectives, permettant de trancher les écarts en trouvant une position de compromis.

Des arrangements budgétaires particuliers ont permis d'assurer la continuité des services par le GNC pendant la période du 1er avril 2019 au 31 mars 2021.

L'entente prendra effet le 1er avril 2019, indépendamment de la date à laquelle elle sera conclue, et demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 2024.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Mme Nadine Lalande	Ministère de la Famille, directrice de la coordination et des relations avec les partenaires
M. Benoit Descoteaux	Ministère de la Famille, coordonnateur aux affaires autochtones et famille
Mme Alexia-Melina Lamoureux-Proulx	Ministère de la Famille, conseillère
M. Paulin Fides Nteziryayo	Ministère de la Famille, conseiller
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones, chef d'équipe du Pôle d'expertise sur les gouvernances en milieu nordique

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. David Heritage	GNC, négociateur
Mme Melissa Saganash	Directrice des relations du Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. Michael Petawabano	GNC, directeur général adjoint
Mme Kelly Petawabano	GNC, directrice du département des services à l'enfance et à la famille
Mme Pamela Norquay	GNC, coordonnatrice régionale des finances au département des services à l'enfance et à la famille
M. Pascal Chadronnet	GNC, département des finances
M. Matthew Sherrard	Gowling WLG, conseiller juridique
Mme Angeline Therrien-Lapointe	Gowling WLG, conseillère juridique

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Lettre d'entente entre le gouvernement du Québec, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) et le Gouvernement de la nation crie modifiant certaines échéances prévues dans le cadre de la Grande Alliance

a) L'objet des négociations

Le SAA, le Grand Conseil des Cris (Eeyou Istchee) – GCC(EI) – et le GNC ont discuté de la prolongation du *Protocole d'entente sur le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures dans la région d'Eeyou Istchee Baie-James* (communément appelé la « *Grande Alliance* ») et à la *Convention pour l'octroi d'une aide financière* pour contribuer à la réalisation d'une étude de faisabilité technique et financière pour la phase I et d'une étude de préfaisabilité pour les phases II et III de ce programme.

b) Les dates de rencontres

La prolongation des échéances prévues a été convenue sans besoin de rencontres formelles, par des communications entre la fin de décembre 2020 et le début de janvier 2021.

c) L'échéancier des négociations

Conclue le 17 février 2021, la lettre d'entente assure la poursuite des études prévues dans le cadre de la *Grande Alliance*.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Les discussions de mise en œuvre de la *Grande Alliance* ont révélé le besoin de prolonger certaines échéances avant la fin de la durée initiale prévue du Protocole d'entente, conclu le 17 février 2020. La *Convention pour l'octroi d'une aide financière*, conclue le 27 mars 2020, couvrait les besoins financiers pour la réalisation des études prévues par le Programme Cris-Québec de développement durable d'infrastructures. Cependant, la crise découlant de la pandémie de la COVID-19 a retardé la mise en place du Conseil Cris-Québec et de l'alliance et des comités de travail regroupant les équipes du GNC et de plusieurs ministères et organismes gouvernementaux pour des projets touchant les minéraux critiques et stratégiques, les aires protégées, les télécommunications et les infrastructures de transport et d'énergie.

La prolongation des échéances a assuré la collaboration entretenue au fil des ententes importantes entre le gouvernement du Québec et les Cris, de même que la confiance dans les résultats attendus pour approfondir la vision mise en branle par le Protocole d'entente, laquelle appuie les actions en partenariat et en collaboration avec la nation crie.

La lettre d'entente est entrée en vigueur rétroactivement le 12 février 2021 et elle le demeurera jusqu'au 31 mars 2022, à moins que les parties en conviennent autrement.

Les cahiers des charges des études ont été élaborés; pour la phase I, l'octroi du contrat à la firme choisie se fera à la mi-avril 2021 pour que l'étude démarre au début de mai 2021 sans plus de délai. Puis, pour les phases II et III, la date cible pour la signature du contrat est le 31 mai 2021.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Mme Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. Frédéric Desrosiers	Secrétariat aux affaires autochtones, conseiller
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones, chef d'équipe du Pôle d'expertise sur les gouvernances en milieu nordique
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice, avocat

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Paul John Murdoch	Négociateur et secrétaire du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Entente de financement pour les exercices financiers 2020-2021 et 2021-2022 concernant l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James entre les Cris d'Eeyou Istchee et le gouvernement du Québec

a) L'objet des négociations

L'*Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James* (ci-après l'Entente), laquelle avait été approuvée par le décret n° 745-2012 du 4 juillet 2012, prévoit que le gouvernement du Québec devra financer le GNC selon des ententes de financement quinquennales, dont la première est prévue par le chapitre VI de l'Entente elle-même. Cet engagement a également été intégré à la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*, à l'alinéa 11.3.17. Les négociations ont visé à répondre à cet engagement de financement.

b) Les dates de rencontres

Des rencontres préparatoires ont été tenues au sein du gouvernement du Québec, et plusieurs éléments ont été convenus sans besoins de rencontres formelles, par des échanges de courriels. Trois rencontres formelles ont été tenues avec les représentants du GNC pour convenir des modalités finales de l'entente de financement, les 3 et 4 mars 2021.

c) L'échéancier des négociations

L'entente couvrant l'année financière 2020-2021, les négociations devaient se conclure avant le 31 mars 2021, ce qui fut fait.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Malgré des efforts dans les mois précédents pour arriver à une entente quinquennale dans le temps imparti, efforts ralentis par la pandémie de la COVID-19, il a été impossible de convenir d'une entente de financement à plus long terme étant donné certains éléments à réviser dans la mise en œuvre de l'Entente, dont un engagement à revoir la représentation des Cris et des Jamésiens au sein du Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James avant la fin de l'année 2022.

Afin de respecter les engagements de financement du gouvernement du Québec, tout en permettant la révision de l'Entente, il a été décidé de conclure une entente de financement d'une durée de deux ans. Seul le SAA a pris un engagement financier à la hauteur de 5 000 000 $ annuellement. L'Entente engage également les parties à amorcer des discussions sur les éléments de l'Entente nécessitant révision.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

Mme Marie-José Thomas	Administratrice d'État I affectée auprès du secrétaire général et greffier du Conseil exécutif
M. David Saint-Pierre	Secrétariat aux affaires autochtones, chef d'équipe du Pôle d'expertise sur les gouvernances en milieu nordique
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice, avocat

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Paul John Murdoch	Négociateur et secrétaire du GCC(EI) et du GNC auprès du gouvernement du Québec
M. John Hurley	Avocat au cabinet Gowling WLG

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES INNUS

Négociation avec Uashat mak Mani-Utenam

a) L'objet des négociations

Discussions portant sur l'entente sur le saumon atlantique
À la suite de la signature de l'Entente au sujet de la rivière Moisie / Mishta Shipu entre le gouvernement du Québec, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam et la Nation innu Matimekush-Lac John, des rencontres de mise en œuvre ont été tenues. Les discussions concernent une entente sur le saumon entre le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs et la communauté de Uashat mak Mani-Utenam,

Discussions « nation à nation »
Aussi, il a été convenu entre les deux parties de poursuivre des discussions de « nation à nation » en vue de conclure une entente à brève échéance. Cette entente serait la base d'une relation renouvelée et permettrait la poursuite de discussions sur différents sujets d'intérêt pour les deux parties.

b) Les dates des rencontres

Discussions portant sur l'entente sur le saumon

2020		
8 avril	15 avril	22 avril

Discussions « nation à nation »

2021
19 mars

c) L'échéancier des négociations

Concernant l'entente sur le saumon atlantique, les parties en ont convenu au printemps 2020, puis l'ont signé à l'automne 2020.

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties souhaitent convenir d'une entente d'ici la fin de l'année 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Concernant les discussions de « nation à nation », les parties ont convenu de les amorcer en vue de convenir d'une entente dans les prochains mois. Après des échanges préliminaires au cours de l'année 2020, les parties ont désigné leurs représentants et précisé la portée des discussions. Un cadre de référence doit être convenu sous peu.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Discussions portant sur l'entente sur le saumon atlantique :

Mme Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones
M. Moncef Bouaziz	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Soazig Le Breton	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Charlène Lavallée	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Guérard	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Me Hubert Noreau-Simpson	Ministère de la Justice

Discussions « nation à nation »

M. Patrick Brunelle	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Viviane Denis-Ducharme	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Discussions portant sur l'entente sur le saumon atlantique

M. Antoine Maniteu Grégoire	Vice-chef, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Kenny Régis	Conseiller, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Normand Ambroise	Coneiller, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
Me Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
Me Sophia Ladovrechis	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. André Michel	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

Discussions « nation à nation »

M. Jean-Claude Pinette	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
M. Gilbert Dominique	Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam
Me Marie-Claude André-Grégoire	Conseillère juridique, Conseil Innu Takuaikan Uashat mak Mani-Utenam

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MALÉCITES

Discussions bilatérales en vue de convenir d'une éventuelle entente de « nation à nation » et d'ententes sectorielles entre la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk et le gouvernement du Québec

a) L'objet des négociations

Depuis l'automne 2018, des discussions exploratoires sont en cours entre des représentants du SAA et des représentants de la Première Nation Wolastoqiyik (Malécite) Wahsipekuk (PNWW) concernant une éventuelle entente de « nation à nation » entre les parties ainsi que des ententes sectorielles sur des sujets ciblés.

Suite à un ralentissement dû au contexte de pandémie de Covid-19, les discussions ont repris à un rythme plus soutenu à l'automne 2020 concernant une entente de « nation à nation », une entente en matière de consultation et d'accommodement ainsi que deux ententes d'occupations pour certains secteurs du port de Gros-Cacouna.

b) Les dates des rencontres

2020			
1 mai	14 octobre	22 octobre	27 octobre
6 novembre	12 novembre	19 novembre	9 décembre
11 décembre	18 décembre		
2021			
14 janvier	27 janvier	9 février	23 février
18 mars			

c) L'échéancier des négociations

Les parties souhaitent convenir de l'entente de « nation à nation » dans les meilleurs délais, idéalement en 2021.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

En 2010, la PNMV a transmis au gouvernement du Québec un mémoire présentant des faits historiques à l'appui de ses démarches de revendication territoriale globale. Un mémoire contenant des éléments d'information complémentaire a été présenté en 2012. Le gouvernement du Québec a été invité par la PNMV en tant qu'observateur aux discussions entre la PNMV et le gouvernement du Canada, en 2017 et 2018. Cette invitation s'inscrivait dans une volonté de faire des avancées vers une négociation territoriale globale.

Or, à l'heure actuelle, le gouvernement du Québec privilégie plutôt une approche bilatérale sur des dossiers d'intérêt commun.

e) Un état de situation des négociations

Les rencontres entre les représentants du gouvernement du Québec et de la PNWW ont porté sur les paramètres de la négociation et les objectifs généraux des parties articulés autour du développement d'une relation politique plus structurée et significative.

Ces échanges ont permis de dégager une compréhension commune pour la suite, notamment autour de sujets d'intérêt pour la PNWW (processus de consultation et d'accommodement; activités de chasse, de pêche et de piégeage; développement économique; lieux d'intérêt; patrimoine et culture).

Les ententes d'occupation de certains secteurs du port de Gros-Cacouna représentent un exemple tangible de partenariat entre le gouvernement du Québec et la PNWW pour favoriser sa participation au développement économique régional.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

M. Olivier Bourdages Sylvain	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Alexia Desmeules	Secrétariat aux affaires autochtones
Me Sylvie Boulay	Ministère de la Justice
M. Grégory Cloutier	Ministère des Transports
Mme Barbara Pouliot	Ministère des Transports
Me Sophie Audet	Ministère de la Justice

g) Le nom des négociateurs pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Me Benoît Amyot	Négociateur pour le Grand Conseil de la PNMW
Mme Édith Bélanger	Consultante, Grand Conseil de la PNMW
Me Caroline Neveu	Conseillère juridique
M. Kevin Morais	Chef conseiller, Grand Conseil de la PNWW
Mme Esther Blier	Consultante, Grand Conseil de la PNWW

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES MOHAWKS DE KAHNAWAKE

a) L'objet des négociations

Les négociations entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en 2020-2021 se sont concentrées principalement sur quatre objets :

1) *La mise en œuvre de l'Entente en matière de travail, ratifiée en 2014.* Les échanges se sont poursuivis en 2020-2021 afin d'y donner suite, en collaboration avec la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), la Commission de la construction du Québec (CCQ) et la Régie du bâtiment du Québec (RBQ). Des efforts particuliers ont été consacrés à la définition des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le pont Honoré-Mercier, notamment dans le cadre du contrat de maintien de l'actif, en collaboration avec la CCQ et le Bureau du travail de Kahnawake (BTK).

2) La poursuite des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du chantier majeur de reconstruction de la portion amont du pont Honoré-Mercier.

3) L'amorce des négociations avec le Conseil mohawk de Kahnawake afin de conclure une entente en matière de cannabis.

4) La création d'une table sectorielle de négociation en matière de consultation et l'amorce de ses travaux, notamment afin d'en définir le mandat.

b) Les dates des rencontres

La table centrale de négociation Québec-Kahnawake n'a pas tenu de rencontre formelle en 2020-2021, mais plusieurs échanges ont eu lieu entre le négociateur principal du gouvernement du Québec et la chef responsable des relations de Kahnawake avec le Québec afin de régler des enjeux spécifiques et relationnels, notamment le 7 octobre 2020 avec le chef Mike Delisle et 10 février avec la chef Gina Deer.

Le groupe chargé de la mise en œuvre des dispositions de l'Entente visant l'intégration de la main-d'œuvre de Kahnawake à l'industrie québécoise de la construction a tenu deux rencontres en 2020-2021 (le 20 janvier et le 3 février 2021).

Le Comité spécial – pont Honoré-Mercier n'a pas tenu de rencontres formelles, mais plusieurs rencontres de travail entre les représentants du gouvernement du Québec (ministère des Transports et SAA) et de Kahnawake ont toutefois eu lieu afin de discuter d'enjeux liés au projet majeur de reconstruction du pont Honoré-Mercier.

Deux rencontres entre les représentants du SAA, du ministère de la Santé et des Services sociaux de Kahnawake ont eu lieu les 16 et 20 octobre 2020 afin d'échanger sur les positions respectives en matière de cannabis et de soutenir les travaux du groupe de travail.

Une rencontre a eu lieu le 25 février 2021 entre les représentants du gouvernement du Québec (SAA et MJQ) et de Kahnawake afin de discuter d'enjeux relatifs à la consultation et du mandat de la Table sectorielle en matière de consultation.

Les échanges se poursuivent en marge de ces rencontres pour faire progresser les discussions.

c) L'échéancier des négociations

Les différents projets sont abordés de manière régulière aux tables de travail et des résultats sont attendus dans les meilleurs délais.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Ne s'applique pas.

e) Un état de situation des négociations

Table centrale

La Table centrale Québec-Kahnawake veille au développement de la communauté par la conception, la négociation, la ratification et la mise en application d'ententes sectorielles ou globales dans des domaines jugés d'intérêt. À cette fin, la Table centrale peut notamment constituer et mandater des tables sectorielles afin qu'elles élaborent le contenu d'ententes sectorielles sur les objets qu'elle juge pertinents.

Plusieurs échanges ont eu lieu en 2020-2021 en marge de la Table centrale, mais visant à régler des enjeux de nature relationnelle entre Québec et Kahnawake. Deux projets d'entente, de nature générale, ont fait et font encore l'objet d'échanges en vue de leur ratification, à savoir un projet renouvelé de *Déclaration de compréhension et de respect mutuel* et un projet d'*Entente-cadre*.

Tables sectorielles

En matière de travail, les échanges se sont poursuivis afin de donner suite à l'entente signée en 2014. De nombreuses rencontres ont eu lieu afin d'assurer cette mise en œuvre, sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS), en collaboration avec la CNESST, la CCQ et la RBQ. Plusieurs démarches sont en cours :

- Un groupe de travail sur la mobilité de la main-d'œuvre a été constitué afin de donner suite à l'article 10 de l'Entente en matière de travail. Une entente issue de ses travaux et impliquant la CCQ a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Ce groupe assure la mise en œuvre de cette entente.

- Les échanges se poursuivent actuellement entre Kahnawake et la CNESST afin de produire une entente administrative précisant les règles financières d'interaction entre le régime du Québec et le régime de Kahnawake en matière d'indemnisation. Cette entente devrait également définir les règles régissant le fonds prévu pour pallier à la possibilité de catastrophes.

- Les échanges se poursuivent également avec la RBQ, d'une part, afin de favoriser l'obtention de licences par de futurs entrepreneurs de

Kahnawake et, d'autre part, afin de réfléchir au rôle que le BTK pourrait jouer dans l'application du Code de sécurité à Kahnawake.

- Un groupe de travail, constitué de représentants du MTESS, de la CCQ et du BTK, a donné suite aux dispositions de l'Entente en matière de travail à l'égard des conditions de travail des travailleurs de Kahnawake sur le territoire de l'Entente. Une entente issue de ses travaux a été approuvée par le gouvernement du Québec le 25 mars 2020. Cette entente a été mise en œuvre immédiatement afin de permettre aux travailleurs régis par le contrat de maintien sur le pont Honoré-Mercier d'en bénéficier.

En matière de transports, les discussions ont eu principalement pour objet la préparation d'une entente entre le gouvernement du Québec et le Conseil mohawk de Kahnawake en prévision du projet majeur de construction sur le pont Honoré-Mercier. Afin de mettre en œuvre les conditions gagnantes pour la réalisation de ce projet, un comité spécial pont Honoré-Mercier a été mis en place, le 20 novembre 2017, par la Table transport. M. Florent Gagné, actuel négociateur gouvernemental auprès de Kahnawake, a été désigné facilitateur dans le cadre de ce comité dans le but d'arriver à une entente avec le CMK quant aux modalités de réalisation des travaux et pour aplanir les différents enjeux qui pourraient être soulevés.

Trois sujets sont au cœur des discussions :

- l'implication des travailleurs autochtones de Kahnawake;
- l'implication d'entrepreneurs de Kahnawake;
- les autres questionnements dont la consultation liée aux droits ancestraux, l'environnement, l'archéologie et l'utilisation des terres de réserve de l'île Maline.

Les négociations entre Québec et Kahnawake au cours des dernières années ont aussi permis la préparation d'une entente entre le gouvernement du Québec et Kahnawake en matière de protection de la jeunesse. Ces échanges sont toutefois actuellement suspendus.

Par ailleurs, Kahnawake et le gouvernement du Québec ont amorcé des négociations afin de parvenir à une entente quant aux modalités de gestion de la production, de la distribution et de la vente de cannabis sur la réserve. Ces échanges impliquent notamment des représentants du MSSS et du ministère des Finances.

Les échanges entre le gouvernement du Québec et Kahnawake se poursuivent en matière de consultation afin de parvenir à une entente sur le mandat de la Table sectorielle, mais également afin de permettre la conclusion d'une entente générale de soutien à la consultation et d'une entente spécifique de soutien à la consultation sur le projet majeur de reconstruction du pont Honoré-Mercier.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour le gouvernement du Québec

Table centrale :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
Me Tania Clercq	Ministère de la Justice
M. Mario Limoges	Ministère de l'Économie et de l'Innovation

M. Jean Villeneuve	Ministère des Transports
M. Marc Grandisson	Ministère des Finances
Mme Anne Racine	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

Table sectorielle Travail :

M. Florent Gagné	Négociateur
M. Éric Laplante	Conseiller, Secrétariat aux affaires autochtones
M. Michel Sauvé	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Mme Josée Marotte	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Les représentants du MTESS étaient assistés par des personnes de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et de la Commission de la construction du Québec. Des représentants des ministères sectoriels accompagnent ponctuellement l'équipe de négociation, selon les sujets abordés.

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la nation autochtone

Table centrale :

Mme Nelly Marcoux	Mme Rhonda Kirby, chef
M. Jean Pommainville	Mme Gina Deer, chef
	Mme Winona Polson-Lahache

Table sectorielle Travail :

M. Oliver Montour	M. Mike O'Brien
M. Mike Delisle, chef	M. Jean Pommainville

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

LES NASKAPIS

Négociation d'une convention complémentaire pour le chapitre 19 de la Convention du Nord-Est québécois sur le Programme d'aide à la chasse, à la pêche et au trappage

a) L'objet des négociations

Les négociations visent la révision du Programme d'aide à la chasse, à la pêche et au trappage (Programme) afin, notamment, de bonifier l'aide financière offerte aux bénéficiaires naskapis. La demande de révision du Programme a été déposée par les Naskapis en octobre 2016 et les discussions avec le gouvernement du Québec ont débuté au printemps 2017.

b) La date des rencontres

2020

6 juillet

c) L'échéancier des négociations

Les négociations sont en voie de se finaliser et une entente de principe pourrait être signée sous peu.

d) Les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement

Il ne s'agit pas d'une revendication territoriale.

e) Un état de situation des négociations

Les négociations sont en voie de se finaliser et une entente de principe pourrait être signée sous peu.

f) Le nom du négociateur pour le gouvernement du Québec et la liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement du Québec

M. Hugo Jacqmain	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Mme Caroline Chabot	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
M. Maxime Boily	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Me Rosemarie Fortier	Ministère de la Justice
Mme Julie Rodrigue	Secrétariat aux affaires autochtones
Mme Josée Couture	Secrétariat aux affaires autochtones

g) Le nom du négociateur pour la communauté autochtone et la liste de toutes les personnes présentes aux négociations pour la communauté autochtone

M. Robert Prévost	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. David Swappie	Nation Naskapie de Kawawachikamach
M. Noah Swappie	Nation Naskapie de Kawawachikamach
Me Anissa Chekir	Nation Naskapie de Kawawachikamach

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

Voir à la fin de la réponse.

Coût total pour l'ensemble des négociations bilatérales

h) Le total des coûts engendrés par les négociations, comprenant les montants pour les négociations par des employés du SAA et par des négociateurs externes

2020-2021	Employés du SAA	346 462 $
	Négociateurs externes	79 481 $
	TOTAL :	425 943 $

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

3. Liste des consultations menées par le gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021 et, pour chacune, préciser :

   a. l'objet des consultations;
   b. le moyen utilisé;
   c. les dates des rencontres;
   d. les communautés et les personnes consultées;
   e. les résultats des consultations;
   f. les montants afférents.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2020-2021, le SAA n'a mené qu'une seule consultation.

a) L'objet des consultations

Le SAA a participé à une consultation (processus sérieux et approfondi) auprès de la Nation huronne-wendat sur le territoire que devrait couvrir l'*Entente de principe d'ordre général* signée par les communautés innues de Mashteuiatsh, Essipit et Nutashkuan.

b) Le moyen utilisé

Des rencontres, courriels, appels et lettres sont les moyens utilisés pour échanger dans le cadre du processus.

c) La date des rencontres

Une conférence téléphonique s'est tenue le 25 février 2021.

d) Les communautés et personnes consultées

La Nation huronne-wendat.

e) Le résultat des consultations

Il est prévu que le processus se poursuive en 2021-2022.

f) Les montants afférents

Les seuls frais engendrés sont ceux qui ont été occasionnés par le déplacement des représentants du gouvernement du Québec. Or, aucune dépense n'a été directement engendrée en 2020-2021 puisqu'aucun déplacement n'a été requis.

Pour ce qui est de l'ensemble des ministères, il y a eu des centaines de consultations en 2020-2021, et ce, dans divers domaines tels que les forêts, la faune, le territoire, les aires protégées, etc. Depuis l'adoption du *Guide intérimaire en matière de consultation des communautés autochtones* par le gouvernement du Québec, au printemps 2006, et sa mise à jour en 2008, les ministères consultent les communautés autochtones lorsque des projets ou des actions gouvernementales sont susceptibles d'avoir un effet préjudiciable sur les droits revendiqués par ces communautés.

a) L'objet des consultations

L'objet des consultations varie d'un ministère à l'autre, mais, globalement, celles-ci portent sur des actions opérationnelles, de planification ou d'élaboration de politiques qui sont susceptibles d'avoir des effets préjudiciables sur les droits revendiqués pour des communautés autochtones.

b) Le moyen utilisé

Les moyens utilisés sont modulés en fonction de l'effet préjudiciable d'un projet sur les droits revendiqués. Il s'agit principalement de communications écrites ou verbales, de rencontres d'information, etc.

c) La date des rencontres

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

d) Les communautés et les personnes consultées

La consultation autochtone vise toutes les communautés autochtones du Québec. La détermination des communautés à consulter se fait en tenant compte du contexte factuel propre à la mesure faisant l'objet d'une consultation.

e) Le résultat des consultations

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

f) Les montants afférents

Il n'est pas possible pour le SAA de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-20222

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

4. Budget total alloué aux consultations entre le gouvernement du Québec et les communautés autochtones, ventilé par communauté.

Il n'est pas possible pour le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) de préciser ces informations pour l'ensemble des consultations menées par le gouvernement du Québec, puisque l'approche est davantage sectorielle. En 2020-2021, le SAA n'a mené qu'une seule consultation.

Les seuls frais engendrés sont ceux qui ont été occasionnés par le déplacement des représentants du gouvernement du Québec. Or, aucune dépense n'a été directement engendrée en 2020-2021 puisqu'aucun déplacement n'a été requis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

5. Liste des montants accordés aux organisations, aux associations ou aux entreprises, etc. situées hors réserve, notamment les organisations représentant les métis, des groupes de pression, des organismes communautaires, etc.

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) administre deux programmes par lesquels il peut accorder du financement à des organismes situés en milieu urbain :

PROGRAMME PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

Le programme PPA permet de soutenir des projets ponctuels à caractère sportif, culturel, social ou communautaire.

PROGRAMME FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Le programme FIA III vise à soutenir les Autochtones dans leur développement, qu'il soit économique, social ou communautaire et à répondre aux obligations gouvernementales en matière de consultation. Par le biais de quatre enveloppes distinctes, le FIA III intervient auprès d'organismes situés hors réserve qui offrent des services aux Autochtones.

Enveloppe Action communautaire

Cette enveloppe vise à offrir aux organismes d'action communautaire hors réserve ou sur réserve, qui assurent des services à la clientèle autochtone, un soutien financier en appui à leur mission globale (*Budget : 12 M$ sur 5 ans, dont 11 M$ hors réserve*).

Enveloppe Développement économique

Cette enveloppe vise à mettre en place les conditions favorisant l'émergence du développement économique, à créer et développer des entreprises, à créer et consolider des emplois, à favoriser l'entrepreneuriat chez les femmes et les jeunes et à favoriser le développement des entreprises d'économie sociale (*Budget : 60,6 M$ sur cinq ans*). Les organismes situés hors réserve peuvent se voir accorder un financement par le biais de deux catégories :

- Catégorie Économie sociale

  Cette catégorie vise à soutenir les projets d'économie sociale développés par des entreprises ou des organismes autochtones situés hors réserve ou sur réserve (*Budget : 2 M$ sur cinq ans*).

- Catégorie Mobilisateur économique

  Cette catégorie vise à soutenir les organismes autochtones à but non lucratif situés hors réserve ou sur réserve qui ont développé un projet ayant un effet mobilisateur dans le domaine économique pour les communautés autochtones en général (B*udget : 1,6 M$ sur cinq ans*).

Enveloppe Développement social

Cette enveloppe vise à soutenir des projets, des initiatives et des ententes de partenariat en matière de développement social autochtone afin de déployer des actions pertinentes et adaptées aux réalités des Autochtones hors réserve ou sur réserve (*Budget : 16,9 M$ sur cinq ans*).

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain

Cette enveloppe intègre au FIA III, avec bonification, le Programme d'aide aux Autochtones en milieu urbain (PAAMU), qui avait été mis en place en 2016-2017. Il vise à améliorer les conditions de vie des citoyennes et citoyens autochtones dans les villes du Québec, en donnant notamment aux organismes communautaires les moyens d'offrir des services directs de qualité à cette clientèle (*Budget : 15,9 M$ sur cinq ans*).

Cette enveloppe est constituée de deux volets :

- Volet Services directs

  Ce volet vise le renforcement des services offerts aux Autochtones qui vivent ou qui sont de passage dans les villes du Québec, notamment dans les domaines psychosocial, sociojudiciaire, de la santé, de l'éducation et de la culture (*Budget : 8,5 M$ sur cinq ans*).

- Volet Infrastructures

  Ce volet vise à renouveler et à améliorer les infrastructures des organismes communautaires afin d'augmenter et de consolider leurs capacités d'intervention (*Budget :7,4 M$ sur 5 ans*)

Le total des sommes octroyées à des organismes hors réserve au cours de l'exercice financier 2020-2021 s'élève à 5 700 252 $, soit 48 532 $ dans le cadre du PPA et 5 651 720 $ dans le cadre du FIA III.

PROJETS PONCTUELS AUTOCHTONES (PPA)

BÉNÉFICIAIRE	TITRE	VILLE	DÉBOURSÉS
Musée des beaux-arts de Montréal	Concert du Musée des beaux-arts de Montréal	Montréal	910 $
Pointe-à-Callière – Cité d'archéologie et d'histoire de Montréal	Marché public de Pointe-à-Callière	Montréal	5 000 $
Festival international de film ethnographique du Québec, Ville de Montréal (FIFEQ-MTL)	Festival International du Film Ethnographique	Montréal	920 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	Journée nationale des Autochones 2020	La Tuque	2 000 $
Engramme	Laboratoire de recherche/création Otapi Aski	Québec	5 000 $
Archéo-Mamu Côte-Nord	Archéologie 2.0 à Blanc-Sablon	Baie-Comeau	5 000 $
Les Sports Vida Sana Inc.	Sport Camps Puvirnituq	Outremont	5 000 $
La Compagnie des histoires du monde	Court film L'Étrange	Maria	5 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	21e Semaine contre la discrimination raciale	Val-d'Or	3 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Table locale Val-d'Or - Lac-à-l'épaule 2020	Val-d'Or	11 702 $
Nouveau Monde Productions	Balado - Réconciliation culturelle, saison 1	Val-Morin	5 000 $
	TOTAL		**48 532 $**

FONDS D'INITIATIVES AUTOCHTONES III (FIA III)

Enveloppe Action communautaire
Soutien à la mission globale

ORGANISME	VILLE	DÉBOURSÉS
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec	Divers	200 000 $
Femmes Autochtones du Québec	Divers	250 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec	Québec	120 000 $
Montréal Autochtone	Montréal	130 000 $
Association des Inuits du Sud du Québec	Montréal	103 215 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or	Val-d'Or	160 000 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean	Roberval	186 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière	Joliette	135 000 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque	La Tuque	160 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières	Trois-Rivières	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki	Maniwaki	130 000 $
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles	Sept-Îles	130 000 $
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Saguenay	127 147 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau	Chibougamau	110 000 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre	Senneterre	110 000 $
	TOTAL	**2 203 362 $**

Enveloppe Développement économique
Catégorie Économie sociale

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Kinawit Phase de consolidation	Val-d'Or	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Technologies de l'information	Val-d'Or	70 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Gestion de croissance organisationnelle	Val-d'Or	32 500 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière - Services alimentaires Miro Mitcim	Joliette	35 000 $
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires et accompagnement des artistes	Montréal	50 000 $
	TOTAL	**287 500 $**

Enveloppe Développement économique
Catégorie Mobilisateur économique

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Tourisme Autochtone Québec – Nogom 8abek	Divers	103 239 $
	TOTAL	**103 239 $**

Enveloppe Développement social

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec - Conseiller en développement	Divers	100 000 $
Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec - Soutien financier d'urgence COVID-19	Divers	200 000 $
CALACS L'Étoile du Nord - Mikizi culturellement et collectivement pour elles	Divers	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec - En route vers la santé	Québec	47 456 $
Foyer pour femmes autochtones de Montréal - Halte-chaleur au Square Cabot	Montréal	62 039 $
Fusion Jeunesse - Consolidation et expansion du volet autochtone	Montréal	70 000 $
Exeko - Projets autochtones: ville et communautés	Montréal	100 000 $
Terres en vue - Festival Présence autochtone	Montréal	85 000 $
Jeunes musiciens du monde - École de Val-d'Or et communautés	Val-d'Or	125 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Table locale d'accessibilité aux services en milieu urbain pour les Autochtones de la MRC de la Vallée-de-l'Or	Val-d'Or	26 200 $
TOTAL		**915 695 $**

Enveloppe Aide aux Autochtones en milieu urbain
Volet - Services directs

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Montréal Autochtone - Animatrice communautaire et intervenant psychosocial	Montréal	93 010 $
Centre de Justice des Premiers Peuples de Montréal - Services aux victimes	Montréal	80 780 $
Centre d'amitié autochtone de Montréal - Teioronhióen (Consolidation des services directs)	Montréal	77 538 $
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs	Montréal	100 000 $
The Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention	Montréal	99 898 $
Foyer pour femmes autochtones de Montréal - Centre de jour Résilience Montréal	Montréal	30 000 $
Exeko – Soutien temporaire d'urgence - Travail de rue auprès des Autochtones	Montréal	5 000 $
Centre d'amitié autochtone de Québec - Bonification des services	Québec	100 000 $
Maison communautaire Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	Québec	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or - Mowsogokan (Animation communautaire)	Val-d'Or	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Trois-Rivières - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	Trois-Rivières	100 000 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre - Services psychosociaux	Senneterre	94 600 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean - Animation communautaire et intervention spirituelle et traditionnelle	Roberval	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki - Travailleur psychosocial et animateur culturel	Maniwaki	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de La Tuque - Intervention communautaire et psychosociale	La Tuque	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Lanaudière - Accompagnement, prévention et intervention	Joliette	100 000 $
Centre d'amitié autochtone de Sept-Îles - Intervention psychosociale et animation culturelle	Sept-Îles	100 000 $
TOTAL		**1 480 826 $**

Volet - Infrastructures

ORGANISME ET PROJET	VILLE	DÉBOURSÉS
Centre d'amitié autochtone de La Tuque - Sakihikan Rénovation	La Tuque	143 998 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre - Shabougamak II	Senneterre	77 008 $
Maison communautaire Missinak - Centre multiservices MAMUK	Québec	67 170 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki - Acquisition et rénovation	Maniwaki	95 494 $
The Open Door - Rénovation et aménagement	Montréal	47 854 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau - Reconstruction	Chibougamau	112 332 $
Centre d'amitié autochtone du Lac-Saint-Jean - Acquisition et rénovation	Roberval	117 242 $
	TOTAL	**661 098 $**

Notons que le gouvernement du Québec reconnaît officiellement la présence de 11 nations autochtones (Premières Nations et Inuits) sur son territoire. Sur la base des principes contenus dans les motions de l'Assemblée nationale de 1985 et 1989 portant sur la reconnaissance des droits des Autochtones, ces nations ont le droit de développer leurs identités, leurs cultures, leur base économique et leur autonomie au sein du Québec et dans le cadre des lois québécoises. Les regroupements métis ne sont pas inclus dans la clientèle visée. C'est dans ce contexte que le SAA contribue financièrement à des organismes, qu'ils se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des réserves.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

6. Pour chaque négociateur qui œuvre au nom du gouvernement du Québec auprès des communautés autochtones en 2020-2021, déposer : le mandat et le contrat, la durée du contrat, les tâches effectuées, une copie du ou des rapports, et le suivi donné. Indiquer également les sommes accordées à la rémunération globale de chacun de ces négociateurs.

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la nation attikamek.

Durée du contrat : 1er octobre 2019 au 31 mars 2021
**Il est à noter qu'en raison de la situation de pandémie, les activités du négociateur ont été suspendues pour la période allant du 1er avril au 31 août 2020.

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 240 000 $

Florent Gagné consultant

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Florent Gagné consultant

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake ainsi que lors des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité. Représente le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Durée du contrat : 23 septembre 2020 au 22 septembre 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 27 919 $ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

9321-8683 Québec Inc. (Mario Gibeault)

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal.

Durée du contrat : 18 novembre 2020 au 17 novembre 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 27 625 $ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

Solutions Girard inc. (Paul Girard)

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Durée du contrat : 10 décembre 2020 au 31 mars 2021

Mandat : voir document joint

Rémunération globale : 23 937 $ (honoraires professionnels, frais de déplacement et d'hébergement)

MANDAT DE NORTON ROSE FULBRIGHT CANADA, S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Contrat pour la période du 1er octobre 2019 au 31 mars 2021

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit, de Nutakuan et de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada et la Nation Attikamek.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada ainsi que les Premières Nations de Mashteuiatsh, d'Essipit et de Nutakuan, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux.

Dans le cadre de la négociation territoriale globale entre les gouvernements du Québec et du Canada, et le gouvernement de la Nation Attikamek, le Prestataire s'engage à :

- Contribuer à développer les orientations et les objectifs de négociation du gouvernement du Québec en vue d'obtenir un consensus à la table de négociation;
- Participer aux séances de négociation et aux travaux préparatoires à celles-ci;
- Proposer des pistes de solution constructives au regard, notamment, des éléments juridiques des négociations qui aideront les parties à atteindre leurs objectifs;
- Appuyer l'équipe interministérielle du gouvernement du Québec dans l'élaboration et dans la rédaction des textes d'entente;
- Représenter, sur invitation, l'équipe de négociation dans le cadre de tournées d'information, de rencontres de négociation sur des dossiers spécifiques ou avec des représentants gouvernementaux;
- Produire un rapport écrit à l'attention du ministre responsable des Affaires autochtones à la fin du mandat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 22 septembre 2017 au 22 septembre 2020

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle siègent le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake, ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité; représentant du gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE FLORENT GAGNÉ CONSULTATION

Contrat pour la période du 23 septembre 2020 au 22 septembre 2021

Représentante du gouvernement du Québec dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake, à laquelle sont représentés le gouvernement du Québec et le Conseil des Mohawks de Kahnawake ainsi que dans le cadre des négociations découlant de cette Table, notamment dans les domaines de la santé et des services sociaux, du travail, du développement économique ou de la fiscalité ; et de représenter le gouvernement du Québec dans d'autres forums de discussion ou négociation concernant Kahnawake, notamment en matière de revendications particulières ou de transfert de terres.

Dans le cadre des travaux de la Table centrale Québec-Kahnawake entre le Conseil des Mohawks de Kahnawake et le gouvernement du Québec, et des autres mandats afférents pouvant lui être confiés, Florent Gagné consultation a le mandat :

- D'agir à titre de négociatrice pour le gouvernement du Québec afin qu'elle représente ce dernier à la table de négociation et qu'elle dirige l'équipe gouvernementale du Québec;
- De développer des propositions de manière à atteindre les objectifs visés par le gouvernement du Québec;
- De faire des recommandations au gouvernement du Québec sur toute autre question susceptible de conduire le gouvernement du Québec à l'atteinte de ses objectifs dans le cadre de cette négociation;
- De présenter au ministre des rapports verbaux et un rapport final au terme du contrat.

MANDAT DE 9321-8683 QUÉBEC INC. (MARIO GIBEAULT)
Contrat pour la période du 18 novembre 2020 au 17 novembre 2021

Agir à titre de négociateur dans le cadre de la table de négociation mise en place avec la nation algonquine portant sur les questions de gestion et de prélèvement de l'orignal

---

Agir à titre de négociateur pour le gouvernement du Québec dans le cadre des négociations avec la nation algonquine, plus spécifiquement :

- échanger sur les aspects techniques en lien avec la gestion, la conservation et les activités de prélèvement de l'orignal;
- élaborer des modèles visant une plus grande participation des algonquins à la gestion de l'orignal dans le but de trouver des solutions durables aux enjeux relatifs à la chasse à l'orignal;
- évaluer la pertinence d'intégrer des éléments complémentaires à la chasse, notamment au regard de la conciliation des usages du territoire et de la sensibilisation des utilisateurs aux réalités autochtones.

Diriger les travaux requis pour permettre à l'équipe gouvernementale de l'appuyer et de le seconder au cours des différentes phases du processus de négociation.

Contribuer à développer des propositions concernant les orientations et les objectifs du Québec.

Faire rapport au ministre de l'avancement des négociations sur une base hebdomadaire.

MANDAT DE SOLUTIONS GIRARD INC. (PAUL GIRARD)

Contrat pour la période du 10 décembre 2020 au 31 mars 2021

Agir à titre de négociateur dans le but d'établir un portrait sur l'état des relations entre la communauté de Kanesatake et le milieu local et régional et de proposer des solutions au ministre.

Solution Girard Inc. a le mandat de :

- Favoriser la concertation entre les représentants désignés de Kanesatake, ainsi que ceux des milieux municipal et régional, dans le but d'établir un bilan sur les relations entre les communautés autochtones et non-autochtones.

- Coordonner les discussions inhérentes à la réalisation de ce bilan.

- Faire rapport au ministre d'ici le 31 mars 2021 au sujet de ce bilan et des perspectives d'amélioration.

- Réaliser tout autre mandat que le ministre proposera de lui donner, notamment au regard de la situation policière particulière propre à Kanesatake.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

7. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place du Plan Nord.

Assemblée des partenaires

Le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) n'a participé qu'à une seule Assemblée des partenaires en 2020-2021, soit le 4 décembre 2020, assemblée qui a servi à présenter aux partenaires le Plan d'action nordique 2020-2023.

Comités et groupes de travail initiés par la Société du Plan Nord auxquels participe le SAA :

Affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement

Groupe de travail :

— 15 décembre 2020

Sous-groupe de travail :

— 24 septembre 2020
— 29 octobre 2020
— 19 novembre 2020

Table bilatérale de nation à nation :

— 23 septembre 2020
— 28 octobre 2020
— 18 novembre 2020

Rencontres interministérielles :

— 15 octobre 2020
— 12 novembre 2020
— 2 février 2021
— 10 février 2021
— 26 février 2021
— 17 mars 2021
— 30 mars 2021

Comité interministériel sur le navettage aéroporté (fly in / fly out) :

— Pas de participation

Comité sur le prolongement de la route 138 :

— Participation à une rencontre, le 24 mars 2021.

Comité interministériel sur les affaires nordiques et arctiques :

— Aucune rencontre du comité en 2020-2021.

Coûts engendrés

Le SAA n'a pas de budget spécifique réservé pour la démarche du Plan Nord. Seuls les salaires réguliers des personnes qui y participent sont à considérer.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

8. Liste détaillée de toutes les activités et de tous les coûts engendrés au SAA relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la stratégie maritime.

Aucun coût n'a été engendré au Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux consultations, au développement et à la mise en place de la Stratégie maritime, puisque c'est un dossier porté par le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

9. Concernant le Fonds d'initiatives autochtones III (FIA) : nombre de demandes reçues (par volet et par communauté) de même que la liste et la nature des projets financés et des projets refusés en 2020-2021, ainsi que les montants déboursés, et ce, pour chaque volet du programme :
   a) Développement économique;
   b) Garantie de prêt;
   c) Infrastructure communautaire;
   d) Action communautaire;
   e) Soutien à la consultation;
   f) Développement social;
   g) Aide aux Autochtones en milieu urbain.

La liste et la nature des projets financés en 2020-2021 ainsi que les montants déboursés pour chaque volet du Fonds d'initiatives autochtones III (FIA III)

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
a) DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE	**5 055 419 $**
Développement économique - Général	**4 052 784 $**
Achat des portes Excelor	100 000 $
Démarrage Miskizann	24 010 $
Acquisition de Transport Clouâtre	400 000 $
Acquisition d'un permis de pêche	116 134 $
Aide au développement économique local - Gesgapegiag	12 500 $
Aide au développement économique local - Gespeg	44 250 $
Aide au développement économique local - Kebaowek	21 528 $
Aide au développement économique local - Mashteuiatsh	1 802 $
Aide au développement économique local - Pikogan	50 621 $
Aide au développement économique local - Plan stratégique Kanesatake	281 013 $
Aide au développement économique local - Unamen Shipu	2 100 $
Akwesasne Warehousing	10 370 $
Alin Rioux jardinier	6 795 $
Bayside Gas	51 225 $
Centre de mécanique GT	78 935 $
Chenil Heartland King Pet Shop	13 128 $
Chrome Carwash	50 359 $
Construction d'une toiture pour une 2e pompe à essence à Kitcisakik	2 500 $
Corporation de développement économique d'Ekuanitshitinnuat	32 625 $
Décapage Pierre Cloutier	25 000 $
Decontie Clean	33 705 $
Démarrage d'un cabinet juridique	7 102 $
Dépanneur Pessamit	4 760 $
Dépanneur Tshninanu	16 550 $
Economic and Tourism Master Pan	15 750 $
Empire General Contracting	21 998 $
Érablière de Gespeg	216 720 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Érablière Malécite	312 400 $
Étude - Acquisition de la Pourvoirie Mistawac	3 265 $
First Nation Paramedic Expansion	150 000 $
Flint Fuels	27 200 $
Foresterie Béothuk	28 749 $
Implantation de quatre bannières commerciales "Côté-Reco"	276 500 $
JN Construction	70 000 $
Kahnawà:ke Collective Impact - Tewatohnhi'saktha	311 434 $
Keskamizit - Corps et cheveux	28 850 $
Papagins Apeninmonaj Stove Wood and Furs	4 743 $
Pizendadawatch carwash	7 440 $
Plan d'affaires - Station-service	33 440 $
Plan d'affaires pour la pourvoirie Etamamiou	11 664 $
Planification stratégique du développement économique	4 000 $
Politique d'aide aux entreprises d'Opitciwan	75 000 $
Pourvoirie Étamamiou - Travaux urgents	10 925 $
Préparation du plan stratégique de développement	13 047 $
Programme de développement économique Gesgapegiag	55 000 $
Project Support and Management for Phase Two (Implementation) of the Tourism Development Plan	6 000 $
Reconstruction du dépanneur Pakigan	21 370 $
Relais la Cache - Phase II	167 851 $
Shafferton Beef	8 147 $
Shaman extraction	125 000 $
Station-service Wabak	242 000 $
Stratégie en tourisme - Listuguj	54 000 $
Tenascon Tattoo	1 500 $
Tim Horton's Akwesasne	50 000 $
Tourisme Manawan	63 000 $
Travaux d'agrandissement Dan Esso	19 800 $
Widjikiwe Gas Bar	149 000 $
Widjikiwe LP	30 000 $
Wigw8mikok (Camping avec composantes culturelles) - volet Études	24 000 $
Zayne's Cleaning Services	25 979 $
Développement économique - Économie sociale	**287 500 $**
CAAVD - Gestion croissance organisationnelle	32 500 $
CAAVD - Kinawit – Phase de consolidation	100 000 $
CAAVD - Technologies de l'information et des communications	70 000 $
Productions Feux Sacrés - Plan d'affaires & accompagnement artistes autochtones	50 000 $
CAAL - Services alimentaires Miro Mitcim	35 000 $
Développement économique - Jeunes et Femmes	**487 664 $**
Animauxbile	2 394 $
Awastoki - Création numérique	10 700 $
Cuisine autochtone	6 050 $
FGL Artisanat	880 $
Isaac's Healing Center	25 000 $
MF Alain Comptable Professionnel agréée	9 524 $
MOS Racks 2.0	50 000 $
Démarrage MiskiZann	121 502 $
Nathalie Chantal consultante	12 366 $
N'tus soins de la peau et cosmétiques	7 500 $
Pêcheries Jenniss	24 450 $
Restaurant Yahwatsira' - Wendake	23 030 $
Shaman extraction	150 000 $
Soins des pieds et réflexologie	1 848 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
Solution Télé Administration	2 420 $
Transport-Déménagement DEC Inc.	40 000 $
Développement économique - mobilisateur	**227 471 $**
Conseillers en développement économique - CDEPNQL	22 732 $
Formations-conférences - CDEPNQL	13 500 $
Québec Mines et Énergie - CDEPNQL	10 000 $
Retraite ADEC - CDEPNQL	58 000 $
Table de concertation régionale en économie sociale - CDEPNQL	20 000 $
Tourisme autochtone Québec (TAQ) - Nogom 8abek	103 239 $
c) INFRASTRUCTURE COMMUNAUTAIRE	**993 441 $**
Amélioration de la patinoire	102 661 $
Améliorations locatives et achat d'équipement	20 000 $
Bureau des services sociaux	120 576 $
Centre culturel - Études préparatoires	51 337 $
Centre multifonctionnel Uashat	88 275 $
Étude - cuisine communautaire multiservices	11 374 $
Étude - bureau administratif	7 500 $
Étude de faisabilité - infrastructure pour organismes communautaires	10 000 $
Étude préliminaire pour le terrain de baseball	2 209 $
Infrastructure pour organismes communautaires (étude)	41 000 $
LaCrosse / Box	34 562 $
Maison des Jeunes - Réfection de la toiture	4 454 $
Maison Uashteu	74 000 $
Parc communautaire	11 100 $
Parc du Mont Ham - Phase 2	10 000 $
Radio communautaire - Winneway	12 080 $
Recouvrement de la patinoire	31 797 $
Rénovation et agrandissement des bureaux du conseil	34 349 $
Rénovation de la salle communautaire	15 855 $
Rénovation de locaux administratifs - Kebaowak	11 105 $
Salle communautaire	137 458 $
Splash Pad	20 000 $
Terrain multisports de Kitcisakik	18 000 $
Tours de lumières de plein air	3 080 $
Wôlinak - Piscine communautaire	41 995 $
Youth and family care expansion	78 674 $
d) ACTION COMMUNAUTAIRE	**2 323 362 $**
APSPNIQL - Soutien à la mission globale	100 000 $
CAAL - Soutien à la mission globale	135 000 $
CAALSJ - Soutien à la mission globale	186 000 $
CAALT - Soutien à la mission globale	160 000 $
CAAMW - Soutien à la mission globale	130 000 $
CAAQ - Soutien à la mission globale	120 000 $
CAAS - Soutien à la mission globale	127 147 $
CAASI - Soutien à la mission globale	130 000 $
CAATR - Soutien à la mission globale	130 000 $
CAAVD - Soutien à la mission globale	160 000 $
CAEC - Soutien à la mission globale	110 000 $
CEAAS - Soutien à la mission globale	110 000 $
FAQ - Soutien à la mission globale	250 000 $
Montréal Autochtone - Soutien à la mission globale	130 000 $
RCAAQ - Soutien à la mission globale	200 000 $
SQIA-AISQ - Soutien à la mission globale	103 215 $
Tukisivallirutitsanut Parnaitiit - Soutien à la mission globale	42 000 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
e) SOUTIEN À LA CONSULTATION	**2 818 623 $**
Agent de liaison avec le Kahnawake Labor Office	67 694 $
Agent de liaison avec le KEDC	71 200 $
Bureau de consultation - CNHW	50 000 $
Bureau de consultation - Lac Simon	200 000 $
Bureau de consultation - Listuguj	110 000 $
Bureau de consultation - Malécites	175 000 $
Bureau de consultation - Manawan	50 000 $
Bureau de consultation - Mashteuiatsh	425 000 $
Bureau de consultation - Pikogan	50 000 $
Consultations - Naskapis	100 063 $
Entente de principe d'ordre général - Opitciwan	5 200 $
Inventaire d'orignaux - Algonquins	26 297 $
Négociation d'une entente nation à nation - Malécites	86 500 $
Orignal - Table technique - Algonquins	75 000 $
Planification territoriale stratégique - CNA	6 183 $
Réfection du pont de l'Île d'Orléans	8 000 $
Soutien à la consultation - Kitcisakik	265 326 $
Table exploratoire – Lac-Simon	50 000 $
Soutien à la consultation - Kitigan Zibi	160 000 $
Soutien à la consultation - Abénaquis	240 000 $
Soutien à la consultation - Secrétariat Mi'gmawei Mawiomi	300 000 $
Soutien aux consultations - Essipit	115 000 $
Soutien à la consultation - IDDPNQL	150 000 $
Table exploratoire Québec - Abitibiwinni	15 000 $
Wanaki - Kitcisakik	17 160 $
f) DÉVELOPPEMENT SOCIAL	**3 635 901 $**
AMIK	22 410 $
Au Nord du 60e - Inuit	75 251 $
CAAQ - En route vers la santé	47 456 $
CAAVD - Table locale accessibilité Vallée-de-l'Or	26 200 $
CALACS Étoile du Nord - Mikizi	100 000 $
Club des petits déjeuners	600 000 $
Consultation sur réforme droit de la famille	29 101 $
Exeko - Projets autochtones : ville et communautés	100 000 $
Forum réconciliation (Université Laval)	40 000 $
Halte-chaleur (Square Cabot)	62 039 $
Jeunes Musiciens du Monde (JMM) - École de Val-d'Or	125 000 $
La voix des Premières Nations : Innuvelle	4 000 $
MIAJA 2019	40 000 $
Musique nomade - Ateliers création musicale et développement professionnel	78 932 $
Place aux femmes Ilnuatsh	22 500 $
Plan de développement des loisirs	35 132 $
Programme des coordos en mobilisation communautaire, participation citoyenne et promotion des saines habitudes de vie	1 427 380 $
Projets de Fusion jeunesse	70 000 $
Puamun Meshkenu - Chemin des Mille Rêves	95 000 $
RCAAQ - Conseiller en développement	100 000 $
RCAAQ - Demande soutien urgence crise COVID-19	200 000 $
SOCAM - Financement pluriannuel	90 000 $
Stratégie jeunesse Atikamekw	12 500 $
Terres en vues - Festival Présence autochtone	85 000 $
Thompson Island Youth and Elders Cultural Camp	28 000 $
Wapikoni mobile	120 000 $

VOLET / NOM DU PROJET	DÉBOURSÉS
g) AIDE AUX AUTOCHTONES EN MILIEU URBAIN	**2 141 924 $**
Services directs	**1 480 826 $**
CAALT - Organisateur communautaire et travailleur de proximité	100 000 $
CAAL - Accompagnement, prévention et intervention	100 000 $
CAAMW - Programme bien-être familial et santé holistique	100 000 $
CAAM - Projet Teioronhioen	77 538 $
CAAQ - Consolidation des services directs à la clientèle	100 000 $
CAASI - Intervention psychosociale et animation culturelle	100 000 $
CAATR - Intervenant psychosocial et organisateur communautaire	100 000 $
CAAVD - Mowsogokan	100 000 $
CAALSJ - Animation communautaire et intervenant spirituel	100 000 $
CJPPM - Services aux victimes pour les Autochtones de Montréal	80 780 $
CEAAS - Intervenant phychosocial	94 600 $
Exeko - Soutien temporaire d'urgence travail de rue	5 000 $
Missinak - Bonification des services au Centre MAMUK	100 000 $
Montréal Autochtone - Animatrice communautaire et intervenant social	93 010 $
Open Door - Renforcement de la capacité d'intervention	99 898 $
Projets Autochtones du Québec - Consolidation et développement des services directs	100 000 $
FFAM - Projet Résilience Montréal	30 000 $
Infrastructures	**661 098 $**
Centre d'amitié autochtone de La Tuque - Sakihikan Rénovation et réaménagement	143 998 $
Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre - Shabougamak II	77 008 $
Maison communautaire Missinak - Centre multiservices MAMUK	67 170 $
Centre d'amitié autochtone de Maniwaki - Acquisition et rénovation	95 494 $
Open Door - Rénovation et aménagement	47 854 $
Centre d'amitié Eenou de Chibougamau - Reconstruction	112 332 $
Centre d'amitié autochtone du Lac Saint-Jean - Acquisition et rénovation	117 242 $
GRAND TOTAL	**16 968 670 $**

Notons qu'en 2020-2021, le Secrétariat aux affaires autochtones a déboursé 3 478 859 $ pour des projets approuvés dans le cadre de programmes antérieurs (FIA II, FIA et FDA), ce qui porte les déboursés totaux à 20 447 529 $.

Nombre de demandes reçues en 2020-2021 par volet et par communauté dans le cadre du FIA III

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
ABÉNAQUIS	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**4**
Odanak		1				1					**2**
Wôlinak				1				1			**2**
ALGONQUINS	**0**	**10**	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**2**	**4**	**0**	**18**
Général									1		**1**
Kebaowek				1							**1**
Kitcisakik						1			1		**2**
Kitigan Zibi		4									**4**
Lac-Rapide		4									**4**
Pikogan									2		**2**
Winneway		2						2			**4**
ATTIKAMEKS	**0**	**6**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**	**1**	**0**	**11**
Manawan		2							1		**3**
Obedjiwan			1			1		1			**3**
Wemotaci		4						1			**5**
HURONS-WENDATS	**0**	**0**	**0**	**4**	**0**	**2**	**1**	**0**	**0**	**0**	**7**
Wendake				4		2	1				**7**
INUITS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**2**	**0**	**0**	**4**
Général						1					**1**
Kangiqsualujjuaq								1			**1**
Kuujjuaq						1					**1**
Kuujjuarapik								1			**1**
MALÉCITES	**0**	**1**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**4**
Malécites de Viger		1		1				2			**4**

NATION / COMMUNAUTÉS	Action communautaire	Développement économique	Développement économique - Économie sociale	Développement économique – Femmes et Jeunes	Développement économique - Mobilisateur	Développement social	Garantie de prêt	Infrastructure communautaire	Soutien à la consultation	Aide aux Autochtones en milieu urbain	Total général
MICMACS	**0**	**2**	**0**	**5**	**0**	**0**	**2**	**1**	**1**	**0**	**11**
Général									1		1
Gesgapegiag		1		2			1				4
Gespeg				1							1
Listuguj		1		2			1	1			5
MOHAWKS	**0**	**7**	**0**	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8**
Akwesasne		1									1
Kahnawake		2									2
Kanesatake		4		1							5
MONTAGNAIS (INNUS)	**0**	**13**	**0**	**0**	**0**	**1**	**1**	**3**	**1**	**0**	**19**
Betsiamites		1									1
Essipit		1						1	1		3
La Romaine		3									3
Mashteuiatsh		3									3
Mingan		2									2
Natashquan						1		1			2
Pakuashipi		1									1
Uashat-Maliotenam		2					1	1			4
NASKAPIS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1**	**0**	**0**	**1**	**0**	**2**
Kawawachikamach						1			1		2
ORGANISMES AUTOCHTONES	**0**	**0**	**3**	**0**	**1**	**6**	**0**	**0**	**1**	**13**	**24**
Organismes autochtones			3		1	6			1	13	24
ORGANISMES NON AUTOCHTONES	**1**	**0**	**0**	**0**	**0**	**8**	**0**	**0**	**0**	**2**	**11**
Organismes non autochtones	1					8				2	11
TOTAL GÉNÉRAL	**1**	**40**	**4**	**13**	**1**	**23**	**4**	**13**	**9**	**15**	**123**

Liste des projets refusés en 2020-2021

VOLET / PROJETS	MOTIF
Action communautaire	
Maison l'Aquarelle (Chibougamau)	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement économique	
Clinique santé Québec 2020	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement économique – économie sociale	
Kina8at - Centre culturel autochtone (Organismes autochtones)	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme
Développement social	
Collectif FALG – Plan de développement	Le projet ne répond pas aux normes et critères du programme

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

10. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* (Plan d'action) vient de terminer sa troisième année financière et les indications préliminaires des ministères et organismes (M/O) permettent d'affirmer que la mise en œuvre des mesures continue de bien se dérouler. Il est à noter que le Secrétariat aux affaires autochtones ne détient pas encore le portrait complet des résultats de l'année 2020-2021, puisque la reddition de comptes formelle ne sera complétée qu'à la fin mai 2021.

La ventilation des budgets pour 2020-2021 selon les M/O est présentée ci-après :

Ministère ou organisme	**Nombre de mesures**	**Budgets 2020-2021**
Commission de la construction du Québec	3	100 000 $
Directeur des poursuites criminelles et pénales	1	25 914 $
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation	1	3 000 $
Ministère de la Culture et des Communications	12	4 576 500 $
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur[1]	12	7 536 250 $
Ministère de la Famille	1	375 000 $
Ministère de la Justice du Québec	17	3 945 761 $
Ministère de la Sécurité publique	18	1 726 088 $
Ministère de la Santé et des Services sociaux	33	3 411 958 $
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	1	8 000 000 $
Secrétariat aux affaires autochtones	23	6 820 770 $
Secrétariat à la jeunesse	2	856 289 $
Secrétariat à la condition féminine	9	1 296 000 $
Société d'habitation du Québec	3	4 240 000 $
Total	**136**	**42 913 530 $**

En date du 31 mars 2020, les budgets prévus pour la mise en œuvre des mesures des différents M/O sont répartis comme suit pour les cinq années du Plan d'action :

2017-2018	**2018-2019**	**2019-2020**	**2020-2021**	**2021-2022**	**Total 2017-2022**
21 541 954 $	27 932 348 $	33 734 339 $	42 913 530 $	57 469 839 $	**183 592 010 $**

[1] Notez que l'information concernant le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur est présentée de manière unifiée, même si les deux ministères se sont séparés en 2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

11. État d'avancement, budget ventilé et échéanciers pour le Mois de l'histoire des Autochtones

---

État d'avancement

Un projet de loi proclamant le Mois de l'histoire des Autochtones a été déposé au printemps 2013.

Le mois de juin avait été sélectionné afin d'être en concordance avec le gouvernement fédéral, qui avait déjà fait de ce mois le Mois de l'histoire des Autochtones, ce qui permettait d'y intégrer les festivités de la journée nationale des Autochtones. Cet arrimage permettait de favoriser la complémentarité entre les programmes de financement québécois et fédéral.

Toutefois, tous les acteurs concernés n'étaient pas convaincus que le mois de juin était approprié, puisqu'un des objectifs visés était de rejoindre la clientèle scolaire. Cette période de l'année est déjà très occupée par les examens et la fin des classes. Le projet de loi est mort au feuilleton lors du déclenchement des élections, au printemps 2014.

Cet engagement a été réitéré lors du dépôt du rapport final de la Commission de vérité et réconciliation, en décembre 2015.

Budget ventilé

Aucun budget n'a été alloué à l'instauration d'un Mois de l'histoire des Autochtones, en 2020-2021.

Échéancier

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'est pas en mesure, pour l'instant, de fournir un échéancier précis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

12. État d'avancement et rapport détaillé du fonctionnement du gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James pour l'année 2020-2021

- Conformément à la *Loi instituant le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James* (RLRQ, chapitre G-1.04), le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie-James (GREIBJ) a succédé à la Municipalité de Baie-James le 1er janvier 2014, pour l'administration des terres de la catégorie III qui en faisaient partie. Ce faisant, le territoire du GREIBJ exclut les terres des catégories I et II de la sélection allouée aux communautés cries ainsi que le territoire municipalisé des villes enclavées de Chapais, Chibougamau, Lebel-sur-Quévillon et Matagami.

- La représentation au GREIBJ est paritaire entre les Cris et les Jamésiens pour les dix premières années de son fonctionnement. Onze représentants jamésiens de chacune des villes enclavées et des localités dans le territoire du GREIBJ ont été désignés au conseil. Chibougamau y détient neuf voix; Lebel-sur-Quévillon, quatre voix; Chapais, trois voix; Matagami, trois voix; Valcanton, une voix; Villebois, une voix; Radisson, une voix. Un représentant du gouvernement du Québec, sans droit de vote, a été nommé au conseil du GREIBJ. Membre d'office, le président du Gouvernement de la nation crie (GNC) et son vice-président siègent aussi au conseil avec deux voix chacun, de même que les neuf chefs des communautés cries.

- Le conseil du GREIBJ se réunit habituellement aux deux mois pour une séance d'une demi-journée. En 2020-2021, six séances ordinaires ont été tenues, soit le 28 mai, le 30 juillet, le 24 septembre et le 19 novembre 2020, ainsi que le 28 janvier et le 25 mars 2021. En outre, le conseil s'est réuni à trois reprises en séance extraordinaire, soit le 24 août et pour deux séances le 22 décembre 2020, l'une d'elles étant exclusivement consacrée à l'adoption des budgets 2021.

- Le président du GNC et le membre désigné par un vote secret entre les onze représentants jamésiens agissent, en alternance, comme président et vice-président du conseil, pour des mandats de deux ans. La mairesse de Chibougamau, Mme Manon Cyr, a agi à ce titre pour les deux premières années de fonctionnement du GREIBJ. À compter de janvier 2016, le grand chef Matthew Coon Come, a occupé le poste de président jusqu'à la fin de son mandat, en juillet 2017. Le nouveau grand chef, Dr Abel Bosum, l'a remplacé à la suite de son élection, jusqu'au 31 décembre 2017. La mairesse de Chibougamau, Mme Manon Cyr, a été élue de nouveau pour deux ans, le 1er janvier 2018. Depuis le 1er janvier 2020, c'est le grand chef Bosum qui occupe le poste de président pour un mandat de deux ans.

- Pour refléter la situation linguistique de la population et des représentants cris et jamésiens, un service de traduction assure que les conseillers et le public puissent s'exprimer en français, en anglais ou en cri lors des séances du conseil. Les séances, qui se tiennent habituellement en alternance dans les communautés cries et jamésiennes, ont été tenues au cour de la dernière

année sur des plateformes numériques virtuelles en raison de la crise sanitaire.

- Les séances se sont déroulées dans un climat de collaboration. Le conseil du GREIBJ a traité les affaires du GREIBJ en conformité avec la loi qui l'encadre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

13. Liste et sommaire de toutes les ententes signées en 2020-2021 avec les communautés autochtones. Détail des coûts engendrés par chacune d'elles pour le gouvernement du Québec ou le SAA.

La liste des ententes conclues entre le 1er avril 2020 et le 31 mars 2021 sous la responsabilité du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et déposées au greffe de ce dernier est annexée à la présente. Ces ententes peuvent être consultées au SAA durant les heures ouvrables.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

14. Pour tous les programmes du Secrétariat, donner le détail des crédits existants en 2020-2021 qui n'ont pas été reconduits en 2021-2022, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Programme 04 :

Tous les crédits existants en 2020-2021 ont été reconduits en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

15. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2020-2021.

Crédits demandés au Conseil du trésor :

Programme 04 : 358 753 200 $.*

* La réponse correspond aux crédits demandés pour l'année 2021-2022. Pour les crédits demandés en 2020-2021, veuillez-vous référer aux documents de l'étude des crédits 2020-2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

16. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans le cadre de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.

Rencontres et actions posées

Mise en œuvre des recommandations

Différentes rencontres interministérielles ont eu lieu afin de discuter de la mise en œuvre des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA) et de l'utilisation de la somme de 200 M$ réservée au Budget 2020 pour la mise en œuvre de recommandations de cette commission et de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Commission Viens).

Ainsi, des rencontres de niveau professionnel réunissant des représentants de nombreux ministères et organismes (M/O) ont eu lieu les 12 mai, 29 octobre et 16 décembre 2020 ainsi que le 11 février 2021.

Des rencontres ont également été tenues entre sous-ministres les 5 août et 5 octobre 2020.

Bien entendu, de très nombreux échanges se sont déroulés de manière bilatérale et en continu entre le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et certains ministères, à tous les niveaux hiérarchiques, afin de discuter de mesures en réponse à certaines recommandations les concernant.

Élaboration d'un plan d'action national visant à prévenir et à éradiquer toutes formes de violence à l'encontre des femmes et des filles autochtones

La recommandation 1.1 du rapport national de l'ENFFADA concerne l'élaboration d'un plan d'action national visant à prévenir et à éradiquer toutes formes de violence envers les filles et les femmes autochtones. La recommandation 2 du rapport spécifique au Québec préconise que le gouvernement du Québec participe à la démarche.

Afin de répondre à la recommandation 1.1 du rapport national, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada a mis en place un groupe de travail fédéral-provincial-territorial.

- Des rencontres entre professionnels ont eu lieu les 9 avril, 7 et 21 mai, 4 et 18 juin, 2 juillet, 27 août, 24 septembre, 22 octobre, 5 et 19 novembre et 3 décembre 2020 ainsi que les 14 et 28 janvier, 11 et 25 mars 2021.
- Des rencontres entre sous-ministres se sont déroulées les 28 mai, 2 octobre et 16 décembre 2020.

Des rencontres se déroulant uniquement entre les différentes provinces et territoires ont également lieu dans le cadre d'un autre groupe de travail afin d'échanger sur leur participation à ce plan d'action national. Ce groupe de travail est présidé par le Yukon.

- Des rencontres entre professionnels ont eu lieu les 17 septembre, 4 et 24 novembre ainsi que les 1er, 8, 15, 22 et 29 décembre 2020; également les 5, 12, 19 et 26 janvier, les 2, 9 et 23 février et les 2, 9, 16, 26 et 30 mars 2021.
- Des rencontres entre sous-ministres se sont déroulées les 26 janvier, 19 février, 4 et 18 mars 2021.

Sessions nationales

En parallèle à cette démarche, les provinces et territoires sont invités à organiser des sessions de discussion nationales, en collaboration avec leurs partenaires autochtones, lors desquelles ils partagent les avancées en termes de réponse aux recommandations de l'ENFFADA ainsi que les bonnes pratiques en lien avec la prévention des violences faites aux filles et aux femmes autochtones. En 2020-2021, neuf de ces rencontres ont eu lieu.

- 15 mai 2020 (Yukon)
- 1er juin 2020 (Les Femmes Michif Otipemisiwak)
- 18 juin 2020 (Manitoba)
- 26 juin (Ontario)
- 21 juillet 2020 (Nouveau-Brunswick)
- 30 juillet 2020 (Saskatchewan)
- 5 août 2020 (Colombie-Britannique)
- 9 novembre 2020 (Alberta)
- 26 mars 2021 (2ELGBTQQIA)

Rapports

Outre les rapports rendus publics par l'ENFFADA, aucun autre rapport interne au gouvernement du Québec n'a été produit.

Sommes engagées

Depuis le mois d'octobre, seize mesures totalisant des investissements de 77,1 M$ sur cinq ans ont été annoncées, en réponse à l'ENFFADA et à la Commission Viens.

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
1	Implanter l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux avec les partenaires	MSSS	793 750 $	14 993 750 $
2	Bonifier et prolonger la mesure 1.1.6 du PAGDSCPNI : Soutenir la mise en place de nouveaux centres d'hébergement pour les élèves adultes, les étudiants et leurs familles	MES	2 450 000 $	18 400 000 $
3	Réaliser un état de situation des corps policiers autochtones (CPA) et soutenir financièrement l'Association des directeurs de police autochtone afin de contribuer efficacement au développement des CPA	MSP	163 000 $	4 144 285 $
4	Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec	MSP		3 812 487 $
5	Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les CPA au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie	MSP		3 688 068 $

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
6	Mettre à jour les compétences en matière de violence conjugale et familiale ainsi qu'en enquête auprès des policiers œuvrant au sein des CPA	MSP		3 557 005 $
		DPCP	25 914 $	458 158 $
7	Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels	MSP		814 400 $
8	Embaucher un agent de liaison autochtone au bureau du Commissaire en déontologie. (N. B.: Il agira également pour d'autres dossiers de prévention, comme le profilage racial et social)	MSP	82 471 $	1 001 543 $
9	Assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles	SCF		1 200 000 $
10	Mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	SAA	1 470 000 $	5 000 000 $
11	Développer des modules spécifiques sur certains enjeux pour bonifier la formation générale en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État des secteurs public et parapublic	SAA	20 000 $	800 000 $
12	Embaucher des intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels, en collaboration avec le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels	MJQ	724 422 $	7 749 849 $
13	Convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour (environ une dizaine de personnes en provenance du milieu)	MJQ	550 000 $	5 450 000 $
14	Ajuster la rémunération des conseillers parajudiciaires déjà en poste afin de leur permettre d'être concurrentiels sur le marché de l'emploi et de compenser les nouvelles responsabilités qui leur sont relayées en protection de la jeunesse.	MJQ	280 000 $	2 520 000 $
15	Embaucher de nouveaux conseillers parajudiciaires issus du milieu pour les Premières Nations et les Inuits	MJQ	183 500 $	2 477 500 $
16	Augmenter le financement de base des organismes autochtones responsables des services des conseillers parajudiciaires afin qu'ils puissent assurer un soutien administratif adéquat aux conseillers parajudiciaires et faire face aux frais encourus par une augmentation du nombre d'employés	MJQ	22 500 $	1 015 000 $
	TOTAL		**6 765 557 $**	**77 082 045 $**

Un montant de 2 M$ de nouveaux crédits sur deux ans, soit 1 M$ pour l'exercice financier 2021-2022 et 1 M$ pour l'exercice financier 2022-2023, a également été demandé au Conseil du trésor pour soutenir les familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement de santé et de services sociaux.

Ce soutien financier vise notamment l'accompagnement des familles autochtones dans le contexte de l'application du projet de loi nº 79, *Loi autorisant la communication de renseignements personnels aux familles d'enfants autochtones disparus ou décédés à la suite d'une admission en établissement*, actuellement à l'étude, sous réserve de son adoption et de sa sanction. Le projet de loi nº 79 constitue une réponse à l'appel à la justice nº 20 de l'ENFFADA, demandant au gouvernement « de remettre aux familles autochtones toutes les

informations dont il dispose concernant les enfants qui leur ont été enlevés suite à une admission dans un hôpital ou tout autres centres de santé au Québec ».

Dans le contexte de ces travaux, une rencontre a eu lieu avec le Regroupement des familles d'enfants autochtones disparus ou décédés Awacak, à laquelle a participé le SAA, le 8 février 2021.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

17. État d'avancement du projet de village permanent pour la communauté algonquine de Kitcisakik. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions posées et des sommes engagées dans ce dossier.

Bref rappel du dossier

L'absence d'un statut territorial spécifique pour l'emplacement actuel du village de Kitcisakik empêche les gouvernements du Québec et du Canada d'y investir de manière sûre et normalisée. L'assise territoriale de cette communauté a la particularité de ne pas posséder le statut de réserve au sens de la *Loi sur les Indiens*. Le village est ainsi érigé sur des terres publiques québécoises, au cœur de la réserve faunique La Vérendrye, sur le territoire non organisé du réservoir Dozois relevant de la municipalité régionale de comté (MRC) de La Vallée-de-l'Or.

Le plan d'affaires du projet Wanaki (nom du projet d'établissement d'un village permanent pour Kitcisakik), comprenant le plan d'aménagement et le plan d'habitation d'un village permanent pour la communauté de Kitcisakik dans le secteur du lac Ribot à environ 10 km du site actuel, avait été complété il y a quelques années. Les résultats d'un référendum sur le projet, tenu en 2013, ont révélé que 57 % des votes étaient en faveur d'un déménagement au lac Ribot. Toutefois, la communauté était restée divisée et aucune résolution confirmant le déménagement n'avait été adoptée à l'époque par le conseil de bande. À défaut d'avoir en main une telle résolution, le gouvernement fédéral par le biais de Services aux Autochtones Canada (SAC) avait informé la communauté, au printemps 2015, que le projet Wanaki serait suspendu jusqu'à nouvel ordre. Le gouvernement du Québec, quant à lui, s'est toujours montré favorable à ce projet, nécessaire à l'amélioration immédiate des conditions de vie de la population, et demeure engagé à collaborer en vue de sa réalisation.

Des échanges entre les gouvernements du Québec, du Canada et de la communauté ont permis de relancer les travaux en 2018-2019.

État d'avancement du projet de village permanent

À l'issue des échanges de 2018-2019 et de la relance subséquente du projet de village permanent, un comité tripartite a été constitué. Réuni pour une première fois en 2019, ce comité, qui regroupe des représentants du Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), de SAC et du conseil de bande de Kitcisakik, a rapidement priorisé l'élaboration d'un plan de travail. Le comité se réunit généralement aux deux semaines depuis le début de l'année 2020, sauf exception.

Dès les débuts des travaux du comité tripartite, une demande financière a été transmise au SAA et à SAC afin d'embaucher une ressource pour le projet Wanaki, pour l'exercice 2019-2020. Les coûts de cette demande ont été partagés à 25 % pour le SAA et à 75 % pour SAC. La demande a été réitérée pour

l'exercice 2020-2021. Le financement a permis l'embauche d'un coordonnateur et la poursuite des travaux du comité.

Les travaux se poursuivent malgré la pandémie. La communauté s'est par ailleurs dotée d'un plan d'action préliminaire (puisqu'à ce stade-ci, plusieurs exercices de consultation interne doivent être menés par le conseil de bande auprès de sa population). Il est à noter qu'il aurait été souhaitable de multiplier les rencontres d'information dans la communauté, de façon à en informer les membres de l'avancement du projet et des étapes à venir, mais les restrictions imposées par la Santé publique ne l'ont pas permis.

Actions posées

Le gouvernement du Québec participe activement aux rencontres du comité tripartite pour la mise en œuvre du projet de village permanent de Wanaki. Comme mentionné précédemment, ces rencontres se tiennent aux deux semaines, sauf exception.

Sommes engagées

Le salaire des professionnels attitrés au dossier a été alloué.

Pour l'année financière 2020-2021, le SAA a contribué à hauteur de 24 515 $ à travers le Fonds d'initiatives autochtones III, volet Développement social, pour assurer la poursuite des travaux entourant le projet de village permanent de Kitcisakik.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

18. État d'avancement, budget ventilé et échéancier de la mise en œuvre des actions ciblées favorisant la sécurisation culturelle à l'égard des membres des Premières Nations et de la nation inuite dans le réseau de la santé et des services sociaux.

Afin de soutenir l'implantation de la sécurisation culturelle dans le réseau de santé et des services sociaux, un montant de 15 M$ sur cinq ans a été annoncé par le ministre responsable des Affaires autochtones, M. Ian Lafrenière, et le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Christian Dubé, le 6 novembre 2020.

Les initiatives financées comprendront la conception et l'offre de formations, le déploiement d'agents de liaison et de navigateurs de services, le soutien aux meilleures pratiques et le renforcement de l'accompagnement dans le cadre du régime d'examen des plaintes. La planification et le déploiement de ces initiatives se feront en concertation avec les partenaires Premières Nations et Inuits et les établissements.

Le financement octroyé sera réparti de la façon suivante :

2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Total
793 750 $	3 175 000 $	3 675 000 $	3 675 000 $	3 675 000 $	14 993 750 $

Les démarches concernant la formation, les navigateurs de services, le soutien aux meilleures pratiques et le régime d'examen des plaintes sont en cours de planification.

Les crédits 2020-2021 (793 750 $) ont servi à financer des postes d'agents de liaison, selon la répartition suivante :

Répartition 2020-2021, en fonction du financement octroyé aux CISSS et CIUSSS

Établissements	Région	Postes d'agents de liaison financés par le MSSS
CHU de Québec	03	1
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	04	1
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	06	1
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	08	1
CISSS de la Côte-Nord	09	1
CRSSS de la Baie-James	10	1
CISSS de la Gaspésie	11	1
TOTAL		**7**

Note : D'autres agents de liaison peuvent être en poste dans le réseau de la santé et des services sociaux. Leur financement est toutefois assumé par les établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

19. État d'avancement de la table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones, jeunes et adultes. Liste des rencontres auxquelles des fonctionnaires du SAA ont assisté, des actions accomplies et des sommes engagées dans le cadre de cette table.

Sous la responsabilité du ministère de l'Éducation du Québec, la Table nationale a pour mandat d'établir une concertation entre les organisations autochtones et non autochtones qui œuvrent auprès des élèves des Premières Nations et des élèves inuits afin d'améliorer leurs indicateurs de persévérance et de réussite scolaire. La Table regroupe des représentants des commissions scolaires, de différents ministères et organismes, dont le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) et le gouvernement fédéral, de même que les organisations autochtones suivantes : la Commission scolaire crie, la Commission scolaire Kativik Ilisarniliriniq, le Comité naskapi de l'éducation, le Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes, le Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat, le Conseil en éducation des Premières Nations, l'Institut Tshakapesh, le Conseil de la Nation Atikamekw et le Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec. Au besoin, elle s'adjoint des membres d'autres ministères ou organismes.

Les membres de la Table, incluant le SAA, se sont réunis les 2, 16, 23 et 30 avril 2020; les 7 mai, 17 juin, 26 août, 1er octobre 2020 et, enfin, le 4 février 2021.

La Table s'est donné trois grands objectifs :

- Création de matériels pédagogiques culturellement signifiants ainsi que révision du matériel, des examens et des programmes existants afin de les rendre culturellement pertinents;
- Reconnaissance des langues autochtones au même titre que les langues officielles afin de créer un équilibre entre l'enseignement en langues autochtones et l'enseignement du français ou de l'anglais, en plus de l'adoption d'une approche de langue seconde lors de l'enseignement;
- Mise en place et suivi de formations en sensibilisation aux intervenants (personnel scolaire, professionnels de la santé, etc.), autant en formation qualifiante qu'en cours d'emploi.

Les membres de la Table ont également échangé sur les sujets suivants :

- La Refonte du programme Éthique et culture religieuse;
- Le référentiel des compétences professionnelles - Profession enseignante;
- La mise en œuvre de la mesure de littérature jeunesse du *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits*;
- Le développement de mesures dans le cadre du *Plan d'action numérique*;
- Les enjeux reliés à la COVID-19;

- Le développement de mesures pour les enfants autochtones de 0 à 8 ans dans le contexte du lancement de la Stratégie relative aux services éducatifs offerts aux enfants de 0 à 8 ans, *Tout pour nos enfants*, notamment par la mise en place d'un comité spécifique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

20. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2020-2021 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

Le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022* comprend plus de treize mesures en lien avec la prévention et la lutte contre les violences sexuelles. Parmi ces mesures, le Secrétariat aux affaires autochtones est responsable de soutenir des projets structurants pour les femmes autochtones en matière de violences sexuelles, en partenariat avec les organisations autochtones. En 2020-2021, les actions suivantes ont été déployées et les sommes engagées pour un montant total de 350 000 $ afin de prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones :

Organisme	Projet	Sommes engagées	Programme	Objet des initiatives soutenues
Femmes autochtones du Québec	Soutien à la mission globale	250 000 $	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Action communautaire	Amélioration de la qualité de vie des femmes autochtones et de leur famille dans les communautés et hors communauté (santé, éducation, emploi, etc.)
CALACS Étoile du Nord	Mikizi	100 000 $	Fonds d'initiatives autochtones III, enveloppe Développement social	Intervention, prévention, concertation et formation en matière d'agressions sexuelles et d'exploitation sexuelle dans les communautés de Lac-Simon et de Kitcisakik (Algonquins) et dans les municipalités de la MRC de la Vallée-de-l'Or
TOTAL		**350 000 $**		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition officielle

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

21. État d'avancement et rapport détaillé de la réflexion entourant la création d'un ministère des Affaires autochtones

---

La question de savoir quelle sorte d'entité gouvernementale est le meilleur véhicule pour veiller et agir sur les questions autochtones, que ce soit un ministère ou un secrétariat affilié au Conseil exécutif, ne se pose pas à l'heure actuelle.

L'intention du gouvernement, en s'appuyant sur la structure actuelle qui a fait ses preuves, vise de façon générale l'amélioration des relations avec les Autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

22. Liste des rencontres faites dans les communautés autochtones par le ministre en 2020-2021. Inclure les dates, les noms des personnes du SAA qui y ont assisté et les sujets abordés.

Voici la liste des rencontres tenues avec les organisations autochtones par le ministre et son cabinet pour l'année 2020-2021.

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
2020			
1er avril	René Simon, chef de Pessamit Suzanne Bacon-Charland, conseillère Marielle Vachon, conseillère Gérald Hervieux, conseiller Christian Rock, consultant Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Mise à jour sur la crise de la COVID-19 avec la communauté de Pessamit	Conférence téléphonique
23 avril	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Flore Bibeau, responsable des communications du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)	Rencontre virtuelle
27 avril	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador (APNQL) Verna Polson, grande chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Annick Tremblay, APNQL Mira Levasseur-Moreau, APNQL Valérie Vennes, Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations	Impacts de la COVID-19 sur les femmes autochtones	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) Emmanuel Bertrand-Gauvin, Commission de développement économique des Premières Nations du Québec et du Labrador (CDEPNQL) Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones		
7 mai	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
15 mai	Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion virtuelle nationale sur la violence faite aux femmes et aux filles autochtones: réponse aux appels à la justice de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées (ENFFADA)	Rencontre virtuelle
26 mai	Philippe Meilleur, directeur général de Montréal autochtone Rodrigo Garcia, attaché politique du ministre Lacombe, ministère de la Famille Charles Guidon, Bâtir son quartier Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Présentation d'un projet de logements pour Autochtones à Montréal dans le cadre de la relance économique	Rencontre virtuelle
28 mai	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
28 mai	Serge Otsi Simon, grand chef de Kanesatake Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Sujets divers	Conférence téléphonique
25 juin	Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale du RCAAQ Jean-Bernard Villemaire, attaché politique de la ministre D'Amours Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires	Orientations du Regroupement des centres d'amitié autochtones du Québec (RCAAQ)	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	autochtones, Sylvie D'Amours Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre D'Amours		
29 juin	Mike McKenzie, chef d'Innu Takuaikan Uashat mak Mani-utenam Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Relance des négociations	Conférence téléphonique
27 août	Yoan Girard, Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (RRSSSN) Fabien Pernet, RRSSSN Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion entourant protection de la jeunesse au Nunavik et importance d'ancien PL21	Conférence téléphonique
14 septembre	Conseil en éducation des Premières Nations Membres du Groupe d'action contre le racisme et accompagnateurs Alana Boileau, attachée politique de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Présentation des enjeux de racisme en éducation	Rencontre virtuelle
18 septembre	Mira Moreau, avocate-conseil, APNQL M. Claude Picard, conseiller et attaché politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet de la ministre responsable des Affaires autochtones, Sylvie D'Amours	Discussion ENFFADA - Enfants disparus ou décédés	Rencontre virtuelle
28 septembre	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones	Discussion de la crise dans la réserve faunique La Vérendrye autour de la question de la chasse à l'orignal	Rencontre virtuelle
1er octobre	M. Jean-François Arteau, conseiller juridique Paul-Émile Ottawa, chef de Manawan Glenn Dubé, conseiller, Manawan Sipi Flamand, vice-chef de Manawan Jennifer O'Bomsawin, attachée politique de la ministre D'Amours Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones Christian Dubé, ministre de la Santé et les Services sociaux	Discussion entourant le décès de Joyce Echaquan et les suites à donner (élaboration d'une stratégie)	Rencontre virtuelle
5 octobre	Viviane Miche, présidente, Femmes autochtones du Québec Marjolaine Sioui, directrice générale, Commission de la santé et des services sociaux des Premières nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL) Tanya Sirois, directrice générale. RCAAQ	Rencontre d'information sur les mesures et actions "Femmes autochtones et COVID -19"	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Yann Gelinas, directeur général, Conseil de la Nation Atikamekw (CNA) Annick Tremblay, APNQL Mira Moreau, APNQL Emmanuel Bertrand-Gauvin, CDEPNQL Stella Bearskin, présidente, Association des femmes cries de Eeyou Ischtee Sylvie Cornez, directrice adjointe, Association des femmes Inuit – Saturviit Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Verna Polson, grand chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Isabelle Charest, ministre de la Condition féminine Marina Lavoie, attachée politique de la ministre Charest Sylvie D'Amours, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique de la ministre D'Amours		
15 octobre	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon Verna Polson, grand chef de la nation algonquine Régis Penosway, chef, Kitcisakik Monik Kistabish, chef, Pikogan/Abitibiwinni Casey Ratt, chef, Lac-Barrière Sacha Wabie, chef, Timiskaming Lance Haymond, chef, Kebaowek Dylan Whiteduck, chef, Kitigan Zibi Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation et introduction du ministre Lafrenière	Rencontre virtuelle
16 octobre	Paul-Émile Ottawa, chef, Conseil des Atikamekw de Manawan; Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre en lien avec le décès de Joyce Echaquan et les mesures à mettre en place pour améliorer la situation à l'hôpital de Joliette	Rencontre virtuelle
19 octobre	Charlie Watt, président, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Appel de courtoisie pour l'arrivée de M. Lafrenière	Conférence téléphonique

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
21 octobre	Brett Pineau, directeur général, Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) Ashanti Rosado, chargé de projet, CAAM Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Prolongement du financement et projet de police mixte	Rencontre virtuelle
21 octobre	Constant Awashish, grand chef, CNA François Néashit, chef, Wemotaci Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Jean-Claude Mequish, chef, Obedjiwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre de suivi du décès de Joyce Echaquan et de l'amélioration des services de santé pour les Autochtones.	Rencontre virtuelle
22 octobre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Présentation du plan d'action sur le racisme et la discrimination	Québec
26 octobre	Osti Simon, grand chef, Kanawake Patricia Meilleur, conseillère John Canatonquin, conseiller Garry Carbonnell, conseiller Bruce Montour, conseiller Valerie Bonspille, conseillère Victor Bonspille, conseiller Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le chef de Kanesatake et échange sur les enjeux actuels	Rencontre virtuelle
26 octobre	Abram Benedict, chef, Akwesasne Shawn Dulude, chef de police M. Dulude Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre et échange sur les enjeux actuels de la communauté d'Akwesasne	Sainte-Martine
28 octobre	Gina Deer, chef, Kahnawà:ke Relations Tonya Perron, chef, Conseil Chairperson	Présentations du conseil et des	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Ross Montour,chef, relations gouvernementales Nelly Marcoux, chef de projet, Bureau du Conseil des chefs Winona Polson-Lahache, conseiller politique Sonia Lebel, ministre responsable de l'administration gouvernementale Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	priorités	
29 octobre	M. Clifford Moar, chef, PEKUAKAMIULNUATSH Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Premier contact entre le chef et le ministre	Rencontre virtuelle
29 octobre	Édith Cloutier, directrice générale du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or Philippe Meilleur, président du RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale, RCAAQ Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Premier contact avec la direction du RCAAQ et du Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or et le ministre	Québec
30 octobre	Nakuset, directrice générale, Foyer pour femmes autochtones de Montréal et directrice de la philanthropie pour Résilience Montréal Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Premier contact	Rencontre virtuelle
2 novembre	Adrienne Jérôme, chef de Lac-Simon et présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Verna Polson, grande chef de la nation algonquine et vice-présidente du Conseil des femmes élues de l'APNQL Annick Tremblay, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Premier contact et échange sur les priorités des femmes élues	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
2 novembre	Constant Awashish , grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
3 novembre	Stanley Volant, Puamun Meshkenu Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation de l'organisme Puamun Meshkenu et des enjeux autochtones en santé	Rencontre virtuelle
9 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
12 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Situation COVID Manawan	Rencontre virtuelle
13 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Session de travail : 1-Prévisibilité du menu législatif 2-Services policiers 3-Ordre du jour de la rencontre du 17 novembre avec M. Legault	Montréal
16 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
16 novembre	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Lac-Simon Régis Penosway, chef, Kitcisakik Casey Ratt, chef, Lac-Barrière Monik Kistabish, chef, Pikogan Steeve Mathias, chef, Winneway Dylan Whiteduck, chef, Kitigan Zibi Lisa Robinson, chef, Wolf Lake	Discussion entourant le conflit de la chasse à l'orignal survenu cet automne et élaboration de solutions communes (entente pour négociations)	Val-d'Or

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière		
17 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Rencontre pour la mise sur pied d'une table politique entre l'APNQL et le gouvernement du Québec	Montréal
18 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Sipi Flamand, vice-chef, Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Suivi éclosion COVID-19 à Manawan	Rencontre virtuelle
19 novembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
19 novembre	Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan Caroline Proulx, ministre du Tourisme François Givault, attaché politique, ministère de l'Environnement et des Ressources naturelles Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Mine Nouveau Monde Graphite - rencontre de suivi à la suite de la sortie du communiqué de presse de Manawan	Rencontre virtuelle
23 novembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
23 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Partage d'information sur les annonces ministérielles à venir	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
25 novembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire hebdomadaire - discussion concernant le rapport du Groupe d'action contre le racisme	Rencontre virtuelle
27 novembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion avec les chefs attikameks en suivi du décès de Joyce Echaquan	Rencontre virtuelle
27 novembre	Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Annie Gros-Louis, directrice des services éducatifs, CEPN Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre entre le ministre Lafrenière et le Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN) et le ministre Roberge. Discussion entourant les principaux enjeux en éducation.	Rencontre virtuelle
3 décembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire de suivi avec les chefs attikameks	Rencontre virtuelle
7 décembre	Réal Tettaut, chef, communauté innue de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre pour discuter des dossiers suivants : Pointe-Parent, police régionale, sécurité publique, développement touristique	Rencontre virtuelle
7 décembre	Serge Otsi Simon, chef, Conseil des Mohawks de Kanesatake Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Suivi des dossiers et enjeux de la communauté de Kanesatake	Conférence téléphonique
10 décembre	François Neashit, chef, Conseil des	Rencontre pour discuter des projets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Atikamekw de Wemotaci Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	du Centre Opoho et de miniscierie	
11 décembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre en lien avec le rapport du Groupe d'action contre le racisme	Rencontre virtuelle
14 décembre	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL, Ghislain Picard Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
14 décembre	Constant Awashish, grand chef, CNA Paul-Émile Ottawa, chef, Manawan François Néashit, chef, Wemotaci Jean-Claude Mequish, chef, Opitciwan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire de suivi avec les chefs attikameks	Rencontre virtuelle
14 décembre	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion entourant les enjeux de sécurité publique de la communauté d'Ekuanitshit	Rencontre virtuelle
15 décembre	Danielle McCann, ministre de l'Enseignement supérieur Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre entre la ministre McCann, le ministre Lafrenière et le CEPN. Première rencontre concernant le mandat et les enjeux du CEPN et présentation de l'Institut Kiuna.	Rencontre virtuelle
16 décembre	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
21 décembre	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre de suivi	Rencontre virtuelle
2021			
5 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière	Discussion sur la vaccination	Rencontre virtuelle
7 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
11 janvier	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
11 janvier	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre politique sur le dossier Pétapan - Première rencontre d'une série de rencontres mensuelles	Rencontre virtuelle
14 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
14 janvier	Gina Deer, chef, Kahnawake Ross Montour, chef, Kahnawake Ghislain Picard, chef, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Rencontre de discussion sur la vaccination à Kanesatake	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
21 janvier	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
22 janvier	Réal McKenzie, chef, Matimekush-Lac John Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur la chasse caribou et décès de M. Raphaël André	Rencontre virtuelle
25 janvier	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL, Ghislain Picard Maryse Picard, directrice de ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
25 janvier	Denys Bernard, directeur général, Grand Conseil de la Nation Waban-Aki Dave Bernard, directeur général, Conseil des Abénakis de Wôlinak Daniel Nolett, directeur général, Conseil des Abénakis d'Odanak Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Présentation des dossiers importants et des préoccupations de la nation	Rencontre virtuelle
25 janvier	Tonya Perron, conseillère, Kahnawake Rhonda Kirby, conseillère, Kahnawake Frankie, conseiller, Kahnawake Harry Angus Rice, conseiller, Kahnawake Gina Deer, conseillère, Kahnawake Lindsay Leborgne, conseillère, Kahnawake Mike Jr Delisle, conseiller, Kahnawake Clinton Phillips, conseiller, Kahnawake Ross Montour, conseiller, Kahnawake Frankie Mccomber, conseiller, Kahnawake Kahsennenhawe Sfy Deer, conseillère, Kahnawake Winona Polson-Lahache, conseillère politique en chef, Kahnawake Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Jennifer O'Bomsawin, attachée politique du	Discussions sur le pont Honoré-Mercier et les négociations Québec-Kahnawake, préparation de la rencontre avec le premier ministre et mise à jour du Fonds	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
29 janvier	Véronique Rankin, directrice générale, Puamun Mishkenu Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Appel concernant le colloque de Puamun Meshkenu en persévérance scolaire, prévu au printemps 2021	Rencontre virtuelle
1er février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
1er février	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Verna Polso, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique, discussion sur la Covid	Conférence téléphonique
1er février	Réal McKenzie, chef, Matimekush-Lac John Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur le dossier du caribou, les infrastructures, le logement et la sécurité publique	Conférence téléphonique
1er février	Administration régionale Kativik (ARK) CNA RCAAQ CSSSPNQL Députées: Véronique Arcouette, Stéphanie Lachance, Nancy Guillemette et Marilyne Picard Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Consultation concernant le renouvellement du Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire	Rencontre virtuelle
4 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
5 février	Charles-Édouard Verreault, vice-chef, Mashteuiatsh Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre pour expliquer le fonctionnement de l'organisation et discussion sur certains dossiers importants	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
8 février	Constant Awashish, grand chef, CNA Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Discussion sur le logement	Rencontre virtuelle
8 février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
8 février	Françoise Ruperthouse, Association des familles de bébés disparus Alain Arsenault, avocat, Association des familles de bébés disparus Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Discussion sur le projet de loi nº 79	Rencontre virtuelle
9 février	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme,chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique, discussion sur le FIA , le développement économique, la COVID, le caribou et les consultations	Rencontre virtuelle
9 février	Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Nadine Gros-Louis, conseillère aux relations gouvernementales, CEPN Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation des dossiers - CEPN	Rencontre virtuelle
9 février	Jean-Charles Pietacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Thierry Biron, ministère de l'Enseignement supérieur	Rencontre de suivi sur le Programme d'aide financière aux infrastructures récréatives et	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Stéphanie Bouliane ministère de l'Enseignement supérieur Simon Laliberté, ministère de l'Enseignement supérieur Normand Fauchon, ministère de l'Enseignement supérieur Roxanne Gauthier, Architecte, collaboratrice chez EVOQ Architecture OAQ Maya Cousineau-Mallen, conseillère en développement communautaire Premières Nations et Inuits, EVOQ Architecture Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	sportives avec la communauté d'Ekuanitshit et le cabinet de la ministre Charest	
11 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
11 février	Dave Bernard, directeur général, conseil de bande des Abénaquis de Wôlinak, Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur le Casino de Wôlinak et Hydro-Québec	Rencontre virtuelle
12 février	Pita Aatami, président, Société Makivik Jean Dupuis, directeur, Relations Nunavik-Québec, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le nouveau président de la Société Makivik	Conférence téléphonique
12 février	Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Justin Roy, directeur du développement économique, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur plusieurs sujets	Rencontre virtuelle
12 février	Paul-Émile Ottawa, chef, Conseil des Atikamekw de Manawan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du	Discussion sur le budget discrétionnaire et Tourisme Autochtone Québec	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
15 février	Jean-Marie Volant, chef, Pessamit Jocelyne Bacon, conseillère, Pessamit Suzanne Bacon-Charland, conseillère, Pessamit Jérôme Bacon-St-Onge, conseiller, Pessamit Gérald Hervieux, conseiller, Pessamit Jean-Noël Riverin, conseiller, Pessamit Marielle Vachon, conseillère, Pessamit Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur la relation avec les Innus	Rencontre virtuelle
15 février	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre politique mensuelle sur le dossier Pétapan	Rencontre virtuelle
16 février	Noah Swappie, chef, Nation naskapie de Kawawachikamach Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Alana Boileau, attachée politique du ministre Lafrenière	Première rencontre avec le chef Swappie	Rencontre virtuelle
18 février	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
19 février	Abel Bosum, grand chef, Gouvernement de la nation crie Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Dossier chasse au caribou migrateur	Rencontre virtuelle
22 février	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
25 février	Ghislain Picard, chef, APNQL	Rencontre	Rencontre

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Màryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	hebdomadaire avec l'APNQL	virtuelle
26 février	Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation Denis Lamothe, député d'Ungava Harriet Keleutak, directrice générale, Kativik Ilisarniliriniq Sarah Beaulne, présidente, Puvirnituq, Kativik Ilisarniliriniq Nancy Etok, directrice adjointe, Ulluriaq School Mary Joanne Kauki, enseignante, Jaanimmarik school (Kuujjuaq) Mamadou Falilou Diop, directeur régional, Éducation aux adultes et formation professionnelle (Kativik Ilisarniliriniq) Lydia Watt, directrice, ARK Elias Moukannas, gestionnaire du programme de persévérance scolaire ESUMA Pita Aatami, président, Société Makivik Maggie Emudluk; vice-président du développement économique, Société Makivik Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Virtual tour of the minister of Education of the Nord-du-Québec region (Nunavik)	Rencontre virtuelle
26 février	Jean-François Roberge, ministre de l'Éducation Denis Lamothe, député d'Ungava Abel Bosum, grand chief, Gouvernement de la nation crie Daisy House, chef de la Nation crie de Chisasibi Caroline Mack, directrice générale (intérim), Commission scolaire crie Dr Sarah Pash, présidente, Commission scolaire crie Andy Baribeau, directeur adjoint (Opérations), Commission scolaire crie Dr Elma Moses, directrice adjointe (Pédagogie), Commission scolaire crie Kim Quinn, directrice des opérations scolaires, Commission scolaire crie Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires	Virtual tour of the minister of Education of the Nord-du-Québec region (Cree Nation)	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	autochtones, Ian Lafrenière		
5 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
8 mars	Eric Cardinal, consultant Lloyd Alcon, consultant Sharon Hunter, directrice générale, Winneway Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Louis Breault, conseiller politique, ministère de la Sécurité publique	Rencontre pour discussion concernant les enjeux policiers à Winneway	Rencontre virtuelle
9 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Table politique-Mise à jour COVID-19, foresterie, consultation sur le développement des territoires publics, aires protégées	Rencontre virtuelle
12 mars	François Neashit, chef, Conseil des Atikamekw de Wemotaci Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur le projet de miniscierie	Rencontre virtuelle
12 mars	Pita Aatami, président, Société Makivik Jean Dupuis, directeur général, Société Makivik Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du	Discussion sur divers sujets	Conférence téléphonique

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	ministre Lafrenière		
15 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
15 mars	Clifford Moar, chef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Rencontre politique mensuelle sur le dossier Pétapan	Rencontre virtuelle
18 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
19 mars	Charles-Édouard Verreault, Mashteuiatsh François Néashit, chef, Manawan Jean-Charles Piétacho, chef, Ekuanitshit Jean-Marie Vollant, chef, Pessamit Mike McKenzie, chef, Uashat-Maliotenam Jacques Tremblay, grand chef, Malécites de Viger Rémy Vincent, grand chef, Wendake Tony Wawatie, chef, Lac-Barrière Connie Lazore, chef, Akwesasne Daisy House Lameboy, chef, Chisasibi Frankie Côté, Kitigan Zibi John Martin, chef, Gesgapegiag Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Elijah Polson-Groulx, vice-chef Timiskaming Steeve Mathias, chef, Longue-Pointe Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ghislain Picard, chef, APNQL	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Gina Deer, chef, Kahnawake Viviane Michel, présidente, Femmes autochtones du Québec Léa Serier, Femmes autochtones du Québec Daisy Bellefleur, Innue, jeunesse Jemmy Echaquan-Dubé, Atikamekw, jeunesse Jean-Sébastien Vollant, chef, Pessamit Marie-Christine Tremblay, CDEPNQL Naomie Després-Tassé, Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador Dave Sergerie, Commission des ressources humaines des Premières Nations du Québec Ross Montour, Conseil des Mohawks de Kanhawake Denis Gros-Louis, directeur général, CEPN Marjolaine Sioui, directrice générale, CSSSPNQL Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Mélanie Vincent, APNQL Marie-Josée Belleau, APNQL		
22 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
22 mars	Jean-Charles Piétacho, chef, Conseil des Innus de Ekuanitshit Clifford Moarchef, Pekuakamiulnuatsh Takuhikan Martin Dufour, chef, Conseil de la Première Nation des Innus d'Essipit Réal Tettaut, chef, Conseil des Innus de Nutashkuan Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle
23 mars	Nakuset, directrice générale, Foyer pour femmes autochtones de Montréal Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur relation avec Batshaw	Rencontre virtuelle
24 mars	Nadine Gros-Louis, CEPN Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion concernant la consultation en lien avec la réforme du cours d'ECR	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Hubert Laprise, attaché politique du ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge		
24 mars	Rémy Vincent, grand chef, Conseil de la nation huronne-wendat René W. Picard, chef, Conseil de la nation huronne-wendat Jean-Mathieu Sioui, chef, Conseil de la nation huronne-wendat Jennifer O'Bomsawin, conseillère, Bureau du grand chef, Conseil de la nation huronne-wendat Christophe Navel, conseiller politique du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Rencontre avec le premier ministre-Discussion sur divers sujets	Québec
25 mars	Représentants du CEPN Benoît Charette, ministre responsable de la Lutte contre le racisme Julie Séide, attachée politique du ministre Charrette Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation par le CEPN au ministre Charette	Rencontre virtuelle
25 mars	Ghislain Picard, chef, APNQL Mira Levasseur Moreau, conseillère en fiscalité autochtone et attachée politique, APNQL Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre hebdomadaire avec l'APNQL	Rencontre virtuelle
25 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Conseil de la Nation Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Lisa Robinson, chef, Première Nation de Wolf Lake Monik Kistabish, chef, Conseil de la Première Nation Abitibiwinni Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Tony Wawatie, chef, conseil de bande de Lac-Barrière Kitiganik Steeve Mathias, chef, Première Nation de Longue-Pointe	Table politique-Mise à jour Covid, retour sur la rencontre avec le premier ministre et discussion sur autres sujets	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Crystal-Lee Beausoleil, gestionnaire de consultation, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière		
25 mars	Jacques Tremblay, grand chef, Nation malécite de Viger Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion sur divers sujets	Rencontre virtuelle
25 mars	Philippe Meilleur, président, RCAAQ Tanya Sirois, directrice générale, RCAAQ Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Orientations du RCAAQ	Rencontre virtuelle
26 mars	Représentants autochtones de partout au Canada Ministres du gouvernement fédéral Alana Boileau, attachée politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Discussion nationale en ligne concernant les femmes et filles autochtones disparues et assassinées et les personnes 2ELGBTQQIA+	Rencontre virtuelle
29 mars	Mira Moreau, avocate-conseil et attachée politique du chef régional de l'APNQL Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière	Rencontre statutaire	Conférence téléphonique
29 mars	Abram Benedict, grand chef, Conseil des Mohawks d'Akwesasne Membres du conseil: Vanessa Adams, Carolyn Francis, Edward Roundpoint, Vince Thompson, Theresa Jacobs, Darryl "Kermit" Lazore, Julie Phillips-Jacobs, Tim "Dooley" Thompson, April Adams-Phillips, Connie Lazore, Joe Lazore, Tobi Mitchell Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones	Présentation Conseil mohawk d'Akwesasne	Rencontre virtuelle
31 mars	Dylan Whiteduck, chef, conseil de bande Kitigan Zibi Anishinabeg Adrienne Jérôme, chef, Conseil de la Nation	Mesures intérimaires entente originale	Rencontre virtuelle

Date	Personnes présentes	Sujet	Lieu
	Anishinabe de Lac Simon Lance Haymond, chef, Première Nation de Kebaowek-Kipawa Regis Penosway, chef, Conseil des Anicinapek de Kitcisakik Steeve Mathias, chef, Première Nation de Longue-Pointe Verna Polson, grand chef, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Norm Odjick, directeur général, Conseil tribal de la nation algonquine Anishinabeg Lucien Wabanonik, négociateur Charles Ratt, négociateur Ian Lafrenière, ministre responsable des Affaires autochtones Lauréanne Fontaine, attachée politique du ministre Lafrenière Maryse Picard, directrice de cabinet du ministre Lafrenière		
31 mars	Représentants du CEPN Christophe Navel, conseiller politique du ministre responsable des Affaires autochtones, Ian Lafrenière	Présentation du CEPN	Rencontre virtuelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

23. Pour chacune des cinq dernières années, indiquer le nombre de demandes d'accès à l'information transmises au cabinet ministériel pour approbation.

Les demandes d'accès à l'information sont traitées par le Secrétariat aux affaires autochtones puis transmises au cabinet ministériel pour information seulement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

24. Indiquer les mesures et les sommes engagées en 2020-2021 par les autres ministères partenaires de la Stratégie 2016-2021 pour prévenir et contrer les violences sexuelles dans les milieux autochtones.

La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 est coordonnée par le Secrétariat à la condition féminine. Il lui appartient donc de répondre à cette question.

Bien que l'ensemble des mesures figurant dans cette stratégie peuvent concerner les Autochtones, une seule action leur est spécifique, soit celle qui vise à « Soutenir le Centre d'expertise Marie-Vincent dans son offre de formation en matière d'intervention auprès des jeunes enfants autochtones victimes d'agression sexuelle et auprès de leur famille » (action 43). Cette mesure permettra de contribuer au développement de l'expertise professionnelle en milieu autochtone, d'améliorer l'intervention, de sensibiliser les familles, de les outiller et de contribuer au mieux-être des enfants victimes d'agression sexuelle issus des communautés autochtones du Québec et à celui de leur famille.

En ce qui a trait aux onze mesures spécifiques aux Autochtones en matière de prévention des violences sexuelles, elles se retrouvent dans le *Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et Inuits*, coordonné par le Secrétariat aux affaires autochtones.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 140
Programme 04

Demande de renseignements du Troisième groupe d'opposition

Réponses aux demandes de renseignements particuliers

25. Indiquer les mesures déployées et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2020-2021 pour donner suite à l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées et à la commission Viens. Indiquer les mesures et les sommes prévues pour 2021-2022.

Un montant de 200 M$ sur cinq ans a été annoncé dans le cadre du Budget 2020 du gouvernement du Québec, en vue de donner suite aux recommandations des deux commissions d'enquête.

Depuis le mois d'octobre, seize mesures totalisant des investissements de 77,1 M$ sur cinq ans ont été annoncées. Pour certaines de ces mesures, les dépenses débuteront uniquement en 2021-2022.

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
1	Implanter l'approche de sécurisation culturelle dans le réseau de la santé et des services sociaux avec les partenaires	MSSS	793 750 $	14 993 750 $
2	Bonifier et prolonger la mesure 1.1.6 du PAGDSCPNI : Soutenir la mise en place de nouveaux centres d'hébergement pour les élèves adultes, les étudiants et leurs familles	MES	2 450 000 $	18 400 000 $
3	Réaliser un état de situation des corps de police autochtones (CPA) et soutenir financièrement l'Association des directeurs de police autochtone afin de contribuer efficacement au développement des CPA	MSP	163 000 $	4 144 285 $
4	Accroître l'accessibilité d'un plus grand nombre de policiers autochtones aux formations de perfectionnement professionnel de l'École nationale de police du Québec	MSP		3 812 487 $
5	Accroître l'accessibilité des aspirants policiers embauchés par les CPA au programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie	MSP		3 688 068 $
6	Mettre à jour les compétences en matière de violence conjugale et familiale ainsi qu'en enquête auprès des policiers œuvrant au sein des CPA	MSP		3 557 005 $
		DPCP	25 914 $	458 158 $

MSSS: Ministère de la Santé et des Services sociaux
MES : Ministère de l'Enseignement supérieur
MSP : Ministère de la Sécurité publique
DPCP : Direction des poursuites criminelles et pénales
SCF : Secrétariat à la condition féminine
MJQ : Ministère de la Justice

#	Mesure	M/O	2020-2021	Total 2020-2025
7	Développer et offrir des formations aux employés des services correctionnels	MSP		814 400 $
8	Embaucher un agent de liaison autochtone au bureau du Commissaire de la déontologie	MSP	82 471 $	1 001 543 $
9	Assurer le soutien financier de projets de prévention et d'intervention, par et pour les femmes et les filles autochtones, concernant l'exploitation sexuelle et autres formes de violences sexuelles	SCF		1 200 000 $
10	Mettre sur pied une campagne de sensibilisation visant à contrer le racisme et la discrimination envers les Autochtones	SAA	1 470 000 $	5 000 000 $
11	Développer des modules spécifiques sur certains enjeux pour bonifier la formation générale en ligne sur les réalités autochtones pour les employés de l'État des secteurs public et parapublic	SAA	20 000 $	800 000 $
12	Embaucher des intervenants autochtones responsables d'offrir des services d'aide aux victimes d'actes criminels, en collaboration avec le réseau des Centres d'aide aux victimes d'actes criminels	MJQ	724 422 $	7 749 849 $
13	Convenir d'ententes avec des organisations autochtones pour la formation, l'accréditation et l'embauche d'interprètes en langues autochtones auprès de la Cour	MJQ	550 000 $	5 450 000 $
14	Ajuster la rémunération des conseillers parajudiciaires déjà en poste afin de leur permettre d'être concurrentiels sur le marché de l'emploi et de compenser les nouvelles responsabilités qui leur sont relayées en protection de la jeunesse.	MJQ	280 000 $	2 520 000 $
15	Embaucher de nouveaux conseillers parajudiciaires issus du milieu pour les Premières Nations et les Inuits	MJQ	183 500 $	2 477 500 $
16	Augmenter le financement de base des organismes autochtones responsables des services des conseillers parajudiciaires afin qu'ils puissent assurer un soutien administratif adéquat aux conseillers parajudiciaires et faire face aux frais encourus par une augmentation du nombre d'employés	MJQ	22 500 $	1 015 000 $
	TOTAL		6 765 557 $	77 082 045 $